

Espoir
en Afrique du Sud

Le régime sud-africain de l'apartheid peut-il se réformer ? L'entreprise est sans doute aussi difficile que la transformation du communisme en Chine et en URSS, mais des déclarations récentes donnent à penser que le plus puissant pays d'Afrique ne restera pas éternellement figé dans un monde en pleine évolution. Après que le ministre sud-africain des affaires étrangères, en visite à Rome, ait reconnu que « la domination blanche doit prendre fin », le chef du parti gouvernemental, M. De Klerk, parlant, mardi 30 mai, sur une chaîne de télévision américaine, a annoncé des changements « fondamentaux », grâce à l'ouverture prochaine de discussions sans conditions préalables avec la communauté noire.

Après avoir gagné la « guerre des chefs », qui s'est terminée en mars par un compromis consistant à maintenir en place le président Pieter Botha jusqu'aux élections législatives de septembre, M. De Klerk, successeur probable du chef de l'Etat, se comporte comme un homme incarnant déjà un espoir nouveau pour le pays. Avant d'être frappé par la maladie, M. Botha avait déjà aboli une partie de la ségrégation raciale, telle qu'elle était vécue dans la vie quotidienne, dans les transports, sur les lieux de travail, dans les zones d'habitation. M. De Klerk veut aller plus loin en portant le débat sur le terrain des institutions politiques.

Il est évidemment plus facile de faire accepter l'abrogation de l'apartheid « moulin » que le principe « un homme, une voix » duquel découlerait la suprématie de la majorité noire. Les discussions sur les aménagements de cette règle et les étapes de son application promettent d'être longues, et dans l'immédiat, le problème principal est de trouver des interlocuteurs valables. Ceux-ci existent déjà au sein des organisations militantes contre l'apartheid dans un cadre légal, et parmi les dirigeants des baoutasans, qui ne sont pas tous de simples créatures de Pretoria. Mais il faudra bien parler un jour avec le Congrès national africain, interdit en Afrique du Sud et dont l'exil contribue sans doute à renforcer les divisions internes.

Condamné à la prison à vie, le chef de l'ANC, M. Nelson Mandela, a refusé, jusqu'à présent, d'échanger sa libération contre une renonciation à l'emploi de la violence. M. De Klerk est prêt à discuter de son sort avec M. Thatcher, probablement le mois prochain à Londres.

S'il mesure l'influence de l'opinion britannique sur ses compatriotes, il veut aussi renouer des relations moins méfiantes avec la Maison Blanche. Après son accession à la magistrature suprême, il prévoit de se rendre à Washington pour renforcer une dynamique déjà en œuvre en Namibie.

Lors des discussions sur l'avenir de ce territoire indument administré par Pretoria, qui devrait accéder à l'indépendance l'an prochain, les Sud-Africains ont reçu chez eux, en avril, une délégation soviétique, malgré trente-trois ans de rupture diplomatique. Auparavant, notamment à Brazzaville, ils avaient dialogué avec des dirigeants de l'Afrique indépendante. Les exclusives et les tabous paraissent brisés, il appartient aussi à ces derniers de faciliter une évolution des esprits qui pourrait changer non seulement le sort des Noirs sud-africains, mais aussi les données économiques de tout le continent.

M 0147-0601 0-4,50 F



3790147004500 06010

Nouveaux signes d'ouverture à Moscou

- Approbation du plan américain de désarmement
- Renforcement du rôle des institutions parlementaires

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui assistait à Paris à l'ouverture de la Conférence européenne sur les droits de l'homme, a favorablement accueilli, mardi 30 mai, les propositions américaines de désarmement, dans lesquelles il voit « un pas sérieux et important dans la bonne direction ». A Moscou, dans le discours qu'il a prononcé le même jour

devant le Congrès des députés, M. Gorbatchev a annoncé un approfondissement des réformes politiques qui tendra à accroître le rôle du nouveau Parlement. Il a, en outre, déclaré que des référendums pourront être organisés et que la loi électorale devait être améliorée. En conséquence, les élections locales, annoncées pour l'automne, n'auront lieu qu'au printemps 1990.

MOSCOU
de notre correspondant

Quatre-vingt-sept pour cent des Moscovites, indique un sondage publié par les Izvestia, suivent « constamment ou presque constamment » la retransmission des travaux du congrès des députés du peuple. A voir la masse de télégrammes et coups de téléphone dont les électeurs de toute l'URSS assaillent chaque soir leurs représentants jusque dans leurs chambres de l'hôtel Moskv, le pourcentage est le même partout, et d'ores et déjà un nouveau pouvoir — un Parlement, un pouvoir législatif — est né en Union soviétique.

Du jour au lendemain, des députés sont devenus des gloires nationales, d'autres, des têtes de

Turc. En moins d'une semaine, l'art de la guérilla parlementaire, de l'interpellation et de la motion d'ordre, la polémique politique et la transparence des débats ont fait leur intrusion dans un pays qui n'avait pour ainsi dire jamais connu de cela. Audiovisuel aidant, l'événement prend des airs de vastes cours scellés de démocratie et d'appelant, le mardi 30 mai, à un « changement fondamental des relations (...) entre le législatif et l'exécutif », M. Gorbatchev n'aura finalement qu'à officialiser ce qui est déjà devenu un état de fait.

Il n'en reste pas moins qu'on a ainsi entendu le secrétaire général d'un parti, dont, rigoureusement tout dépendait hier, expliquer devant les trois quarts des Soviétiques que, non seulement les

futures commissions parlementaires devraient superviser l'ensemble de la politique, intérieure et étrangère, mais examiner également les « candidatures aux principaux postes de l'Etat : ministres, ambassadeurs, etc. ».

Par une simple phrase jetée dans un discours d'orientation d'une heure trente a donc été scellé à la base un autre pilier encore du totalitarisme — la nomenclature, le vaste ensemble des fonctions que seul le haut appareil du parti pouvait pourvoir. Le Parlement y aura désormais son mot à dire, et à voir la vigueur de tant de députés, l'ardeur avec laquelle ils interviennent et le succès que cela leur vaut immédiatement dans leur circonscription, ce mot pesera lourd.

BERNARD GUETTA
(Lire la suite page 6.)Motion de censure contre le projet
de loi sur l'immigration

Lire l'article d'André Pommerehne, page 11

Les émeutes en Argentine

Extension des violences en dépit de l'état de siège
PAGE 3

Paris Ile-de-France

La sécurité dans le métro
PAGE 29Concours « Voyages en littérature »
Questions page 19

Le sommaire complet se trouve page 36

L'ENQUÊTE : la préparation du scrutin du 18 juin

La saga des Verts européens

Dans la plupart des pays européens, l'environnement est devenu aujourd'hui l'un des principaux enjeux du débat politique. Cette évolution, qui a mis du temps à prendre forme, est largement due à l'influence prise aujourd'hui par les mouvements verts européens, vingt ans après les premiers balbutiements du phénomène écologiste.

Quand on évoque les Verts, dans l'Europe des Douze, on pense inévitablement aux Grünen allemands, ce mélange explosif de militants pacifistes, antimilitaristes, écologistes, féministes et alternatifs. Les Grünen ne sont nés comme tels qu'en 1980, après de longs combats durant les années 70. Tout, en fait, a commencé avec la lutte contre les missiles américains stationnés en Allemagne de l'Ouest. Qui dit « écologiste », alors, désigne des militants pacifistes qui se battent contre la puissance militaire américaine, contre l'armement nucléaire. Aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Europe du Nord, ces militants se disent écologistes. Les mêmes, dans l'Europe du Sud — y compris en France — militent dans les rangs des partis communistes. De cette dualité de situations va naître une ambiguïté qui perdure aujourd'hui : un militant écologiste est souvent soupçonné de « faire le jeu des Russes » ou de « travailler pour Moscou » sous prétexte qu'il s'en prend à la société dans laquelle il vit et que cette société appartient au monde capitaliste.

Dans les années 70, l'énergie des premiers militants écologistes s'était concentrée contre le lancement de vastes programmes de production d'électricité nucléaire, tant en France qu'en Allemagne. L'atome représentait le mal absolu. Les anticléricaux se comptent d'abord autour de la centrale de Wyhl, dans le Bade-Wurtemberg, où se retrouvent dès 1975 les manifestants venus d'Allemagne et de France — l'Alsace est juste en face. En Italie ils concentrent leurs attaques sur le site de Montalto-di-Castro, en Toscane, où se prépare la première centrale nucléaire de grande puissance. L'attention se porte ensuite vers Brokdorf, dans l'extrême nord de la RFA, où les écoles allemandes se déclarent bien décidées à tuer dans l'œuf « la plus puissante usine atomique d'Europe ».

Encouragés par leurs succès — les autorités du Schleswig-Holstein ont suspendu les travaux à Brokdorf — les allemands se déchaînent tout au long de l'année 1977. Ils multiplient manifestations et cortèges à Grönheide (Basse-Saxe), Kalkar (Rhénanie-Westphalie) et Creys-Malville (France). Cette dernière manifestation, dirigée contre un projet de surrégénérateur (comme à Kalkar) soupçonné de fabriquer du plutonium pour les militaires, marque l'apogée de la bataille « écologiste » en France. Une bataille rangée qui fera de nombreux blessés parmi les policiers et les manifestants, dont l'un, Vital Michalon, trouvera la mort.

ROGER CANS.
(Lire la suite page 8.)

Services publics et économies budgétaires

Bien gérer les deniers de l'Etat

Alors qu'il prépare le budget de l'Etat pour 1990, le gouvernement s'interroge sur les réductions d'emplois dans la fonction publique. Faut-il poursuivre le mouvement de compression des effectifs, ébauché en 1984 ? La question vaut aussi pour les entreprises publiques, après les agressions dont ont été victimes des contrôleurs de la SNCF.

Depuis six ans, les pouvoirs publics assurent qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires pour mieux utiliser l'argent des contribuables. L'ambition est de s'inspirer du secteur privé pour améliorer la productivité : des services rendus par une administration moins nombreuse et un secteur public séminal, mais revigoré. Dans l'Europe de 1993, la compétition ne se fera pas seulement entre firmes privées, et les nations qui s'en tirent le mieux seront probablement celles dont les secteurs publics seront les meilleurs.

La notion de productivité de l'Etat a fait d'autant plus facilement son chemin que la grande ambition de la gauche arrivant au pouvoir en 1981 — lutter contre le chômage en créant 210 000 emplois publics — s'était soldée par un échec. L'idée qu'une meilleure efficacité implique une baisse des effectifs a donc peu à peu été acceptée.

Des problèmes graves sont pourtant apparus, montrant que les besoins en effectifs publics, non seulement ne diminuent pas partout, mais parfois augmen-

tent. Tel est le cas pour l'éducation nationale, la police, la justice. Dans d'autres secteurs, le recours à l'informatique n'apporte pas de réponses rapides : avec les agents du fisc, passés en cinq ans de 85 000 à 80 000, on a peut-être atteint, pour quelque temps, la limite au-delà de laquelle la qualité du service public se dégraderait. Quant à la SNCF et à la RATP, elles font presque chaque semaine l'expérience d'une modernisation mal conçue, qui a trop sacrifié aux promesses techniques et aux investissements en matériel moderne, oubliant qu'il faut du personnel pour l'entretien en même temps que doivent être assurés la « réception », le confort et la sécurité des voyageurs.

Le résultat est éloquent : en décidant subitement la semaine dernière, après un nouvel incident grave sur une ligne de banlieue, de créer en deux ans un corps spécial de police de cinq cents hommes pour la SNCF, le gouvernement avoue les défauts d'une politique de réduction des effectifs menée sans discernement. Et l'argument du ministère des finances, selon lequel les contrôleurs qui furent attaqués et rossés étaient plusieurs, ne démontre pas que le nombre ne fait rien à l'affaire : la situation s'est en effet tellement dégradée au fil des années sur certains trajets qu'aucune action « normale » ne peut plus maintenant avoir d'effet.

ALAIN VERHOLDES.

(Lire la suite page 32.)

CAMPUS

Les républiques étudiantes au Portugal
L'enseignement des langues en Espagne
Pages 17 et 18

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 26 à 28

FREDERIQUE LEBELLEY
Tête à tête

« Frédérique Lebelley a rencontré des détenus à vie. Elle en a tiré un livre choc : *Tête à tête*. Un document unique ».

Jean-Marie Pontaut / Le Point

« Sur un tel sujet, réussir à passionner sans être jamais démagogue, c'est un modèle à suivre pour traiter de sujets aussi difficiles en demeurant honnête ». Philippe Boucher / Le Monde

GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,55 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Hongrie, 100 H. ; Italie, 1.600 L. ; Japon, 6.400 ¥ ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

POLICE

Le dîner avec le diable

par ÉTIENNE REDON (*)

PAUVRE justice, pauvre police, pauvre Jobic !

Pauvre justice qui nous a donné le spectacle lamentable d'une valse-hésitation où l'honnêteté intellectuelle quitte peu à peu la piste. Que penser, en effet, d'un parquet qui transmet à la chancellerie deux réquisitoires, un blanc et un noir, et laisse aux politiques du ministère le soin de décider ? Que penser d'une chancellerie, garante des droits et libertés des citoyens, qui accepte de tels procédés ? Et que penser enfin du sens politique de ces mêmes magistrats qui, après avoir choisi la solution du ruse, d'un à-dire du grand déballage public, sont incapables de « convaincre » le tribunal que leur choix est le bon ?

Mais aussi, pauvre juge, déposé dans les limbes de sa définitive, totalement désacralisé, débilité, tentant de faire croire que ses jours sont en danger comme si les « Bataillons de la dignité », style Noriega, existaient en France ailleurs que dans l'imagination de certains nostalgiques.

Pauvre police confrontée dans ses activités quotidiennes au harcèlement, légal mais pressant, de la gendarmerie, et qui n'a trouvé que ce

théâtre de banlieue pour régler ses comptes avec cette Armée, au travers du colonel directeur de l'enquête. Rassemblements, manifestations, déclarations, « V » de la victoire, etc. Où sommes-nous ? C'est du surréalisme à l'état pur ! Clemenceau l'inventeur des Brigades mobiles — réveille-toi, ils sont devenus fous !

Pauvre Jobic, enfin, dont les diplômes prestigieux ont été d'un faible secours dans le cloaque malséant de la rue de Budapest. Mais que diable allait-il faire dans cette galère ? Ses déboires avec l'IGPN, au travers de ses précédentes relations professionnelles, n'auraient-ils pas dû inciter, bien avant l'affaire, ses supérieurs à lui rappeler les règles élémentaires de la « manipulation des sources » ?

Politique
psychologique et morale

Il est des évidences incontournables. La première est que si le banditisme est certes devenu pluridisciplinaire, tout le secteur qui y reste construit autour du sexe est généra-

teur de pollution, psychologique parce que la chair est faible, et morale parce que le vécu quotidien y élargit plutôt moins violent qu'ailleurs certains pas amigues deviennent plus faciles à franchir.

La seconde est que, en 1989, on ne fait plus la guerre tout seul, et que le nombre d'ennemis n'est qu'un indicateur parmi d'autres de la « qualité » de la répression. Le palmarès d'un « fic » qui ambitionne les plus hauts postes de sa hiérarchie ne doit plus se mesurer aux « crimes » réalisés (il en faut aussi, bien sûr) — dans une réserve de chasse privée, mais surtout à sa capacité à évoluer dans le monde qui l'entoure. Les périodes de formation doivent alterner avec les périodes d'action, car la fréquentation des voyous, si elle est redoutable moralement, l'est surtout intellectuellement. Il n'est jamais facile de passer des frères Moustafa à Saint-Simon ! Le quotidien, surtout celui de la criminalité de division de police judiciaire, est tellement présent qu'il a souvent pour conséquence une presse intellectuelle, dont plus d'un fic s'est rendu compte — après coup.

La troisième évidence est que l'« indice » n'est pas la « propriété »

du fic. Si la qualité de la relation personnelle est prépondérante dans tous les cas, elle ne doit pas faire obstacle à la transparence qui aidera le policier à se préserver des tentations. Il faut définitivement torse le cou au mythe du tandem « indic-fic », propédeutique de concert au travers de leurs prestations réciproques pour le plus grand bien de la société.

La police a besoin de sources : qu'elles soient ouvertes ou non, humaines ou techniques, elles doivent être gérées par un service et non par un homme dont l'adhésion, ne serait-ce que pour sa carrière, est nécessairement éphémère.

« L'affaire Jobic » est terminée et le principal intéressé peut se féliciter du résultat ; il n'est pas moins vrai qu'elle aura contribué largement à désacraliser la fonction de justice et à jeter une lumière trouble sur les rapports qui régissent les divers piliers de l'État. On pourrait gloser à l'infini sur ce thème. Que tous les manipulateurs en puissance se rappellent, plus simplement, que depuis l'origine des temps, « on se sert d'une longue cuillère pour dîner avec le diable ».

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire de police.

18 JUIN

Notre Europe en Europe

par ALFRED GROSSER

NE laissons pas obscurcir l'objet de notre vote du 18 juin. L'assemblée que nous, citoyens de douze pays, nous, dont les députés siègeront par groupes politiques et non par groupes nationaux, élirons ce jour-là, sera la première à laquelle s'appliquera le traité dit Acte unique européen, destiné à « faire progresser concrètement l'Union européenne », cela « en permettant aux institutions d'exercer leurs pouvoirs dans les conditions les plus conformes à l'intérêt communautaire ».

L'Europe de l'élection parlementaire n'est déjà plus un simple assemblage d'États. La Suisse, l'Autriche, la Norvège, le Suède sont elles aussi des démocraties fonctionnant en Europe. Elles sont autres que les pays de la Communauté parce qu'elles ne sont pas de la Communauté. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la RDA progressent sur les chemins de la liberté ; elles sont situées en Europe. Vouloir les aider à progresser plus vite, c'est sans doute une tâche communautaire, mais une tâche exercée vers le dehors de la Communauté.

Qu'est-ce qui fait donc la spécificité de celle-ci ? La première réponse devrait être une constatation négative : ce n'est pas la culture. Certes, la Commission de Bruxelles, contrairement aux affirmations agressives de Jack Lang, accomplit des efforts remarquables dans le domaine culturel, notamment en matière universitaire, en confortant ses traités, grâce à des subventions juridiques, une dimension qu'il n'est pas d'oublier. Mais pas plus qu'il n'y a de frontières culturelles intercontinentales (les musées américains coupés des européens ? Les romanciers sud-américains extérieurs au champ culturel de l'Européen d'aujourd'hui ?), il n'y a de frontières intracommunautaires qui mettraient à part la Communauté. Juridiquement déjà, l'organisation, le fonctionnement, le rôle de l'Europe qui comprend 23 membres et non 12, sans compter la Hongrie, en train d'accéder aux conventions qui lient entre eux les États membres du Conseil.

Pour le travail concret, il suffit de regarder fonctionner l'institution non gouvernementale la plus simple, la plus originale, la plus efficace. Née voici trente-cinq ans en Suisse, installée depuis bientôt trente ans à Amsterdam, vivant en grande partie des bénéfices de la Loterie nationale néerlandaise et du concours de pronostics du foot-

ball, la Fondation européenne de la culture agit à travers un vaste réseau d'institutions. Ainsi l'Institut européen d'éducation et de politique sociale de l'Unesco, le Centre européen de formation continue avancée. Ainsi le Centre européen travail et société, ou encore l'Institut pour une politique européenne de l'environnement, dont le bureau de Paris était dirigé par Brice Lissandre jusqu'à sa nomination au gouvernement. Ainsi l'Institut européen de la Communication. Or, si la coopération entre la Fondation et la Commission de Jacques Delors est étroite, elle ne définit nullement ses activités par rapport à la Communauté. Son champ a toujours été au moins celui du Conseil de l'Europe et s'étend aujourd'hui de plus en plus à l'Europe de l'Est.

Non, le champ communautaire, c'est la mise en place d'un véritable système économique commun tendant à renforcer les orientations vers une sorte de société commune, tout cela grâce aux progrès d'un système institutionnel commun. Actuellement, ce système est trop dominé par le Conseil, c'est-à-dire par les gouvernements qui, à la majorité qualifiée, font œuvre de législateurs imposant leurs textes aux parlements nationaux. L'Acte unique donne au Parlement européen des possibilités d'action considérablement élargies. Aux députés que nous élirons d'y travailler assidûment, ne serait-ce que pour que l'Institut communautaire exprime en même temps l'intérêt national français.

Dépossession nationale ? Oui si l'on considère que l'intérêt communautaire n'est fait que de concessions nationales à somme nulle. Non si l'on admet que l'avantage commun est bien davantage que la somme des avantages particuliers. Et même si l'on était pas sûr : tout ce qui trépassait une disposition, tout particulièrement une préférence que nos partenaires allemands pourraient donner à leurs compatriotes dans l'autre État allemand, devrait se rendre compte que, si l'enjeu du 18 juin est simplement la coordination de politiques nationales, la mobilisation des électeurs allemands n'aura aucune raison de se faire. C'est seulement dans la mesure où notre Europe est autre chose qu'une collectivité d'États-nations qu'elle peut devenir une communauté de vie pour les citoyens d'un de ses principaux membres qui est un État sans être une nation.

Au courrier du Monde

AMENDEMENT

Retrait de permis

Dans l'article de votre édition du 13 mai relatif au débat sur la sécurité routière à l'Assemblée nationale, il est indiqué que les députés de l'opposition se sont « acharnés à vouloir retirer au préfet l'autorisation administrative de suspension du permis pour la restituer au seul juge judiciaire, au nom du respect des libertés fondamentales ».

Cela est interprété comme « une inversion paradoxale des rôles ». Ayant été un défenseur de cet amendement, je me permets de préciser que dans le texte présenté par le gouvernement, il ne s'agit pas de suspendre le permis de conduire, possibilité qui demeure dans le code de la route, mais de suppression, ce qui est, vous en conviendrez, d'une toute autre nature.

Nous pouvons considérer, sans qu'il y ait aucune « inversion paradoxale des rôles », que le retrait définitif du permis d'apparence pour le moins à la concrétisation moderne de la suppression de la liberté d'aller et venir, garantis figurant dans le préambule de la Constitution de notre pays.

La réponse du ministre indiquant que le juge administratif pourrait être saisi en appel de ce contentieux marque un virage à 180 degrés par rapport au fait que, depuis 1789, c'est le juge judiciaire le seul garant des libertés fondamentales dans notre pays.

Qui peut croire aujourd'hui à l'impartialité de cette pseudo-justice administrative dans une matière où l'appréhension des faits et des personnes en cause sont en permanence confrontées à ce mal bien français du pistage ?

Pour croire depuis longtemps aux vertus pédagogiques du permis à points, susceptible de modifier profondément le comportement des conducteurs, je n'en crois pas moins à l'évitement de toute suspicion sur des décisions qui concernent des centaines de milliers de Français par an.

FRANCIS DELATTRE,
député du Val-d'Oise.

DÉFENSE

La mémoire
du cardinal Gerlier

Pour la mémoire du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, et pour le respect de la vérité de l'histoire, je ne peux accepter la phrase du Monde du 27 mai, disant sa « réputation d'inconditionnel de Vichy par sa fameuse proclamation de novembre 1940 : « Pétain c'est la France, et la France c'est Pétain », etc., que devaient cependant plus ou moins corriger, à la fin de la guerre, ses actions d'assistance à des résistants à des juifs ».

Le boudage d'abord que le cardinal disait : « On me cite mal. J'ai dit : Aujourd'hui, Pétain c'est la France, etc. » On était, en effet, en novembre 1940. Mais son action de « résistance » n'a pas attendu la fin de la guerre, comme pour se dédouaner et assurer l'avenir. Je ne cite que quelques faits.

Le 6 septembre 1942, il a fait lire (en chaire) dans toutes les paroisses du diocèse (Rhône et Loire) un texte, signé de lui, protestant contre le traitement infligé aux juifs.

On connaît l'action du Père Chaillet pour les juifs. Lors d'une conférence publique, devant des centaines

de personnes, j'ai entendu le cardinal affirmer : « Ce n'est pas le Père Chaillet qu'on devrait arrêter, c'est moi. Tout le monde sait bien que je suis avec lui ».

Sait-on qu'en 1944 un gnet-appez fut organisé contre lui par le Gestapo ? Il devait être abattu, place Saint-Jean, à la sortie de la cathédrale. « Quelle torde », un agent dom, fusillé à la Libération, en fit la révélation, et fit rapporter la décision, disant : « Ne touchez pas au cardinal Gerlier ! Vous risquez les plus grands ennuis ».

On sait bien aussi qu'il soutint, sous le manteau, ne pouvant faire plus, l'action des jésuites de Fourvière, et toutes leurs feuilles polycopiées, répandues clandestinement, écrites par les De Labat, Fournier, etc., et les Cahiers du Témoignage chrétien. On pourrait citer bien d'autres choses encore.

JEAN GAY
(prof., Lyon).

DISCRÉDIT

Le Parlement européen
et l'Iran

Le Parlement européen aurait pu s'abstenir en condamnant les crimes du régime islamique iranien. Il vient au contraire de se ridiculifier en appelant, le 24 mai, les gouvernements des États membres de la CEE « à obtenir que le peuple iranien soit représenté par le Conseil national de la résistance iranienne ».

Toute personne un tant soit peu informée de la situation en Iran sait en effet :

1) que le Conseil en question ne représente rien ni personne d'autre que l'organisation des Moudjahidines « du peuple » ;

2) que l'organisation en question, après quelques années de gloire et de popularité (pour sa lutte armée contre le régime du chah), est aujourd'hui totalement discréditée aux yeux du peuple iranien pour s'être rangée, les armes à la main, aux côtés de l'agresseur irakien ;

3) que les Moudjahidines, sous les allures BCBG qu'ils affectent de se donner devant les Occidentaux, sont en réalité des islamistes dont le fanatisme n'a rien à envier à celui des bushollas.

Passer de Khomeyni à Radjavi (chef « charismatique » des Moudjahidines résidant à Bagdad) revient donc à tomber de Charybde en Scylla ou, pour prendre des références plus familières aux Occidentaux, de Staline en Pol Pot. Pour le boudage de l'Iran comme pour la réputation du Parlement européen, il faut donc souhaiter que la résolution du 24 mai tombe rapidement dans l'oubli.

JEAN-PIERRE DIGARD,
directeur de recherche au CNRS,
directeur de l'équipe de recherche
« sciences sociales du monde iranien contemporain ».

SPLEEN

Le tombeau
de Baudelaire

La gloire ascensionnelle de Charles Baudelaire, dont votre « Monde des livres » du 19 mai fait état, ne me surprend guère, étant

professeur de lettres en lycée, et l'ayant vérifiée auprès de mes élèves, même les moins « réputés littéraires ». Il s'agit peut-être là de cet idéal tant recherché par le poète, et dont le reflet sans doute l'a tué.

Mais cet idéal s'accompagne du spleen, du poids de glaive qui empêche l'extase :

Il y a quelques jours mes pas m'ont conduit au cimetière de Montparnasse, et je suis tombé par hasard sur la sépulture de Charles Baudelaire. Le mot qu'on m'a mis en tête, et sans jeu de mot, c'est que les fleurs ne lui font pas mal ! Une tombe toute vide, toute sèche, toute dans l'ombre, et qui exhale une désagréable impression d'oubli.

Ainsi voilà une de nos gloires nationales, dont les ailes de géant s'élèvent dans le monde entier, voilà un poète immense et prodigieux, reconnu par toutes les générations confondues, y compris la jeunesse si prompt à l'iconoclastie, voilà l'auteur d'une œuvre qui doit être vendue à des millions d'exemplaires, qui participe dans son essence de la culture française, mais aussi aux bénéfices de bien des éditeurs !

Et il n'y a pas un responsable culturel, pas une association, pas un vendeur de livres, pas un club de poètes, qui se charge de fleurir régulièrement, comme une dette qu'on acquitte ou comme un remords qu'on repère, la pierre tombale de l'auteur du Guignol !

M. ALBAËRE
(Ternut, Essonne).

LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949, rééditée en 1987,
son flacon cristal est gravé, si vous le désirez, à vos initiales.
Aujourd'hui, l'Eau d'Hermès est aussi vendue
en vaporisateur de voyage 100 ml. Prix conseillé : 340 F.

HERMÈS
PARFUMS

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Bour-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprise.

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Téléx MONDEPUB 206 136 F

Imprimé au « Monde »

7, rue de la Harpe

PARIS-12

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDEPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 27 437ISSN : 0395-2337
Remarque : les tarifs sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-51

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TEL : (1) 42-47-98-72

| TARIF | FRANCE | BELGIUM | SUISSE | AUTRES PAYS tarif normal |
|--------------|---------|---------|---------|-----------------------------|
| 3 mois | 365 F | 399 F | 504 F | 700 F |
| 6 mois | 720 F | 762 F | 972 F | 1 400 F |
| 9 mois | 1 030 F | 1 089 F | 1 404 F | 2 040 F |
| 1 an | 1 300 F | 1 380 F | 1 800 F | 2 650 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 65-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou prioritaires : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ARGENTINE : malgré l'instauration de l'état de siège

Les émeutes continuent dans tout le pays

La tension reste vive en Argentine, où de nouvelles émeutes ont éclaté, mardi 30 mai, après des scènes de pillage dans la province de Buenos-Aires. Le ministre de l'Intérieur, M. Juan Carlos Pugliese, a indiqué que les forces armées ne seraient pas appelées à intervenir. Ancien bilan officiel n'a encore été communiqué, mais selon diverses sources une dizaine de personnes auraient été tuées, lors d'affrontements avec la police, au cours de ces derniers jours. Le président Raúl Alfonsín devait rencontrer, mercredi,

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

L'état de siège, décrété lundi soir, n'a pas empêché l'Argentine de vivre une deuxième journée d'émeutes, auxquelles s'est ajoutée, dans la capitale, une série d'attentats à la bombe - de faible puissance, qui, dans le contexte de ces derniers jours, - a suffi à relancer la psychose du terrorisme.

Rosario (la troisième ville du pays, située à 300 kilomètres au nord-ouest de la capitale), où tout a commencé lundi, n'a connu un semblant de calme que dans la soirée de mardi. Elle présente encore l'aspect d'une ville morte : commerces et écoles sont fermés et les rues désertes. Des groupes d'émeutiers l'ont parcourue toute la journée à la recherche de nourriture, malgré les patrouilles qui tentaient de les disperser en tirant en l'air. Les supermarchés ayant été dévalisés la veille, ils se sont rabattus sur les petits commerces - dont certains avaient électrifié leur rideau de fer - et même sur des particuliers.

Devant la « passivité » des forces de l'ordre, certains s'étaient armés et organisés en groupes d'autodéfense, bien décidés à défendre leur bien. La route qui relie Rosario à la capitale a été coupée à plusieurs reprises par des barricades de bois et de pneus enflammés. Le calme n'est revenu, apparemment du moins, que lorsque le gouvernement de la province a demandé à la population de rester chez elle et a assuré que les forces de sécurité avaient reçu l'ordre de tirer sur les pillards. Une centaine de gendarmes ont été envoyés au renfort.

La nourriture commence à manquer d'autant que des camionneurs refusent de livrer de peur d'être dévalisés comme cela est arrivé lundi. On ignore le nombre des victimes de la deuxième journée (le bilan de lundi est de trois morts et une cinquantaine de blessés), mais les appels aux donateurs de sang lancés par les hôpitaux laissent penser qu'ils sont nombreux.

On sait, en revanche, que plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, dont, selon la police, des « membres de partis ou de groupuscules d'extrême gauche », que le gouvernement et l'opposition rendent responsables des troubles.

Eviter
un « caracazo »

Cinq personnes au moins sont mortes et treize autres ont été blessées lors d'affrontements entre la police et un millier de personnes qui tentaient de pénétrer dans un supermarché à San-Miguel, dans la province de Buenos-Aires. A Wilde, dans cette même province, les propriétaires d'un autre supermarché ont préféré distribuer eux-mêmes des sacs contenant des aliments de base aux trois cents personnes rasées devant leur établissement.

Dans la capitale, deux bombes ont explosé à l'heure du déjeuner, trois autres ont semé la panique dans la City (la quartier des affaires). Elles n'ont fait qu'un blessé léger, mais ont réveillé de vieux fantasmes chez les Argentins encore traumatisés par le terrorisme.

Pendant toute la journée, le Congrès a été le centre de féroces réunions entre membres du gouver-

nement et du Parti péroniste, dans le but notamment de trouver le moyen d'éviter que la crise ne dégénère en un « caracazo » (des émeutes comme à Caracas) (1). M. Antonio Cafiero, gouverneur de la province de Buenos-Aires et président du Parti justicialiste (péroniste), a déclaré après une entrevue avec le ministre de l'Intérieur, M. Juan Carlos Pugliese, qu'une loi d'urgence économique et sociale sera destinée à procurer des médicaments et des aliments aux plus nécessiteux et à aider les petites et moyennes entreprises (pour qu'elles puissent payer leurs ouvriers) ainsi que les provinces dont certaines sont en faillite depuis plusieurs mois.

Quatre-vingt-deux tonnes d'aliments vont être distribuées dans la province de Córdoba, et deux cent cinquante autres dans celle de Buenos-Aires. Des soupes populaires vont être ouvertes un peu partout dans le pays ainsi que des restaurants scolaires.

La CGT, la centrale syndicale unique (péroniste), a annoncé la mise en place d'un plan de secours d'urgence pour les victimes de la crise, en collaboration avec les chefs d'entreprise. Elle a finalement rejeté l'idée d'une grève générale pour protester contre les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement. Elle s'est prononcée en faveur d'une accélération de la passation de pouvoir entre l'actuel président Alfonsín et son successeur élu le 14 mai dernier, M. Carlos Menem.

CATHERINE DENVER.

(1) A la fin du mois de février des émeutes de la faim ont provoqué des centaines de morts et des centaines de blessés dans la capitale.

EL SALVADOR : après dix années de guerre civile et de crise économique

Le retour au pouvoir d'une droite dure

SAN-SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

Dix ans après que la vieille oligarchie du café ait été écartée du pouvoir par un coup d'Etat militaire, une droite dure reprend la barre au Salvador avec l'entrée en fonction, jeudi 1^{er} juin, du nouveau président, M. Alfredo Cristiani. Le candidat de l'Alliance républicaine nationale (AREN), largement vainqueur aux élections du 19 mars avec 54 % des suffrages, succède au démocrate-chrétien Napoleón Duarte, principale figure de cette décennie sur la scène politique nationale, alors que le pays s'enfonce un peu plus chaque jour dans la guerre civile et la crise économique.

A l'occasion de l'investiture de M. Cristiani, la gauche du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a défilé une « grève forcée » des transports en commun à partir de mercredi. Elle multiplie également les sabotages contre le réseau électrique. La capitale et certaines zones du pays, déjà très affectées, ces derniers mois, par les coupures de courant, sont de nouveau, chaque nuit, plongées dans une obscurité quasi complète depuis le début de la semaine. Estimant que les résultats du scrutin du 19 mars « ne reflètent pas la volonté de la majorité du peuple » (un peu plus de 50 % des inscrits n'ont pas voté), le FMLN affirme qu'un « gouvernement dirigé par l'AREN est illégitime ». C'est pourquoi la gauche propose l'organisation de nouvelles élections « vraiment libres et démocratiques » six mois après la signature d'un cessez-le-feu qui reste à négocier.

Dans un nouveau document publié le 29 mai, le FMLN propose une sorte d'alliance avec tous les partis d'opposition pour forcer l'AREN à négocier une solution politique à une guerre civile qui a fait sécher dix mille morts en neuf ans. La gauche s'engage, notamment, à la fermeture des bases et des infrastructures économiques et à ne plus commettre d'attentats contre

les dirigeants politiques au pouvoir. En contrepartie, elle demande la libération de dizaines de dirigeants syndicaux arrêtés au cours des dernières semaines, le respect des grandes réformes réalisées au cours de la décennie (réforme agraire, nationalisation des banques et du commerce extérieur), ainsi que le « jugement de l'ancien commandant Roberto d'Aubisson (1) et de tous ceux qui sont impliqués dans l'assassinat de Mgr Romero », l'archevêque de San-Salvador abattu en mars 1980 au cours d'une messe.

Ne pas perdre
l'aide américaine

Ce document - le troisième depuis le début de l'année - a été accueilli dans l'indifférence. Pour le président de l'AREN, M. Cristiani, le FMLN « cherche simplement à se faire de la publicité en profitant de la présence des délégations étrangères » invitées à l'investiture. « Les opérations terroristes des derniers jours, ajoute-t-il, confirment que le FMLN cherche à tout prix la confrontation avec le nouveau gouvernement ».

Processus, la revue de la plus prestigieuse université du Salvador - la UCA - dont l'orientation est à gauche, n'hésite pas à écrire, elle aussi, que la gauche fait fausse route, avec des propositions dénuées de « réalisme ». Les auteurs de l'article ajoutent que le FMLN se trompe lorsqu'il affirme qu'il « dispose de la base sociale nécessaire pour déclencher une insurrection ». Ils recommandent que la gauche « une puissance militaire considérable », mais, selon eux, « une insurrection pourrait conduire à la destruction totale de sa base sociale ».

Les alliés politiques du FMLN au sein de la convergence démocratique (ils ont obtenu à peine 3,8 % aux élections du 19 mars du fait du boycottage décrété par la gauche) sont eux-mêmes très agacés par la stratégie du Front. Ils ne pensent pas, en tout hypothèse, qu'il puisse y avoir de discussions sérieuses pour parve-

nir à la paix avant six mois ou un an. « Au début, Cristiani va être très prudent, affirme ainsi, M. Ruben Zamora, secrétaire général du Mouvement populaire social-chrétien, une des trois composantes de la Convergence. Il va maintenir des espaces démocratiques pour des débats d'images et pour ne pas perdre l'aide américaine » (autour de 500 millions de dollars par an). Mais M. Zamora croit aussi que les difficultés vont rapidement surgir avec l'application du programme économique néo-libéral de l'AREN : « La rationalisation dans le secteur public va se traduire par des licenciements et l'entreprise privée n'investira pas tant que la guerre se poursuivra ». M. Zamora n'exclut donc pas l'éventualité d'une « explosion sociale ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Le commandant d'Armée, dit « El Chino », chef de file de la gauche de l'AREN, est soupçonné d'avoir organisé, au début des années 80, les Ecuadros de la mort d'extrême droite, chargés d'assassiner des militaires et sympathisants de la gauche et de l'extrême gauche. Il garde un poids considérable au sein de l'AREN. Il plaide pour une solution dure, susceptible d'être « en moins de deux ans avec la gauche » ; en même temps, il signale discrètement avec certains dirigeants du FMLN.

● COLOMBIE : le chef de la police échappe à un attentat. - Le chef de la police d'Etat colombienne, le général Miguel Meza, a échappé, mardi 30 mai à Bogotá, à un attentat qui a fait au moins quatre morts et trente-cinq blessés. Sa voiture, piégée, a explosé, tuant deux de ses gardes du corps et deux passants. L'officier a survécu, accusé les trafiquants de drogue colombiens d'être à l'origine de cette attaque. Le 28 mai, il avait, lors d'une conférence de presse, accusé notamment MM. Pablo Escobar et Gonzalo Rodríguez Gacha, dit « le Medved », réputés chefs du cartel de Medellín, d'avoir organisé des groupes de tueurs, les « escuadras de la mort ». Ceux-ci seraient responsables de nombreux crimes politiques commis depuis un an et demi en Colombie. - (AFP, AP, Reuters, UPI.)

BOLIVIE : incertitude et tensions à La Paz

Les résultats des élections du 7 mai ne satisfont personne

LA PAZ
de notre envoyé spécial

Tension et confusion en Bolivie. La publication des résultats officiels des élections générales (législatives et présidentielles) du 7 mai par la cour électorale n'a satisfait personne, à commencer... par le vainqueur. En effet : bien que son candidat à la présidence, M. Gonzalo Sánchez de Lozada, soit officiellement arrivé en tête avec 23,07 % des suffrages, mais seulement 5 815 voix d'avance, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR, centre-droit), dont le numéro un est l'actuel chef de l'Etat M. Victor Paz Estenssoro, a réclamé l'annulation des élections. Le parti gouvernemental fait état de « très graves irrégularités » pendant le dépouillement et la révision des bulletins par la cour.

Le « coup de gueule » du MNR s'explique : il affronte une offensive qu'il juge « concertée » de l'ADN du général Hingo Baez (droite) et du MIR (social-démocrate) de M. Jaime Paz Zamora. Une alliance tactique jugée contre nature par certains amis du général Baez (dictateur de 1971 à 1978) et par des dirigeants du MIR, qui menacent de faire scission. Son seul but est d'éliminer « Goni » (Gonzalo), c'est-à-dire le candidat du MNR à la présidence.

Par le vote
ou avec les bottes...

« Après, on verra », disent « bananiers » et « militants » hostiles - pour des raisons évidemment opposées - à M. Sánchez de Lozada, le « gringo », artisan, en sa qualité de ministre du plan, de la nouvelle politique économique néo-libérale qui a remis le pays sur rails, mais au prix d'un « coût social » considérable.

Dans cette course incertaine, le général Baez est second, à un souffle de « Goni » (il a 22,70 % des voix), et M. Jaime Paz Zamora est bon troisième avec 19,64 % des suffrages. Le leader du MIR et ancien vice-président du gouvernement, M. Síles Zuazo (1981-1985), a, pourtant, plus que doublé son score de 1985.

Pour être élu à la présidence le 6 août prochain par le Congrès

(chargé selon la Constitution de choisir entre les trois premiers), « Goni » devrait obtenir le soutien de soixante-dix-neuf parlementaires au moins. Il est loin de compter. Dans le nouveau Parlement, le MNR a neuf sièges de sénateurs et quarante députés. On compte en revanche huit sénateurs et trente-huit députés « bananiers », et huit sénateurs et trente-trois députés du MIR. Sur le papier, dans le contexte actuel, « Goni » est battu : d'où la réaction de son parti...

Le général Baez qui a juré d'être président « non voté » ou « non élu » (par le vote ou avec l'appui des militaires) conserve sa chance. Et l'ambitieux M. Paz Zamora, chouchou de l'Internationale socialiste, peut encore espérer regrouper cette « nouvelle majorité » qu'il préconise.

Nombreuses
critiques

Mais ces combinateurs de coulisses irritent une opinion publique désempée et inquiète. « Je ne permettrai pas un processus semblable à celui de Panama... » affirme M. Mauro Cuellar, président de la cour électorale, qui a annulé plus de 300 000 suffrages (sur environ 2 100 000 électeurs inscrits). Son attitude est critiquée avec violence par les partis minoritaires eux-mêmes. M. Carlos Palanca, ex-animateur de télévision devenu le leader populiste des Condepa (Conscience de la patrie) et qui a remporté une victoire écrasante à La Paz (il a deux sénateurs et neuf députés) entend « mobiliser » les troupes : le peuple des quartiers pauvres de la capitale. La gauche classique, elle, est larmée (1), de même que les formations indigénistes (2). Les exclus de la nouvelle Assemblée chargée de trouver un successeur à M. Victor Paz Estenssoro, parlent de « lancer leurs sympathisants dans la rue ». Une menace qui ne contribue pas peu à faire monter le fièvre.

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) La Gauche unie a dix députés, le Parti socialiste (PS-I) a 2,5 % des suffrages, et aucun élu.
(2) Les citoyens considérés comme « indiens » représentent environ 70 % de la population bolivienne.

Après l'attaque d'un village palestinien

Une trentaine d'Israéliens arrêtés

Une trentaine d'Israéliens, parmi lesquels des étudiants d'une école militaire près de Naplouse, ont été arrêtés, le mardi 30 mai, à la suite de l'attaque, la veille, d'un village de Cisjordanie, Kif-Harich, au cours de laquelle une Palestinienne de seize ans avait été tuée (le Monde du 31 mai). Intervenant dans un climat de tension accrue entre colon et Palestiniens, l'attaque de lundi a été la plus sanglante des « expéditions punitives » menées par les premiers corps des villages de Cisjordanie. « Ils [les colons] ont ouvert le feu comme des fous », a notamment déclaré un responsable militaire israélien cité par le quotidien israélien Maariv. Il s'agit d'une « petite provocation de la part des colons », a dit un autre militaire, selon le journal Haaretz.

Par ailleurs, le maire d'une implantation juive de Cisjordanie, Ariel, envisage de contraindre les Palestiniens à travailler à porter un badge portant la mention « travailleur étranger ». Ce projet a suscité une vague de protestations en Israël même, où des parlementaires de sept partis, de droite comme de gauche, ont signé une pétition deman-

dant au gouvernement d'empêcher cette pratique.

L'UNESCO a, d'autre part, demandé, mercredi, à Israël de ouvrir tous les établissements scolaires, universitaires et culturels des territoires occupés. La résolution, présentée par quatre pays arabes ainsi que par la Somalie, et adoptée par l'organisation internationale, souligne que « la fermeture permanente des institutions éducatives et culturelles [en Cisjordanie] provoque une montée spectaculaire de l'analphabétisme ». La même demande avait été formulée la semaine dernière par Washington, tandis que quatre cents universitaires israéliens dénonçaient la reconquête, pratiquement ininterrompue depuis deux ans, de l'ordre de fermeture des écoles et universités de Cisjordanie (le Monde du 27 mai).

Enfin, une nouvelle rencontre a eu lieu, mardi, à Tunis entre Américains et représentants de l'OLP. Cet entretien, organisé à la demande de Washington, devrait être suivi d'une nouvelle rencontre « très prochainement », a-t-on indiqué de source palestinienne. - (AFP, AP, Reuters.)

Le sultan Qabous d'Oman a commencé
une visite officielle de quatre jours en France

Le sultan Qabous d'Oman est arrivé mardi après-midi 30 mai à Paris pour une visite d'Etat de quatre jours, la première d'un souverain omanais depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, il y a deux siècles.

Accueilli à l'aéroport d'Orly par M. Mitterrand, le souverain omanais a été dans la soirée l'hôte d'honneur du président de la République au palais de l'Élysée. Auparavant, les deux chefs d'Etat avaient eu plus d'une heure d'entretien en tête à tête, consacré pour l'essentiel à la situation au Proche-Orient et dans le Golfe.

« Au cours du dîner, M. Mitterrand a souligné « plein succès » à la mission de paix au Liban des trois chefs d'Etat mandatés par le sommet arabe de Casablanca. « La France,

a-t-il dit, ne se résigne ni à l'éclatement ni à l'asservissement du Liban ». Evoquant ensuite le problème palestinien, M. Mitterrand s'est déclaré « alarmé » par « le pourrissement de la situation en Cisjordanie et à Gaza ».

« J'ai apprécié, a-t-il déclaré, à leur juste mesure les décisions prises par le Conseil national palestinien à Alger et les déclarations courageuses de Yasser Arafat (...). J'ai voulu, en le recevant à Paris, l'entendre me confirmer que la reconnaissance d'Israël de son droit à l'existence et à la sécurité ne souffrait plus de doute dans l'esprit des dirigeants palestiniens ». Il a souligné que « rien ne se fait qui compromette les chances de progrès, si ténues soient-elles ».

Dans sa réponse, le sultan Qabous a affirmé que le gouvernement israélien devait accepter des propositions appelées à la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient, préside à la signature d'un accord global permettant d'assurer la sécurité et la stabilité de tous les Etats, y compris de la Palestine et d'Israël.

Le sultan Qabous et M. Mitterrand se sont d'autre part félicités des perspectives de coopération ouvertes entre les deux pays par cette visite, notamment dans les domaines de l'exploitation pétrolière, des télécommunications, de l'aéronautique et de l'agriculture. Le dîner a été suivi d'un concert de musique romantique dans l'un des salons de l'Élysée (le sultan Qabous est un grand amateur de musique classique).

LIBAN

Les combats ont repris

Un accrochage, le plus violent depuis quinze jours, a opposé, mardi 30 mai, la fraction chrétienne de l'Armée libanaise aux ordres du général Michel Aoun aux miliciens druzes alliés de Damas, tandis que le littoral chrétien était une fois de plus soumis à des bombardements à partir des régions sous contrôle de l'armée syrienne. Au même moment, à Rabat, le roi Hassan II du Maroc invitait les Libanais « à ne pas désespérer, à s'armer de patience ».

Lors d'une conférence de presse, le souverain chérifien, membre, avec le roi Fâhd d'Arabie saoudite et le président algérien Chadli Bendjedid, du Comité sur le Liban mis en place par les chefs d'Etat arabes, à l'occasion du sommet de Casablanca (du 23 au 26 mai), a appelé une nouvelle fois à l'arrêt des combats au Liban ainsi qu'à la réouverture de tous les ports de ce pays et à créer une atmosphère propice au règlement politique du conflit libanais.

Le roi Hassan II, pour qui « toutes les composantes impliquées au Liban obéissent soit à la Syrie soit à l'Irak », a fait preuve d'un

certain scepticisme quant aux chances de succès rapide de la mission dévolue au Comité des trois. « Il serait de notre part extrêmement léger, pour ne pas dire fat, de penser trouver ou mettre immédiatement sur pied une voie » de règlement du conflit libanais, a-t-il dit.

Sur place, nous signalons notre correspondant Lucien George, les Libanais sont prêts à garder espoir et à s'armer de patience, comme le leur a recommandé le roi Hassan II : l'espoir, surtout à Beyrouth-Est, de voir les trois dirigeants arabes parvenir à faire lever rapidement le blocus qui étouffe le réduit chrétien. Le général Aoun, chef du gouvernement militaire au secteur chrétien, a annoncé mardi qu'il était disposé à engager des négociations par l'intermédiaire du Comité tripartite, souhaitant qu'elles puissent être fructueuses. De nombreux Libanais, de part et d'autre de la ligne de démarcation, se sont d'autre part étonnés de la façon dont le souverain marocain avait réduit la crise libanaise au seul conflit opposant l'Irak à la Syrie.

SOUDAN

Prolongation
de la trêve

L'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) a annoncé, le mardi 30 mai, une prolongation de deux semaines du cessez-le-feu qu'elle avait décrété, le 1^{er} mai dernier, pour une durée d'un mois, le colonel John Garang a pris cette décision à la demande du président de la RFA, M. Richard von Weizsäcker, au moment où la Commission des droits de l'homme organise une audition sur le Soudan. L'APLS avait annoncé le cessez-le-feu afin d'aider le gouvernement de Khartoum à mettre en œuvre l'initiative de paix signée en novembre entre l'APLS et le Parti démocratique soudanais, et de créer des conditions favorables aux opérations de secours qui se déroulent actuellement au Sud-Soudan.

Diplomatie

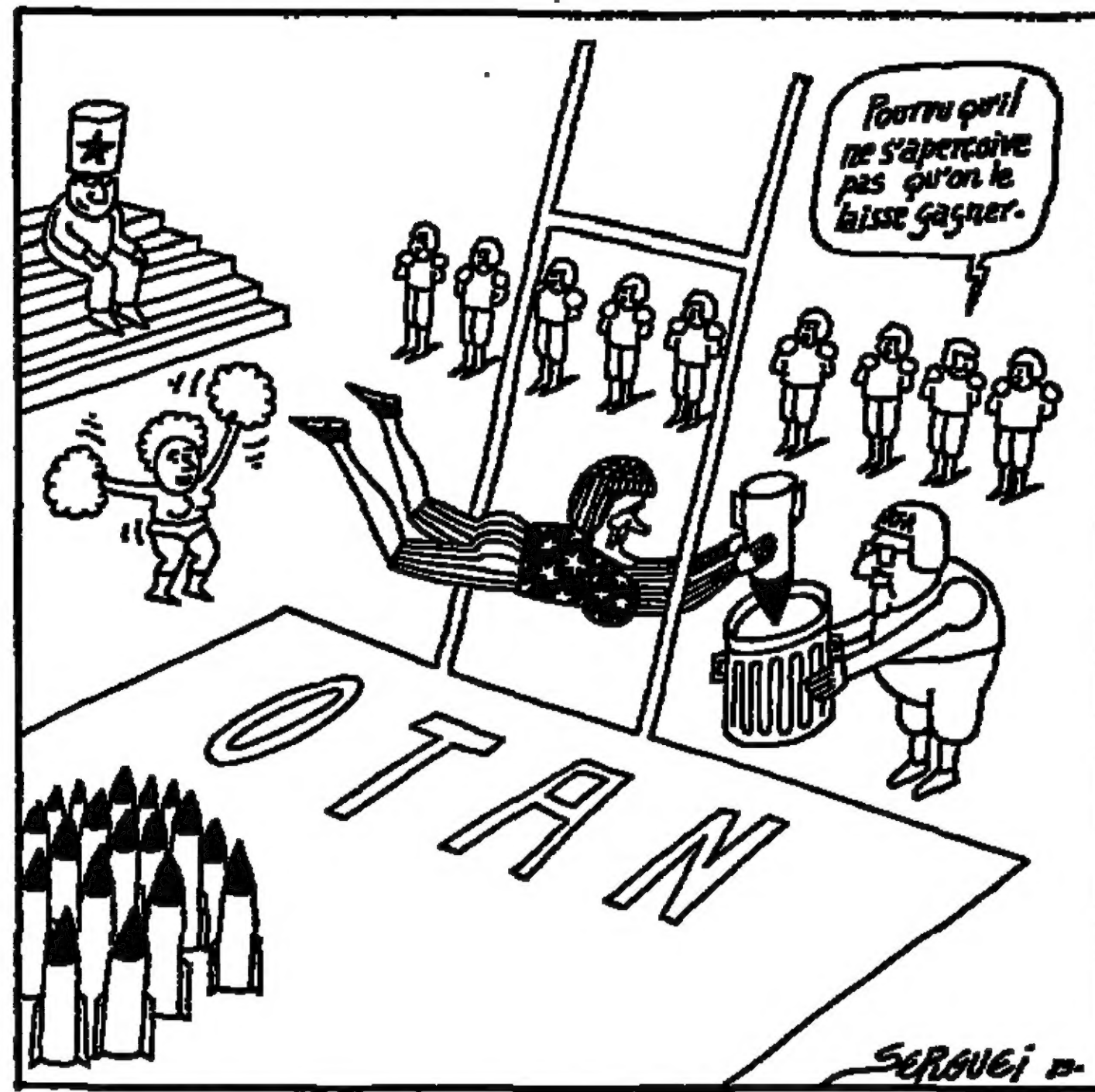
Après le sommet de l'OTAN

Les premières réactions soviétiques aux propositions américaines sont positives

Les propositions de désarmement américain entrées mardi 30 mai par le sommet de l'OTAN ont suscité diverses réactions positives de responsables soviétiques, même si M. Gorbatchev n'y a fait aucune allusion dans le discours qu'il a prononcé mardi devant le Congrès des députés du peuple. Profitant de la tribune qui lui était offerte mardi 30 mai, à l'ouverture de l'ouverture, à Paris, de la Conférence européenne des droits de l'homme, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egor Gromyko, a qualifié la déclaration de M. Bush de « pas sérieux et important dans la bonne direction ». « Depuis longtemps déjà, l'Union soviétique appelle les États-Unis à réduire leurs troupes et armements en Europe. [...] Nous nous félicitons que notre ligne de conduite s'avère efficace, que l'offensive de la paix porte ses fruits », a affirmé M. Gromyko.

Selon le chef de la diplomatie soviétique, « la délégation soviétique aux négociations de Vienne est prête à discuter sérieusement les considérations de la partie américaine ». A propos du calendrier très serré proposé par le président américain, il a ajouté : « Seule la pratique nous montrera combien de temps il nous faudra pour arriver à des solutions mutuellement acceptables. » A Moscou, M. Gerasimov, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, a estimé que le lien entre désarmement conventionnel et nucléaire tactique (SNF) tel qu'il est établi dans le rapport de l'OTAN n'est « pas logique ». « Pourquoi ne pas avancer simultanément sur tous les fronts ? (...) Si les États-Unis veulent retarder la conclusion de pourparlers sur les SNF jusqu'à la conclusion d'un accord sur les armes conventionnelles, cela fera traîner les choses en longueur. »

Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Viktor Karpov, tout comme le chef d'état-major adjoint,



le général Dimitri Koulikov, ont également salué les propositions faites par le président américain sur le désarmement conventionnel, tout en notant que subsistaient des divergences et des imprécisions.

A chacun son interprétation

A Bruxelles, M. Mitterrand, que d'autres obligations appellent à Paris dans l'après-midi, a été le premier à donner ses impressions à la fin du sommet. Il a réitéré son appui aux propositions faites par M. George Bush et s'est félicité du succès de la réunion, en particulier de la priorité très clairement donnée au désarmement conventionnel. Il y

a près de deux ans déjà, le président français avait insisté sur cette priorité et avancé l'idée qu'il fallait faire dépendre de l'évaluation des progrès accomplis dans ce domaine conventionnel l'attitude à adopter en ce qui concerne d'autres catégories d'armes. Il y a quelques jours, lors d'une séance de la Maison par M. Bush, qui n'avait pas encore arrêté le détail de ses propositions, le président français avait à nouveau fait valoir que la solution au débat, qui à ce moment faisait craindre une crise dans l'alliance, résiderait dans le désarmement conventionnel.

Le président Bush, comme le chancelier Kohl, ont salué à Bruxelles le rôle du président français dans la résolution de la polémique. M. Bush, dans sa conférence de presse, a évoqué les réserves « présentes avec équilibre » par le président français, à propos des armes conventionnelles à la force de dissuasion française que M. Mitterrand a formellement exclues du champ des négociations de Vienne. Le président américain entend en tenir compte et ne considère pas qu'il y ait là de difficulté particulière.

Il semble en fin de compte que si le rôle de conciliation de M. Mitterrand s'est exercé dans une très grande discrétion, c'est à cause des réserves qu'il est parvenu à faire en France en raison de son statut particulier dans l'alliance, et qui lui interdisent de par trop s'afficher publiquement. Elle ne veut être concernée en effet ni par les mesures

de désarmement conventionnel qui pourraient affecter des armes à double capacité (les avions porteurs d'armes nucléaires), ni par d'éventuels pourparlers sur les armes nucléaires tactiques, lesquels, comme l'a rappelé M. Mitterrand dans sa conférence de presse, ne porteraient que sur les armes relevant du commandement intégré de l'OTAN.

Ces réserves n'ont toutefois pas empêché le président français de se réjouir de la dynamique que M. Bush a réussi à enclencher à Bruxelles. Il a notamment salué en la personne du président des États-Unis « un homme qui a l'intuition de l'Europe ».

Il fallait l'avoir, effectivement, pour parvenir à faire une réussite de cette réunion qui se présentait sous les plus mauvais auspices. Quelques heures de débat n'ont évidemment pas suffi à abolir les problèmes de fond. Ces sommets ont un caractère sémantique consistant à trouver sur les points conflictuels une formulation qui satisfasse tout le monde, et les conférences de presse données par les uns et les autres, mardi en fin de semaine, montraient que chacun, assis, donne du contenu à l'interprétation qui lui est la plus favorable.

M. Bush l'a répété : « Il n'y aura pas de troisième option zéro » et, à-t-il insisté, « partiellement, mais partiellement ». L'absence à la perspective, inscrite dans le rapport de l'OTAN, d'une négociation sur les armes nucléaires à courte portée visant à une « réduction partielle », et non à leur élimination totale. M. Thatcher allait encore plus loin dans sa conférence de presse en déclarant que « les armes nucléaires à courte portée seront toujours nécessaires ».

De son côté, M. Genscher, tirant ainsi la couverture à lui, estimait, en substance, que le report à 1992 de la décision de moderniser les Lance équivalait à laisser ouverte la possibilité d'une troisième option zéro. La dynamique des propositions Bush sur le désarmement conventionnel est telle, expliquait le ministre allemand, qu'à cette date une décision de modernisation n'aura pas à être prise, ce qui revient en quelque sorte à une troisième option zéro par obsolescence.

Les alliés ont donc pris date pour 1992. Mais, d'ici là, du travail les attend. Un groupe d'experts de l'OTAN doit se réunir dès la semaine prochaine pour commencer à mettre au point le détail des propositions de M. Bush. Le résultat du travail ainsi engagé devrait être présenté à la table des négociations à Vienne, à l'ouverture de la session d'automne, le 7 septembre.

C. T.

Le compromis sur les armes nucléaires tactiques (extraits du rapport adopté par les alliés)

Le rapport adopté par les alliés rappelle dans son introduction les objectifs généraux de l'alliance, puis les progrès récemment accomplis dans les relations Est-Ouest et réaffirme les principes de sécurité de l'alliance, notamment son caractère indivisible : « La présence en Europe de forces nucléaires et conventionnelles américaines et de forces canadiennes démontre que les intérêts de sécurité de l'Amérique du Nord et de l'Europe sont indissociables. (...) Pour l'avenir prévisible, la dissuasion exige une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles efficaces et adéquates qui seront maintenues à un niveau où ce sera nécessaire. »

Le texte énonce ensuite les objectifs du désarmement. En ce qui concerne les armes nucléaires à courte portée, objet de la polémique, il dit :

« (...) Des systèmes à lanceurs terrestres, navals et aériens, y compris des missiles basés à terre, seront, dans les circonstances actuelles et aussi loin que l'on peut le prévoir, requis en Europe. »

« Compte tenu de l'immense supériorité du pacte de Varsovie pour ce qui est des missiles nucléaires à courte portée, l'alliance appelle à l'Union soviétique pour que celle-ci réduise unilatéralement son arsenal en l'emmenant aux niveaux actuels qui existent au sein de la structure militaire intégrée (...) ».

« L'alliance déclare que dans les négociations avec l'Est, l'une de ses toutes premières priorités est d'aboutir à un accord sur des réductions des forces conventionnelles. »

« (...) Les États-Unis ont exprimé l'espoir que cela pourrait se faire dans un délai de six à douze mois. Une fois la mise en œuvre d'un tel accord en cours, les États-Unis, en consultation avec les alliés concernés, sont prêts à entamer des négociations visant à parvenir à une réduction partielle des forces américaines et soviétiques de missiles nucléaires à courte portée basés à terre, en les amenant à des niveaux égaux et vérifiables. Il est entendu, pour les alliés concernés, que des réductions négociées conduisant à un niveau inférieur au niveau actuel de leurs missiles SNF ne seront pas opérées avant que les résultats des négociations de Vienne aient été mis en œuvre. Il faudrait que le pacte de Varsovie procède à des réductions de ses SNF avant cette date. »

« (...) La question de l'introduction et du déploiement d'un successeur pour le missile Lance sera traitée en 1992, à la lumière des développements en matière de sécurité générale. Bien que la décision soit du ressort des autorités nationales, les alliés concernés recommandent l'intérêt que présente la poursuite du financement, par les États-Unis, des activités de recherche et de développement consacrées à un successeur du missile Lance à courte portée. »

A l'ouverture de la réunion de la CSCE sur les droits de l'homme

« Le devoir de non-ingérence s'arrête où naît le risque de non-assistance », déclare M. Mitterrand

Débatte oblige, lorsqu'ils dénoncent les violations des droits de l'homme à l'Est, les pays occidentaux n'évoquent plus désormais l'URSS, mais le moyen des « incidents » : Tchétchénie, Roumanie. C'est ce qui ressort de la première journée de la réunion sur la dimension humaine de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), qui regroupe à Paris, jusqu'au 23 juin, les trente-cinq pays (1) signataires de l'Acte final d'Helsinki (le Monde du 31 mai).

Si quelques chefs de délégation ne se sont pas privés d'attaquer notamment certains États membres, en tant qu'hôte, M. Mitterrand se devait, dans son discours inaugural, prononcé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, de rester courtois. Aussi, le chef de l'Etat s'est-il contenté de déclarer : « Il reste encore en arrière du chemin quelques-uns qui se refusent à comprendre que la liberté de penser, c'est d'abord celle de penser autrement, que la liberté tout court, c'est la liberté d'être différent, et que, entre États, le devoir de non-ingérence s'arrête à l'endroit précis où naît le risque de non-assistance ».

La Roumanie, les Turcs de Bulgarie

Pour « faire progresser l'Etat de droit », M. Mitterrand a notamment préconisé l'extension, « à l'échelle du continent », de la convention européenne des droits de l'homme, qui permet à chaque citoyen d'un pays membre du Conseil de l'Europe de traduire son propre Etat devant la Cour européenne des droits de l'homme.

« Demandons des comptes à la rhétorique ; il serait bon qu'elle les rende », s'est exclamé le chef de l'Etat, devant les trente-cinq délégations, parmi lesquelles neuf ministres des affaires étrangères et deux secrétaires d'Etat. Plus pragmatiques, ces deux derniers, MM. Klaus Jacoby et Joe Clark, qui représentaient la Suisse et le Canada, n'ont pas hésité à demander des comptes à la Roumanie.

« Il n'est pas acceptable que parmi les trente-cinq pays participants à la CSCE, un seul, la Roumanie, se désolent sans engagement et soit les seuls et persiste à dénier aux États participants le droit d'engager avec lui un dialogue en

application du document de clôture de la réunion de Vienne », s'est insurgé M. Jacoby.

Après avoir également mis à l'index la Roumanie, le chef de la délégation islandaise, M. Albert Gudmundsson, s'est aussi déclaré « profondément troublé » par les informations venues de Bulgarie sur les « répressions brutales contre des manifestants pacifiques d'origine turque ». Quelques instants plus tard, le ministre bulgare des affaires étrangères, M. Petar Mladenov, devait affirmer qu'« il n'y a pas de société idéale et qu'aucun Etat n'a le droit de s'ériger en juge des autres ».

M. Chevardnadze, quant à lui, a fait part de son espoir de voir cette conférence se terminer par un succès, puisqu'un échec mettrait en péril les deux étapes suivantes, les conférences de Copenhague (5-29 juin 1990) et de Moscou (10 septembre-4 octobre 1991). Tout en faisant l'éloge de la liberté de pensée et d'opinion, le chef de la diplomatie soviétique n'a pas manqué de souligner qu'au niveau international, « par malheur, nous ne sommes pas dépourvus de prévisions d'être jugés et arbitrés ». « Le point de départ selon lequel il ne devrait y avoir dans le monde qu'une seule norme (...) à adopter par tous est immoral et, plus grave, dangereux. A croire que la démocratie ne se bâtit que sur la base des normes et valeurs occidentales, idée que l'on cherche actuellement à imposer au monde », a affirmé M. Chevardnadze.

Par ailleurs, à Vienne, une trentaine de Bulgares d'origine turque expulsés de leur pays ont lancé un appel aux participants, pour le respect des droits de la minorité des Turcs musulmans de Bulgarie.

A Prague, trois associations, la Charte 77, le VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies) et la Comité tchécoslovaque d'Helsinki, ont publié une lettre ouverte commune, dans laquelle sont énumérées quelques exemples de « violations des engagements internationaux » contractés par la Tchécoslovaquie depuis la clôture de la conférence de Vienne, en janvier dernier.

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, ainsi que les États-Unis et le Canada.

En marge de la réunion de Paris. — Un comité français de surveillance des accords d'Helsinki sera créé le 1^{er} juin au cours d'une réunion à laquelle participeront notamment le prince von Schwarzenberg, président de la Fédération internationale des comités Helsinki, et plusieurs intellectuels et opposants des pays de l'Est.

La Fondation du futur organise les 2 et 3 juin un colloque sur « La liberté d'esprit et la condition humaine en Europe » avec la participation d'intellectuels français et des pays de l'Est.

Le Centre de recherches et d'études internationales organise un colloque sur le thème « Vers l'Europe des États de droit », avec des juristes, universitaires, représentants de mouvements de défense des droits de l'homme de l'Est et de

l'Ouest. (Lundi 5 juin de 9 heures à 18 h 30 au CER, 4, rue de Chevreuse, Paris 75006).

Le dissident roumaine Doine Cornes aurait été battu par la police. — En marge de la conférence, M. Dino Zanesescu, porte-parole de la Ligue roumaine des droits de l'homme, a déclaré avoir appris de sources diplomatiques que la dissidente roumaine Doine Cornes avait été battue par la police pour n'avoir pas respecté l'assignation à résidence dont elle fait l'objet. Selon M. Zanesescu, M^{me} Cornes a dû recevoir dix-sept points de suture après son passage à tabac, le jour même où l'homme politique belge M. Gérard Deprez avait tenté de lui rendre visite à Cluj (le Monde daté 21-22 mai). — (Reuters.)

La visite du président Bush en RFA L'euphorie de la concorde retrouvée

BONN de notre correspondant

C'est vaillamment soulagé par le succès du sommet de l'OTAN de Bruxelles que le chancelier Kohl a accueilli, mardi 30 mai, le président américain dans la capitale fédérale, où il effectuait une « visite de travail » de deux jours. On n'est en effet pas habitué, dans les sphères gouvernementales, à ce qu'un président prenne cette visite sans le compromis conclu la veille.

A l'issue de leur premier entretien, mardi après-midi, le président et le chancelier sont apparus de concert sur les pelouses de la chancellerie, détendus et souriants. « Le résultat de Bruxelles est un merveilleux cadeau d'anniversaire pour les quarante ans de l'alliance et de la République fédérale », a déclaré le chancelier qui cultivait la métaphore familiale. Lorsqu'on lui demanda qui est sorti vainqueur de la joute bruxelloise, il fait valoir qu'il s'agit d'un compromis « comme dans la vie privée, dans un couple où l'on se fait des concessions mutuelles ». Et, à-t-il conclu, « laissez-moi jour de ce moment si rare dans la vie politique où, à l'issue d'un affrontement, il n'y a que des vainqueurs ».

Le président Bush, d'un naturel moins expansif, jouant plutôt du sourire en coin que de la jovialité massive répondit : « Jamais les relations entre les États-Unis et la République fédérale n'ont été aussi bonnes. » Une phrase qui, prononcée ne serait-ce qu'une semaine plus tôt, aurait provoqué un éclat de rire général, mais qui aujourd'hui vaut absolution de tous les péchés dont l'Allemagne était accusée contre-Atlantique ces derniers mois.

Parlant mercredi matin à Mayence, M. Bush a élargi son propos : « Notre vision, a-t-il dit, est une Europe libre, en paix avec elle-même. Que les Soviétiques sachent que notre but n'est pas de menacer leurs intérêts légitimes de sécurité. Notre but est de les convaincre, étape par étape, que leur définition de la sécurité est obsolète, que leurs peurs les plus profondes sont sans fondement. (...) La guerre froide a commencé avec la division de l'Europe. Elle ne pourra s'achever que lorsque l'Europe sera une ».

M. Genscher, en dépit d'une longue nuit de négociations à Bruxelles, ne manifestait mardi aucun signe d'épuisement. Il fait partie, si l'on en croit la plupart des commentateurs allemands, de la cohorte des vainqueurs de Bruxelles. « Le compromis sur les armes nucléaires tactiques doit beaucoup aux

formulations que le ministre des affaires étrangères avait introduites dans la déclaration gouvernementale du chancelier » écrit par exemple la *Süddeutsche Zeitung*. M. Genscher se tire avec son habileté coutumière du fait que le compromis final exclut la possibilité d'une option zéro pour les armes nucléaires à courte portée. « La dynamique des propositions Bush sur le désarmement conventionnel ne pourra être évitée », a-t-il déclaré, insistant sur le fait que la décision de modernisation de ce type d'armes sera prise « à la lumière de la situation de la sécurité en 1992 ». Optimiste professionnel, M. Genscher laisse entendre que tant d'eau aura coulé alors sous les ponts de Vienne que cette troisième option zéro s'imposera d'elle-même, par une décision de non-modernisation des missiles Lance.

Une journée rhénane

A Bonn cependant, l'humeur n'est pas à repartir dans une querelle d'interprétation sur le sens du compromis de Bruxelles. L'euphorie de la concorde retrouvée s'est encore manifestée mardi soir, lors du dîner offert par le chancelier en l'honneur de son hôte américain. Le président Bush a fait aux citoyens ouest-allemands le cadeau qu'il avait fait aux Italiens lors de son escalade romaine : la suppression des visas pour les touristes ouest-allemands se rendant aux États-Unis. Une polémique intérieure ouest-allemande a cependant été déclenchée par l'invitation à ce dîner de l'ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, alors que son successeur, le social-démocrate Walter Momper, avait été tenu à l'écart. Ce dernier était cependant, lui, dans les projecteurs de l'actualité : il avait franchi le mur qui sépare la ville pour assister au premier concert donné par la Philharmonie à Berlin-Est.

La deuxième journée du président américain en RFA devait être résolument rhénane. Son séjour devait s'achever par une croisière sur le fleuve de Bingen à Coblenche en passant devant la Lorelei, le fameux rocher du naufrage pour les marins fasciés par la blonde chevelure de la mystérieuse jeune fille chantée par Heinrich Heine. Celle-ci est figurée dans un dessin humoristique sous les traits de Margaret Thatcher. On voit le chancelier Kohl s'efforcer de retenir l'attention de son hôte, pour qu'il ne tourne pas ses yeux dans cette direction.

LUC ROSENZWEIG.

Jeune Afrique Économie

N° 119 - Mai 1989

est paru

Au sommaire de ce numéro :

• Le Cameroun face aux échéances.

• La Tunisie : Ben Ali doit convaincre.

• Mali : Moussa Traoré optimiste.

• Air Afrique en guerre ouverte.

Plus : • Enquêtes et reportages.

• Dernière actualité économique en Afrique et dans le monde.

En vente chez votre marchand de journaux.

JEUNE AFRIQUE ÉCONOMIE



SC-PO 50% de reçus en classe prépa annuelle. **CEPES**
préparations d'été et par correspondance
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.02.19.

هكذا من الأصل

Europe

DANEMARK

Le Parlement envahi
par des
perturbateurs masquésCOPENHAGUE
de notre correspondante

Le Folketing (le Parlement danois) a vécu, le mardi 30 mai, un événement sans précédent en cent quarante et un ans d'existence. Alors que les députés étaient en séance, l'hémicycle a été brusquement envahi par une soixantaine de perturbateurs masqués qui, en poussant des hurlements, se sont mis à lancer des tracts et à vider des corbeilles à papiers sur la tête des quelques ministres présents.

Les assaillants entendaient protester contre les projets de l'Assemblée concernant Christina (la cité des marginaux de Copenhague) et, plus généralement, contre les plans de compression économique et sociale du gouvernement. Une bataille s'ensuivit entre les hussiers et les intrus.

À l'exception d'un représentant du Parti du progrès, qui se mêla au tumulte à ces affrontements, les autres élus, plus ahuris qu'effrayés, se contentèrent de se tenir autour que possible à l'écart des empoussiérés. Les assaillants ne tardèrent d'ailleurs pas à se replier rapidement, et la police, quand elle arriva, ne réussit qu'à en arrêter une trentaine. Les autres coururent toujours.

Tous les chefs de parti, à commencer par le président social-démocrate, ont sévèrement et clairement condamné cet incident, qui aura quand même rendu un service aux membres de la Chambre unique : il leur aura montré que leur sécurité et celle de leurs réunions ne sont pas aussi parfaitement assurées qu'ils pouvaient le croire en dépit des mesures qui avaient été prises ces dernières années devant la menace du terrorisme en Europe. Il semble que les gendarmes aient réussi à s'introduire dans la place par la porte des cuisines du restaurant.

On apprendra peut-être à l'issue de l'enquête ordonnée par le président du Parlement, qui voudrait savoir, en particulier, pourquoi la police, appelée d'urgence, a mis dix minutes à débiter.

CAMILLE OLSEN.

POLOGNE : la campagne pour les élections du 4 juin

A Siedlce, Solidarité fait face
à un communiste capitaliste
et à un indépendant d'extrême droite...SIEDLCE
de notre envoyée spéciale

D'abord, on a l'impression d'entrer dans un autre monde à mesure que l'on s'éloigne de Varsovie, en allant vers l'est. Les vieilles maisons basses de bois peint, aux allures d'isbas russes, rappellent que la frontière soviétique n'est plus très loin. De plus en plus, elles sont remplacées par des maisons en ciment toutes droites, sans caractère et jamais tout à fait terminées. Ici, les agriculteurs sont pauvres : il n'y a pas de tracteur, mais des chevaux ; on fauche à la main, et toute la famille jusqu'à la grand-mère est mobilisée dans les champs pour les foins sous le soleil, comme dans les films des années 50.

Enfin, on s'aperçoit sous les acacias ou fleur un signe familier : l'ambulance rouge et blanc de Solidarité, son petit drapeau qui flotte au-dessus de l'entrée de l'autocar. À l'entrée du village de Dobe-Wielki, la grille de l'église est couverte d'affiches de Lech Walczak et de son syndicat. Un peu plus loin, à Minsk-Mazowiecki, les magasins ont placé en vitrine les affiches des différents candidats aux élections parlementaires des 4 et 18 juin avec un collectivisme méritoire. Parmi eux, bien sûr, de nombreux inconnus, comme cette dame qui se présente pour défendre « les droits de la mère et de l'enfant », et puis, les vedettes : Mieczyslaw Wilczek, le peu orthodoxe ministre de l'Industrie, qui a fait fortune dans le secteur privé dans la région, et

● **Condamnations annulées.** — Le Parlement polonais a adopté, lundi 29 mai, à une forte majorité une loi abolissant les condamnations prononcées contre les opposants politiques depuis la création du syndicat Solidarité, en 1980. La plupart des militants de Solidarité qui avaient connu la prison ont déjà été amnistiés, mais la nouvelle loi permet la destruction pure et simple de leur casier judiciaire. — (Reuters.)

Gabriel Janowski, l'un des fondateurs de Solidarité rurale.

Sur ses affiches, M. Wilczek ne mentionne pas son appartenance au parti, et d'ailleurs, à part les candidats de Solidarité qui annoncent clairement la couleur, il est difficile de savoir qui est qui dans toutes ces candidatures. C'est un peu ce qui inquiète les permanents du bureau électoral départemental de Solidarité, entassés dans le minuscule local que leur a alloué, loin des États-majors de Varsovie, le maire de Siedlce, chef-lieu de soixante mille habitants.

L'avortement

Zone rurale, avec quelques petites industries, la région n'a pas une réputation d'ardent militantisme.

Les hommes de Solidarité sont pourtant relativement confiants. « Les gens s'intéressent aux élections et veulent nombreux nous voir », assurent-ils. De fait, c'est un va-et-vient incessant dans le petit bureau où l'on vient chercher affiches, tracts et conseils. Mais ils craignent, le 4 juin, la concurrence d'un candidat « indépendant », Romuald Stawielec, qui se présente comme « catholique sans parti, militant d'orientation nationale chrétienne », professe des idées à mi-chemin entre celles de Mgr Lefebvre et de Jean-Marie Le Pen, et accuse les candidats de Solidarité de « collaboration ». Cette candidature n'a pas été sans causer quelques frictions entre Solidarité et certains curés du coin au début, « mais maintenant, ça s'est arrangé », affirment les supporters de Lech Walczak : dans l'ensemble, ils peuvent compter sur l'aide du clergé.

Tout ce petit monde se retrouve à 15 heures dans l'amphithéâtre d'une école supérieure, où onze candidats de toute dénomination tiennent ensemble une réunion électorale devant deux cents personnes. Très applaudi le candidat du pouvoir, M. Wilczek, polo à col ouvert et montre d'or rutilante au poignet, se

définit comme le « représentant du capitalisme en Pologne », ne manque pas une occasion de rappeler qu'il est « riche », ou qu'il fait partie, comme il dit, de « l'élite financière du pays ». Il se dit « effrayé par les programmes » de ses adversaires, « irréalistes et ex-milieu naïfs ». Il se dit aussi « convaincu que le parti sera minoritaire au Sénat », et que « pour la première fois de ma vie, je serai dans l'opposition ».

Interrogé sur l'avortement, question qui agite beaucoup les Polonais en ce moment, le candidat « national chrétien » Stawielec, sanglé dans son veston, cravaté, le cheveu ras et l'œil sombre, lue « les religieuses qui ont été violées pendant la guerre d'Espagne et qui ont élevé leurs enfants ». Les candidats gardent entre eux un ton assez civilisé. Les questions sont en général plates et s'effleurent pas les grands débats politiques. L'une d'elles, pourtant, fait éclater Gabriel Janowski, de Solidarité. « Tant qu'il ne restera des forces, promet-il, excité, je lutterai pour chasser le communisme et le mal hors des frontières polonaises. Et, à l'origine du mal, ce n'est pas Staline, ce sont Marx et Lénine qui ont commencé... ». La fin de sa phrase disparaît sous les applaudissements.

SYLVIE KAUFFMANN.

ITALIE : après les élections
municipales partielles
Chrétiens-démocrates
et socialistes
sortent renforcésROME
de notre correspondant

Le pouvoir, même en crise, rapporte encore des voix. Sur les douze partis qui se présentaient, en effet, dimanche 28 et lundi 29 mai aux élections municipales partielles (municipales), seules les formations qui participent au gouvernement (Démocratie chrétienne en tête, puis socialistes, républicains et libéraux) sont en progrès. Tous les autres, à commencer par le Parti communiste et le Mouvement néofasciste, enregistrent un déclin.

Plus d'un million d'électeurs (soit 83,9 % des inscrits) se sont rendus aux urnes pour renouveler les conseils municipaux de 166 communes. Certes, l'essentiel de la consultation avait lieu dans le centre sud du pays, et seules 92 communes étaient assez peuplées pour voter à la proportionnelle. Cela limite quelque peu la signification nationale du scrutin. Mais, dans un pays où les sondages fiables sont rares, inutile de dire que la consultation a pris pour tout le monde d'autant plus de valeur qu'elle avait eu lieu en pleine crise gouvernementale et à trois semaines des élections européennes.

Grand vainqueur du scrutin avec 39,6 % des voix (contre 36,9 % aux municipales précédentes de 1983 et 38,6 % aux législatives de 1987), les démocrates-chrétiens exultent. Selon l'Ifop, ces résultats sont plutôt de bon augure pour résoudre la crise en cours, et montrent qu'il n'y a pas d'alternative à la majorité de coalition actuelle.

Beaucoup dépend évidemment de celui qui a fait tomber, le 18 mai, le cabinet de Mita, à savoir M. Bettino Craxi. Avec 19,1 % des voix (contre 17 % aux dernières municipales et 14 % aux législatives), l'homme fort du Parti socialiste italien ne semble pas ignorer que le PSI a traditionnellement mieux aux élections locales qu'aux nationales — à l'évidence de quoi se réjouir.

Les résultats du PCI (16,9 %, contre 22,1 % et 22,6 % en 1987) ne sont guère encourageants pour lui.

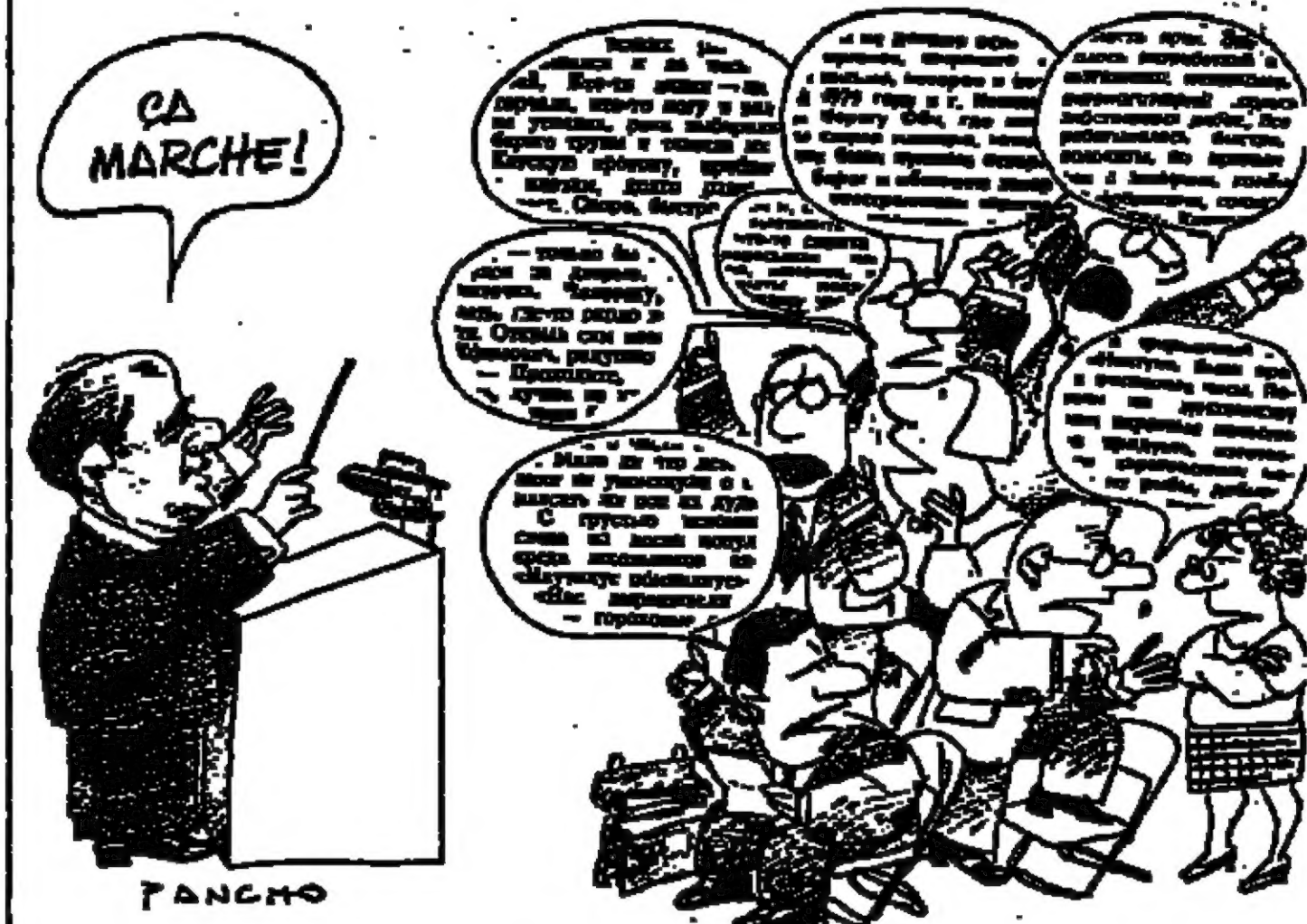
« L'effet Occhetto », du nom de son très actif secrétaire général, sur lequel comptait le parti, ne s'est guère manifesté. Avec 4 % des voix, contre 5,2 % en 1983 et 7,3 % en 1977, le MSI néo-fasciste, lui, ne s'est apparemment pas remis de la mort, en 1987, de son grand leader, Giorgio Almirante...

PATRICE CLAUDE.

● **YUGOSLAVIE** : un manifestant tué au Kosovo. — Un manifestant de souche albanaise a été tué et plusieurs autres ont été blessés mardi 30 mai au cours d'un accrochage avec la police anti-émeutes à Podujevo, dans la province autonome yougoslave du Kosovo, à 60 kilomètres au nord de Pristine, chef-lieu de la province. Selon la version officielle, une cinquantaine d'Albanais qui manifestaient dans la petite ville aux cris de « Kosovo République ! » et « Nous voulons une Constitution ! » ont attaqué la police à coups de pierres. Puis des coups de feu auraient été échangés de part et d'autre. — (AFP.)

URSS

Signes d'ouverture à Moscou



(Suite de la première page.)

Et comme il n'est pas de pouvoir parlementaire sans moyens, le chef de l'Etat s'est parallèlement prononcé pour l'adoption d'un statut du député qui devra disposer « immédiatement » de locaux ou rencontrer ses électeurs et qui pourra, membre ou non du Soviet suprême, passer beaucoup plus directement sur le travail législatif qu'il ne l'avait été prévu.

Prenant en compte les demandes formulées à la tribune, M. Gorbatchev a en effet donné son accord à l'organisation de deux, et non plus d'une seule session annuelle, des 2 250 députés du congrès qui sera appelé à se prononcer sur les « lois importantes ». Autrement dit, le pouvoir ne sera pas là, tout entier, concentré parmi les 542 élus au Soviet suprême dont les commissions seules, au demeurant, compétentes pour moitié de simples députés au congrès bénéficiant du droit de vote.

Des référendums

Cela fait bel et bien 2 250 députés de plein droit, et M. Gorbatchev a rappelé dans la foulée que le parti avait « définitivement condamné » la confusion des pouvoirs entre son propre appareil et celui de l'Etat. Ces pouvoirs respectifs, a-t-il dit, doivent être « clairement délimités » afin que le parti puisse jouer son rôle « d'avant-garde » et de « garant du processus révolutionnaire » (de la perestroïka en la) protégeant contre les agissements conservateurs et d'ultra-gauche. Tel que décrit par M. Gorbatchev, le parti aurait ainsi à « principalement harceler les intérêts des principaux groupes sociaux » et proposerait pour cela « dialogue et coopération à toutes les organisations sociales et mouvements ».

Des mots ? Sans doute, mais des engagements aussi, qui se précisent un peu plus à chaque discours, qui ont déjà été suivis d'actes, dont la réunion de ce congrès n'est pas le moindre, et des engagements pris maintenant devant un pays atterré et passionné. Cela fait une grosse différence avec deux indignes pages grises de la Pravda, que pour ainsi dire personne ne lit, et toute l'intervention du moins en plus secrétaire général et du plus en plus chef de l'Etat, qui était au demeurant résolu à réformer.

Cela était vrai (le Monde du 31 mai) pour ce qui est de l'économie avec l'annonce mise sur le tapis de l'agriculture à l'exportation privée, le développement de la multiplicité des formes de propriété, la réduction des dépenses militaires, la nomination d'un vice-premier ministre chargé de superviser la mise en place des réformes ou encore la reconnaissance du marché, « puisque aucun autre mécanisme économique n'a été inventé ».

L'affaire
de Tbilissi

Cela était tout aussi vrai dans le domaine politique puisque, non content d'affirmer ainsi un pouvoir législatif, M. Gorbatchev s'est rallié à toute une série d'idées et de propositions de l'aile marchante de la perestroïka, de ce qu'on appelle « la gauche » depuis qu'il y a un Parlement. La commission à référendum des lois les plus importantes ? « Mon attitude à cet égard est positive ». La modification, avant les élections locales qui auront donc lieu au printemps et non pas à l'automne prochain, de la loi électorale ? C'est d'accord, puisqu'il faut tenir compte de ses insuffisances. L'examen rapide du train de lois sur les libertés ? Oui, bien sûr, car « le renouveau de la société doit se fonder sur celui des lois » et que le code soviétique doit répondre aux engagements internationaux pris à Vienne par l'URSS.

La question nationale ? « Nous n'avons pas, aux débuts de la perestroïka, pris la pleine mesure » du problème et il faut aller maintenant vers l'autonomie économique des républiques fédérées et autonomes et « fermement » définir les pouvoirs respectifs de l'« Etat fédéral » et de ses composantes.

Au passage, M. Gorbatchev a déclaré que les événements de Tbilissi, « la mort d'innocents », dit-il, ne devraient jamais se reproduire, et un député géorgien lui succède bientôt à la tribune. Il raconte, en détail, la répression du 9 avril, les issues honteuses, les crimes liés à coups de pelle, les gaz, « une bataille organisée à l'avance et menée avec une cruauté particulière », rien de neuf, sauf que c'est en direct à la télévision et que le commandant de la région militaire de Transcaucasie, le général Rodionov, lui-même député, ne peut pas se pas intervenir. Un haut responsable de l'armée soviétique est interpellé par un député et doit se défendre.

Il le fait en disant qu'on parle du « caractère pacifique du meeting, alors qu'étaient lancés d'ignobles appels à en découdre avec les Russes », qu'on avait peint sur les murs de Tbilissi « L'URSS est la prison des peuples » et que c'était cela « la variante géorgienne de la perestroïka et du pluralisme d'opinions ». Les gaz ? « La encore, ce n'était pas l'armée ». Les pelles ? C'était pour que « les soldats se défendent, puisqu'ils n'étaient pas armés ». Les issues bouchées au moment de la charge ? Elles l'avaient été par les manifestants. Quant à l'actuel premier secrétaire géorgien, un homme qui a largement repris à son compte les protestations de sa république, il a, affirme le général Rodionov, participé à la prise de décision de faire nettoyer la place.

Démisionné après les événements, l'ancien premier secrétaire, lui, de ses contacts, avant la charge, avec le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat au comité central et demande que « soient nommés ceux qui ont donné l'ordre d'utiliser des pelles et des gaz ». Dans la soirée, les députés pourront voir — mais cette fois à huis clos — un film dédié sur la charge des forces de l'ordre, ainsi que des images tournées par l'armée. « Toute la vérité doit être faite, quelles que soient les personnes ou institutions concernées », déclare M. Gorbatchev, en appuyant la candidature, avancée par la délégation géorgienne, de M. Jakovlev, son bras droit au bureau politique, pour présider la commission parlementaire créée pour enquêter sur ces événements.

Le congrès avait auparavant récusé le très conservateur M. Karper, président de l'Union des écrivains. Dernière nouvelle de la journée : le congrès va élire de nouveaux représentants du Haut-Karabakh au Soviet suprême, afin de donner satisfaction à la majorité arménienne, qui s'était fait imposer des candidats par les Azéris.

BERNARD GUETTA.

● **Moscou assoupit les quotas imposés aux Britanniques.** — L'URSS a redéfini, mardi 30 mai, le quota de 205 personnes imposé le semaine dernière aux personnels de institutions britanniques à Moscou, après l'expulsion d'URSS de huit diplomates et de trois journalistes britanniques en réponse à l'expulsion de Londres d'un nombre identique de Soviétiques accusés d'espionnage. Selon M. Guennadi Guerssimov, le porte-parole des affaires étrangères, le quota fixé, qui devait inclure tous les citoyens britanniques travaillant à Moscou, ainsi que tous leurs employés soviétiques, ne concerne plus que le personnel de l'ambassade et les journalistes britanniques accrédités à Moscou. — (AFP.)

-Ce soir, nous dînons chez Maman.

-C'est vraiment dommage,
mais LA SEPT présente
ses programmes sur FR3.

Ce soir, LA SEPT vous donne rendez-vous sur FR3. Au programme : une leçon de cinéma par Bergman. Même si vous aimez beaucoup

votre belle-mère, vous ne regretterez pas d'avoir annulé votre dîner. Comment recevoir LA SEPT : tél. : 4245.7177.

LA VOIR, ÇA DONNE
ENVIE DE L'AVOIR.

Le Village Marin du Golfe de Saint-Tropez PORT-COGOLIN

Les Résidences de Tourisme

2 et 3 pièces avec grands balcons-terrasses. Jardin intérieur, piscine, club-house, réception et animation. Parking privé. A partir de 429 000 F* (mobilié compris).

* Dans la limite des stocks disponibles.

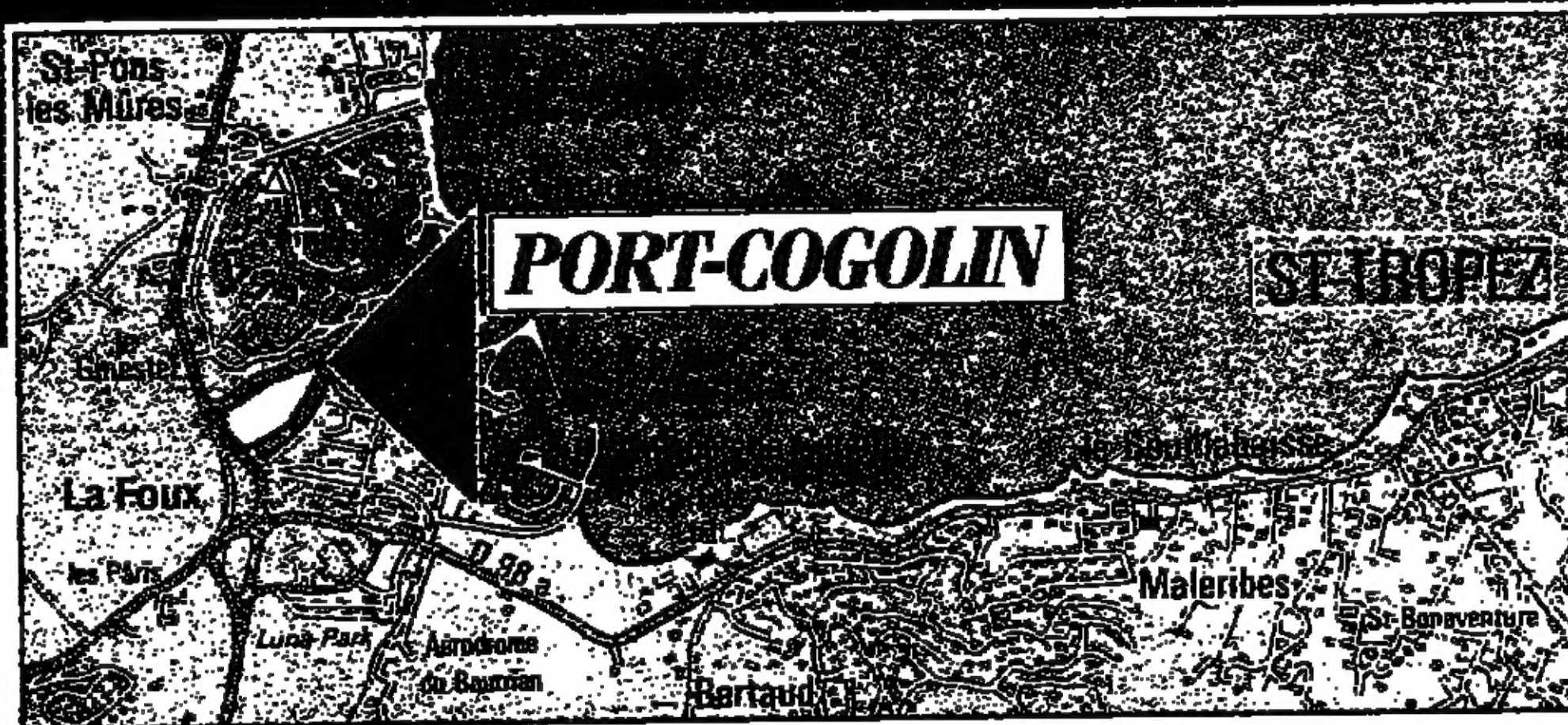
Les Appartements

Deux ou trois pièces face au port. Grand séjour, vaste et profonde terrasse-loggia. Possibilité d'anneau de port. Orientation plein soleil. Parking privé. Un placement exceptionnel. A partir de 499 000 F*.

* Dans la limite des stocks disponibles.

Les Maisons de Pêcheurs

Exceptionnelles et grandes maisons à double exposition avec étage et mezzanine, jardin privatif, appontement privé pour grand bateau. Aménagement intérieur très complet avec matériaux de grande qualité. Parking privé. Le "Top" de la vie au bord de l'eau pour les passionnés de la mer.



Dans le golfe le plus recherché de la Méditerranée ■ Entre Saint-Tropez et Sainte-Maxime, à deux pas du carrefour de La Foux ■ Maisons de pêcheurs et appartements avec appontement ou anneau de port privatif ■ Petites résidences de deux et trois étages en copropriété traditionnelle et résidences de tourisme ■ Boutiques, commerces, artisans, restaurants ■ Port de plaisance, coque d'eau pour visites et liaisons inter-stations ■ Capitainerie et toutes activités marines ■ Une belle architecture régionale, jardins aménagés, piscines, loggias-terrasses, soleil ■ Possibilité de meubler et louer sa résidence directement avec Ribourel ■ Un vrai village piétonnier, pour les passionnés de plaisance et de bateau ■ La nouvelle station des fanatiques de la mer et de la Côte d'Azur.

RIBOUREL

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS POUR LES LOISIRS

120, Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. (1) 45.62.56.56
Appel gratuit au : 05.00.56.56

Bureau de vente et d'informations sur place.

Une réalisation Dumez Immobilier Promotion.

Les prix ci-dessus sont fermes et définitifs à la réservation. Crédit à taux préférentiel possible par l'U.C.B.

Decoupez et renvoyez ce bon à RIBOUREL, 120 Champs-Élysées, 75008 Paris.
Tél. (1) 45.62.56.56.

Veuillez m'adresser gratuitement votre documentation sur
Le Village Marin du Golfe de St-Tropez à PORT-COGOLIN.

| | |
|-----------|-----------|
| Nom | |
| Tél. dom. | Tél. bur. |
| Adresse | |
| | C.P.I. |

مكتبة الأصيل

Enquête

Le combat des mouvements écologistes pour l'environnement.

L'expression « Europe verte », jusqu'à ces derniers mois, renvoyait à la politique agricole commune. Depuis la montée des Verts en Allemagne fédérale et plus tardivement en France, lors des élections de mars dernier, l'Europe verte est en passe de désigner une nouvelle donne au sein de la Communauté : le réseau des partis verts qui se met en place chez les Danois et, plus généralement, le nouvel espace écologique européen, qui s'impose même aux « eurocrates » de Bruxelles.

Certes, la « marée verte » observée ici ou là n'a pas encore submergé tous les partisans de la CEE, loin de là. Les partis verts, écologistes ou alternatifs, n'occupent encore qu'une petite place dans la plupart des pays de la Communauté, y compris chez ceux qui, comme le Danemark ou les Pays-Bas, manifestent une sensibilité écologique très vive. Mais la représentation politique des écologistes européens ne correspond plus à leur poids politique réel dans l'opinion. Tous les partis euro-

péens, de l'extrême gauche à l'extrême droite, sont traversés par des courants écologiques plus ou moins prononcés. Tous les programmes se saluent de vert. Tous les États-majors font assaut de bonnes intentions écologiques. Le mot « environnement » figure récurrent en fin de programme et en bas de page, figure maintenant en bonne place parmi les actions prioritaires. La surenchère verte est telle dans l'Europe de 1989 que les gouvernements, quels qu'ils soient, se croient obligés de montrer leur bonne volonté

environnementale. Le premier ministre britannique, M^{re} Margaret Thatcher, convoque un sommet mondial pour voter au secours de la couche d'ozone. Le premier ministre français, M. Michel Rocard, se rend avec ses collègues norvégien et néerlandais, à La Haye pour une rencontre scientifique internationale pour évaluer les menaces qui pèsent sur la planète Terre. Et le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, présente un programme de lutte anti-pollution si

La saga des Verts européens

(Suite de la première page.)

Cette bataille antinucléaire franco-allemande, vécue comme une défaite, va mettre un terme au premier âge de la contestation écologique en Europe. Il manque encore aux écologistes un relais politique pour se faire entendre dans les instances de décision.

Ce relais, les écologistes allemands vont le trouver en fondant le parti Vert en 1980. Désormais, l'écologie ne sera plus seulement une « folie douce », telle qu'elle fut incarnée en France par René Dumont, candidat à l'élection présidentielle en 1974, ni une aventure solitaire, comme l'élection en 1979 du Suisse Daniel Brelaz, premier écologiste à pénétrer dans une enceinte parlementaire.

Les Allemands sont suivis par les Belges, qui envoient six députés au Parlement dès 1981, puis l'année d'après par les Irlandais de la Green Alliance (Alliance verte), et les Portugais de l'organisation Os Verdes. Ces deux dernières formations, qui placent à des scores dérisoires, prouvent qu'il ne suffit pas de disposer d'un parti vert pour jouer un rôle perceptible sur la scène politique.

En France, les écologistes se rangent — très provisoirement — derrière un nouveau candidat à l'élection présidentielle, Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre et partisan d'une « écologie heureuse » qui tranche avec la conception allemande. Mais la gauche arrive au pouvoir, et les écologistes français sont pris à contre-pied. On leur cède aussitôt Plogoff et le Larzac, les deux hauts lieux de résistance emblématiques contre le nucléaire et l'armée. Beaucoup de militants, voyant leurs camarades de lutte dans les allées du pouvoir, se démobilisent. Et les autres, constatant bientôt que la gauche endosse à son tour ce qu'ils ont combattu — force de frappe, programme nucléaire, notamment — se démoralisent.

Le rejet du nucléaire

L'année 1982 marque le creux absolu de la vague écologiste en France. Finis les grands rassemblements où les militants isolés se ressourcent, où les combattants obscurs se montrent au grand jour et reprennent courage en constatant qu'ils ne sont plus seuls.

En RFA par contre, la mobilisation contre le déploiement des missiles américains bat son plein. Dans la foulée, « die Grünen » font pour la première fois leur entrée au Bundestag avec vingt-huit sièges lors des élections de mars 1983. Le mouvement commence à essaimer dans toute l'Europe. Il se crée, en 1983, des partis Verts au Danemark, en Espagne (Alternativa Verde, en Catalogne), au Luxembourg (Greng Alternativ), aux Pays-Bas. L'an 1984 voit naître Los Verdes en Espagne et les Verts en France. En Grande-Bretagne, le Green Party apparaît officiellement en 1985, et la Fédération italienne des listes vertes en 1986. Seule la Grèce, bonne dernière dans la course, n'a toujours pas de parti écologiste. Une coalition hétéroclite est en cours de formation pour présenter une liste aux élections européennes de ce mois.

La protestation contre le nucléaire, qui a donné naissance à la nébuleuse écologiste européenne, continue de jouer un rôle important. En RFA, le site de Wackersdorf, en Bavière, où s'est ouvert le chantier de construction d'une usine de retraitement de combustibles irradiés — les



« déchets nucléaires », — reste un des principaux centres de ralliement depuis le lancement des travaux en 1986.

An Luxembourg, en Belgique et en Sarre, la mise en route de la centrale de Cattenom (Moselle) qui, en cas d'accident majeur, « rayonnerait de la carte le petit Luxembourg », déclenche à partir de 1986 une levée de boucliers.

En Espagne, les rares mouvements de protestation écologique se concentrent aussi sur l'industrie nucléaire. La centrale de Lemóniz, au Pays basque, a connu ses premières manifestations en 1978, et même l'assassinat d'un ingénieur en 1981, lorsque l'ETA militaire a pris le relais des écologistes. C'est l'immersion en mer de déchets nucléaires qui a fait naître une section de Greenpeace à Vigo (Galice). Au Portugal, en 1987, les écologistes sont sortis de leur ghetto en protestant contre le projet de construction d'une centrale nucléaire à Sayago, en Espagne, à douze kilomètres de la frontière portugaise.

Même en Grande-Bretagne, où la contestation antinucléaire était traditionnellement le fait de Greenpeace et des Friends of the Earth (Amis de la Terre), la catastrophe de Tchernobyl a dopé le petit parti Vert. Les élections qui ont suivi ont fait quadrupler les voix du Green Party et lui ont permis d'avoir pour la première fois deux élus dans des conseils de district. Seule la France, en la matière, fit exception. Les Verts ne profitèrent pas de la présence des

sites nucléaires. Aux élections municipales de 1989, pourtant si favorables en général, ils ne percent ni à Nogent-sur-Seine ni à Cattenom ni à Creys-Malville, les hauts lieux de la contestation de l'atome. En revanche, les déchets nucléaires suscitent toujours des réactions de rejet, et les Verts français en ont profité.

Phénix acides et voitures propres

Si la lutte antinucléaire demeure le « fonds de commerce » des Verts, d'autres thèmes porteurs sont apparus au fil des ans. En Allemagne, la revendication d'une plus grande égalité sociale, de la vie politique (scandale Flick) et l'alerte au Waldsterben (dépeuplement des forêts) prennent le relais de la lutte contre les missiles américains pour relancer la mobilisation. Dramatisée à l'extrême, le Waldsterben oblige les grands partis à réagir et à intégrer désormais la défense de l'environnement dans leurs stratégies. Des rejets industriels aux lessives, phospha-tées en passant par les aérosols, accusés de détruire la couche d'ozone, les campagnes en tout genre se multiplient, permettant aux Verts d'élargir leur audience auprès de nouveaux groupes.

Aux Pays-Bas, les Verts peuvent toujours compter sur la pollution du Rhin pour attirer les sympathies de l'opinion. Qu'il soit pollué par les saumures françaises des potasses d'Alsace, les rejets

des mines allemandes ou les effluents de la chimie suisse (Sankt-Albert et le « mort du Rhin »), le « grand égoût » collecteur d'Europe justifie le combat des écologistes. La mort des phoques en mer du Nord, à l'été 1988, et le réchauffement de la planète par « effet de serre », qui provoquerait une redoutable montée de la mer pour le « plat pays », inquiètent beaucoup les Néerlandais.

Les écologistes belges mènent aujourd'hui la lutte contre le TGV nord. Le gage de la nouvelle voie, dans un pays aussi densément peuplé que la Flandre, provoque des craintes habilement exploitées.

En Italie, les écologistes sont partis en guerre contre les chasseurs (1,6 million, un peu moins nombreux qu'en France) accusés de tirer sur tout ce qui bouge. Par trois fois (1973, 1980, 1984), ils ont tenté d'imposer un référendum, mais il leur manquait l'appui des grands partis. Depuis le mois d'avril, une quatrième campagne est lancée, qui pourrait bien réussir puisque le PSI et le PCI soutiennent leur initiative.

En Espagne, les derniers combats se sont déroulés contre la création d'un « camp d'entraînement militaire dans la province de Ciudad-Real, dans le sud de la Castille (de Larzac dix ans après) » et contre le TAV (Tren de Alta Velocidad), prolongement du TGV français. Mais ils ne savent que faire contre la pollution de l'air qui sévit à Madrid et à Barcelone.

De droite ou de gauche ?

Il reste difficile de situer les partis verts sur l'échiquier politique. Confluents de deux mouvements — l'un antinucléaire, antinucléaire et libertaire, traditionnellement proche de la gauche, l'autre naturaliste et apolitique — les Verts vivent souvent d'un pays à l'autre. D'une manière générale cependant on retrouve un certain nombre de constantes : la lutte pour le respect de l'environnement et la limitation de la pollution, qu'elle soit d'origine nucléaire ou industrielle ou agricole, mais aussi la moralisation de la vie publique, nationale et internationale. L'affaire Flick et la dénonciation des pratiques des partis traditionnels pour se fournir des fonds illégalement, le refus de la guerre nucléaire ont été aussi importants pour le plérophène vert en RFA que la lutte contre le Waldsterben. L'aspiration à une refonte « écologiste » de la société, hors des schémas traditionnels de la droite et de la gauche, s'exprime de plus en plus fortement et on voit apparaître toutes sortes de théories sur la reconstruction écologique de l'économie.

En France, après l'arrivée à la tête des Verts d'un naturaliste en tous points modérés (Antoine Waechter), on observe aujourd'hui une telle transformation du mouvement avec l'entrée en scène, depuis la marée verte des municipalités de mars 1988, de militants d'extrême gauche avides d'un discours avec l'Europe du « grand marché » et la société de consommation.

Le parti des Verts, devenu lieu d'accueil pour tous les sans-parti — depuis les conservateurs bon teint jusqu'aux contestataires de gauche — commence à être investi par des militants qui, tel Alain Lipietz, veulent tordre le cou au productivisme, et à l'économie de marché. « Sommes-nous de gauche ? Non, répond Dominique Voynet, porte-parole national des Verts. Car la gauche n'est plus à gauche. » Mais les Verts français font valoir que, pour la Nouvelle-Calédonie comme pour la Palestine, ils sont « à gauche de la gauche ». « Antoine Waechter est l'unique tête de liste aux européennes à avoir rencontré Arafat », observe Marie-Christine Aulas, spécialiste du Proche-Orient.

Les Verts européens s'appuient aujourd'hui sur un ouvrage fondateur, Our Common Future (Notre avenir à tous), rédigé par l'ancien premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland (1). En France, c'est Pierre Radenne, l'un des théoriciens les plus pointus des Verts, qui en fait la diffusion. « Moi aussi, je plaide pour ce développement durable (sustainable) qui, tout en permettant la survie de l'homme sur la planète, dit-il. Le Nord étouffe le Sud et lui ravotie les outils de développement son environnement ! » Pour lui, il n'y a pas de différence entre la lutte sociale et le combat écologique. « L'écologie est fondamentalement anticapitaliste », affirme-t-il. « La seule grande différence entre nous et les communistes, dit Alain Lipietz, c'est le

productivisme. » Or le productivisme est encore largement une valeur de gauche, de tradition ouvrière. Les Verts la rejettent totalement, au profit de la qualité de vie.

Que les Verts, globalement, soient considérés comme appartenant à la gauche — ce qui n'est vrai que pour seulement deux tiers de leurs électeurs — c'est un fait. Il suffit de voir ce que l'extrême droite, jalouse de ces nouveaux thèmes « écologistes » comme tactique pour les prochaines échéances électorales. En décembre dernier, le professeur italien Alessandro Di Pietro s'étonnait devant le groupe des Droites européennes que l'écologie, « religion de droite » qui défend la conservation de la nature et s'en prend aux dégâts du progrès, « ait été utilisée par la gauche comme instrument de pénétration politique ». Et il concluait : « Il faut désormais mettre sur pied dans chaque pays européen un organisme de protection de l'environnement qui soit vraiment de notre bord, afin de constituer une grande coalition d'organisations écologistes européennes de droite qui puisse s'opposer aux gauchistes, aux Verts et aux écologistes ». L'avis est clair. L'extrême droite s'agit de voir des « gauchistes » accéder à la scène politique au nom de valeurs que chacun, aujourd'hui, considère comme universelles.

R. C.

(1) Éditions du Fleuve (Québec) 459p.



Si incroyable que cela puisse paraître, LA SEPT est une chaîne culturelle. De Fritz Lang à Zola/Jeanne, en passant par Le Corbusier et Cocteau Basile,

la nouvelle chaîne européenne aborde tous les sujets, même les plus inattendus. Comment recevoir LA SEPT : tél. : 42.45.77.

LA VOIR, ÇA DONNE ENVIE DE L'AVOIR.

هنا من الأصل

Enquête

le désarmement et la moralisation de la vie publique

drastique qu'il est reversé par ses alliés libéraux ! Cette fièvre verte est maternellement excusée par l'échec des élections européennes de 1983, par l'absence de l'Assemblée du Strasbourg ne joue qu'un rôle mineur dans la campagne européenne, chaque gouvernement, chaque parti, tient à y être représenté le plus largement possible, afin de ne plus passer pour le cancre de l'écologie dans la classe des Douze. La surenchère verte, incontestablement, est inspirée par des considérations d'opportunité. Mais elle s'inscrit aussi dans l'air du temps qui, à travers le monde

Au Portugal, ce sont les plantations industrielles d'eucalyptus (pour la pâte à papier) qui mobilisent les écoles. Une manifestation dans le nord du pays, qui avait mobilisé toute une ville, a même provoqué des heurts avec la police.

En Grèce, le gouvernement a dû finalement renoncer à laisser s'installer une usine d'alumine à portée de fumée du site de Delphes. Il a accepté de mettre en zone de protection plusieurs plages de l'île de Zante, en mer Ionienne, pour préserver du tourisme les lieux de ponte de la tortue de mer *caretta*. Une bataille se prépare dans le massif de l'Olympe, où des projets d'équipement touristique indignent les amoureux de la montagne.

Même dans la verte Irlande, épargnée par les fumées industrielles, surviennent parfois des révoltes écologiques. Le mois dernier, plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés à Westport, une localité de la côte ouest, pour protester contre un projet d'exploitation minière d'or. Les gens du lieu disent qu'ils n'avaient jamais vu un tel rassemblement depuis le soulèvement contre les Anglais en 1921 !

Beaucoup d'échecs et quelques succès

Les écologistes européens n'ont pas réussi à empêcher le déploiement des fusées Perseus ni la construction des centrales nucléaires. Mais ils ont été rejoints par l'histoire. Avec Gorbatchev, l'heure est au désarmement. Après Tchernobyl, on ralentit ou on gèle les parcs nucléaires existants. La Belgique a renoncé à construire sa huitième centrale et prévoit un retour au gaz naturel. La RFA peine à faire tourner ses centrales existantes, soumises à très haute surveillance, et va renoncer à son usine de retraitement.

entier, pènétre peu à peu les milieux dirigeants, les décideurs, tous ceux qui sont chargés de gérer, non plus seulement leur pré carré, mais la planète entière. L'environnement ne connaît plus de frontières, ni nationales ni même continentales. C'est précisément ce que les Verts essayaient — en vain jusqu'à présent — de faire comprendre à leurs interlocuteurs. On les écoute davantage aujourd'hui, surtout dans les pays où les électeurs influencent la décision, comme c'est le cas dans la Communauté européenne.

garder contre le déclin de la planète, on n'y compte plus les mesures prises pour la pression démographique. Les cultures sont toutes néerlandaises, souvent traitées de « cochons » par les Verts, viennent de publier un plan d'action où ils prévoient de revenir à une agriculture « propre », c'est-à-dire moins intensive (diminution des engrais et pesticides chimiques). Et le gouvernement Lubbers, tombé pour avoir envisagé un programme trop vert (trop coltoux, en fait), maintient aujourd'hui l'essentiel de son projet.

Les écoles européennes ont marqué cette année délicate. Plus aucun gouverneur, plus aucun industriel ni chef d'entreprise, plus aucun élu majeur, ne sont aujourd'hui à l'honneur quelque projet que ce soit sans se préoccuper de leur réaction. Même les pays de l'Europe du Sud doivent s'aligner sur cette tendance lourde de la Communauté. Si l'Acte unique intègre la protection de l'environnement dans la construction européenne, c'est à eux qu'on le doit. Si l'on respire mieux un jour dans les rues de nos villes, parce que nos voitures sont plus propres et que nos usines ne rejettent plus de fumées, on le devra aussi à ces empêcheurs de polluer en rond qui gesticulaient maladroitement. Seront-ils plus efficaces lorsque leur internationale verte sera constituée en partis solides et disciplinés ? C'est en tout cas leur rêve : après la contestation, ils aspirent à la gestion.

ROGER CANS.

Enquête réalisée avec la collaboration de nos correspondants : Christian Chertier (Amsterdam), Patrice, Claude (Rome), José-Alain Fralon (Bruxelles), Thierry Mafiniak (Madrid), Camille Olsen (Copenhague) et José Rebelo (Lisbonne).

La tentation du pouvoir

ES Verts au gouvernement ? Ce qui peut paraître bizarre, voire absurde, est en fait le souhait de beaucoup de pays européens est déjà une réalité en RFA. Quatre ans après une première expérience qui n'eût duré que quelques mois, en Hesse, la participation des Verts au gouvernement est entrée dans les faits. Deux coalitions entre les sociaux-démocrates et les «*alternatifs*» viennent de voir le jour, à Berlin-Ouest, et au niveau municipal, à Brandebourg. Une première s'en es aperçue. Lors de sa visite à Paris, au mois de mai, le nouveau bourgmestre social-démocrate, M. Walter Momper, a déclaré : «*Je suis presque sûr qu'à Londres, où s'est écoulé auparavant rendu, le sujet est déjà à peine évoqué. Mais l'événement des élections de janvier 1989 à Berlin-Ouest avait bien donné droit à une certaine attention de droite sur l'échiquier politique de la République fédérale.*»

L'entrée des Verts au gouvernement régional de Hesse en 1985 avec les sociaux-démocrates avait soulevé une tempête dans le pays. Deux ans à peine séparait cette première coalition « rouge-verte » de l'entrée au Bundestag des premiers députés de la toute jeune formation. L'établissement, qui prédisait alors aux Verts une courte durée de vie, se trompait. Les jeunes en voyant celui qu'on appelait le « député aux baskets », Joschka Fischer, devenir ministre à Wiesbaden, responsable pour l'environnement.

Aujourd'hui, les Verts sont une composante incontournable de la vie politique. Les responsables sociaux-démocrates n'hésitent plus à évoquer ouvertement, comme si c'était la chose la plus naturelle du monde, la possibilité d'une coopération avec les Verts au niveau du gouvernement fédéral si l'arithmétique électorale de 1990 le permettait. Contrairement à ce qu'on avait pu penser au début, les Verts non seulement sont

toujours là, mais ils n'ont cessé de renforcer leurs positions. Ils deviennent résolument des acteurs, au lieu d'être des chanceliers Kohl à Bonn, qui n'a pas réussi à Berlin-ouest à franchir la barre des 5 % indispensables pour avoir des élus. Les déclinismes qu'a connus le parti ces dernières années, les bagarres sans fin entre « fondamentalistes » et « réalistes », la réputation d'incapacité politique à mener l'opposition en tant qu'opposition, tout cet en train entamé son crédit auprès de l'électorat. L'évolution des conceptions des grands partis en matière d'environnement, de désarmement, largement influencée par leur présence, suffisait à leur donner une importance d'une frange importante de l'opinion.

Les trois préalables du SPD

Comec'a la mort de la rupture de la coalition de Hesse, provoquant la chute d'un parti démocrate, il a fallu quelques années pour que la question de la participation des Verts aux plus hauts niveaux du pouvoir se pose de façon plausible. Non seulement le parti des Verts avait besoin de temps pour se stabiliser et offrir une image un peu moins choquante de lui-même, mais aussi les dirigeants des autres démocrates ont agi à son égard que dans l'optique de le faire disparaître. Au sein même des Verts, la réponse était loin d'être évidente. La coalition de Hesse avait là aussi soulevé des tempêtes. Le mouvement n'allait-il pas se faire compromettre par son tour par les jeux de pouvoir ? Des années durant, cette question dominera tous les congrès. Pour violent qu'il ait été, ce conflit sur la stratégie à suivre a permis aux Verts de se confiner à un cercle comme toute restriction de dirigeants. Pendant ce temps, au niveau local, dans les municipalités et les cantons, des centaines de militants ont pu

apprendre à gérer et amasser une expérience qui faisait largement défaut au début du mouvement. Le moment venu, en 1989, ce sont eux qui ont tranché et permis aux « réalistes » d'imposer leur point de vue.

malgré les adversaires. Les «fondamentalistes» avaient fait capoter en 1987 à Hambourg une possible coalition avec le SPD, refusant les compromis nécessaires, notamment la reconnaissance à l'Est de la Veste de Hambourg. Les Verts de Hambourg ont de tout temps été dominés par l'extrême gauche, l'une des principales composantes avec les utopistes de l'aile fondamentaliste. Ils ont cependant, venant proche, les «alternatifs» de Berlin-Ouest, qui participe aujourd'hui à un gouvernement régional. Au cours des négociations avec les sociaux-démocrates, ils ont accepté les compromis proposés par le SPD - non-tanxis en cause de la présence des Alliés, monopole public de la violence, adoption automatique à Berlin-Ouest des lois de la République fédérale. Malgré les espoirs de la gauche, les élections ont provoqué chez les autonomes le 1^{er} mai, la coalition a passé sans encombre le cap des premiers semaines. A Francfort, capitale de la finance ouest-allemande et fief des sociaux-démocrates, les Verts ont confié trois postes d'adjoint au maire, dont un pour Daniel Cohn-Bendit, chargé d'une expérience originale dans le domaine des relations avec les communautés d'immigrés. Il n'est venu à l'esprit de personne de se lancer dans l'industrie comme en 1985 de menacer d'aller investir ailleurs. Malgré d'épaves marchandes, notamment avec l'industrie chimique, le pragmatisme qu'avait su manifester l'ancien socialo-hutlard Joscha Fischer a été le facteur de la victoire. Le renouveau de Hesse a, il est vrai, beaucoup contribué à calmer les esprits.

HENRI DE BRESSON

Les forces en présence

● **BELGIQUE** : aux élections européennes de 1979, le parti ECOLO (Verts de Wallonie) obtient le meilleur score de la Communauté : 5,1 % des suffrages. Aux législatives de 1981, il s'octroie six sièges de députés, une première au sein de la CEE (le premier député écolo, élu en 1979, était Suisse). Aux européennes de 1984, il atteint 9,85 % des voix : il retombe à 6,77 % aux législatives de 1987. Les Verts belges ont deux députés au Parlement européen.

● **DANEMARK** : les Verts danois n'ont jamais pu dépasser 1,3 % des voix. La concurrence des autres partis, qui se proclament tous écologistes, les maintient dans la marginalité. Pas de projet de centrale nucléaire à combattre. Rien que des éoliennes ! En revanche, la Société danoise pour la protection de la nature (1911) est en pleine expansion. De 50 000 adhérents en 1976, elle est passée aujourd'hui à 270 000.

● **ESPAGNE** : divisés entre organisations régionales, les Verts espagnols n'ont obtenu que... 0,44 % des voix aux législatives 1987 (80 000 suffrages). Pour les prochaines européennes, ils ont réussi à présenter pour la première fois une liste commune, conduite par une écologiste de longue date, l'avocate andalouse Purificación García — c'est son nom !

● **FRANCE** : la première percée des écologistes en politique remonte à 1981, lorsque Brice Lalande a recueilli 3,87 % des suffrages à l'élection présidentielle. En 1983, Antoine Waechter n'a pu faire mieux (3,78 %). La deuxième percée est apparue aux cantonales de 1988 et surtout aux municipales de mars 1989, avec des pourcentages atteignant parfois 30 % (8 % en moyenne générale). Ils ont aujourd'hui quelque

1 400 conseillers municipaux, dont une douzaine d'adjoints au maire dans des villes importantes.

● **GRÈCE** : on compte aujourd'hui plus d'une centaine de groupes écologistes dans le pays, répartis entre onze organisations différentes, presque toutes constituées après 1985. C'est autour du plus actif d'entre eux, le Mouvement écologique alternatif, que se constitue actuellement le coalition qui doit se présenter aux élections européennes. Les Verts grecs vont pouvoir se compter.

● **IRLANDE** : l'Alliance verte n'a jamais dépassé 2,3 % dans les districts où elle se présentait, ce qui représente 0,6 % au plan national.

● **ITALIE** : le pays connaît une prolifération d'associations de protection de la nature comme les Amis de la Terre, le WWF (130 000 adhérents), Italia Natura (12 000 adhérents).

La Nostra (12 000 membres), la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), 20 000 adhérents). Le mouvement politique est le longéviste et la Ligue pour l'environnement, créée en 1980 dans la marge du PCI. Elle regroupe aujourd'hui des écologistes, d'anciens communistes et des militants d'extrême gauche (Parti radical, Parti démocrate préfatorial). Les premiers Verts se sont présentés en tant que liste électorale de 1987 et n'ont obtenu qu'une moyenne de 2 % des voix (mais les Verts s'étaient présentés sur d'autres listes). Le groupe des « Verdi » a onze députés à l'Assemblée.

● **LUXEMBOURG** : l'Alternative verte a atteint 6 % des voix aux dernières élections et deux députés à la Chambre.

● **PAYS-BAS** : dans ce pays où Greenpeace revendique

350 000 donateurs, les Verts n'ont pas de parti à la hauteur de leur rôle. Le Groene Partij, fondé par le Parti radical, ne s'est jamais présenté seul. La coalition présentée aux européennes de 1984 (Groen Progressif Akkoord) a obtenu 5,6 % des suffrages et deux élus aujourd'hui membres du groupe Arc-en-Ciel à Strasbourg.

● **PORTUGAL** : le Parti des Verts, là non plus, ne s'est jamais présenté seul. Allié au Parti communiste et au groupe Intervention démocratique, qui ont obtenu 14 % des voix aux élections générales de 1987, les Verts portugais ont deux députés à l'Assemblée nationale.

● **RFA** : les Grünen ont eu vingt-huit députés au Bundestag en 1983 et sept députés au Parlement européen en 1984. En 1987, avec 8,3 % des voix, ils ont renvoyé quarante-quatre députés au Bundestag. C'est de loin la plus forte représentation politique des Verts dans la CEE.

● **ROYAUME-UNI** : les Greens, pris en tenaille dans le système majoritaire à un tour, n'ont jamais pu faire élire un député. S'ils ont atteint en moyenne 7 % des voix dans les scrutins locaux, leurs 133 candidats aux élections générales ont obtenu 100 000 voix, et trois seulement ont dépassé 2,5 %. Pour les prochaines européennes, les Verts britanniques vont jouer leur va-tout : présenter un candidat dans chacun des 78 districts, lier en collette 1 000 livres de caution par candidat, qui ne seront remboursés qu'à partir de 5 % des voix. Les Greens, qui n'ont que quatre conseillers du conseil régional, ont cependant le vent en poupe. De 7 500 membres en septembre dernier, ils sont passés à 10 000 aujourd'hui, soit exactement autant que les communistes.

DEMAIN, EN AVANT-PREMIÈRE DU CNIT

**L'avenir appartient
à ceux
qui écoutent tôt.**

Au CNIT, écoutez battre le cœur
des échanges internationaux.
Le WORLD TRADE CENTER -
PARIS LA DÉFENSE et Radio
Classique Affaires : 6 jours
d'informations toniques pour
vivre à l'heure internationale.

| | |
|---|---|
| THÈME | LES ENJEUX COMMERCIAUX DE L'AN 2000 |
| INVITÉ 7.40 | Paul PAOLI Président Directeur Général CFAO |
| DÉBAT 8.20 8.30 | Paul-Henri DENIEUIL Président FÉDÉRATION FRANÇAISE DU COMMERCE INTERNATIONAL Patrick DEVEAUD Directeur Général PARIBAS Président Directeur Général SCOA |
| INVITÉ 8.35 8.45 | Gilbert SALOMON Président Directeur Général OPTORG |
| ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE... | |

ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE...

WORLD TRADE CENTER
PARIS - LA DÉFENSE

4, PLACE DE LA DÉFENSE - 92090 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 26 - TÉL : 36 (7) 47.73.66.44

RADIO CLASSIQUE AFFAIRES : PARIS 101.1 MZ - LILLE 88.2 MZ

Politique

La campagne pour les élections du 18 juin

M. Fabius s'efforce de mobiliser les élus et les militants socialistes

M. Laurent Fabius l'avait dit dès le début : la campagne des élections européennes n'était pas sans difficultés ni sans risques. Difficultés et risques pour le PS, mais, aussi, pour sa tête de liste. Pour faire face aux écueils d'une élection par nature peu mobilisatrice, le président de l'Assemblée nationale recherche les initiatives et les gestes symboliques permettant de mettre en images les divers aspects de son message. Il compte, aussi, auprès des militants, sur la combativité dont il fait preuve dans ses meetings.

LYON
de notre envoyé spécial

L'abstention reste la principale préoccupation des responsables de la campagne socialiste, qui se préoccupent davantage de mobiliser l'électorat de gauche que de séduire celui qui peut être tenté par d'autres listes. La mobilisation de la base socialiste passe aussi, néanmoins, par la dénonciation des positions prises par les formations concurrentes, exercice auquel M. Fabius s'est livré, mardi 30 mai, à Lyon, en mettant en cause, principalement, M. Jean-Marie Le Pen et Valéry Giscard d'Estaing.

Dans la « capitale de la Résistance », le chef de file socialiste s'est indigné des propos du président du Front national accueillant d'un « et alors ? » la nouvelle de l'arrestation de l'ancien milicien Touvier. « La démocratie », a dit M. Fabius, « est encore et toujours la même. L'Europe et la démocratie demandent que la lumière soit faite sur Touvier et qu'il soit effectivement jugé ! »

M. Fabius a répliqué, d'autre part, aux critiques formulées la veille par M. Giscard d'Estaing lors de son passage sur Antenne 2. « Faux candidat unique d'une vraie liste de droite », l'ancien président de la République est mal placé, selon M. Fabius, pour reprocher aux socialistes de ne pas mettre leurs notes en accord avec

leurs paroles. N'avait-il pas insisté, en quittant le pouvoir en 1981, une différence d'inflation de huit points entre la France et l'Allemagne, alors que cet écart est, aujourd'hui, « de zéro » ? « Ce n'est pas tout à fait la même chose ! », a lancé le chef de file socialiste.

Ayant ainsi affirmé que M. François Mitterrand a fait davantage que son prédécesseur pour l'Europe monétaire, M. Fabius a développé les différences qui séparent sa liste de celles de l'opposition. Il a souligné, notamment, que les socialistes sont les seuls à parler de l'Europe de la santé, thème illustré, dans l'après-midi, par une visite de services hospitaliers sous la conduite du professeur Jean-Louis Tournier, candidat sur la liste du PS.

Le professeur Léon Schwartzberg, candidat en cinquième position sur cette liste, a pris la parole au cours de ce meeting, qui a confirmé la popularité de l'éphémère ministre délégué à la santé. « Nous devons faire reconnaître la santé comme un droit naturel, acquis à tous les citoyens d'Europe », a déclaré le cancérologue, qui a cité Saint-Just : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. »

L'Europe de la santé est un aspect de l'Europe du progrès social, thème essentiel de la campagne socialiste, que M. Fabius a, de nouveau, développé, en exprimant « un doute » au sujet de l'affirmation de M. Giscard d'Estaing qui s'était déclaré d'accord avec le projet de charte des droits sociaux fondamentaux.

Le président de l'Assemblée nationale a lancé un appel aux élus, aux militants et aux sympathisants pour qu'ils se mobilisent. Telle est, pour lui comme pour les autres formations, la difficulté principale. Si les élus se montrent — avec plus ou moins d'ardeur — disponibles, les militants manifestent un intérêt réduit pour cette campagne. Le meeting de Lyon a réuni moins des trois mille cinq cents personnes attendues. Certains sont déjà prêts à en faire porter la responsabilité à M. Fabius et à son style de campagne.

P. J.

Les candidats de l'extrême gauche justifient leur présence

« N'est-il pas inutile de voter pour votre liste puisque vous n'aurez pas d'influence au Parlement européen ? » Le Monde a posé cette question à trois têtes de « petites » listes de courant communiste : M^{me} Arlette Laguiller (Lutte ouvrière, trotskiste), M. Claude Llabres (Mouvement des renouveaux communistes) et M. Marc Gauquelin (Mouvement pour un parti des travailleurs, trotskiste). Voici leurs réponses.

M^{me} Laguiller :
Inutile de voter pour les grands

« Ce qui serait inutile, et même préjudiciable pour les travailleurs et pour les salariés en général, c'est de voter pour les grands partis qui sont peut-être sûrs d'avoir des élus, mais dont on sait à l'avance qu'ils défendront, pour l'Europe, une politique aussi anti-sociale que celle qu'ils ont menée, en France, au gouvernement, ensemble ou séparément, depuis dix ans. »

« En me présentant, je demande donc aux travailleurs de donner à la liste que je conduis les 5 % de voix qui nous permettront d'avoir des élus. »

« Il serait, en effet, très utile, pour tous les salariés, qu'il y ait assez de voix pour envoyer à Strasbourg de véritables représentants des travailleurs et pour désamorcer la politique de blocage des salaires et de facilités de licenciement offertes au patronat, menacé par des gens qui osent se dire les défenseurs des travailleurs. »

M. Llabres :
Pour le vote de conviction

« Bonne question, comme disait l'autre, passons donc aux suivantes : que signifie l'utilité en politique ? Ne dissimulerait-elle pas une conception de la citoyenneté qu'il ne serait pas « inutile » de discuter ?

« Voter utile », pour le sens commun, revient à distinguer dans le peloton de tête des candidats le moins mauvais pour faire obstacle au pire. Concevable dans une situation périlleuse pour la démocratie, cette attitude revient, en temps normal, à ne se prononcer que par approximation, à éliminer au lieu de choisir et finalement à transiger avec ses propres convictions. »

« L'affaire serait de faible conséquence si l'offre politique correspondait en ce pays à la demande qui s'exprime. Or c'est l'inverse qui s'avère au fil des consultations électorales où l'abstention galopante, qui n'est souvent que manière de contester la pauvreté des choix proposés, confirme que le système de représentation politique est entré en crise. Voter « utile » dans ces conditions c'est accroître un peu plus l'« inutilité » du politique. »

« Les renouveaux communistes, qui participent d'un mouvement plus large de renouvellement du discours et de la pratique politique, suggèrent une simple modification : substituer au vote dit utile le vote de conviction, le vote d'idée. Des idées, ils en ont quelques-unes qui, si l'on en croit le vent qui se lève à l'Est, l'ébranlement du communisme bureaucratique, la mutation du Parti communiste italien, la montée du courant vert et alternatif en Europe, ne sont pas hors du temps. »

« Faire de l'Europe un moment de la mondialisation, y appliquer en tous domaines la clause du citoyen le plus favorisé, en démocratiser le Parlement et, pour ce faire, supprimer la Commission de Bruxelles, aider à la formation d'un conseil européen des syndicats et des coordinations et commencer ainsi à inverser la logique purement financière de l'Acte unique : voilà quelques pistes. »

« Qu'un système électoral vécuste puisse contraindre un temps ces idées-là est une chose, qu'elles n'aient pas d'avenir en est une autre. »

M. Gauquelin :
L'utilité de la lutte des classes

« La question établit au point de départ comme principe que la possibilité d'avoir des élus définit l'« utilité » d'un vote. »

« Selon ce principe, dont il « faudrait » aller voter pour les gens qui sont présents par la radio, la télé, les sondages, comme étant susceptibles d'être élus. »

« Il serait « utile » d'envoyer ces gens, qui ont déjà violé sans vergogne le mandat qui leur avait été donné en 1981, à un Parlement européen qui n'est qu'un simulacre de représentation populaire. Il serait « utile » d'envoyer au Parlement européen des gens qui viennent de voter la loi Soisson ayant pour objectif de « faire passer » des dizaines de milliers de nouveaux licenciements dans l'industrie, dans le cadre de l'« harmonisation européenne ». »

« C'est sur un tout autre terrain, celui de la lutte des classes, que désormais les travailleurs attendent une issue à leurs problèmes, l'augmentation des abstentions le démontre. Mais alors, pourquoi nous présentons-nous ? Précisément, pour dire cela. Et parce qu'on ne nous laisse aucune possibilité de nous exprimer à la radio, à la télévision, comme l'exigerait la plus élémentaire démocratie. »

« Dans notre profession de foi, nous disons : l'Europe dont ils nous parlent tous existe déjà. Ce sont ces vingt millions de chômeurs permanents dans les douze pays de la CEE, ce sont quarante millions de personnes au-dessous du seuil de pauvreté. »

« Cette Europe-là, nous n'en voulons pas ! Nous avons constitué dans cinq pays cinq listes sous le même sigle : « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie », sur un même programme, pour appeler ensemble les travailleurs, à s'organiser en commun, à l'échelle de toute l'Europe. »

« Le 1^{er} juillet, François Mitterrand va devenir président du conseil des ministres européens. Il peut proposer une directive interdisant le travail précaire dans toute l'Europe, qu'il le fasse ! »

« Pour notre part, dans ces élections, nous appelons les travailleurs à préparer avec nous, dans l'unité avec leurs organisations, une manifestation nationale contre le travail précaire, le 25 novembre 1989, à Paris. »

Les Verts allemands soutiennent les Renouveaux communistes

Rien ne va plus entre Antoine et Dorothée ! Il est vrai que leurs relations n'ont jamais été excellentes. M. Antoine Weischer s'en est pris, une nouvelle fois, mardi 30 mai, dans la presse d'outre-Rhin, à « l'activisme internationaliste » des Verts allemands, dont la liste est conduite par M^{me} Dorothée Piamont. Quelques jours auparavant, cette dernière avait quitté les écoles françaises de « Verts conservateurs ».

L'opposition politique entre la conception « verte-verte » de M. Weischer et celle « verte-rouge » de M^{me} Piamont avait constitué une toile de fond du récent congrès des « écoles » européennes (Le Monde du 31 avril). « Plus rapidement qu'il ne le croit », affirme un membre de la direction des Grünen, les Verts français devront choisir entre la gauche et la droite. « Partisans du « ni gauche ni droite », les amis de M. Weischer auront à affronter une seconde « heure de vérité » — après celle que leur chef de file devait subir, mercredi 31 mai sur A2 — à l'occasion de la constitution d'un groupe parlementaire européen à Strasbourg. Par ailleurs, M^{me} Piamont a prévenu qu'il ne sera « pas question d'aligner sans les surcoordonner » dans le groupe Art-an-Ciel.

Un meeting commun

Pour donner un poids supplémentaire à cet avertissement, M^{me} Piamont participera à un meeting commun avec M. Claude Llabres, tête de liste des renouveaux communistes, le 15 juin à Metz, alors qu'elle s'appuiera sur son soutien à M. Weischer qui, du reste, ne le lui a pas demandé. Il est vrai que les Verts français ont en mémoire le soutien des députés députés verts allemands à M. Pierre Juquin pendant la campagne présidentielle.

« L'opportunisme en politique est une voie si très court terme », confie un dirigeant des Grünen pour expliquer le choix de M^{me} Piamont en faveur des amis de M. Llabres qui sont « peu nombreux mais bénéficient d'une implantation sociale et territoriale en cause historique de leurs pratiques antérieures ». Par opposition, les Verts constituent, pour lui, « une association d'opportunistes » dont « la compréhension politique est plus limitée que celle des Grünen ». O. B.



M. Giscard d'Estaing, d'un bout à l'autre du tunnel sous la Manche

FOLKSTONE
de notre envoyé spécial

Simone Veil était passée la veille mais s'était arrêtée à Calais. Valéry Giscard d'Estaing se devait de faire mieux. Il a poussé, mardi 30 mai, jusqu'à Folkstone, dans le Kent, où les Britanniques ont déjà creusé 8 kilomètres du tunnel contre seulement 3 kilomètres côté français. « Mais ce n'est pas parce qu'ils sont meilleurs que nous, leur terrain est plus favorable », a-t-il précisé en responsable — français — de la Société Eurotunnel.

Il serait exagéré de prétendre que cette visite de la liste UDF-RPR a suscité une intense curiosité du côté britannique. « RPR-UDF : is it a business company ? », demandait poliment aux accompagnateurs le directeur de l'aéroport de Lydd qui tentait une formation accélérée sur les subtilités de la politique hexagonale. Comme il se doit, un vent glacial balayait le chantier. « Mais c'est le premier jour de mauvais temps depuis un mois », ont tenu à préciser les Britanniques soucieux de désamorcer les plaisanteries anti-insulaires.

« Vous êtes ministre ? », a demandé le maire de Folkstone à Michèle Barzach. « I was », a répondu l'ancien ministre de la santé. Les responsables d'Eurotunnel lui ont offert une lampe de mineur et un casque scellé dans du plastique, dont elle a vainement cherché la symbolique. « ST fait

que j'attende d'être ancien ministre pour recevoir ça », a maugréé Philippe Vasseur, député UDF du Pas-de-Calais, à qui on n'avait pas fait de cadeau. Revenu sur le continent, Giscard, sur le ton d'un animateur télé donnant l'adresse à la speakerine, l'a présentée aux foules comme le « championne Michèle Barzach ». Il est vrai qu'elle a eu plus de chance que le malheureux maire de Cambrai, un nommé Jacques Legendre, par ailleurs ancien ministre giscardien, dont Valéry Giscard d'Estaing a oublié le nom avec application tout au long de la journée à cha que fois qu'il devait le citer.

Sortie éducative

Pour le reste, un déplacement de la liste d'Union de l'opposition fait irrésistiblement penser à une sortie éducative d'adolescents chahuteurs sous l'autorité distraite d'un prof de sciences-éco qui a déjà dans la tête ses prochaines vacances. « Et dire que c'est la première fois que nous nous présentons plus que deux centrales nucléaires », a déclaré Giscard méditatif — en anglais — devant le bout — anglais — du tunnel.

Pour sa part, en réponse à Simone Veil qui venait de proposer de faire financer le tunnel par des fonds européens — alors que le tour de table du projet est « bouclé » depuis longtemps, Philippe Vasseur a suggéré de « faire financer la construction de

la tour Eiffel à Paris par des fonds communautaires ».

Siège, entre le prof et le premier de la classe, l'atmosphère est cordiale. Au mini-meeting de Lille qui a conclu la journée — pas plus de cinq cents personnes, ce qui est tout de même un succès relatif pour un ancien chef de l'Etat — Juppé a fait consciencieusement scander le nom de Giscard par une foule militante à laquelle celui de Chirac serait plus spontanément monté aux lèvres. En échange, Valéry Giscard d'Estaing a salué son « talent montant », et s'est félicité pour le « mélange de netteté et de modération dans l'expression de sa pensée ».

Bref, l'union va bien. Alain Juppé est tellement sûr d'avoir entendu dire qu'il se tenait systématiquement plusieurs pas en retrait de Valéry Giscard d'Estaing pour ne pas apparaître en sa compagnie sur les photos, qu'il le « colle » à présent avec fidélité.

Comme Valéry Giscard d'Estaing doit tout de même consciencieusement réduire que ses sorties pédagogiques ne suffisent pas à valoir l'indifférence des électeurs, il a réitéré devant la presse sa proposition, formulée la veille au cours de l'animation « l'heure de vérité », de suppression de service national. Il s'agit, a-t-il précisé, d'un grand thème de sa campagne mais pas le seul.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

مكتبة أمية الأصل

Politique

Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers

L'opposition s'apprête à déposer une motion de censure

Le RPR et l'UDF ont retrouvé depuis mardi 29 mai les délices de l'obstruction parlementaire. Rappels au règlement en cascade, demandes de suspension de séance, « rafales » d'amendements, scrutins publics, motions de procédure : pour la première fois depuis le début de cette législature, l'hémicycle s'est transformé en champ de bataille. L'occasion du débat sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Les anciens présidents RPR de la commission des lois, MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon, ont mené la danse avec une délectation visi-

ble, comme s'ils avaient fait trop longtemps lanquette. Le « noyau dur » de l'UDF et du RPR semble déterminé à mener au Palais-Bourbon une bataille qui constitue un des volets de la campagne électorale de la liste Giscard-Juppé. Leur positionnement est également destiné à contrecarrer les « rénovateurs » qui souhaitent avec l'UDC que l'hémicycle soit un lieu de débat et non de combat. D'autres initiatives pourraient être prises, à l'instigation de M. Bernard Pons, pour tenter de resserrer autour de son alle-

« dure » un groupe menacé de dislocation et y a quelques semaines lors de la palinodie de la motion de censure sur l'Europe. L'annonce de l'intention de M. Chirac de déposer le RPR et l'UDF en est une preuve supplémentaire. Après deux journées de débats, aucun article n'a pu être examiné ni discuté. Seuls cinq amendements, avant l'article premier, ont pu l'être. C'est ainsi que les députés communistes ont pu dans la confusion générale faire adopter deux amendements contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

« C'est du filibustage ! », a protesté, mardi 30 mai, le rapporteur de la commission des lois, M. Michel Suchaut (PS, Dordogne), en représentant à son compte une expression caennaise pour désigner l'obstruction parlementaire de l'UDF et du RPR. En séance de nuit, M. Frédéric Bredin (PS, Seine-Maritime), « effarée » par la tournure du débat, a lancé un appel à l'opposition : « Il y a une odeur de souffre. Ne pouvons-nous débiter sur un tel sujet sans propos violents ou racistes (tumulte sur les bancs UDF et RPR) ? Pensons aux quatre millions d'étrangers concernés, aux jeunes qui nous regardent ! Quel spectacle leur offrons-nous ? C'est triste. Rappelons nous. Car il y a honte à être là. » L'UDC s'est montrée quant à elle embarrassée devant la brusque poussée de fièvre de ses collègues de l'UDF et, surtout, du RPR. M. Jean-Jacques Hysat (UDC, Seine-et-Marne), a tenté de se démarquer en affirmant : « Depuis le début du débat, nous ne sommes guère parvenus à faire comprendre à nos concitoyens l'intérêt que l'Assemblée porte aux étrangers, et en particulier à ceux qui aspirent à devenir Français. » Tout en maintenant ses réserves sur le texte du ministre de l'Intérieur, le député centriste n'a pas voté les amendements Mazeaud tendant à introduire dans le corps du projet de

loi le contenu de sa proposition de loi, reprenant elle-même quarante-huit propositions de la « commission Marceau Long » sur le code de la nationalité. Un incident a d'ailleurs eu lieu dans la nuit : M. Hysat a quitté furieux l'hémicycle parce que MM. Gérard Longuet (UDF) et Patrick Devedjian (RPR) avaient tourné les clés de vote du groupe centriste en faveur d'un amendement Mazeaud.

Le RPR a, quant à lui, dénoncé par des rappels au règlement à répétition « le coup de force » du président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine). M. Sapin, devant l'avalanche d'amendements (plus de deux cent cinquante) déposés par le RPR et l'UDF et l'incapacité dans laquelle la commission se trouvait de les examiner sérieusement (le matin M. Mazeaud en commission avait parlé une heure et quart sur le code de la nationalité) avait décidé à 19 h 30 de recourir au vote bloqué pour repousser d'un coup ces amendements. MM. Toubon et Mazeaud, tour à tour, ont vigoureusement protesté contre cette « atteinte au droit du Parlement », le vote bloqué ne pouvant être utilisé en commission. « Il est sans précédent dans le droit parlementaire et dans le fonctionnement des commissions qu'un seul vote soit demandé et effectué sur l'ensemble des amendements », s'est indigné M. Toubon. « Le vote bloqué ne peut être utilisé que dans l'hémicycle et à la demande du seul gouvernement », a expliqué M. Mazeaud, qui a précisé que cette « manœuvre » ferait l'objet d'un des considérants du recours que l'opposition déposera auprès du Conseil constitutionnel. « Vous avez voulu escamoter le débat précisément parce que nous voulions aller au fond des choses ! Mais je vous le dis, nous sommes prêts à développer dans cet hémicycle les arguments

que vous avez refusé d'entendre en commission », a ajouté M. Mazeaud. « Jusqu'à présent, on n'a jamais recouru en commission des lois à l'obstruction : faudrait-il qu'aujourd'hui deux anciens présidents de cette commission des lois soient porteurs de la remise en cause d'une tradition qui a fait sa grandeur », a répliqué M. Sapin. L'incident devait traîner en longueur, ajoutant encore un peu plus de confusion à un débat qui n'a quo très rarement, mardi, effleuré le fond du sujet. M. Pierre Joxe devait pour sa part affirmer qu'aucun gouvernement ne saurait modifier le code de la nationalité « dans les conditions que propose M. Mazeaud ».

« La maison n'a plus de murs »

Dans l'après-midi, M. Toubon avait, à la tribune, mis en cause le chef de l'Etat, qui, selon lui, voudrait « presque seul imposer une conception personnelle de la situation des étrangers en France, et par là affirmer sa trace dans l'histoire ». C'est « un texte de déclamation, mal assuré, fruit de revirements multiples (...), un texte irréaliste, dangereux (...). Le projet constitue désormais une abrogation quasi totale de la loi actuelle. Vous nous avez placés vous-même, en citant des pressions des plus extrêmes et des plus irresponsables - n'est-ce pas à Dreyfus ? - dans l'impossibilité de dialoguer », a ajouté M. Toubon. En réponse à M. Toubon, qui avait affirmé que le gouvernement allait dériver des titres de séjour même à des étrangers en situation irrégulière, M. Joxe a voulu mettre les choses au point en expliquant qu'il n'agissait en fait de permettre la régularisation de situations juridiques « absurdes » concernant des

personnes dont le conjoint est Français et dont la demande du titre de séjour a été déclarée irrecevable. M. Alain Lamassouere (UDF, Pyrénées-Atlantiques) a, pour sa part, concentré son propos sur la compatibilité européenne de la loi Joxe. « Dès le 1^{er} janvier 1990, et en tout cas le 1^{er} janvier 1993, les conditions d'entrée seront bouleversées par des accords européens, avec des conséquences dix fois, cent fois, mille fois, avec plus d'importance que celles de votre texte », a expliqué le député giscardien. « Les étrangers entrant en Europe là où les frontières seront les moins hautes, et ils resteront là où la vie leur sera la plus facile. La porte reste fermée d'ailleurs : oui, mais la maison n'a plus de murs ! Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle loi française, mais d'une loi européenne commune. » M. Joxe a rappelé que pour certaines frontières, les contrôles systématiques n'existent déjà plus, la police des frontières opérant par sondage. « Des mesures complémentaires devront être prises pour faire obstacle à l'immigration illégale des ressortissants de pays non membres de la Communauté », a précisé le ministre. M. Robert Pasdarrand (RPR, Seine-Saint-Denis) a reconnu que le fait de renforcer les contrôles aux frontières « ne servirait pas à grand-chose » : « Nous avons tous connu la période tragique de la guerre : de 1942 à 1944 la frontière espagnole était gardée par la Wehrmacht, qui ne se souciait pas de droit de l'homme, et cela n'a pas empêché de nombreux Français de passer en Espagne pour rejoindre la France libre. » L'ancien ministre de la sécurité publique s'est prononcé pour des contrôles plus intensifs à l'intérieur plutôt qu'aux frontières. La discussion devait (théoriquement !) se poursuivre mercredi.

PIERRE SERVANT.

Les réserves de M. Méhaignerie

Les présidents des groupes UDF et RPR de l'Assemblée, MM. Jean-Claude Gaudin et Bernard Pons, ont annoncé, mardi 30 mai, leur intention de déposer d'ici la fin de la semaine, selon l'article 48, alinéa 2 de la Constitution, une motion de censure sur le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France. L'annonce du dépôt d'une motion de censure par le RPR et l'UDF sonne, enfin, l'heure de la revanche des législateurs. Ils avaient trouvé, mardi matin, lors des réunions de leurs groupes respectifs, l'oreille attentive de deux personnalités de poids : MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Ce dernier se disait même prêt à défendre, au nom de son groupe, la censure du gouvernement. La majorité des députés de l'opposition UDF-RPR s'est, finalement, ralliée à cette proposition.

Heureux de retrouver soudainement l'autorité qu'on lui avait contestée sur son groupe, M. Pons, le premier, a défendu vigoureusement le dépôt d'une motion de censure sur un texte qui, selon lui, « bouleversait totalement la loi Pasqua et risquait d'avoir des conséquences extrêmement graves pour le pays ».

Plus circonspect sur la procédure, M. Gaudin se disait « gêné » par la proximité de la dernière motion de censure que, comme M. Pons, il s'était refusé à voter. Il précisait aussitôt que s'il était un texte qui méritait d'être censuré, c'était bien celui-ci, et il n'excluait pas de se faire, lors de la discussion, le porte-parole de son groupe.

Nettement moins enthousiaste était le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie. Si son groupe est bel et bien décidé à voter contre le projet de loi Joxe, jugé « franchement mauvais » - un sentiment partagé par M. Raymond Barre, présent à la réunion du groupe, - M. Méhaignerie confiait que les « amendements en rafale » déposés par M. Mazeaud et « la censure à répétition » n'étaient pas sa « tasse de thé ». Le chef de file des centristes, qui n'avait pu consulter l'ensemble de son groupe, se refusait à préciser quelle serait son attitude. S'il semble exclu que l'UDC cosigne la motion UDF-RPR, il est, en revanche, plus probable qu'elle la votera.

Du côté de Matignon, où l'on suivait, vaguement amusé, cette offensive de « restauration », on se contentait de sourire d'un façon elliptique un proverbe africain : « On ne pleure pas le mal avec une barrique trop pleine. »

P. R.-D.

M. Chirac dénonce les « faits du prince » de M. Mitterrand

M. Chirac défendra lui-même la motion de censure déposée par le RPR et l'UDF à l'Assemblée nationale contre le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers. Le président du RPR, allié depuis plusieurs mois, compte également critiquer plusieurs autres aspects de la politique du gouvernement en s'opposant directement à diverses initiatives de M. Mitterrand.

Après le silence, les clamours ; après le flottement, la clarification ; après la mollesse, la pugnacité ; après la réflexion, l'action : M. Chirac a décidé, d'un coup, d'attaquer sur plusieurs terrains, mais son offensive est dirigée contre une cible unique, M. Mitterrand. Le président du RPR a, depuis plusieurs mois et notamment depuis les élections municipales, observé un mutisme qui commençait à intriguer et même à inquiéter ses partisans et qui permettait à des tendances centrifuges de se développer dans la majorité et surtout dans son propre parti (le Monde du 18 mai).

M. Chirac relance donc son offensive tous azimuts, et il a voulu commencer à la faire avant la réunion qu'il présidera, à huis clos, samedi 3 juin dans la région parisienne, de tous les parlementaires de son mouvement. Un mouvement qui attend d'ailleurs d'être repris en main par son chef et dont le secrétaire général, M. Juppé, accepte qu'il comporte désormais des tendances et des courants divers, c'est-à-dire, du moins, celui des « rénovateurs ».

L'ancien premier ministre s'en prend d'abord avec sévérité à la décision de M. Mitterrand de réviser à la baisse les crédits de la loi de programmation militaire dont il avait été l'initiateur en 1987 du temps de la cohabitation. Il y voit une « folie », soupçonne le président d'avoir monté artificiellement un désaccord entre un premier ministre économiste et un ministre de la défense dépensier pour mieux apparaître comme un arbitre plein de sagesse et il accuse M. Mitterrand de compromettre en définitive les capacités de défense de la France. Le reproche est grave, mais il n'est pas le seul.

Fait exceptionnel, c'est en effet M. Chirac qui défendra lui-même la motion de censure que le groupe RPR a pris l'initiative de déposer à l'Assem-

blée nationale contre le projet de loi Joxe sur le statut des immigrés. Car ce n'est pas le ministre de l'Intérieur mais le président de la République que M. Chirac compte mettre en cause. Il est vrai, comme on l'affirme dans l'opposition, que M. Mitterrand a imposé en texte abrogant en fait la loi Pasqua alors que M. Joxe se serait contenté d'un aménagement des mesures prises par son prédécesseur. L'intensité de l'opposition conduite par le RPR et soutenue par l'UDF dans le débat parlementaire qui a commencé mardi montre que l'opposition croit avoir trouvé à un bon terrain qui peut lui permettre notamment de réunir auprès d'elle certains de ses partisans tentés de se rapprocher du Front national. Ce dernier étant depuis les dernières élections législatives absent du Palais-Bourbon, la droite parlementaire, et notamment le RPR, essaie donc de reprendre à son compte la défense des électeurs dont les motifs de « rénovateurs » selon l'expression de M. Chirac - avaient fait la fortune de M. Le Pen.

D'une façon plus générale, M. Chirac, qu'il le fasse lui-même ou que des députés de son groupe interpellent le gouvernement à leur sujet, compte dénoncer la multiplication des « faits du prince » de la part de M. Mitterrand.

Népotisme

Trois initiatives récentes du chef de l'Etat sont mises en lumière par le RPR pour souligner la « dérive » du deuxième septennat vers un « exercice solitaire » (1) ou trop personnel du pouvoir. Par un pittoresque retournement de l'histoire, ce sont donc aujourd'hui les gaullistes qui reprochent au président de la République son comportement souverain et même les giscardiens qui reprochent contre lui l'accusation d'« exercice solitaire » portée naguère par M. Giscard d'Estaing contre de Gaulle après son voyage au Québec... - livre - en 1967.

L'annonce faite à Dakar par M. Mitterrand du renouveau à une partie de la dette de certains pays africains envers la France n'aurait pas respecté les formes. C'est au Parlement, remarque-t-on, qu'il revient de décider d'une telle mesure puisqu'il s'agit de « l'argent des contribuables et des impôts payés par les Français ».

Les nominations, par le président de la République, de membres du Conseil

économique et social ou de membres de section de cette assemblée ont, aux yeux de l'opposition, dépassé les limites « décentes » du droit dont il dispose. Elle était déjà irritée par les choix faits en faveur de députés socialistes battus puis en faveur de M. Harlem Désir et de M. Jean-Louis Thévenaz. La coupe est pleine, dit-on, et il est temps de passer en Espagne pour rejoindre la France libre. » L'ancien ministre de la sécurité publique s'est prononcé pour des contrôles plus intensifs à l'intérieur plutôt qu'aux frontières. La discussion devait (théoriquement !) se poursuivre mercredi.

PIERRE SERVANT.

JOËL DE ROSNAY



Une petite encyclopédie du futur à l'usage de l'honnête homme de ce siècle... c'est un ouvrage particulièrement important, qu'il est bon d'avoir à portée de main en permanence si l'on veut comprendre le monde dans lequel on vit.

Daniel Garric, *Le Point*

Avec "L'Avenir en direct" on mesure les enjeux, les espoirs et les risques du progrès scientifique et technique. C'est passionnant, limpide et motivant. Un livre à lire absolument pour mieux comprendre le monde d'aujourd'hui et préparer celui de demain.

Jean-Pierre Elkabbach, *Europe n°1*



468 p.
98 F

ANDRÉ PASSERON.

سكزا من الأصل

Politique

Au Sénat

Rejet du projet de dénoyautage des sociétés privatisées

Alors que le matin même, dans un entretien publié par le *Figaro*, M. Alain Poirer assurait que le Sénat, qu'il préside, « reste la seule Assemblée qui examine les textes, article après article », sa majorité (favorable à l'opposition) a eu recours, mardi 30 mai, à la question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération) pour rejeter le projet de dénoyautage des sociétés privatisées. Cette procédure a été appliquée au terme de la discussion générale, soit avant l'examen de l'article unique du projet.

M. Pierre Bérégovoy s'est, comme à l'Assemblée nationale, retrouvé face à une double critique parfaitement contradictoire. M. Mario-Claude Beaudan (PC, Val-d'Oise) reprochant au gouvernement de ne pas remettre en cause les privatisations, et la majorité sénatoriale par les voix de MM. Foccart, Xavier de Villepin (Un. cent., Français de l'étranger) et Emmanuel Hannol (RPR, Rhône) le soupçonnant fortement de s'engager sur le chemin des nationalisations rampantes. M. de Villepin a noté en passant que le projet du ministre d'État avait gagné en crédibilité si les modalités de l'économie mixte d'une réforme audacieuse du financement des entreprises avaient été précisées.

Rapporteur pour avis de la commission des lois, M. Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne) s'est avant tout intéressé aux aspects selon lui anticonstitutionnels du texte à commencer par la violation du principe d'égalité devant la loi dont auraient à souffrir les sociétés privées ayant appartenu un temps au secteur public. Il a confirmé l'intention de l'opposition de déposer un recours en ce sens auprès du Conseil constitutionnel.

Après que M. Paul Loridant (PS, Essonne) ait justifié le bien-fondé du projet, « exemple d'un libéralisme aménagé sans intentions cachées ni motifs inavoués », M. Jean-Pierre Masseret a contesté le choix de la majorité sénatoriale de ne pas poursuivre l'examen du texte car, a-t-il affirmé, il faut « en finir avec les noyaux durs », « accorder plus de libertés aux acteurs privés et publics de l'économie » et « mieux armer les entreprises françaises face à la concurrence internationale ». Le ministre de l'économie et des finances retenait toutefois le débat que l'opposition avait manifesté son accord sur la nécessité de voir les actionnaires publics traités de la même façon que les actionnaires privés.

A. Ch.

Avec Le Monde sur Minitel

CENTRALE ET SUPELEC

GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

Un entretien avec M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS

« L'hypocrisie dans le financement des partis génère des abus »

« Quel est le budget annuel du Parti socialiste ? »

Le va-t-il vous donner des indications très proches de la réalité. Nous avons cette année 40 millions de francs de financement public plus environ 45 millions de francs de cotisations en provenance des militants et des élus. Nous sommes donc aux alentours de 90 millions de francs de budget de fonctionnement. Il faut ajouter à cela le produit des souscriptions, très variable en fonction des événements électoraux.

— Quelles sont les principales dépenses du PS ?

— Il y a le personnel : 80 salariés pour plus de 20 millions de francs. Le plus gros des dépenses est constitué par notre presse (*l'hebdomadaire Vendredi*, distribué à 300 000 exemplaires, nous coûte 9 millions de francs), les revues, les brochures et autres matériels de communication. L'activité des divers secrétariats nationaux représente autour de 10 millions de francs. Il y a aussi les meetings, les réunions, les conventions et les congrès, les transports, l'aide internationale. Il y a les campagnes électorales enfin : cette année nous avons provisionné 25 millions de francs pour la campagne européenne.

— Vous démentez le chiffre de 40 millions de francs ?

— Tout à fait.

— Même en tenant compte des dépenses des fédérations ?

— Si les cent fédérations dépendent de leur côté de 4 millions de francs à 5 millions de francs au total, c'est le bout du monde.

— La campagne des élections municipales ne vous a rien coûté ?

— La trésorerie nationale a engagé 5 millions de francs couvrant le matériel et l'organisation des meetings nationaux.

— Cette campagne a donc été presque entièrement à la charge des candidats ?

— A la charge des candidats, des sections et des fédérations. Mais, outre les élections municipales et européennes, la trésorerie nationale du parti a dû contribuer ainsi depuis

Le 14 mai à Solmié, M. Mitterrand avait exprimé le souhait qu'un nouveau projet de loi soit déposé au Parlement « dans un bref délai » sur la moralisation de la vie politique. « On ne peut pas laisser durablement la gestion démocratique se confondre avec des formes mêmes ténues de corruption », avait-il dit. Le président sortant du PS, M. Mazarzyk, avoue le gouvernement de mettre en chantier un texte de loi pour l'automne. A Matignon, le premier ministre y travaille. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS, explique les modes de financement disponibles ou cachés de son parti et ajoute que, dans ce domaine, « l'hypocrisie » conduit à de nombreux « abus ».

un an au financement des élections législatives et cantonales ainsi que de la campagne pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

— Les ressources transparentes que vous avez mentionnées — financement public, cotisations des militants et des élus — sont-elles suffisantes pour couvrir ces dépenses ?

— Non. Comme des responsables d'autres partis ont déjà eu la franchise de le reconnaître, les lois de mars 1988 instaurant un financement public, si elles constituent un premier pas important, n'ont pas permis de régler le problème de manière satisfaisante. La transparence reste relative, et les besoins réels ne sont pas couverts.

— Combien vous a-t-il fallu trouver par d'autres voies ?

— Nous avons dû trouver les moyens nécessaires.

— Ceux qui vous fournissent ces moyens en attendent-ils une contrepartie ?

— Non. Certains partis ont des alliés naturels qui sont financièrement puissants. Ce n'est pas le cas du Parti socialiste, mais nous avons nos sympathisants et nos sponsors comme tout le monde.

— Y a-t-il des gens qui tirent un profit personnel de ce financement occulte ?

— Ce qui subsiste d'hypocrisie dans le système génère forcément des abus : l'argent collecté au nom des partis politiques ne va pas toujours dans leurs caisses. Ce n'est pas nouveau, mais ce n'est pas tolérable.

— Un autre effet pervers réside dans la tentation de transformer les

affaires de droit commun en affaires politiques comme moyen de défense.

— Le système actuel est donc pernicieux. Que proposez-vous ?

— Il reste en partie pernicieux. Je le répète, un pas sérieux et important a été fait, mais il faut mettre en place des moyens de financement suffisants et transparents et agir en contrepartie la sanction des manquements à cette transparence.

— Sur un autre plan, il faut ramener les dispositions juridiques en vigueur, par exemple, à ce que les appels d'offres restreints ne débouchent pas sur un système de préférence locale, qui serait nuisible à la concurrence et donc, en définitive, à l'intérêt des contribuables. Il faut rétablir aussi l'autorité des chambres régionales des comptes sur l'ensemble des communes, alors que la majorité précédente y avait soustrait les communes de moins de deux mille habitants.

— Dans un autre ordre d'idées, il faudrait peut-être avoir le courage de traiter le problème du statut des élus locaux, problème toujours posé mais jamais résolu.

— Faut-il aussi renforcer le contrôle des ressources des personnes exerçant un mandat politique ?

— Sans doute, mais il ne faut pas non plus instaurer une suspicion généralisée. Les lois de mars 1988 ont déjà établi un contrôle du patrimoine des élus. Un homme politique est soumis d'autre part aux mêmes contrôles juridiques et fiscaux qu'un autre citoyen.

— Quelle méthode envisagez-vous pour le financement public des partis ?

— La méthode a été discutée et peut être à nouveau si d'autres le souhaitent. En France, le financement public repose sur la représentation parlementaire. Dans d'autres pays — en RFA par exemple — on tient compte également du nombre des électeurs. Ce qui est fondamentalement à mes yeux, c'est que l'on ait le courage et la maturité de régler le problème dans sa dimension réelle de façon à mettre en place les moyens d'une véritable moralisation.

— Souhaitiez-vous que les dépenses de propagande soient plafonnées ?

— C'est indispensable. Il faut assurer les moyens nécessaires mais à condition de contrôler les dépenses et de les plafonner, sinon ce serait le tonneau des Danaïdes ou la ruine. Il faudrait évidemment prendre des dispositions pour ce que plafonnement ne puisse pas être contourné par des associations « amies » ou des supports très sélés. Les socialistes avaient déjà refusé dans le même ordre d'idées l'introduction de la publicité politique à la télévision qui nous aurait entraînés dans des dépenses vertigineuses. Il faudra sans doute poser le problème d'autres catégories de dépenses.

— La mise en place d'une nouvelle législation devra-t-elle s'accompagner d'une amnistie pour les délits commis par le passé ?

— Il faut sans tarder remettre en chantier la loi sur le financement public des partis politiques et des campagnes électorales en se préoccupant au passage des élections locales qui n'ont pas été prises en compte dans les textes de mars 1988. C'est une question de courage, de maturité et de moralité, et il faut le faire de manière que la question que vous posez n'ait plus à être posée.

— Les socialistes y sont d'autant plus réticents qu'ils ont amèrement regretté l'an dernier de ne pas l'avoir fait entre 1981 et 1986. En 1988, ils n'étaient pas maîtres du jeu.

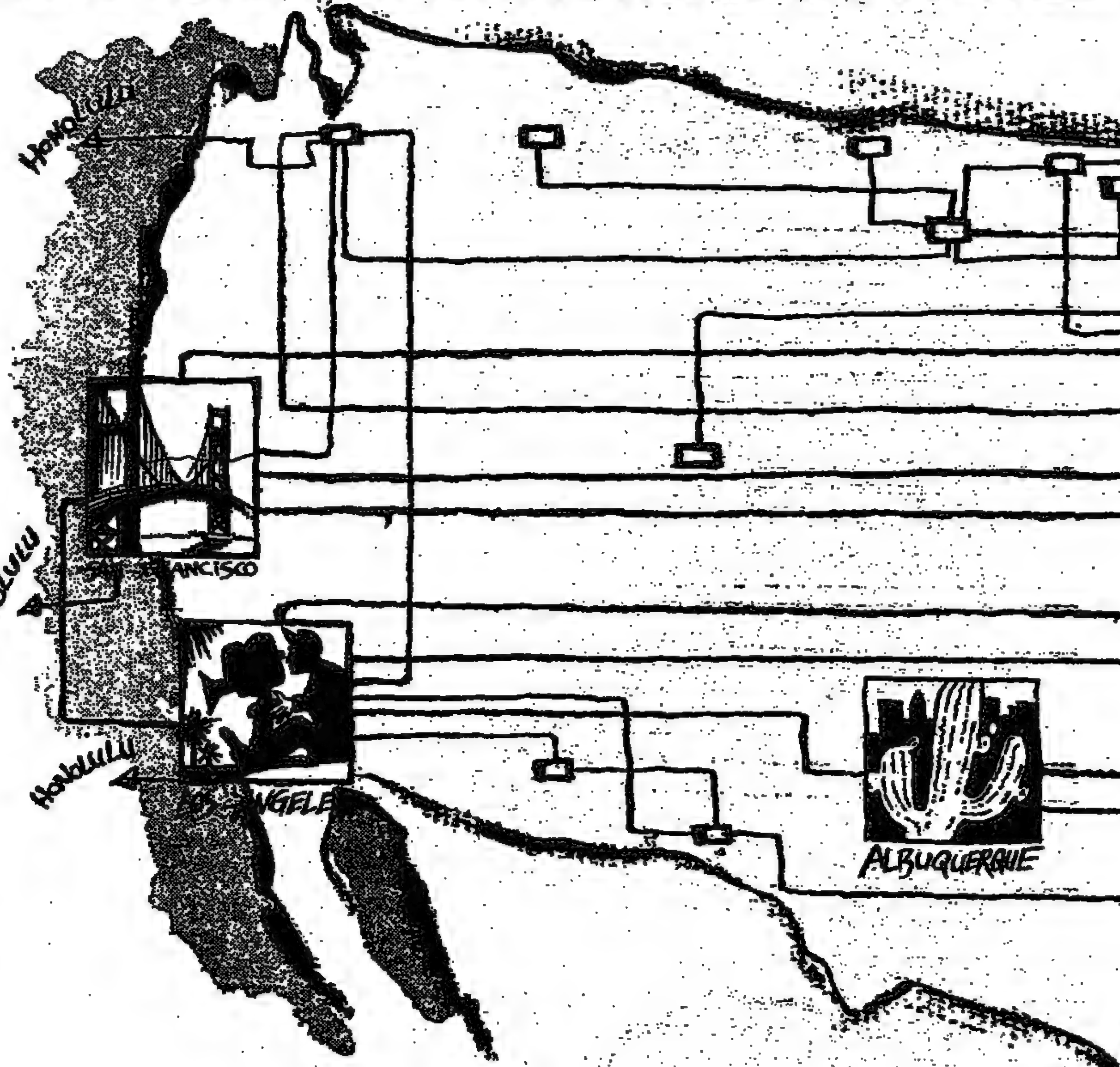
— Aujourd'hui il leur faut prendre leurs responsabilités et aller de l'avant résolument.

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU.

ENFIN, UN RÉSEAU RÉSERVÉ AUX HOMMES D'AFFAIRES

DEMAIN,
PREMIER VOL
PARIS-DÉTROIT
NON STOP.

Si on vous dit que Détroit est l'escale la plus logique pour rejoindre facilement la Californie, la Floride, le Texas ou même le Wyoming, vous n'allez pas nous croire. Et pourtant... grâce au réseau Northwest Airlines, à partir de Détroit, Minneapolis ou Memphis, vous avez à votre disposition près de 200 villes américaines, des formalités de douanes et d'immigration faciles, donc un gain de temps important. Et tout ça, à partir de Détroit et en exclusivité Northwest Airlines. Quand on vous dit que vous n'aurez pas à rougir du réseau Northwest Airlines... Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.



L'ESPRIT DE CONQUÊTE @ NORTHWEST AIRLINES

مكتبة الامم المتحدة

Politique

L'élection municipale de M. Jacques Dominati à Paris devant le tribunal administratif Les migrations préélectorales du troisième arrondissement

Carmel Kadouch-Friesz a passé la journée du 12 mars à parcourir les bureaux de vote du troisième arrondissement. Parce qu'elle y était candidate à la tête de la « petite » liste « un vrai cœur pour Paris », mais aussi parce qu'elle se méfiait. Au cours de l'hiver précédent, elle avait entendu ses camarades du RPR parler de « magouilles de liste ». Les résultats des législatives précédentes n'étaient guère encourageants : Jacques Dominati craignait d'être devancé par les socialistes dans son fief. Fidèle parmi les fidèles, militant du RPR depuis 1983, et membre du comité de soutien de Jacques Dominati lors des législatives de 1988, Carmel avait alors décliné sa carte.

Le 12 mars, Carmel, qui est restée patiemment en poste dans les bureaux de vote de son quartier, a été fort surprise d'y découvrir des électeurs inscrits de la manière la plus régulière qui soit incapables de se souvenir de leur adresse. S'agissait-il d'une inscription « fictive » comme il en apparaît parfois à l'approche d'élections ? Après tout, lors de l'inscription sur les listes, les contrôles du lieu de résidence ne sont guère sévères : la plupart du temps, une attestation gracieuse de domicile ou une quittance de loyer de complaisance suffisent. Qui ira vérifier sur place ? A la veille de scrutins difficiles, la tentation est grande dans les domiciles : pourquoi ne pas faire inscrire dans l'arrondissement des électeurs « sûrs » afin de faire basculer le scrutin ? Il suffit alors d'y trouver des « domiciles d'accueil » dont les occupants acceptent de signer des attestations.

Intriguée par les électeurs anonymes du 12 mars dernier, Carmel Kadouch-Friesz a déposé une requête au tribunal administratif de Paris.

Bien sûr, rejointe par Marie Lantier, tête de liste des Verts pour le troisième arrondissement, Carmel Kadouch-Friesz a épilé les listes électorales, contrôlé de près bien des domiciles, et découvert un bon nombre de « fausses domi-

« Le tribunal administratif de Paris doit se prononcer dans les quinze jours sur une requête déposée le 17 mars par M^{me} Carmel Kadouch-Friesz contestant la régularité du premier tour des élections municipales du 12 mars dans le troisième arrondissement de Paris. M^{me} Carmel Kadouch-Friesz, qui a été rejointe par les Verts, accuse l'équipe municipale de M. Jacques Dominati, le maire sortant réélu au premier tour avec vingt voix d'avance, d'avoir organisé de fausses domiciliations sur les listes électorales afin de faire pencher le scrutin à sa faveur.

« Nous avons étudié les additifs de ces listes, qui recensent les électeurs venus s'inscrire dans les mois qui ont précédé le scrutin », explique M. Pierre-François Divier, l'avocat des Verts. « Nous avons remarqué que ces nouveaux arrivants étaient souvent regroupés dans les mêmes immeubles, et que, là-bas, personne ne les connaissait ! Ce sont des fausses inscriptions qui ont été faites au dernier moment avec des attestations de domicile truquées. »

Ces brusques migrations, qui ont eu lieu juste avant le scrutin, sont, en effet, bien curieuses. Quelques mois avant les élections, certains immeubles du troisième arrondissement voient ainsi débarquer une dizaine de nouveaux locataires prêts à aller voter. C'est le cas du 15, de la rue Payenne, un petit immeuble du Marais dont l'interphone signale neuf appartements. Sept nouveaux arrivants sont venus s'y installer avant les municipales.

Sept personnes qui ne figurent ni sur la liste des locataires affichées en bas ni sur des boîtes aux lettres. Les exemples ne manquent pas. Six nouveaux habitants en quelques mois au 8, rue de Villehardouin, dans le Marais. Six personnes qui restent parfaitement invisibles et dont les noms sont absents des boîtes aux lettres et de la liste du hall de l'immeuble. Trois électeurs de dernière minute au 6, rue des Haubertins, à la résidence « Le Marais Bondeville ». Le gardien, qui tient à jour un grand cahier recensant les habitants classés par ordre alphabétique, les cherche en vain sur ses feuillets.

Ces mouvements n'ont eurent rien de banals déménagements, mais il est bien difficile de prouver que ces brusques migrations préélectorales ont été organisées et planifiées à l'approche du scrutin. Toutefois, ces nouveaux arrivants ne viennent pas n'importe où. La plupart sont regroupés dans des immeubles... où résident des collaborateurs de Jacques Dominati. L'immeuble de Bernard Fournier, adjoint au maire et neuvième de liste en mars 1989, a ainsi accueilli cinq domiciliations de dernière minute pendant les mois qui ont précédé les élections. La gardienne, qui distribue le courrier tous les matins depuis huit ans, n'en a jamais entendu parler. L'immeuble de Philippe Duris, adjoint, lui aussi, de Jacques Dominati et sixième sur la liste des municipales, a vu débarquer en quelques mois quatre nouveaux locataires qui ne figurent pas sur la liste affichée sur la porte de la gardienne. L'une de ces voisines fantômes porte un nom de jeune fille connu dans l'arrondissement : Dominati. Même scénario dans l'immeuble de Jacques Bidet, adjoint au maire et dixième de liste en mars 1989 : sept électeurs tout frais qui n'ont laissé aucune trace. Avec, cette fois encore, une locataire portant comme nom de jeune fille Dominati.

Mais la plus importante de ces vagues de déménagement a eu lieu dans une petite rue du Marais : quatorze nouveaux arrivants dans un immeuble qui abrite une vingtaine de logements. Quatorze locataires privés d'interphone, de boîtes aux lettres et de téléphone. Coïncidence ? C'est ici qu'habite Frédérique Bastien,

l'attachée de presse de Jacques Dominati. « Je ne connais pas les gens de mon immeuble, explique-t-elle. Si des habitants ont emménagé, je ne les ai pas remarqués ». D'ailleurs, la liste de ces quatorze voisins invisibles ne « lui dit rien ».

Certaines associations, elles aussi, ont, semble-t-il, joué le rôle de « domicile d'accueil ». Six électeurs se sont ainsi inscrits sur les additifs des listes électorales en indiquant comme adresse le 48 de la rue Beaumont, qui ne porte nulle trace de leur passage.

Peut-être habitant-ils tout simplement dans le local de la mairie qui accueille les Amis du Quartier de l'Horloge. Dans ce cas, il leur faut partager à sept une modeste pièce du rez-de-chaussée, au fond de la cour...

La requête de Carmel Kadouch-Friesz n'inquiète pourtant guère Jacques Dominati, même si elle rappelle à certains les mésaventures de Didier Bariani dans le vingtième arrondissement : six parents - dont son fils, son frère et sa sœur, - trois conseillers d'arrondissement, son garde du corps et plusieurs de ses collaborateurs tous domiciliés au 35, rue Saint-Fargeau... dans le local de sa permanence électorale. « Il s'agit d'une polémique inutile », explique Philippe Chab, qui occupe les fonctions de directeur de cabinet de Jacques Dominati. Une commission administrative a été chargée de surveiller les listes électorales et, dans notre arrondissement, elle n'a relevé aucune situation prêtant à discussion. Le procès-verbal était vierge de tout cas litigieux. Il y a sans doute des domiciliations confuses mais je ne vois pas le problème. »

Pourtant, il ne s'agit pas là d'oubli. Ces électeurs de dernière minute ont bien pris soin de venir s'inscrire sur les listes électorales juste avant le scrutin des municipales. Et ils n'ont, semble-t-il, jamais déménagé...

ANNE CHEMIN.

Carrier

L'excellence en climatisation

Le 31 mai, ouverture au 91, avenue Denfert-Rochereau, d'un « show room » de climatisation. Le confort et le bien-être prennent de plus en plus d'importance dans notre vie : nous constatons une demande accrue de climatiseurs de petite puissance de la part du particulier ou des professionnels B2B.

Les quelques degrés de moins qui vous accueillent dans une ambiance climatisée, quand vous laissez à l'extérieur un air étouffant, représentent un moment de sensation agréable toujours apprécié.

Le confort de l'air ambiant, c'est bien mais, le confort de l'œil est tout aussi important : c'est pourquoi « CLIM DENFERT » vous présente l'ensemble de son matériel intégré dans des décors réels (bureau, salon, véranda).

Parce qu'une climatisation ne se vend pas comme une boîte d'allumettes, faites confiance à des professionnels au service de la climatisation depuis 25 ans en région parisienne.

Le président-directeur général, JOELLE BOURQUIN.
Tél. : 48-21-70-75.

COLLEGE
DES
INGENIEURS

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL
DES EAUX ET DES FORÊTS
ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

Le Monde

LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

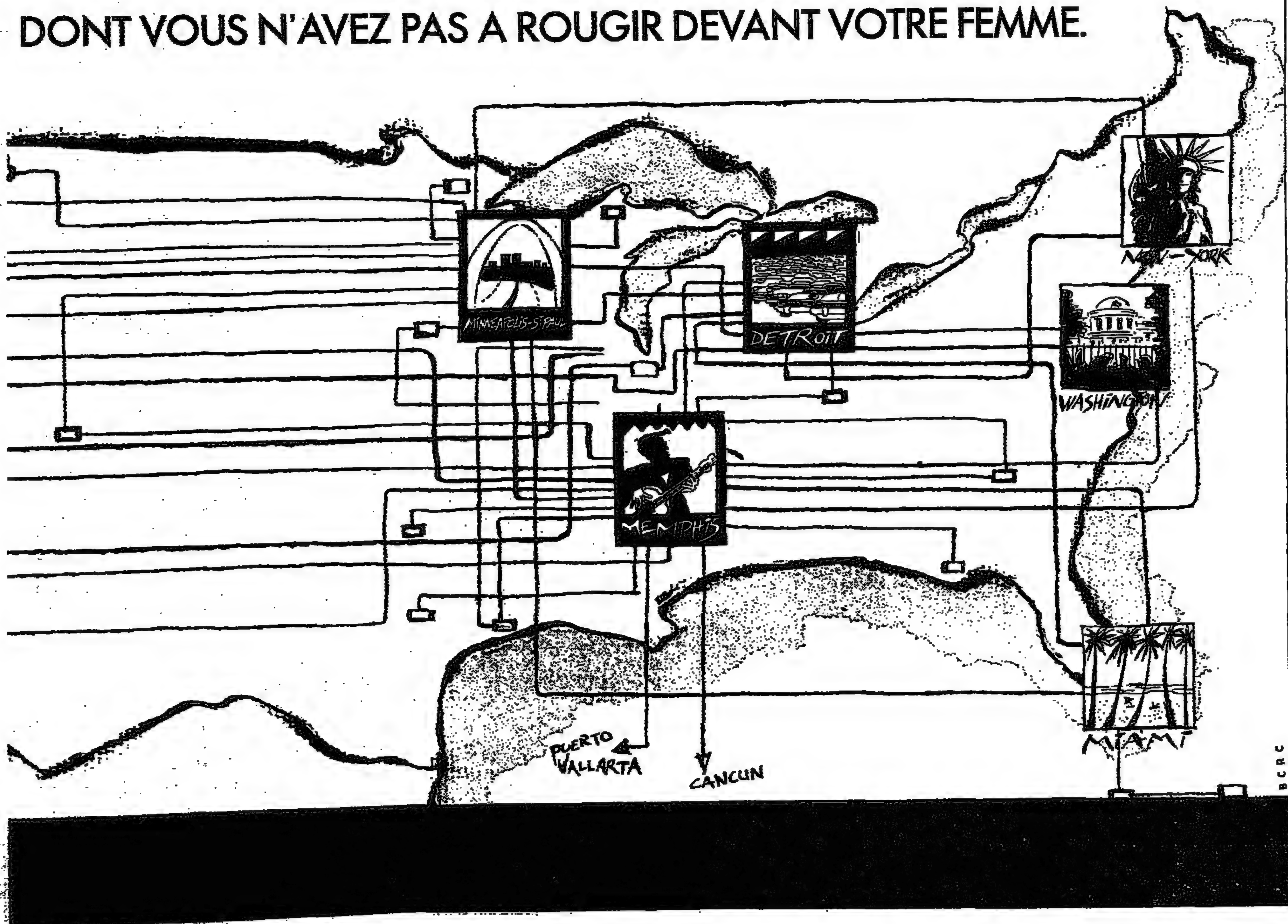
Contrainte ou arme stratégique ?

Jusqu'où l'intérêt collectif de l'entreprise peut-il coïncider avec l'intérêt particulier de ses employés ? Jusqu'où le management s'intéresse-t-il au problème de l'emploi ?

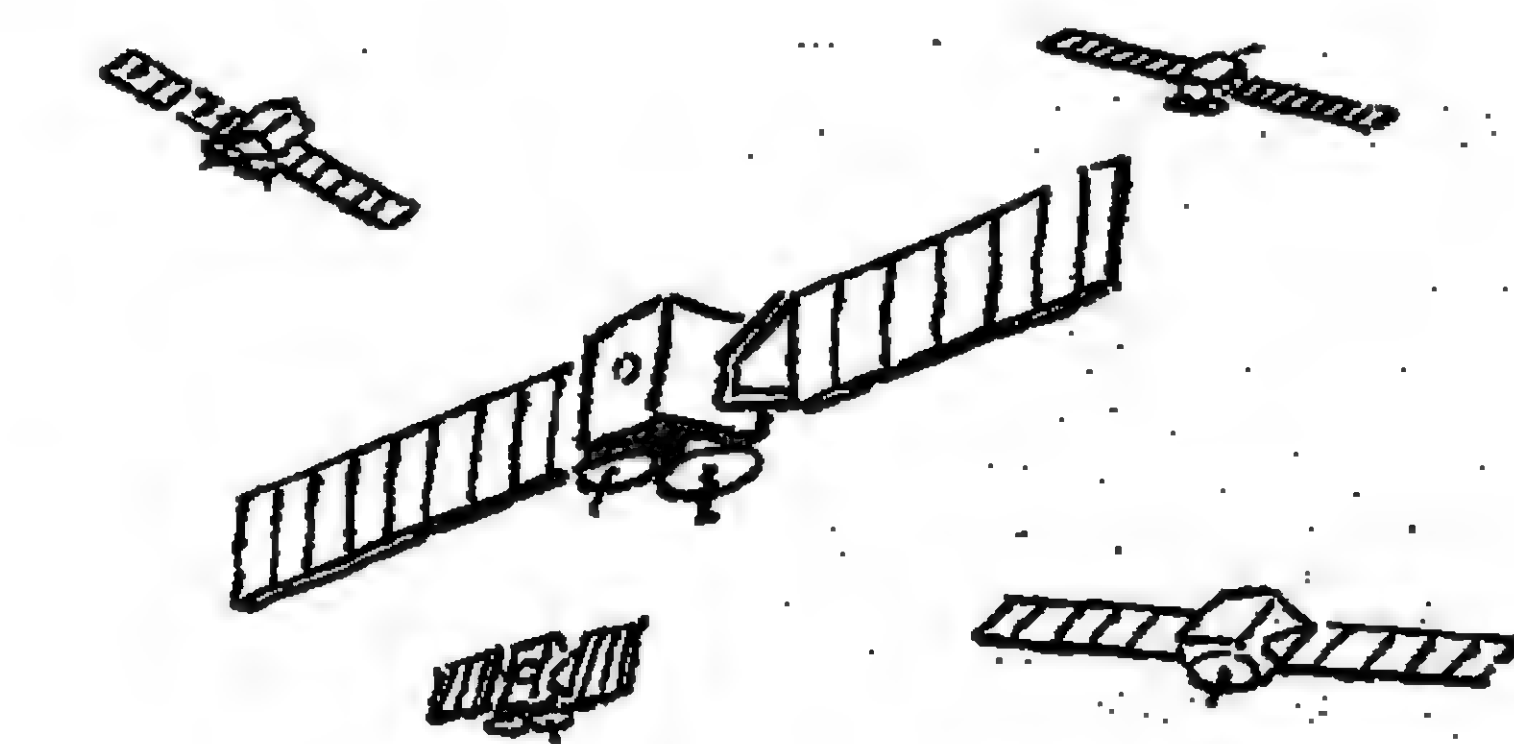
SÉNAT - 27 JUIN 1989

Renseignements et inscriptions :
Association pour la Promotion
du collège des ingénieurs
28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris
Tél. : 42-88-01 79 FAX 42-80-40-72

DONT VOUS N'AVEZ PAS À ROUGIR DEVANT VOTRE FEMME.

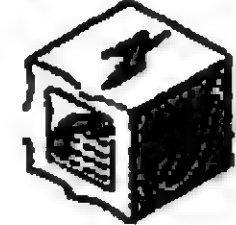


مكتبة الأصل



Pour comprendre comment marche
la télévision par câble, commencez par regarder en l'air.

La télévision par câble, ce n'est pas un simple câble enterré dans le sol. C'est un outil de réception révolutionnaire qui, en plus des chaînes habituelles, retransmet les programmes thématiques (sport, musique, jeunesse, actualités...) et ceux des satellites en orbite au-dessus de nos têtes. La télévision par câble, c'est en plus une qualité de réception exceptionnelle et inaltérable. Trois millions de foyers pourront la recevoir à la fin de l'année. Pourquoi pas vous ?



Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

مكتبة الامن، الاحل

Visitant pour la première fois les pays scandinaves

Le pape dans les bastions de Luther

« SOS, le pape arrive », titrait récemment le célèbre quotidien danois Information. En quatre mots, le ton était donné, un mélange de curiosité et d'indifférence, d'une certaine humeur mais aussi d'humour justifié par le caractère pittoresque et insolite de la situation. Jamais l'évêque de Rome ne s'était déplacé dans des pays aussi massivement chrétiens et aussi peu catholiques.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en Norvège et au Danemark, les catholiques ne représentent pas plus de 0,5 % de la population. En Finlande, ils sont 4 000 (0,07 %), disséminés jusqu'en Laponie, dans un pays huit fois plus grand que le Danemark. En Islande 1 300. Ce sont des îlots de catholicisme perdus dans un océan de luthéranisme.

La plupart sont des descendants d'immigrés du dix-neuvième siècle — la première paroisse catholique depuis la Réforme date de 1843 en Norvège — ou des réfugiés d'après-guerre (Polonais, Baltes, Latino-Américains, Vietnamiens, etc.), bénéficiaires de la politique d'accueil ultra-libérale des pays scandinaves. Parmi les 40 000 catholiques de Norvège, on ne compte pas moins de quatre-vingt-dix nationalités. Pour eux, cette visite du pape est un facteur insoupçonné de reconnaissance et de valorisation.

Des évêques boycottent

En Suède, l'influence de l'Eglise catholique est cependant moins marginale que dans les pays précédemment cités. Grâce à l'afflux de réfugiés latino-américains (des Chiliens en particulier), elle compte environ 130 000 baptisés (1,8 % de la population). Devient la deuxième Eglise du pays, elle s'enrichit peu à peu dans la société et l'établissement suédois. Une quinzaine de théologues catholiques enseignent dans les facultés luthériennes. Des catholiques font même partie de la fameuse académie de Stockholm qui, chaque année, décerne le prix Nobel.

Compte tenu de leur situation archi-minoritaire, ce n'est pas des

catholiques nordiques que l'on attend des éclats au cours de cette visite. L'excommunication de Martin Luther par le pape Léon X remonte à plus de quatre siècles et demi (1520). Mais si les rapports entre l'Eglise romaine et les Eglises luthériennes ont radicalement changé (notamment depuis le concile Vatican II), le vieux fond d'anticatholicisme qui sommeillait dans les pays scandinaves vient de se réveiller. N'était-il pas interdit, en Suède, jusqu'en 1863, de se dire catholique au risque d'être dépourvu de ses biens et exilé ?

Notre correspondant à Oslo, Camille Olsson, nous signale que, en Norvège, sept évêques luthériens sur onze, ont décidé de boycotter la rencontre œcuménique prévue avec le pape, jeudi 2 juin, à la cathédrale luthérienne de Trondheim, l'ancienne capitale. Au Danemark, Jean-Paul II ne pourra pas prendre la parole dans la cathédrale de Roskilde, se contentant d'assister, comme spectateur muet, à un office de vœux luthérien : « Des fidèles de notre Eglise risqueraient d'être désorientés par son discours », a expliqué l'évêque luthérien de Roskilde, Mgr Wiberg. Dans la presse danoise et la norvégienne, des caricatures féroces et le mot d'« anticrist » pour désigner le pape ont fait leur apparition. A Copenhague, le théologien Leif Grane l'a traité à la télévision de « gourou spirituel ».

Le clergé luthérien est sans doute plus remonté dans cette affaire que les simples fidèles, dont un grand nombre ont réservé des places, pour voir le pape, dans les églises catholiques. Au point qu'un prêtre danois a en la malchance de dire que la visite de Jean-Paul II ferait, selon ses estimations, « 4 000 à 6 000 conversions ».

Dans cette polémique (moins aiguë en Suède), reviennent à la surface les caricatures du passé, mais aussi l'image d'un pape surtout connu pour ses conservatismes en matière de morale sexuelle et familiale, pour ses avertissements répétés aux théologues de la libération ou aux prêtres qui font de la politique. L'impression domine que l'œcuménisme avec Rome fait du

Pour son quarante-deuxième voyage à l'étranger, Jean-Paul II se rend pour la première fois dans les pays scandinaves, où les chrétiens appartiennent pour la plupart au luthéranisme. Le pape visitera, à partir du jeudi 2 juin, la Norvège, puis successivement l'Islande, la Finlande, le Danemark et la Suède. Ce voyage doit durer dix jours. Sa préparation a été marquée en Scandinavie par diverses polémiques.

surplace et que Jean-Paul II cherche partout à planter l'étendard catholique. Mgr Lønning, évêque luthérien de Bergen (Norvège), a même décidé de boycotter lui aussi le pape, par solidarité avec les catholiques progressistes.

L'œcuménisme sera pourtant au centre de ce voyage. En dépit d'écarts limités, des cérémonies et des rencontres sont prévues dans chaque pays entre la délégation vaticane et la hiérarchie luthérienne. Le « sommet » aura lieu le 9 juin à Uppsala, en Suède, dont l'archevêque luthérien, Mgr Bertil Weistad, a même fait le voyage jusqu'au Vatican pour préparer la rencontre. « Il y a trente ans, l'œcuménisme se limitait à coups de bâton, dit le Père Jean-Paul, prêtre catholique de Stockholm. Après Jean XXIII et Vatican II, on est passé à un œcuménisme fusionnel. Aujourd'hui, les Eglises ont trouvé le juste équilibre et ont des rapports de travail sérieux ». Des documents communs sont publiés par des théologues, le plus récent portant sur la fonction épiscopale.

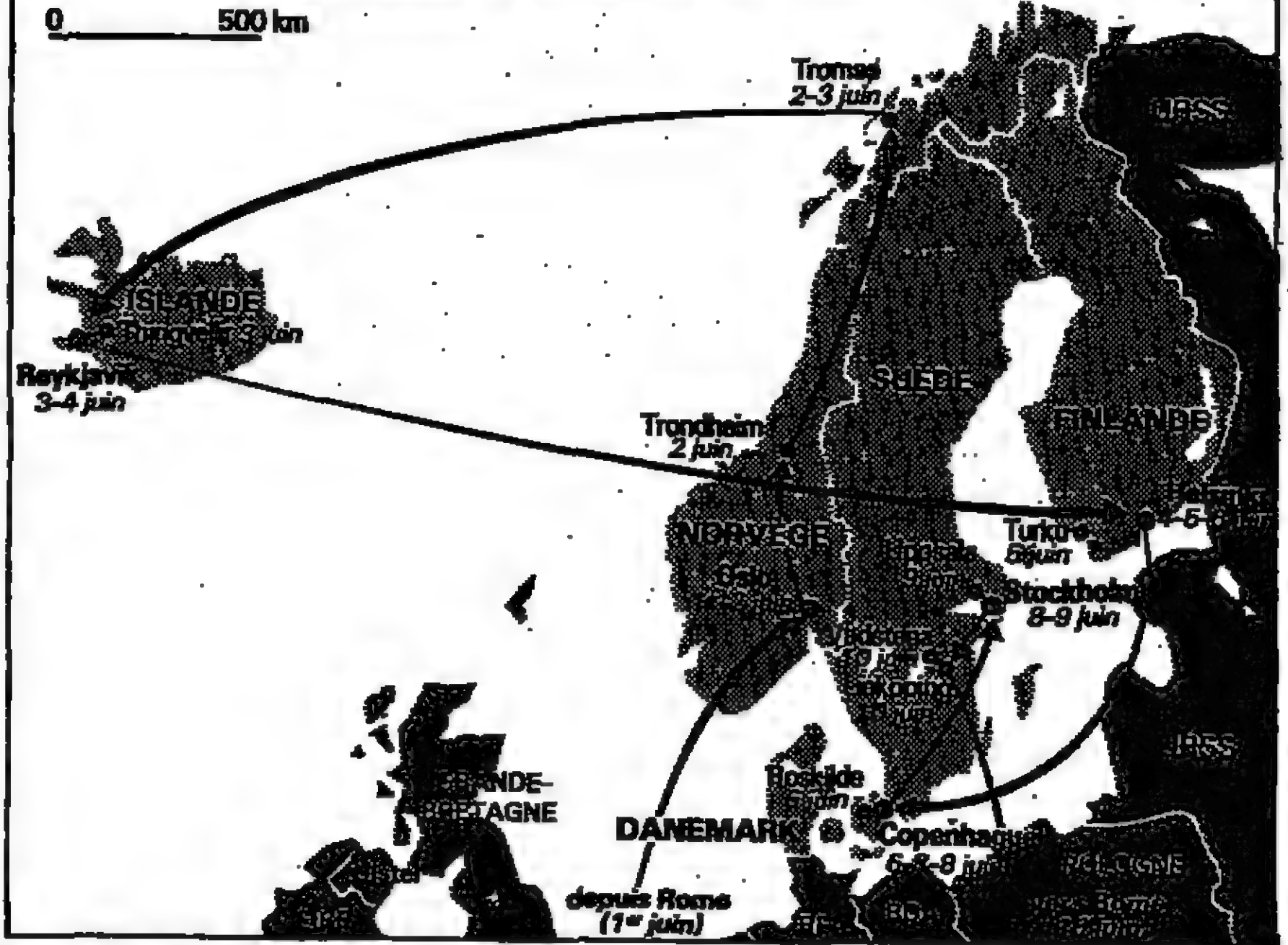
Le jugement sur l'Eglise catholique est en effet plus nuancé que ne le laisse entendre l'effervescence actuelle, en Suède par exemple : après la publication de l'encyclique sociale *Sollicitudo rei socialis* en 1988, beaucoup ont fait remarquer qu'elle ressemblait fort au programme du Parti social-démocrate. Le caractère « universaliste » du catholicisme convenait aussi à un certain attrait, par rapport au « provincialisme » des Eglises protestantes locales. Le capital de sympathie n'est donc pas si mince ; la liturgie catholique est généralement jugée moins austère que le culte luthérien. Au point que, à l'Eglise Saint-Jacob de

Copenhague, le pasteur Christensen réintroduit les cierges et l'encens !

Un effondrement de la pratique

La vérité est que toutes les Eglises font face à la même poussée de sécularisation et d'indifférence religieuse, au même effondrement de la pratique

En dix jours, le pape doit traverser une dizaine de villes et participer à un nombre égal de rencontres œcuméniques avec des protestants et, en Islande, avec des orthodoxes. La Norvège compte 4 200 000 habitants, dont 90 % sont officiellement chrétiens, mais seulement 40 % pratiquent l'Eglise luthérienne, et 25 000 catholiques. En Islande (220 000 habitants), la population catholique est encore beaucoup plus modeste : 1 000 fidèles ! En Finlande, sur 4 700 000 habitants, 88 % appartiennent à l'Eglise luthérienne ; l'Eglise orthodoxe compte 50 000 fidèles, les protestants 45 000, et les catholiques seulement 4 000. Au Danemark, sur 5 100 000 habitants, 91 % sont membres de l'Eglise luthérienne officielle, et 27 000 catholiques sont enregistrés. En Suède enfin, sur 8 400 000 habitants, 94 % sont officiellement inscrits à l'Eglise luthérienne, 90 % des baptisés, en compte les catholiques (130 000) et les protestants (110 000). La conférence des évêques catholiques de Scandinavie, qui a officiellement invité le pape, est actuellement présidée par Mgr Paul Vessén, évêque d'Helsinki (Finlande).



des évêques catholiques de Scandinavie, qui a officiellement invité le pape, est actuellement présidée par Mgr Paul Vessén, évêque d'Helsinki (Finlande).

Deux suicides d'étudiants en trois mois

Des mesures seront prises pour améliorer la sécurité au centre Tolbiac

« S'il y avait une enquête sérieuse d'hygiène et de sécurité, la fac fermerait illico », dit un étudiant de l'UNEP-ID, la « fac », c'est le centre Pierre Mendès-France de l'université Paris-1, rue de Tolbiac, dans le troisième arrondissement, cette tour faite d'un empilement de cubes de verre fumé qui, pour la deuxième fois en trois mois, vient d'être le théâtre du suicide d'un étudiant (le Monde daté 28-29 mai). Après Teddy Marcellus, mort le 22 février, c'est une jeune fille de vingt ans, étudiante en histoire et en lettres, admise à l'Ecole normale supérieure, qui s'est jetée, vendredi 26 mai, de la terrasse située au seizième étage, à 55 mètres de hauteur.

Ces deux suicides remettent en lumière la question de la sécurité dans cet ensemble universitaire de grande hauteur construit en 1972 pour 8 500 personnes, et qui en accueille couramment 11 000 à 12 000. Seul un muret de moins de 80 centimètres sépare du vide le rebord des terrasses dont l'accès est libre car elles constituent un passage obligé vers des escaliers de secours. En 1985, le suicide d'un chômeur au même endroit avait alerté l'administration de Paris-1. L'aménagement d'un couloir grillagé avait été envisagé, mais les architectes avaient refusé cette solution peu esthétique. Une étude avait été confiée en 1986 au service des constructions des académies de la région Ile-de-France (SCARIF), mais ses conclusions n'ont jamais été suivies d'effet, pour des raisons financières, semble-t-il.

Ce n'est qu'à la suite du drame de février dernier que de nouvelles études techniques ont été entreprises. Un dossier, actuellement examiné par les services de la préfecture de police, envisage plusieurs hypothèses techniques de protection — système de verrouillage des portes débrayables en cas de sinistre, vitrage ou filet de protection — pour un coût variant entre 500 000 à 1,5 million de francs, dépense non négligeable, rapportée au budget total de Paris-1 qui ne dépense pas 70 millions de francs et qui dépend de l'Etat pour ses dépenses d'investissement.

Le 29 mai, le recteur de Paris annonçait qu'à la suite du deuxième accident mortel en trois mois au centre Tolbiac (...), le ministre de l'éducation nationale dégageait les moyens nécessaires pour que soient prises les mesures techniques aptes à éviter de tels événements.

Ph. Be.

JUSTICE

Elections professionnelles dans la magistrature

Les modérés restent majoritaires malgré la poussée du syndicat de gauche

Les résultats des élections professionnelles des magistrats — qui ont eu lieu du 16 au 25 mai dans les trente-six cours d'appel de métropole et des territoires d'outre-mer — seront officiellement connus le vendredi 2 juin mais déjà, les chiffres pratiquement complets, permettent de noter une nette progression du Syndicat de la magistrature (gauche), un maintien de l'USM (Union syn-

dicale des magistrats, modéré majoritaire) et une nette baisse de l'APM (Association professionnelle des magistrats, de droite). Ces élections qui ont lieu tous les trois ans permettent de cerner plus précisément l'influence réelle de ces syndicats au sein d'une profession gagnée depuis quelques années par la politique.

Alors que ses têtes pensantes « historiques » occupent désormais nombre de postes dans des cabinets ministériels, le SM dont les positions ont pu paraître floues et hésitantes, gâché par une proximité idéologique avec le ministre de la justice, a pour chasser l'image d'un syndicat de la tutelle parfois pesante de ses élus. Ses résultats aux élections de 1989 prouvent que cette stratégie a été positive.

Pour sa part, l'APM, classée à droite et créée en 1981 comme une véritable machine anti-Bédinter, a visiblement souffert d'une sous-représentation géographique (des listes n'étaient présentes que dans onze cours sur trente-six et quatorze tribunaux de grande instance ainsi qu'à la chancellerie) mais aussi de prises de position si tranchées qu'elles sont souvent ressenties comme caricaturales.

En voix, l'APM obtient 12,03 % (contre 13,96 % en 1986) et vingt-six sièges soit 8,36 % (contre 12,3 % en 1986). « On recule mais ce n'est pas la Bédinter », constate un membre du bureau qui estime que son organisation paie le fait de tenir « un discours chimiquement pur sans fluide et ambiguïté au contraire de l'USM et de ses revendications en forme de catalogue de la Redoute. La soft-idéologie et le consensus mou se reflètent même à travers les portes capitonnées de nos palais de justice ». Selon ce responsable « la chasse aux sorcières » qui serait orchestrée depuis la place Vendôme, a joué à plein pour « effrayer » des sympathisants qui n'ont pas à s'afficher au côté d'une organisation « qui dit des mécanismes sur la garde des sceaux et son équipe ».

AGATHE LOGEART.

(1) La commission d'avancement des magistrats sur la liste d'aptitude (après test de d'ancienneté) ou sur le tableau d'avancement (après dix ans d'ancienneté) et prend position sur les demandes d'intégration dans la magistrature.

Très éprouvé par l'affaire Jobic-Hayat, le SM a, d'autre part, nettement et très récemment pris ses distances avec le ministre de la justice tant sur la réalisation du programme pénitentiaire, sur la loi relative à la détention provisoire que sur le code pénal. Après des réticences liées à un passé parfois qualifié de gauchiste, le SM a finalement accepté de se battre sur la question des indemnités. Il a remporté quelques succès après avoir mené campagne pour l'abrogation de la loi Pasqua et la modification de la loi Méhaignerie sur le logement. Sur la question du statut des rapprochements ont été opérés avec l'USM.

Les relations avec le garde des sceaux

Le SM a, cette fois, décidé de présenter des listes dans une bonne douzaine de cours d'appel d'où il doit absent aux précédents scrutins. Ce « labourage en profondeur » ne suffit pas, seul, à expliquer le succès d'une organisation dont l'USM et l'APM n'ont plus à dénoncer l'emprise sur l'actuel garde des sceaux. Avec 36,05 % des voix dans les cours et les tribunaux (contre 29,53 % en 1986), le SM obtient l'écart avec l'USM (il est aujourd'hui de 15,53 % contre 23 % en 1986). Le SM obtient 107 sièges. Dans certaines cours (Lyon, Grenoble, Bourges et Besançon), le SM devance même l'USM.

Trois syndicats existent dans la magistrature. Le premier en taille et en ancienneté, l'USM était, il y a trois ans, en perte de vitesse très grave qu'elle était sur sa droite par l'APM et sur sa gauche par le SM. En pourcentage de voix, l'USM atteint aujourd'hui 51,58 % (contre 52,4 % en 1986). Elle recule nettement dans les cours d'appel (51,76 % en 1989 contre 56,1 % en 1986) mais progresse dans les tribunaux de grande instance où elle dépasse les 50 % (51,41 % en 1989 contre 48,88 en 1986). L'USM reste, en tout état de cause, la première organisation représentative des magistrats en obtenant 178 sièges.

Après avoir mené une campagne sur la question des indemnités dont elle voudrait aligner le montant sur ceux plus élevés des cours régionales des comptes et des tribunaux administratifs, la démocratisation (la réforme toujours promise et toujours repoussée du statut), la défense du corps (celle du juge d'instruction, celle aussi de la formation des magistrats) et contre la politisation

« Les Versets sataniques » au tribunal de Paris

Des associations musulmanes demandent expertise et saisie

Une fois de plus, le tribunal de Paris est appelé à statuer sur un litige qui oppose liberté d'expression et liberté d'expression. Tel est en tout cas ce que lui demandent des associations dérivées par la Fédération nationale des musulmans de France à laquelle se sont joints cinq associations islamiques et plusieurs ressortissants tunisiens de confession musulmane. En leur nom, M. André Hozé, du barreau de Paris, et M. Mohamed Hamadi Bacar, avocat à la Cour de cassation de Tunis, ont demandé, mardi 30 mai, au tribunal des référés de contraindre les éditions Bourgois de produire un exemplaire de l'édition française des Versets sataniques de Salman Rushdie, qui doit paraître à la fin du mois de juin, et de désigner un expert afin que celui-ci puisse éclairer les juges sur le caractère « blasphématoire, raciste et profane » de l'ouvrage. Sans attendre les résultats de cette expertise, les associations musulmanes ont également demandé la saisie et l'interdiction du livre.

« Un véritable brûlot de guerre civile »

« Je ne me fais pas le valet de la hiérarchie chite », a tenu à préciser M. Hozé en rappelant que plusieurs personnalités politiques, dont M. Jacques Chirac et M. Simone Veil, s'étaient montrées sévères envers un livre dont le Vatican lui-même avait contesté la teneur. Après avoir rappelé que l'ouvrage présentait Mahomet comme un « bâtard » et ses femmes comme des « prostituées », l'avocat a souligné que la liberté d'expression avait des limites en citant le combat qu'il a lui-même mené en Tunisie pour obtenir l'interdiction des Protocoles des sages de Sion. Pour M. Bacar, « cette cause intéresse quatre millions de musulmans et deux mille associations en France ». L'avocat

tunisien a regretté « la sage médiocratie » venue d'Iran qui a entraîné « un risque de croisade contre la communauté musulmane ». Aussi a-t-il insisté sur le sens de sa démarche : « conforme à un Etat de droit ».

L'ouvrage constitue, selon M. Bacar, « un véritable brûlot de guerre civile ». Il en veut pour preuve les troubles encore survenus en Grande-Bretagne où la blasphemy law ne protège que l'Eglise anglicane.

« Il s'agit d'une demande fondée sur l'usage : Retiens-moi ou je fais un malheur », a répondu M. Jean-Claude Zylberstein, qui a refusé toute idée de censure préalable en s'appuyant sur la jurisprudence qui consacre en France la liberté d'expression. Quant au contenu du livre, l'avocat a estimé qu'il ne pouvait surprendre personne et que l'acheteur se déciderait en connaissance de cause. « Vous ne trouverez pas aujourd'hui en France un esprit non prévenu », a souligné M. Zylberstein, avant d'ajouter : « L'éditeur public dans des conditions raisonnables et nul ne pourra se tromper sur l'objet acquis ». Il demandait ainsi à entendre que la traduction française comporterait un avertissement. « Je vous demande de ne pas mettre une étoile jaune sur le livre de Rushdie », a conclu l'avocat.

Le ministre public, représenté par M. Jean-Claude Lantini, a porté sur l'affaire un regard strictement juridique. Pour lui, il n'y a pas lieu à référé pour la simple raison que l'on ne peut demander la saisie d'un ouvrage qui n'existe pas encore. En outre, un référé à la fois « préventif » et « répressif » ne lui semble pas être conforme à la procédure. Enfin, sans se prononcer sur le fond, le magistrat a remarqué qu'il y a beaucoup à dire sur les rapports entre l'art et la foi.

Le tribunal présidé par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, s'est donné jusqu'au 8 juin pour se prononcer. Le choix de cette date n'est pas gratuit, car un autre référé contre les Versets sataniques doit être plaidé le 5 juin à la demande de quatre autres groupements, dont l'Union des organisations islamiques de France et l'Association des étudiants islamiques.

MAURICE PEYROT.

سكزا من الأصل

TENNIS : les Internationaux de France

Élimination la plus surprenante : celle de la néo-Australienne Hana Mandlikova, tenante en 1981, quatre fois demi-finaliste, qui a été battue par une Brésili-

Un rebond de génération

ALAIN GRAUDO

L'Arpentin Alberto Mancini, sur la lancée de ses victoires à Monte-Carlo et à Rome, est bien sûr au premier rang de ces espoirs. Mais la question qui se pose à son sujet, est de savoir si son poignet, qu'il met à rude épreuve en tapant aussi fort qu'Agassi mais avec plus d'effet, tiendra insonn au bout de la min-

La sortie de Noah

envoya au ciel le service du Français. Roland-Garros suivit des yeux la chandelle, sa chute, alors que le temps s'arrêtait, sa réception au sol. Out 1-8-6 aux points pour Noah. Le set à 7-6 pour le champion. Le stade poussa sa clameur, le plus forte sans doute d'une carrière, persuadé qu'entre Noah et lui, une telle émotion ne se retrouverait sans doute plus.

Alors, ils se lèvent quand il sortit. Il salue de la main, comme les joueurs le font tous. Mais, ils y viennent comme une séparation. Yannick Noah ne démentit pas. Il évoqua spontanément devant la presse l'imminence de son départ. Quand ? Cela avait-il la moindre importance ?

PIRELLA GÖTTSCHE LOWE

Bien sûr il y a peu de chances pour que Fabrice Santoro ait un jour la notoriété d'un Yannick Noah. Mais pour voir ce gamin de seize ans qui émerge à la quatre-vingt-seizième place du classement mondial c'était tout bonnement fêlement. Il n'a pourtant rien de bien particulier ce jeune espoir français, pas de look chic, pas de jeu choc. Mais il est bien battin. Il s'est même battu comme un lion, mobilisant le court 9 pendant près de quatre heures, et ne rendant les armes à un Américain guère plus vieux que lui, David Wheaton, qu'à 8-6 au cinquième set.

Résultats du mardi 30 mai

MÉDECINE

Le professeur Schwartzenberg persiste et signe

LYN

Grève des crèches et des médecins scolaires

REPÈRES

Catastrophes

Un bilan des typhons en Asie

Le violent typhon qui, la semaine dernière, a ravagé le centre du Vietnam a provoqué la mort de 140 personnes et la disparition de 800 autres dans les provinces de Quang-Nam-Da-Nang, Binh-Thien et Nghe-Tinh, selon la quotidienn *Nhan Dan*. Au total, 7 000 hectares de riz en pleine moisson ont été délavés, détruits et brûlés par les 100 000 endammés et les inondations. Quant au typhon Brenda, qui a ravagé la province méridionale chinoise de Kouang-Tong la semaine dernière, il aurait fait 84 morts et 280 blessés.

(— AFP. AP.)

Environnement

Des ministres européens à Prague

Les ministres ont accepté le principe d'un sommet des chefs de gouvernement des sept Etats, mais ils n'ont pas voulu en fixer la date. — (AFP, Reuters.)

Famille

Une enquête sur les droits de l'enfant

Que savent les enfants sur leurs droits ? Comment respectent-ils les faces de la médaille ? De ces questions, les élèves de l'école élémentaire de la commune de Dornach disposent-ils au sein de leur famille ? Afin de mieux connaître les dix-douze ans (6^e, 5^e, 4^e, 3^e, 2^e, 1^{re}) M^{lle} Hédène Dornach, secrétaire d'Etat chargée de la famille (1), a lancé une enquête réalisée par la SORFES et menée en collaboration avec l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de la région de la Grande Région. L'objectif est de sensibiliser les jeunes et leurs enseignants à la convention internationale des droits de l'enfant qui devrait être examinée et votée par l'assemblée générale des Nations-unies à la fin de l'année. M^{lle} Dornach a également présenté, mardi 28 mars, à la presse un jeu pédagogique sur les droits de l'enfant.

(1) Secrétariat d'Etat à la famille,
8 avenue de Ségur, 75007 Paris

Mucoviscidose

Des relais pour la recherche

Un relais pédestre entre Avignon et Paris est organisé du 29 mai au 1^{er} juin au profit de la recherche médicale sur la mucoviscidose, cette affection d'origine héréditaire qui touche chaque année trois cents enfants. Des manifestations similaires, baptisées « Virades de l'espoir », seront organisées à l'échelon national le 24 septembre prochain (Association française de lutte contre la mucoviscidose, 82, boulevard Masséna, Tour Ancone, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-82-25-25).

Sida

1,6 % de séropositifs en Tanzanie

Le docteur Aaron Chidno, ministre tanzanien de la santé, a déclaré mardi 2 mai à Dar es-Salaam, qu'environ 400 000 personnes souffrent de 1,6 % de la population) sont possédées du virus du sida en Tanzanie. Le sida est apparu pour la première fois en Tanzanie en 1983 dans la région de Kagera (nord-ouest), proche de l'Ouganda et du Rwanda, et s'est, depuis, étendu « à un rythme très rapide » dans tout le pays. La région de Dar es-Salaam est maintenant la plus atteinte, avec 175 malades, suivie par la région de Kagera avec 2139.

Le ministre a annoncé qu'une nouvelle campagne de lutte contre le sida sera lancée le 2 juin. — (A. F. P.)

هكذا من الأصل

PORTUGAL

Fête et nostalgie à Coimbra

Considérées comme des espaces de contestation pendant la dictature de Salazar, les « républiques d'étudiants » de Coimbra souffrent de la crise des idéologies. Mais on continue à y discuter — pendant que d'autres font la fête.

Une maison se dresse à l'angle de deux ruelles au pavé luisant. Au cœur de ce quartier médiéval, entièrement organisé autour et en fonction de l'une des plus vieilles universités européennes, cette bâtisse étroite, en forme de proue de navire, est bien connue des habitants de la ville. A son balcon, flotte un drapeau noir brodé de blanc. Un méchant écriteau barbouillé à la main proclame *Real Republica Pra Kys Tao*. C'est l'une des seize républiques d'étudiants de Coimbra.

Dans ces maisons plus ou moins décrépies, généralement limitées à des particuliers, les étudiants vivent en communauté. Ils sont une dizaine ou une quinzaine selon la capacité de l'immeuble. C'est une façon bon marché de se loger dans cette ville universitaire, où plus de la moitié des 14 500 étudiants sont hébergés chez l'habitant. Mais les républiques sont plus que cela : sous la dictature, elles étaient des espaces de liberté, de création culturelle

et de contestation. Après la révolution du 25 avril 1974, elles furent des lieux de débats passionnés. Aujourd'hui, elles s'interrogent sur leur avenir.

Un carton de victuailles dans les bras, Mario pousse la porte du pied. Il revient du magasin des services sociaux de l'université, où il a fait les courses. Cet étudiant en droit vit dans la *Real Republica Pra Kys Tao* depuis six ans. C'est le plus ancien de la maison, donc son responsable, une sorte de « président de la république » sans titre, mais avec une autorité morale qui ne le dispense pas des corvées. Ici, on fait à tour de rôle les commissions, la cuisine et le ménage. Mais d'une république à l'autre, les règles et surtout l'état d'esprit, peuvent changer. Ainsi, dans cette autre maison, un étudiant impeccablement mis, debout au milieu d'un capharnaüm inextricable, tient des propos égalitaires et révolutionnaires. Cependant, dans la cuisine, une femme s'affaire. Elle est

employée par la communauté pour faire les commissions et la cuisine. Discours radical et mode de vie petit-bourgeois, la contradiction est à l'échelle du désarroi d'une partie de la jeunesse portugaise.

Quinze ans après la Révolution des œillets, le pragmatisme a supplanté le romantisme. Dans certaines républiques, sous le portrait de Che Guevara qu'on a négligé de décrocher, on discute désormais de débouchés et de carrière. « La nouvelle génération est très pragmatique », confie Mario. Elle considère les grandes discussions politiques ou philosophiques comme une perte de temps. L'absence de débat idéologique est le grand danger qui guette les républiques.

Dans celle de Mario, une règle est intangible : les repas sont pris en commun. Du coup, les discussions s'éternisent et sont très portugaises. Ce sentiment très portugais que le mot français « nostalgie » ne traduit qu'imparfaitement. « Nous avons perdu nos rêves », explique Mario, étudiant en philosophie. Le chômage est une réalité qui rend la concurrence très rude entre les étudiants. Elle raconte sa stupeur lorsqu'un étudiant de première année lui a proposé d'acheter un de ses devoirs qui naguère avait été bien noté. « L'unique ambition est aujourd'hui d'obtenir un bon job », ajoute-t-elle, regrettant que l'organisation « très traditionnelle, très scolaire » de l'enseignement à l'université de Coimbra favorise cet état d'esprit.

Créée en 1290, c'est la plus ancienne université portugaise. La plus prestigieuse aussi, notamment dans les matières juridiques. La raideur empêchée de sa longue histoire ne l'empêche pas d'être parmi les plus dynamiques. C'est ici, par exemple, qu'est né le premier ordinateur portugais. Ses chercheurs collaborent au programme Spacelab. N'étant que la troisième université du pays par le nombre des étudiants, les places y sont chères. L'an dernier, la moitié des candidats seulement ont pu s'inscrire. Après plusieurs expériences tentées pour rendre le *numerus clausus* moins cruel, les responsables ont décidé de revenir l'année prochaine au classique examen d'entrée.

Dans cette atmosphère d'intense compétition, les festivités organisées chaque mois de mai pour célébrer la fin de l'année universitaire sont vécues comme un moment unique de défonlement par ces jeunes très accablés par leurs études.

La vie de la cité s'arrête. La rue est abandonnée aux étudiants, vêtus de leur traditionnel costume noir. On boit, on rit, on défile à pied ou sur des chars fleuris, selon une tradition vieille comme l'université et codifiée jusque dans ses moindres détails. C'est l'occasion pour les étudiants d'égratigner

l'institution, voire le gouvernement, par des slogans ou des banderoles iconoclastes. Mais le lendemain, on reprend sagement le chemin des amphithéâtres pour les ultimes examens.

Cette praxe — tradition académique locale — qui déverse des centaines de milliers de personnes dans les rues, les étudiants des républiques la boudent. Ils observent, goguenards, la grande majorité de leurs camarades sacrifier à cette pratique jugée « réactionnaire ». En 1969, les étudiants de Coimbra avaient décidé de ne plus célébrer cette fête pour protester contre l'absence de libertés à l'université et dans le pays. C'était un mai 68 à la portugaise, mûri dans l'ombre des républiques. Après l'instauration de la démocratie, le débat a duré longtemps pour savoir s'il fallait renouer avec la praxe.

Symboles

politiques

Celle-ci n'a revu le jour qu'en 1980, retrouvant aussitôt, malgré onze ans d'interruption, sa vigueur d'antan. « Les étudiants de gauche n'avaient pas compris que la fête est irréversible », dit une étudiante. Aujourd'hui, elle est dénuée de toute coloration politique. En quinze ans, le Portugal est passé de l'idéalisme le plus

effervescent à ce réalisme que partagent d'autres socialismes européens. Les républiques de Coimbra sont restées, selon la formule d'un étudiant, « sur le bord de la route ». Sont-elles condamnées ? « Certains de mes amis ne sont jamais entrés dans des maisons comme celle là. Ça ne les intéresse pas. A la limite, ça leur fait un peu peur », dit Ana-Lucia-Maria, une étudiante en médecine, membre de la république *Pra Kys Tao*. Elle est fière de faire visiter « sa » maison. Bâti en 1521, l'immeuble est classé. Il a l'âge de son méchant plancher disjoint, de son toit percé. Mais la véritable mémoire du lieu, c'est un pan de mur épargné par les barolages sur lequel est apposé une manière de plaque commémorative. Une série de noms et une date. Ce sont les fondateurs de la *Real Republica Pra Kys Tao*, en 1951, en plein régime dictatorial.

« C'est un héritage culturel », disent les occupants des républiques de Coimbra. Deviendront-elles de simples musées que les touristes visiteront au même titre que la bibliothèque fin XVIII^e ou la chapelle de style manuelin de l'université ? Mario ne croit pas à leur disparition. Elles demeurent des symboles politiques que les partis manipulent encore avec précaution. « Ils nous respectent, parce qu'ils ont peur de nous », estime-t-il, craignant davantage la récupération politique que la

mort. Bon nombre des étudiants qui vivent les considèrent comme de simples clubs, mais Mario et ses compagnons de *Pra Kys Tao* ne transigent pas. Avant d'être coopté comme membre de plein droit, il faut satisfaire à des conditions précises. « Nous sommes restés plusieurs mois avec deux pièces libres plutôt que d'accepter des locataires qui n'avaient pas la même conception que nous de la vie en république. »

Ces communautés étudiantes pourraient retrouver vigueur avec la réforme en cours d'élaboration sur l'autonomie des universités portugaises. Dans l'attente d'une loi-cadre, les étudiants ont déjà pesé tous les inconvénients d'une plus grande indépendance des universités. Ils craignent une sélection accrue et une augmentation des droits d'inscription, pour l'instant dérisoires (environ 50 francs par an). Ils ont commencé à le faire savoir. « Les républiques contiennent tous les ingrédients pour une explosion un de ces jours », avertit Mario.

En attendant, les républiques de Coimbra continueront à célébrer leur centenaire tous les ans. Une année en république valant parait-il cent années ordinaires. Mario sourit de cette coutume, mais il admet que « c'est une très riche expérience ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.



BERNARD FLORE

Cours de vacances par correspondance

du CP aux Terminales

CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance

43, rue Boulevard - 75014 PARIS

45.39.37.00

L'anglais intensif en Angleterre : des stages linguistiques de haut niveau

POUR ADULTES, ÉTUDIANTS OU LYCÉENS.

- De nombreuses formules : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé.
- Oxford Intensive School of English : école reconnue par le British Council, le Ministère de l'Éducation britannique.

OSIE : 21 rue Théophraste Renaudot 75015 Paris
Membre-fondateur de l'UNOSEL ☎ (1) 45 33 13 02
La référence pour l'excellence en anglais

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir

**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1993 : association d'enseignement technique supérieur
Reconnue par le Ministère de l'Éducation Nationale

L'Espagne en retard pour les langues

Il n'y a qu'une seule langue obligatoire dans l'enseignement espagnol. Résultat : le français est en net recul et les autres langues pratiquement absentes.

LES professeurs et les étudiants de français en Espagne n'ont guère le moral. Depuis vingt ans, la position du français dans l'enseignement secondaire n'a cessé de se dégrader, sous la pression de l'anglais. Alors, que dans les années 60, le français était la langue largement majoritaire, 75 % des lycéens espagnols apprennent maintenant l'anglais, un quart seulement le français. Du coup les professeurs de français en surnombre sont contraints d'enseigner d'autres matières, pour lesquelles ils n'ont pas forcément de compétences particulières.

Cette dégradation est accentuée par le fait que l'enseignement secondaire en Espagne ne comprend qu'une seule langue obligatoire. L'anglais devenant naturellement la langue internationale, le français ne peut restau-

rer sa situation comme deuxième langue, comme c'est largement le cas pour l'espagnol en France. C'est pourquoi les différentes organisations de professeurs de français ont entrepris, depuis quelques années, une vigoureuse campagne en faveur de la deuxième langue. Pour rendre leur action plus efficace, ils ont commencé par se regrouper en une association nationale qui publie une revue trimestrielle, *Ici et là*. Tirée à 2 500 exemplaires et vendue par abonnements, elle touche essentiellement les milieux enseignants.

Après avoir organisé un important colloque à l'université d'Alcala-de-Henares, près de Madrid, en mars 1988, sur le thème « Langue et société en l'an 2 000 », les animateurs de ce mouvement ont décidé de l'élargir

en dépassant le cas spécifique du français et en s'adressant à un public non-spécialisé. « C'est tout le problème de la politique linguistique, du multilinguisme et de l'entrée de l'Espagne en Europe qui est posé, nous dit l'une des responsables de l'association, Martine Rivas. L'Espagne connaît un retard linguistique considérable. Il faut sensibiliser tous les milieux concernés par cette question : les enseignants, les parents et les étudiants, mais aussi les représentants du secteur économique, des médias, de l'édition... »

Pour mener ce combat, l'association s'est dotée d'un nouvel outil : la revue *Idiomas*, dont le premier numéro est sorti en février. Tirée à 12 000 exemplaires et vendue en kiosque, elle vise à toucher un public plus étendu, par son contenu et sa présentation. Son comité de rédaction a été élargi à des représentants des ambassades et à des correspondants étrangers.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 18.)

مكتبة الأصيل

L'Espagne en retard pour les langues

(Suite de la page 17.)

Le premier numéro traite des perspectives de 1992, de la formation linguistique des cadres commerciaux et donne des informations pratiques sur l'enseignement de l'allemand, du français, de l'anglais et de l'italien. Dans les prochains numéros, les responsables souhaiteraient étendre les champs couverts par la revue : manifestations culturelles européennes, médias, livres, séjours linguistiques...

Des « jeunes » aux « citoyens »

Ce mouvement aidera-t-il à rattraper le retard de l'Espagne en ce domaine ? Une enquête récente sur la formation à l'international dans les grandes universités européennes montre que les étudiants espagnols sont, de loin, ceux qui connaissent le moins de langues, en dehors de l'anglais. Et 7 % seulement d'entre eux ont effec-

tué des études supérieures à l'étranger, alors que la moyenne était de 44 % pour l'ensemble des Européens appartenant aux institutions où a été menée l'enquête (1).

La « bataille de la deuxième langue » ne semble pas, en tout cas, encore gagnée. Si certains membres du gouvernement s'y disent favorables à titre individuel, celui-ci ne paraît pas pressé de prendre une décision qu'il juge fort coûteuse. Il se contente, pour le moment, d'encourager la création d'enseignements optionnels de deuxième langue, à l'initiative des chefs d'établissement si la demande des familles est suffisante.

Les enseignants espéraient que la directive Lingua préparée par la Commission des Communautés européennes affirmerait hautement le principe de l'enseignement de deux langues. Mais soucieux d'éviter toute ingérence dans la politique d'éducation des

Etats membres, la Commission a évité soigneusement une formulation trop contraignante. Et le conseil des ministres de l'éducation, en approuvant le programme Lingua le 22 mai, l'a édulcoré encore un peu : alors que les textes initiaux indiquaient que les Etats membres devaient « encourager les jeunes à acquérir une connaissance opérationnelle de deux langues de la Communauté », le conseil a remplacé « les jeunes » par l'expression : « tous les citoyens » et « connaissance » par « compétence ». Ce distinguo reflète le désir, notamment des Britanniques, d'éviter qu'une directive communautaire paraisse empiéter sur le domaine de l'enseignement scolaire, qui ne relève pas du traité de Rome (le Monde du 23 mai). Les jeunes étant, par définition, de futurs citoyens, on peut évidemment en conclure que cette prescription s'adresse à eux tout particulièrement. Mais beaucoup estimeront que cette formulation est une réalité, fâcheusement restrictive.

Telle ne manquera pas d'être, en particulier, la réaction des professeurs et des étudiants de français en Espagne...
FREDERIC GAUSSEN.

à la et à l'idiome. Siège : Fuencarral 101. Piso 6°. 5. 28004 Madrid. Tél. : (91) 593.1477.

(1) « Le Monde Campus » du 18 mai.



GESTION Le management des ressources technologiques

par Jacques Morin et Richard Sennet.

Après avoir rappelé les fonctions clés d'un véritable management des ressources technologiques d'une entreprise, les auteurs font la preuve qu'il est à la portée des PME. Ils proposent au lecteur un autodiagnostic en cinquante questions. Les conditions dans lesquelles vous gérez vos ressources technologiques sont-elles cohérentes avec vos projets de développement ? interroge ce « test d'excellence technologique » qui s'adresse aux chefs d'entreprises, notamment de PMI, et aux étudiants.
★ Les éditions d'organisation, 160 p., 185 F.

PSYCHANALYSE Le négatif, figures et modalités

par A. Missemer, G. Escalote, J. Kristeva, Y. Gutierrez, J.-J. Barthelemy, R. Kala, B. Rousselle, E. Mowry.
Hallucination négative, transfert négatif, déni, non-pensée, névrose du vécu, autant de concepts qui rappellent que le problème du négatif a toujours interrogé la psychanalyse. Cet ouvrage réunit les contributions de sept psychanalystes, textes théoriques ou études de situations cliniques.
★ Dunod, coll. « Inconscient et culture », 181 p., 120 F.

SCIENCES Eloge de l'imperfection

par Rita Levi-Montalcini.
« L'activité que j'ai exercée de façon si imparfaite a toujours été pour moi et continue d'être une source inépuisable de bonheur. » Lauréate du prix Nobel de médecine en 1986, Rita Levi-Montalcini, née dans une famille juive de Turin, évoque les souvenirs d'une vie marquée par la guerre, partagée entre l'Italie et les Etats-Unis, mais toujours consacrée à la recherche scientifique et à l'amitié. Avec, en épilogue, un hommage à Primo Levi, auteur d'un ouvrage inoubliable sur Auschwitz.
★ Plon, coll. « Scientifique-Industrie », 221 p., 120 F.

SOCIOLOGIE Entre bourgeoisie et prolétariat, l'encadrement capitaliste

par Alain Bihl.
Cet ouvrage, qui se situe hors des chemins du marxisme classique, s'attache à démontrer l'existence, au sein du mode de production capitaliste, d'une « troisième classe » occulte, composée du personnel d'encadrement des entreprises, des appareils politiques et syndicaux, des appareils d'Etat et des institutions sociales et culturelles.
★ L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 416 p., 190 F.

**Le Monde
CAMPUS**
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale,
culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

L'inquiétude des étudiants

Les études de français ont encore, en Espagne, une orientation très littéraire. Conduisant traditionnellement au professorat, elles offrent de moins en moins de débouchés, la place du français dans l'enseignement secondaire diminuant régulièrement. D'où un certain désarroi des étudiants, engagés dans une voie de plus en plus étroite.

C'est pourquoi une équipe de professeurs du département de français de l'université Compostela de Madrid a entrepris d'ouvrir devant

l'enseignement sur les réalités contemporaines. Travaillant avec des journalistes du Monde, elle a fait réaliser aux étudiants de troisième année des articles sur la situation économique en Espagne, dont le plus, révélateur, serait publié dans Campus.

Voici celui qui a été sélectionné, dans lequel peut se lire l'inquiétude des étudiants devant l'adaptation de l'enseignement et la concurrence européenne.

LES étudiants espagnols, après avoir fini leurs études, rêvent de trouver un emploi en rapport avec celles-ci. Mais quelle est la réalité ?

Il y a quelques années, le fait d'avoir un titre universitaire constituait une garantie totale d'obtenir un emploi d'un certain prestige. Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente : non seulement il est indispensable d'avoir un titre universitaire, mais il est préférable d'en avoir deux pour trouver un emploi sur le marché du travail espagnol. En plus, si l'on veut réellement trouver un travail dans le secteur désiré, il est bon de faire des études complémentaires à l'étranger, comme des Masters qui font qu'une expérience académique se distingue.

Cela est dû à l'augmentation du nombre d'étudiants, plus important pour certaines études

où la situation est parfois alarmante. Il y a plus de diplômés de médecine que de postes de travail dans la santé publique et bientôt plus de maîtres d'école qu'il n'est nécessaire, à cause de la baisse de la natalité.

Peu nombreux sont ceux qui travaillent dans un secteur pour lequel ils ont étudié. C'est pour cela que les entrepreneurs se plaignent d'une mauvaise formation, trop théorique, et éloignée des nouvelles technologies. D'autres, avec moins de chance, doivent se résigner à n'importe quel emploi, s'ils ne veulent pas être chômeurs.

Certaines institutions sont bien sûr chargées d'aider à chercher le premier emploi, comme l'Institut national de l'emploi et le Centro de orientación e información al estudiante (COE).

Quand, en 1992, le libre circulation des personnes existera dans la Communauté économi-

que européenne, on devra faire face à un double problème, qui accroîtra le grand nombre de chômeurs diplômés.

D'autre part, les étudiants des autres pays représenteront une concurrence pour ceux d'Espagne et les diplômés espagnols auront une formation inadaptée par rapport à ceux des autres pays de la Communauté.

D'après de récentes données de la Communauté, il y aura certains secteurs porteurs d'emploi : l'informatique, l'ingénierie, la médecine (thérapies spécialisées, audiologiques...), le tourisme et l'hôtellerie.

La modernisation de l'université devient urgente si l'on veut que les jeunes diplômés trouvent du travail.

Mari José Encarnación Caro,
García de la Fuente Ramiro,
Carolina Gómez Estévez,
Pilar Mengual Juncos.



Traduire « rhume » en anglais

M. l'inspecteur général Denis Girard, dans le Monde du 27 avril, estime que, comme l'inspection générale a « mis l'accent sur la langue, outil de communication », « les reproches faits à la qualité de notre enseignement sont infondés ». C'est précisément parce qu'une langue est un outil de communication que la situation actuelle est fort peu satisfaisante. Quand, en anglais, on accueille des bacheliers en faculté, on constate, d'une part, que la majorité de ceux-ci n'ont pas de bases solides et, d'autre part, qu'une même note au baccalauréat (par

exemple un 13 ou un 14 en section A) peut correspondre à un bon niveau ou à un niveau nettement insuffisant.

Devant une telle situation, nous avons été amenés à tester les bacheliers qui nous arrivent : ils ont à traduire en anglais des phrases simples tirées des programmes de la 6^e à la 3^e. Voici quelques exemples, parmi beaucoup d'autres, des résultats obtenus sur des groupes de 150 à 200 bacheliers de 1985 à 1988. Tous se destinent à des études supérieures d'anglais. Les pourcentages donnés sont ceux des bacheliers n'ayant pas su traduire correctement : rhume (42 %), caudex (29 %), mouchoir (51 %), feuilles (53 %), trois heures moins dix (34 %), fais-toi couper les cheveux (57 %), je sors cet après-midi (50 %), une semaine de vacances (98 %), quel temps affreux ! (97 %).

On objectera sans doute que les élèves ne sont pas entraînés à traduire dans le secondaire. Il est clair que, dans des exemples aussi simples, le problème n'est pas celui de la traduction, mais de l'ignorance du vocabulaire et des structures de base. J'ai cru comprendre que Lionel Jospin souhaite que les programmes soient moins ambitieux mais mieux assimilés. Une réforme

en ce sens serait certainement bénéfique en anglais.

GILLES MONSARRAT,
professeur
à l'université de Bourgogne.

Pas de langue...

VOUS tenez, dans le Monde du 29 avril qui rend rendait compte du colloque sur « Le financement de l'enseignement supérieur » : « Le développement et la qualité des universités passent par leur autonomie ». Ils passent aussi par la lucidité, le courage et l'imagination des responsables des universités, à quelque niveau, national ou local, qu'ils se trouvent : le 28 avril 1989, le conseil des études et de la vie universitaire Paris-3-Nanterre s'est réuni, à une contre-majorité certes, une licence de sociologie et d'aménagement du territoire, et même une licence de sociologie et de science du langage, sans y rendre obligatoire l'enseignement d'une langue étrangère.

Sans commentaire, à l'heure de la construction de l'Europe et de la compétitivité internationale.

GUY BURGEL,
professeur à l'université Paris-X.

Back-offices

Dans un article intitulé « La révolution des back-offices » (le Monde du 27 octobre 1988), François Koch signalait la création d'un diplôme de troisième cycle d'organisation et de contrôle des activités de marchés financiers-back-offices à l'université Lumière (Lyon-II). Vous avez aussi évoqué cette formation dans votre chronique « Campus ». Ce diplôme, au départ diplôme d'université, vient d'être habilité comme DESS.

Créé à l'initiative de milieux professionnels éprouvant des difficultés de recrutement, il fait un très large appel aux praticiens et comporte six mois de stage à temps plein. Les débouchés sont pour la plupart à Paris, les professionnels aussi, mais les cours ont lieu à Lyon, reflet de la volonté d'universitaires de province de résister à certains aspects de la centralisation. Même habilité comme DESS, il est totalement satisfaisant. Espérons que les étudiants ont reçu, dans une proportion non négligeable, une proposition de recrutement avant même d'avoir terminé leur scolarité.

M. KARLIN,
professeur à l'université Lumière (Lyon-II).

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stage en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTI, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-33-43-45 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOBSTAGE.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de contacter directement cette association au : (1) 47-33-43-45.

GESTION

Lien : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 4 500 F/mois. Profil : Bac+3. Obs. : gestion informatique connaissance Multiplex. D Base III, pour application. Gestion budgétaire. G 11516.

Lien : Nanterre. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 800 F/mois. Profil : bac+2. Obs. : relations publiques et suivi administratif d'inscriptions dans des stages linguistiques. 15515.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : 5 000 F/mois. Profil : Bac+4. Obs. : participation à un projet de gestion logistique et d'optimisation des coûts. G 11513.

Lien : Paris. Date : août et septembre ou septembre-octobre. Indemnité : 4 000 F/mois. Profil : Bac+4. Obs. : participation à une étude sur les coûts de la non-qualité dans des restaurants. Etre curieux d'esprit et savoir compter. G 00006.

Lien : Ivry. Date : juin. Durée : 30/10. Indemnité : 8 500 F/mois. Profil : Bac+2 ou 3. Obs. : mise en place système informatisé de prise de commande. Travail de recherche et centralisation d'informations. Création d'un fichier. Connaissances informatiques. 17512.

Lien : Paris. Date : juin. Durée : 6 mois. Indemnité : 500 F/mois + frais de repas et déplacement. Obs. : gestion, planning, recrutement et affectation de personnel. 11511.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : étude sur le marché espagnol. G 11506.

Lien : Sartrouville. Date : juillet. Durée : 1 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+2. Obs. : travaux comptables divers. G 12504.

Lien : Bagnolet. Date : juin. Durée : 6 mois en pré-embauche. Profil : Bac+4. Indemnité : à convenir. Obs. : prendre en charge la fonction Personnel depuis la vérification des notes de frais jusqu'aux élections. G 1408.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+5. Obs. : création de modèles physico-financiers au siège de l'entreprise et soutien aux ingénieurs. Elaboration de modèles sur certains paramètres. G 11519.

Lien : Le Plessis-Robinson. Date : septembre. Durée : 3 mois. Indemnité : 4 500 F/mois. Profil : Bac+4. Obs. : amélioration des outils de gestion pour la micro-info. Connaissances Info+Gest. 17521.

ELECTRON/INFORM

Lien : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 2 mois 1/2. Profil : bac+2. Indemnité : 5 500 F/mois. Obs. : électronique de puissance. 20509.

Lien : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : Bac+2. Obs. : étude et conception informatiques. Indemnité : à négocier. 116508.

Lien : Sartrouville. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : programmation et applications sous DBASE III et IV en réseau IBM PS/2 Novell. 117505.

Lien : Châtillon. Date : juin. Durée : 6 mois. Indemnité : 4 000 F/mois. Profil : bac+2. Obs. : formation aux produits, installation de logiciels standard destinés à la gestion dans les entreprises, stage de pré-embauche. Fournir de conduire engagé. 117499.

Lien : Clamart. Date : ind. Durée : 4 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+4. Obs. : comparaison de 2 méthodes en recherche opérationnelle sur logiciel prototype. 117495.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+3. Obs. : saisie d'un fichier de candidats (2 500) sur logiciel informatique. 117481.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac. Observation : création d'un journal en PAO (Page Maker). 117489.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois ou plus. Profil : Bac+3. Indemnité : à convenir. Obs. : assistance à opérateur de la salle des marchés. Connaissance micro langage D Base III. 117481.

SECRETARIAT

Lien : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : Bac+1. Obs. : secrétaire-bureautique. Formation assurée par l'entreprise, à divers logiciels informatiques, et à assistance commerciale. 24507.

Lien : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : Bac. Obs. : saisie informatique sur micro, connaissances Loma. Indemnité : à convenir. S 1473.

MARKETING

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Profil : Bac+4. Indemnité : 5 000 F/mois. Obs. : participation à un projet de gestion logistique et d'optimisation des coûts. M 14513.

Lien : Saint-Ouen. Date : juin. Durée : 4 mois. Indemnité : fixe + primes. Profil : Bac+3. Obs. : développement de clientèle d'un studio de design. Plan marketing. M 14496.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : Bac+2. Indemnité : 1 400 F/mois. Obs. : assistant d'agence.

Recrutement suivi de dossiers de candidatures. M 1477.

COMMUNICATION

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : à définir. Profil : Bac+3. Indemnité : à convenir. Obs. : communication Presse avec carte de Presse.

JOBS

Lien : toute la France. Date : juillet, septembre, octobre. Durée : mini 1 mois. Indemnité : 3 500 F à temps partiel. Mission : animateur du campus. Profil : Bac+2. Actions de promotion, dynamiser une équipe et gérer le matériel de promotion, être dynamique, avoir sans contact et organisation.

Lien : toute la France. Date : juillet, septembre, octobre. Durée : mini 1 mois. Indemnité : 3 000 F/mois. Mission : conseiller municipal. Obs. : informer les étudiants en matière de protection sociale. Etre organisé, méthodique, sans négociation.

Lien : toute la France. Date : juillet, septembre, octobre. Mission : responsable de campagne. Obs. : assister le chef de centre pour préparer, mettre en œuvre et contrôler la campagne d'information étudiants. Avoir le sens de la stratégie, une excellente présentation, de la rigueur.

DROIT

Lien : Levallois. Date : août. Durée : 2 mois. Profil : bac+4. Indemnité : 1 500 F/mois. Obs. : stage, élections conseil juridique avant emploi définitif. Formation assurée. Connaissances comptabilité. 23501.

et de nombreux autres stages sur Minitel :

3615 JOBSTAGE
ou en appelant au :
47-33-43-43

ملفات الطلاب

Bicentenaire

Associés aux cérémonies du 14 juillet

Les trois derniers rois de France viennent de vivre leur révolution...

C'est désormais officiel et le service du protocole en a été dûment informé : les trois derniers et récents rois de France, rois que la République française, devenue démocratique, entretient sur son territoire national ont accepté de s'associer aux cérémonies du 14 juillet qui constitueront le clou du Bicentenaire de la Révolution.

Sa Majesté Tomasi Kulimoetoke, roi de l'archipel de Wallis, physiquement handicapé par son âge avancé, se fera représenter par l'un de ses ministres mais les deux têtes couronnées qui se partagent l'île voisine de Futuna, Sosepho Vani, roi de Sigavé, et Pétélo Lemio, roi d'Ala, feront le déplacement en personne.

Les mânes des Robespierre et autres amateurs de guillotine n'auront aucune raison de s'émouvoir de leur présence. Ces rois lillipusiens, qui vont pieds nus et en chemises fleuries, ne sauront être amalgamés aux tarapudés de l'Ancien Régime. En 1789, leurs royaumes vivaient encore hors du temps, ignorés du monde, à 2000 kilomètres de l'est de la Nouvelle-Calédonie et à 3000 kilomètres à l'ouest de la Polynésie.

La tête sans culotte

Par flagornerie révolutionnaire, il serait même facile de prétendre que si ces trois royaumes demandèrent la protection de la France, à la fin du dix-neuvième siècle, c'est parce que la réputation de générosité de nos premiers Républicains était parvenue jusqu'à eux. Ils y trouvent aujourd'hui, en effet, largement leur compte. Non seulement ils partagent statutairement le pouvoir temporel avec les représentants de l'Etat, sur ce lointain territoire où chacun des trois royaumes a été

érigé en circonscription administrative dépourvue de communes, mais la République ne lésine pas sur les largesses. Elle leur octroie chaque année une subvention personnelle, qui leur permet de pourvoir aux menus besoins de leurs ministres et de leurs nobles courtisans, une voiture et un chauffeur, qui correspondent aux attributs de leurs fonctions, et même des frais de représentation.

Ainsi bichonnés par une République qui a une peur bleue de leurs rares colères et n'hésite pas à bannir les fonctionnaires métropolitains trop iconoclastes, le Lavalua de Wallis, le Tuisigave de Sigavé et le Tuisigave d'Ala — ce sont leurs titres traditionnels — perpétuent donc leur souveraineté sur leurs quelque quatorze mille sujets. Des sujets d'autant plus dociles qu'ils sont, à 90 %, dépourvus de toute ressource monétaire quand ils ne partent pas chercher fortune en Nouvelle-Calédonie.

Le respect de la vérité historique oblige à dire — n'en déplaise aux pères laïques de la Révolution — que ces trois royaumes exotiques sont venus à la République dans les soutes de l'Église catholique qui y fit régner, de 1837 — date de l'arrivée des premiers missionnaires maristes — jusqu'en 1959 — adoption du statut de territoire d'outre-mer — une véritable théocratie. Si leurs populations optèrent pour la France, ce fut tout bonnement parce qu'elles préférèrent la France catholique à l'Angleterre protestante. Si elles participèrent ensuite aux rites électoraux de la démocratie formelle en votant systématiquement pour le fondateur de la V^e République, ce fut, tout simplement, parce que dans leur esprit il n'y avait guère de différence, au fond, entre le général de Gaulle et le pape.

Pourtant, même à Wallis-et-Futuna, où le temps n'a pas la même durée qu'ailleurs, les choses chan-

gent. La preuve en est que pour la première fois de leur histoire contemporaine les électeurs des trois royaumes viennent de se donner, avec la complicité de leurs souverains, un député de gauche en la personne de M. Gamito Gata.

Ce fonctionnaire futurien de quarante ans avait pris le risque insensé d'apparaître comme un suppôt de Satan en osant se convertir à la cause du Mouvement des radicaux de gauche après avoir rompu avec la chapelle gaulliste et fréquenté un instant le purgatoire barbare. Et l'inconcevable s'est produit : il a réussi l'exploit de faire chuter de son piédestal législatif le cacique du RPR, M. Benjamin Briat. Sans doute M. Gata a-t-il fait preuve d'une grande habileté personnelle puisqu'il a su miser sur sa parenté avec le roi d'Ala tout en se ménageant la bienveillance du roi de Wallis en prenant l'un de ses fils comme suppléant. Mais sa performance a aussi été la conséquence du seul bouleversement que l'archipel ait vraiment connu depuis le début du vingtième siècle : l'arrivée, en 1986, de la télévision.

« Alors, en effet, explique M. Gata, les gens de Wallis et de Futuna ont découvert, en voyant les images à la télé, que tout ce qu'on leur avait dit auparavant, pendant plusieurs générations, sur les hommes de gauche, et en particulier M. François Mitterrand, était faux. » La télé instrument de prise de conscience... La télé ruineuse de mythes et de mystifications... La télé sans culotte.

C'est ainsi, que se fait l'Histoire

Il a suffi, en vérité, d'une seule image, pour que soudain, dans les royaumes de Wallis et de Futuna, la bastille contre-révolutionnaire s'effondra. Une image d'actualité paternelle, un jour de Pentecôte. L'image, il y a un an, d'un François Mitterrand gravissant la roche préhistorique de Solutré, à l'occasion de son pèlerinage annuel. « Pour beaucoup de Wallisiens et de Futuniens, souligne M. Gata, cela a été la révélation. En entendant parler de pèlerinage, les gens se sont dit : si M. Mitterrand fait lui aussi, chaque année, un pèlerinage, voilà bien la preuve qu'il est un bon catholique et non pas l'Antichrist que disent ses adversaires ! »

C'est ainsi, parfois, que se fait l'Histoire. Et que, par un singulier paradoxe, ces anachroniques majestés venues du bout du monde et du fond des âges seront, le 14 juillet, sur les Champs-Élysées, les témoins du plus récent miracle révolutionnaire.

ALAIN ROLLAT.

1789 dans les écoles

La Ville de Paris à la rescousse

Quel souvenir les petits Parisiens conserveront-ils de l'année 1989 ? Pour sensibiliser les plus jeunes au Bicentenaire, la Ville de Paris a mis en place différentes animations destinées aux enfants et aux adolescents. Sans être à proprement parler... révolutionnaire, l'ensemble a le mérite de coordonner les efforts accomplis par les établissements scolaires de la capitale.

Le clou de l'opération tient dans la mallette pédagogique ornée d'une cocarde qui a été distribuée aux enseignants des écoles primaires et aux enfants des centres de loisirs. Diffusée à vingt-trois mille exemplaires, ce « Cartable 89 » comprend des livres, des jeux et des documents qui doivent aider les enseignants à entraîner leurs élèves dans les arcanes de l'histoire. On y trouve notamment un ouvrage sur la vie quotidienne des Français en 1789, un jeu des sept familles à l'effigie des savants de la Révolution et une reproduction du texte original de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Outre son utilité historique immédiate, le cartable doit permettre aux enseignants de conserver un souvenir tangible de la commémoration.

D'autres activités moins scolaires réuniront les enfants des centres de loisirs au bois de Vincennes du 12 au 17 juin. Des apprentis comédiens, des choristes d'âge tendre et des acrobates hauts comme trois pommes y présenteront des spectacles qu'ils ont préparés durant l'année. Par ailleurs, la Ville finance le grand spectacle qui sera offert à sept cents élèves des écoles, lycées et collèges, les 24 et 25 juin dans les arènes de Lutèce.

Les enfants et les enseignants qui souhaitent se documenter sur l'histoire révolutionnaire ou tout simplement s'orienter dans le labyrinthe des réjouissances commémoratives, peuvent enfin se diriger vers

« A pied sur le péril. — Un texte circule actuellement dans Paris, sorte de « chaîne de l'amitié » : « photocopies cette lettre et envoyez-la à dix de vos amis... » Il s'agit de se retrouver le 14 juillet prochain à 15 heures à pied sur le péril, avec gâteaux, boissons fraîches, parais à roulettes... Ce fameux péril, où l'on enrage dans les bouches, rendu quelques heures à une foule paisible... La préfecture de police a-t-elle déjà reçu la lettre ?

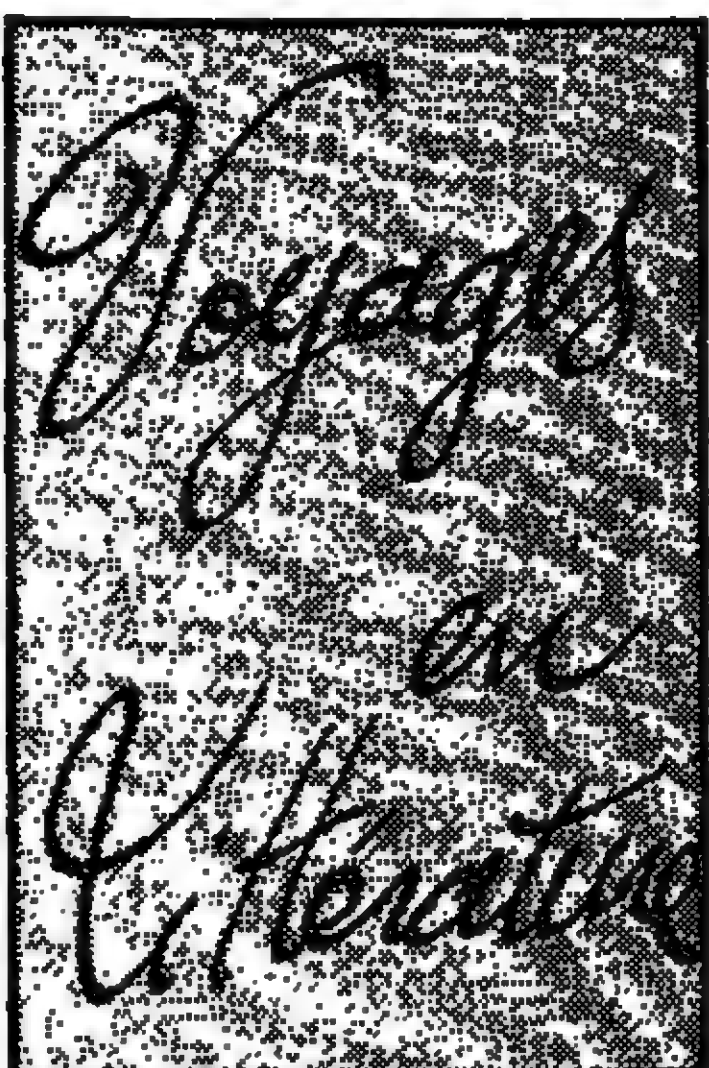
l'« Espace Paris 89 ». Ce centre de documentation, créé par la direction des affaires scolaires de la Ville de Paris et le Groupement d'encouragement au spectacle (GES), propose un folier thématique de références bibliographiques, artistiques et filmographiques permettant d'obtenir sur la Révolution des informations plus complètes que les clichés trop souvent ressassés à la veille du Bicentenaire.

RAPHAËLE RÉROLLE.

* Espace Paris 89 : 31, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris, tél. : 41-21-06-93.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques
Le Monde
Europe 1

Déchiifrons

Question 17 : Chiffres en tête.

Nombres sont les titres qui contiennent un chiffre dans leur intitulé, comme les Trois Mousquetaires. Grâce aux indications que voici, retrouvez deux chiffres qui figurent dans les titres de deux romans.

- a - Dans les airs le temps de congés payés.
b - Quelques mois chez les invertis.

| | Titre a | Titre b |
|--------------------|--------------------------|--------------------------|
| quatre | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| cinq | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| sept | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| trente et un | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| quatre-vingt-trois | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| cent vingt | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| mille | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| onze mille | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| treize millions | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Question 18 : Message codé.

Le souverain écrit : P A 6
6 heures 100

L'écrivain répond : G a :

- Qui sont-ils ?
☐ Catherine II et Diderot.
☐ Charles X et Chateaubriand.
☐ Christine de Suède et Descartes.
☐ Frédéric II de Prusse et Voltaire.
☐ Marguerite de Navarre et Marot.

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur le Minitel 3015 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-08
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires ... 73 F
Communicat. diverses ... 86 F

Décès

— M^{me} Pierre Baert, M. et M^{me} Robert Vallart, Marie-Françoise Baert, Martine et Gérard Aubert et leurs enfants, Dominique et Jean-Pierre Lusinotti et leurs enfants, Jacques Baert et ses enfants, Patrick Baert, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BAERT,

surnécuté le 29 mai 1989, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 2 juin, à 10 h 30, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, porte des Ternes.

96, boulevard Marceau-Barre, 92200 Nanterre-sur-Seine.

— Patrick et Sabine Chouchan et leurs enfants, Jean-Claude et Fanny Chouchan et leurs enfants, Gérard et Catherine Chouchan et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rosa CROUCHAN,

surnécuté le 25 mai 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa famille, Et ses amis, font part du décès, le 26 mai 1989, de

Albert DECLERCO,

qui fut professeur à Bordeaux, Alger, Amiens et Paris.

Conformément à son vœu, ses restes seront brûlés dans la stricte intimité familiale.

Ceux qui ont eu pour lui amitié, estime, affection, pourront, en mémoire de lui, adresser un don à l'Institut Pasteur de contribuer au financement des recherches sur le sida.

49-53, rue Auguste-Langeon, 75013 Paris.

— M^{me} Laurent Dreyfus, M. et M^{me} Serge Dreyfus, M. Robert Gimpey, M. et M^{me} Bertrand Dreyfus, Alexandra et Charles-Edouard, M^{me} Anne Lytton, ont la douleur de faire part du décès de

Laurent DREYFUS,

surnécuté le 25 mai 1989, à l'âge de trente-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

47, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

2, rue de Saint-Jacques, 75116 Paris. 237, boulevard Pereire, 75017 Paris.

— Paul de Gaudemar, son époux, François et Jean-Louis Marchand, Agnès de Gaudemar, Jean-Paul et Martine de Gaudemar, Cécile et Luc Javerzi, Antoine et Véronique de Gaudemar, ses enfants, ses petits-enfants, Thérèse et Jean Messigmann et leurs enfants, Les familles Calot, Fan, Maltedo, Benoit, Fabre, de Gaudemar et Kirkychan, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne-Marie de GAUDEMAR,

pée Calot, ancienne assistante à l'université de Paris-VIII, surnécuté à Paris le 30 mai 1989, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 juin, à 8 h 30, en l'église Sainte-Anne de la Maison-Blanche, Paris-19.

L'inhumation aura lieu le samedi 3 juin, à 11 h 15, au cimetière de l'ancien boulog de Digne (Basses-Alpes).

9, rue de la Cité-Universitaire, 75014 Paris.

— Saint-Jean-de-Vedès. Brouzet-les-Quinze, Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Philippe LOMBARD,

né Palatin, surnécuté à Montpellier, le 24 mai 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 26 mai.

De la part des familles Lombard, Palatin, Heusch, Roman.

« Demeurez en mon amour. » (Jean, XV-9.)

— M^{me} Mylène LUTAUD, ses enfants Béatrice, Hervé, Anne, Laurent et leurs familles, M. et M^{me} Olivier Lutaud, M^{me} Geneviève Lutaud, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Mire LUTAUD,

surnécuté le 27 mai 1989, à Nice.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Albi.

— M^{me} Madeleine Barthe, Le général J.-F. Barthe et M^{me} et leurs enfants, Le professeur Ph. Barthe et M^{me} et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Barthe et leurs enfants, M. et M^{me} E. Messier et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Bouyane et leurs enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

docteur André MATHIEU, ancien interne des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, surnécuté à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 29 mai 1989, en l'église Saint-Joseph d'Albi (Tarn).

4, rue du Commandant-Blanché, 81000 Albi.

« Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Emilienne Vertut, née Cussac, Monique et Jean Gaudin, Laurent, Gilles et Caroline, Catherine et Jean Vertut, Mathieu, ses enfants et petits-enfants, Denise et Yves Le Pape, Anne et Gaëlle, Catherine et Bernard Pagès, Isabelle, Nicolas et Pierre, ses beaux-enfants et petits-enfants, Etienne Revel, son beau-frère, M^{me} Léon Revel, sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Paul VERTUT,

trésorier-payeur général honoraire, officier de la Légion d'honneur, ancien combattant, croix de guerre 1939-1945, chevalier du Mérite militaire, des Palmes académiques, de l'Étoile noire, commandeur de l'Étoile royale de la Grande-Croix, surnécuté à Marseille le 22 mai 1989.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

10, boulevard des Tritons, 13006 Marseille.

— M^{me} Jean Walter, M. et M^{me} Olivier Walter et Jeanne, M. et M^{me} Denis Walter, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean WALTER,

ingénieur IDN 1950, surnécuté des suites d'un cancer, à Menton (Alpes-Maritimes), le 24 mai 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale.

12, rue Quételet, 93800 Episy-sur-Seine.

— M^{me} Albert Zitzermann Tostivint a la douleur de faire part du décès de son époux.

Albert ZITZERMANN,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ingénieur ETP, promotion 27, il rejoint l'armée de De Gaulle en Algérie en 1940.

Il fut entouré de toute la famille, qui lui portait la plus grande affection, lors de l'inhumation, qui a eu lieu le 23 mai 1989, au cimetière de Saint-Paul-de-Léon (Finistère).

Villa Karpén, 15, rue du Phare, 56170 Quiberon. 13, rue Georges-Pinard, 75015 Paris.

Messes anniversaires

— Jean-Louis Galland, son mari, Charles Galland, son fils, font part qu'une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis, à Bordeaux, le samedi 3 juin, à 18 h 30, à la mémoire de

Huguette GALLAND,

décédée suite à la suite d'un accident le 2 juin 1988, et qui demeurait depuis peu à Aix-sur-Vienne (Haute-Vienne).

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le lundi 5 juin, à 9 heures, salle 326, escalier G, 2^e étage, M. Pierre Lazard : « Le rôle politique des élites chittes en Irak à la fin de la domination ottomane et au moment de la construction de l'Etat arabe local sous mandat ».

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

| | | | | | |
|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------------|
| N°1 4.50 F 25 MAI | N°2 4.50 F 26 MAI | N°3 4.50 F 25 MAI | N°4 4.50 F 26 MAI | N°5 4.50 F 27 MAI | N°6 4.50 F 28-29 MAI |
| N°7 4.50 F 30 MAI | N°8 4.50 F 1 JUIN | | | | |
| | | | | | |

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

502 من الأصل

« La diversité dans le dialogue Nord-Sud »

Barcelone, Babylone de la culture

Barcelone vient d'accueillir une centaine d'invités venus du monde entier qui ont participé à un colloque consacré à « La diversité culturelle dans le dialogue Nord-Sud ».

BARCELONE
de notre envoyée spéciale

Dès l'ouverture du colloque, début mai, Jordi Pujol, le président de la Catalogne, précise l'intention. Certes l'Europe avance à pas de géant vers le marché unique de 1993, mais les différences culturelles et les techniques existent. Mais le danger existe, né de cette tentation de se refermer sur sa propre culture. L'âme européenne y perdrait définitivement son sel. L'enjeu est important.

Sous les lambris du Palau-Marc, siège du département catalan de la culture, le ton est universitaire. Mais l'étrange jargon du fond de la classe, quand, leur tour venu, les rares orateurs présents prennent la parole. Cancers généraux sur ces bancs d'école, ils font soudain pétiller le colloque et ses couloirs de leur talent. L'art-vampire se nourrit de ces échanges culturels n'a pas loupé le rendez-vous de Barcelone. Out !

Ces feux d'images ou de romans évoquent leur propre pratique de la diversité des cultures. Ainsi Carlos Saura, cinéaste né en Aragon... L'homme à la cinquantaine promène son regard d'enfant, un instant ravi et abîmé, sur l'honorable débat. Il y perd son nord et son sud. Lui qui travaille sur d'autres continents ne méprise pas les « bons sentiments » qui animent l'assemblée. Le nord nierait-il, affirme-t-on, les cultures du sud, préférant les pilers. Carlos Saura, simplement, remet les pendules à l'heure. « Les points cardinaux sont en sautoir, le monde change. Les Barbares d'hier, les Vikings du nord, sont aujourd'hui à la pointe

de la défense des droits de l'homme. » Quant à la « culture méditerranéenne », brandie comme un fétiche, elle n'existe pas, c'est une invention de l'Occident. Je revendique l'originalité de l'Aragon, lance le cinéaste rigolard. « Les différences sont très grandes entre cette province et la Catalogne, ou la Galicie ou le Pays basque. »

Réaliste, cet artisan sait que l'univers audiovisuel est dominé par des multinationales. « Pas de place pour le sentimentisme. C'est la lutte pour le pouvoir, et aussi pour le plaisir de maîtriser le langage moderne sur un marché aujourd'hui à l'échelle du monde sans aucune restriction. » Place donc à cette diversité culturelle. Carlos Saura honore ses passions de l'écran, comme Vincente Minnelli, l'Italien qui travaillait à Hollywood, déjà. « Et moi, je travaille ici », glisse-t-il à la fin de sa rapide intervention, avant de repartir pour Madrid. Là, dans un bar de gare, parce qu'il « aime les trains », il termine le scénario de son prochain film *Ay, Carmela* !, en compagnie de Rafael Azcona, son compère des débuts. Rien à dire de plus : Carlos Saura a pour des mots, surtout pour parler de son cœur.

Via Bahia

Ce dépoussiérage du dialogue Nord-Sud entrepris à Barcelone se poursuit via Bahia. Jorge Amado, le célèbre écrivain brésilien, a accepté l'invitation par courtoisie, « n'osant pas refuser » malgré ses intenses activités. A soixante-deux ans, il partage son temps entre Bahia, sa région natale, et Paris, la ville chérie où il revint grâce à André Malraux, après quinze ans d'interdiction.

Communiste hier actif, il n'ignore rien de la sujétion de son continent aux intérêts américains. Mais les termes du débat le surprennent parfois. La notion de « littérature latino-américaine »

admise en tribune est « coloniale », « Nord pauvre et Sud riche ? Simple : le Brésil lui-même est un contre-exemple. Nordeste, misérable et troisième monde, et São Paulo, capitaliste du « premier » monde. » Vouloir unifier l'orthographe entre le brésilien et le portugais ? Bête : les mots ont pris au fil de la vie un sens carrément différent. La diversité est tout en nuances. C'est plus précisément le mélange de trois cultures — indienne, africaine et portugaise, — qui permet, selon Jorge Amado, « l'unité nationale » du Brésil. « Cela a commencé avec le premier Portugais qui coucha avec la première indienne. »

Ce que l'écrivain sait, il l'apporte dans sa vie avec le peuple. « S'il écrit sur la réalité de Bahia, il le fait « du dedans ». Matérialiste, il nourrit son inspiration du syncrétisme religieux de Bahia. « C'est un choix politique. Les religions populaires d'origine africaine ont longtemps été persécutées. Je me suis battu trois jours contre les préjugés de race. » Son dernier roman, dont la traduction française paraîtra en septembre prochain, s'enracine dans Bahia.

L'homme, issu et pénétré de ce mélange, le vit aujourd'hui dans sa chair. Il a été élu « Oba », l'un des douze « sages » de Bahia veillant quotidiennement aux côtés de modestes artisans au sort de la ville. Aussi écrit-il à Paris... Au dernier carnaval de Rio, l'école de samba qui remporta le palme avait choisi pour thème tous les personnages des romans de Jorge Amado. « Grande fête » en son honneur pour laquelle il dut défilier avec les danseurs pendant des heures.

Jorge Amado aime la vie. Grâce à lui, le colloque de Barcelone souffre un air subtil et revivraient sur les chaises traditionnelles. Et l'Europe moissonne : la culture est Babylone, de sa confusion naissent de nouvelles formes d'émotions.

DANIELLE ROUARD.

Une application inédite du traité de Rome

La Cour de Luxembourg au secours d'un touriste britannique agressé à Paris

Un touriste britannique recevra bientôt 75 000 F d'indemnités du gouvernement français pour avoir été agressé à Paris par des inconnus. Il le doit à la Cour de justice des Communautés européennes dont la décision va, en outre, obliger la France à revoir sa législation sur le droit des victimes, incompatible selon les juges de Luxembourg, avec le traité de Rome.

Ainsi, l'Europe des Douze n'est-elle pas seulement celle des quotas laitiers et des surplus d'acier. Petit à petit se bâtit une Europe de « M. Tout le monde », une Europe des touristes, entre autres, fondée à revendiquer les mêmes droits que les citoyens des pays de la Communauté qu'ils visitent. Pour paraître logique, cette décision n'allait pas de soi. Il a fallu des années de procédure et de réflexion juridique pour en arriver à cette conclusion.

M. Ian William Cowan, un comptable britannique en séjour à Paris, sortait du métro Madeleine, le 11 juin 1982, lorsqu'il fut attaqué par deux individus que le rapport de police décrit comme « de type N.A. », c'est-à-dire nord-africain. Roné de coups il fut jeté à terre et grièvement blessé. Butin pour ses agresseurs qui ne furent jamais retrouvés : 150 francs.

Une loi votée en 1983, M. Badinter étant garde des sceaux, prévoit l'indemnisation par l'Etat des victimes d'agressions lorsque la personne attaquée ne peut obtenir de réparation pécuniaire « à titre quelconque ». Mais le code de procédure pénale réserve cette indemnisation aux Français et à certains étrangers, en particulier à ceux qui bénéficient d'une « carte de résident ».

Ce n'était pas le cas de M. Cowan. Cela ne le découragea pas pour autant de saisir la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Instaurée après de chaque tribunal de grande instance, cette commission est composée de deux magistrats du siège et d'une personne « d'état signalée par l'intérêt qu'elle porte aux problèmes des victimes ». C'est elle qui alloue sans possibilité d'appel les indemnités évoquées plus haut.

La commission parisienne fut donc saisie du cas de M. Cowan et décida... qu'elle ne pouvait décider. Les dispositions du code de procédure pénale qui réservent une indemnisation de l'Etat aux seules victimes françaises se heurtent, en effet, à l'article 7 du traité de Rome, qui interdit « toute discrimination exercée en raison de la nationalité ».

Le 5 juin 1987, la commission demandait à la Cour de Luxembourg de l'éclairer sur cette contradiction. En jargon juridique communautaire, on appelle cela un « recours préjudiciel ». Comment, questionnait la commission, interpréter ces deux textes ? Lequel doit prévaloir ?

Conséquences en cascade

Les magistrats de Luxembourg se sont longuement interrogés sur cette affaire inédite pour eux. Les conclusions de l'avocat général, M. Carl Otto Lenz, explorant en vingt-sept pages des zones jusqu'ici inconnues dans l'ombre du droit communautaire. Pour être plus bref, l'arrêt rendu le 2 février par la Cour-présidée par M. Ole Due va dans le même sens et donne satisfaction à M. Cowan. La liberté de circulation affirmée par le traité de Rome, déclare en particulier les juges, passe par la protection de l'intégrité physique des personnes qui se rendent d'un Etat de la Communauté dans un autre.

Cette décision a eu des conséquences en cascade qui illustrent l'influence grandissante du droit communautaire sur les législations nationales, même dans des domaines peu touchés jusqu'ici par ce phénomène, comme celui du droit pénal. Tout d'abord, la commission d'indemnisation a alloué le 26 mai 75 000 francs à M. Cowan. Ensuite le ministre français de la justice a annoncé qu'il allait bientôt modifier la législation sur les victimes pour la rendre compatible avec le traité de Rome.

Cette réforme pourrait intervenir à l'automne à l'occasion d'un réexa-

men de cette législation que M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, veut améliorer sur ce point et sur d'autres. En attendant, le directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Bruno Cotte, a adressé dès le 26 février une circulaire aux membres du parquet leur recommandant de ne plus s'opposer, en application de « l'arrêt Cowan », à l'indemnisation des victimes d'agressions si elles appartiennent à un pays de la Communauté.

BERTRAND LE GENDRE

Le scrutin du 18 juin

Près de 300 bureaux de vote à la disposition des Italiens résidant en France

L'ambassade d'Italie à Paris invite les cent cinquante mille électeurs italiens résidant en France à prendre part au scrutin du 18 juin dans les deux cent quatre-vingt-cinq bureaux de vote mis sur pied à l'occasion de ces élections, dans les mairies, les instituts italiens, les écoles, etc. Les électeurs italiens seront d'ailleurs appelés à se prononcer non seulement sur leurs représentants au Parlement de Strasbourg, mais aussi sur l'attribution d'un mandat constituant à ce Parlement.

Les autres ressortissants de la CEE pourront, s'ils ont effectué les démarches nécessaires, voter par correspondance (Belgique, Grande-Bretagne, Luxembourg, Pays-Bas, RFA) ou dans les consulats (Danemark, Espagne, Grèce, Portugal). Les Irlandais ne pourront prendre part au scrutin que dans leur pays, à moins qu'ils ne résident en Belgique où, de même que les Britanniques, ils pourront voter s'ils y sont domiciliés depuis trois ans au moins.

Lire aussi

- La préparation des élections européennes... page 10
- Le sage des Vers... pages 1 et 2-3

PARIS-VALLÉE DE MONTMORENCY

Un nouveau raccourci direct.

Le RER,
toujours plus vite,
toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès : oui c'est possible, avec le RER.
Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp,

Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais

Brétigny-sur-Orge. Avec les trains « bleu, blanc, rouge » à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER C SNCF

محطة امين، الأصل

هكذا من الأصل

L'avenir des carrières médicales

La médecine encombrée

DÉVINETTE, Christine et Georges ont quatre enfants : Carole, seize ans, Pascal, onze ans, Charlotte, cinq ans, et Julien, un an. Aux deux premiers ils déconseillent vivement la carrière de médecin. En revanche, ils envisagent d'inciter les deux plus jeunes à se lancer dans les études médicales. Pourquoi ont-ils raison ?

Parce que Carole et Pascal arriveront sur le marché de l'emploi à une période où la pénurie médicale aura atteint son paroxysme. Au contraire, Charlotte et Julien obtiendraient leur diplôme dans une décennie où de nombreux praticiens partiront à la retraite... et où l'on risque de manquer de médecins ! Morale : il faut décourager lycéens et collégiens de s'orienter vers la médecine... et, au contraire, se préparer à attirer vers elle les enfants qui fréquentent actuellement les crèches et les maternelles !

La courbe de la démographie médicale est, en effet, en train de jouer un gigantesque mouvement d'accroissement. Le nombre de médecins en activité est aujourd'hui supérieur à 160 000. Dans la plus basse des hypothèses, ce chiffre frôlerait les 190 000 dans cinq ans et dépasserait la barre des 200 000 dans dix ans. Dix ans plus tard (en 2008), il est probable que l'on se situera au-dessus de 210 000 (voir graphique).

Après seulement, le tendanciel devrait s'inverser. Et l'on devrait retrouver le niveau actuel de médecins avant les années 2030. Un tel phénomène n'était-il pas prévisible ? Pourquoi ne pas avoir limité l'ampleur ?

Cette résistance semble avoir diminué. La lente prise de conscience des médecins des difficultés d'accès à la profession n'y est pas pour rien. Ni l'évolution des pouvoirs publics, soucieux de limiter le déficit de la Sécurité sociale : la consommation médicale étant relativement élastique, l'augmentation du nombre de médecins en exercice entraîne celle des prescriptions, et... des dépenses.

Le « chômage » des médecins est, lui, difficile à apprécier précisément. 22 000 diplômés inscrits à l'ordre n'ont ni cabinet libéral ni activité à temps plein, mais on ne sait pas réellement quel est le niveau de précarité de leur situation. Moins d'un million se retrouvent à l'ANPE... mais ce chiffre ne reflète pas les difficultés rencontrées en exercice libéral.

Un mois d'emploi dans « le Monde »

- La réforme du droit de licenciement. Encore un effort... Point de vue de Jean-Jacques Dupuyroux (le Monde du 25 mai 1988).
- En avril légèreté augmentation du chômage. Les créations d'emplois ne permettent pas de réduire le nombre des chômeurs (le Monde du 27 mai 1988).
- Main d'œuvre. Les grandes entreprises à nouveau créatrices d'emplois (le Monde du 30 mai 1988).
- Le taux de chômage américain remonte à 5,3 % en avril. Après être tombé à son niveau le plus bas en mars depuis quinze ans (5 % de la population active), le taux de chômage américain se redresse (le Monde du 7-8 mai 1988).
- La préparation de la loi sur les licenciements économiques. Entente des partenaires sociaux pour améliorer les « conventions de conversion » (le Monde du 12 mai 1988).

« Sur 100 000 médecins libéraux, environ 14 % sont en situation ingérable », affirme le docteur Patrick Brézac, spécialiste de la démographie au bureau de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens libéraux. Ces médecins, en grande majorité des généralistes, recevraient dans l'année moyenne de 195 000 francs de recettes, ce qui ne dégageait aucun revenu pour le praticien, une fois payés les frais de fonctionnement de son

doit être temporaire, sinon la France manquerait cruellement de praticiens dans vingt ou trente ans. C'est pourquoi les mesures incitant au départ anticipé à la retraite devraient être amplifiées : le mécanisme d'incitation à la cessation d'activité (MICA), instauré il y a un an, pour les 7 000 libéraux qui exercent actuellement à plus de soixante ans, n'a donné que de maigres résultats.

« La plupart des médecins n'ont pas, à soixante ans, les

« Le pain de sucre démographique » (projections du nombre de médecins)



Cinq hypothèses ont été étudiées en fonction de différents chiffres d'effectifs actuels en dixième année de médecine :

- A : constant à 4 100.
- B : constant à 3 900.
- 1) 4 100 de 1990 à 1992 ; 4 300 de 1993 à 1995 ; 4 500 de 1996 à 1998 ; 4 700 de 1999 à 2001 ; 4 900 à partir de 2002.
- 2) 3 900 de 1990 à 1992 ; 4 100 de 1993 à 1995 ; 4 300 de 1996 à 1998 ; 4 500 de 1999 à 2001 ; 4 700 à partir de 2002.
- 3) 3 900 de 1990 à 1992 ; 3 700 de 1993 à 1995 ; 3 500 de 1996 à 1998 ; 3 300 à partir de 1999.

* Source : ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, d'après le rapport préliminaire de mars 1989 du Centre de sociologie et de démographie médicale.

cabinet. Les généralistes ne vendent que leur temps (une prestation intellectuelle), à la différence de beaucoup de spécialistes qui ont la possibilité d'augmenter leurs revenus par l'utilisation de matériels de plus en plus sophistiqués.

A partir de l'an 2000

Comment résoudre une telle crise ? Abaisser encore le *numerus clausus* ? La CSMF demande qu'il soit fixé à 3 800, au lieu de 4 100 aujourd'hui. La portée d'une telle mesure serait en fait très limitée. *Primo*, ses effets bénéfiques sur le nombre de médecins en exercice ne se feraient sentir (faiblement) qu'à partir de l'an 2000, compte tenu de la durée des études. *Secundo*, une diminution trop forte des entrées dans les facultés de médecine entraînerait un vieillissement de la population médicale au début du vingt et unième siècle. Voilà pourquoi beaucoup de « démographes » préféreraient une remontée du *numerus clausus* à partir de la fin des années 90. Le sud de la France, comme l'Ile-de-France, ayant intérêt à ne pas trop rouvrir les vannes, vu la densité de médecins dans ces régions.

Atténuer les effets du « *dôme démographique* » par un gigantesque plan de reconversion (voir ci-contre l'article de Jean Menanteau) ? Difficulté majeure : pour les plus jeunes, cette reconversion

traverse cinquante ans d'exercice libéral qu'il leur permettrait de partir avec une retraite pleine », observe Philippe Sopena, vice-président du syndicat des généralistes MG-France. Il propose une politique financièrement plus incitative pour les retraités potentiels. « On pourrait imaginer qu'une prolongation de l'activité entraîne une cotisation supplémentaire à la caisse de retraite... au bénéfice des médecins à « activité insuffisante », ajoute le docteur Sopena.

FRANÇOIS KOCH.

Certains envisagent également le versement, par la Sécurité sociale, d'une prime au départ.

Un ministère de la solidarité et de la santé, on réfléchit également à la possibilité de favoriser financièrement l'installation de médecins dans les régions où leur densité est faible. Les diplômés restent en priorité aux alentours des facultés où ils ont étudié, alors que les centres universitaires se trouvent déjà dans les régions surpeuplées.

Seconde leçon par semaine

Et n'y a-t-il pas un paradoxe à se plaindre de surpopulation médicale... alors que beaucoup de médecins libéraux travaillent encore soixante à soixante-dix heures par semaine ? Pour voir moins de patients et faire des journées de travail moins longues, il faudrait, estiment les médecins, relever sensiblement les tarifs. Dans l'entourage de Claude Evry, on n'est guère convaincu : les augmentations de tarifs des années 1986-1987 n'ont pas entraîné de baisse sensible du nombre d'actes effectués par chaque praticien. La CSMF propose, quant à elle, de développer une certaine solidarité : que les praticiens les mieux lotis accueillent de jeunes diplômés pour leur confier une partie de leur activité. Pour MG-France, Philippe Sopena préfère « des mécanismes incitatifs [à la limitation du nombre d'actes], par le biais d'une surcotisation progressive à la caisse de retraite au-delà d'un certain niveau de revenus nets ».

Dans le même créneau, le développement de la formation continue semble recueillir l'assentiment de tous. « Si les médecins avaient le droit à un mois de formation indemnisée chaque année, le volume de remplacements fixes ainsi générés donnerait du travail pour 5 000 à 7 000 jeunes diplômés », estime Philippe Sopena. Un accord semble sur le point d'intervenir, mais sur une base plus modeste.

Les responsables syndicaux insistent aussi sur le nombre de postes dont le système de soins a besoin et qui ne sont pas actuellement pourvus : plusieurs milliers d'emplois dans les hôpitaux (2 000 postes seraient vacants), la médecine scolaire, par exemple. Le développement de la protection maternelle et infantile (PMI), de la médecine scolaire, des actions de prévention, de la recherche médicale, de la médecine de catastrophe. Les pouvoirs publics ne sont pas insensibles à ces arguments. Une reconversion dans certaines de ces activités entraînerait une baisse des prescriptions. Un avantage non négligeable pour le budget de la Sécurité sociale.

Restent les possibilités de reconversion hors du système de santé. La CSMF y croit, mais personne ne s'est aventuré à les quantifier. « Nous ne nous faisons guère d'illusions sur la portée numérique de telles actions ayant pour but d'offrir à des médecins des débouchés sans rapport direct avec le diplôme de docteur en médecine », soupire Philippe Sopena.

FRANÇOIS KOCH.

Des vocations reconverties

« **M**ES confrères m'appellent « docteur Money. » » Ils le paient, puis-je l'ai opéré, à quarante-trois ans, une reconversion complète. De médecin rhumatologue, je suis devenu conseiller financier, après dix-huit ans de pratique médicale. Je pose toujours des diagnostics. Mais sur le patrimoine de mes clients, que je reçois en consultation. »

« N'excusez pas. » Cette mention apparaît sous le nom du professeur Eric Hazan dans le dernier Annuaire de l'Internat. Son cas est célèbre dans le microcosme médical parisien de haut niveau. Chirurgien des hôpitaux, maître de conférences agrégé, le brillant médecin a un jour tout « plaqué ». Pour devenir éditeur d'art, rue de Seine à Paris.

Marginaux ou symptomatiques, les cas du docteur Jean Serafini, passé de la rhumatologie aux placements en Bourse, ou du chirurgien-éditeur ?

« Exemplaires dans le contenu de l'emploi », répond le docteur Patrick Brézac, le « M. Démographie » de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Pour lui, il faut reconverter quelques mille médecins — en majorité des jeunes, — dont la plupart de ceux qui n'ont pas spécifié à l'ordre leur mode d'exercice (le Monde daté 12-13 février 1989). La CSMF vient d'interpeller les pouvoirs publics, et notamment M. Jacques Chirac en sa qualité de ministre chargé des reconversions.

« Huit à douze ans d'études, c'est un capital à ne pas gaspiller. Il existe des filières d'emplois inexploitées hors du monde de la santé », affirme le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF, convaincu de tout ce que la « diaspora médicale » peut mettre au service de la société. « Nous devons toujours aux candidats : attention, métier encombré !, résume le docteur Beaupère. Mais nous ajoutons que de nouvelles possibilités peuvent s'ouvrir tous azimuts, notamment en périérie du sport, de l'urbanisme, de l'agro-alimentaire, du droit, de la consommation, de la gestion, etc. Nous sommes au début de cette démarche nouvelle. »

Le docteur Brézac a, pour sa part, pris un bâton de pèlerin. L'ANPE a été contactée, ainsi que des cabinets de recrutement spécialisés, notamment en direction de l'industrie pharmaceutique : une dizaine d'agences ont pignon sur rue à Paris, « chassant » pour les besoins notamment de la recherche-développement des produits, mais aussi pour les fonctions de marketing des laboratoires. « On propose à de jeunes médecins aussi des postes de visiteurs médicaux, ce qui était impensable il y a dix ans », reconnaît cependant, non sans amertume, le docteur Brézac.

Globalement cependant, les recruteurs paraissent, selon le docteur Brézac, apprécier le haut niveau de formation des médecins. « Un médecin est capable de se réorienter, voire de se reconverter en six mois ou un an, assure-t-il. Un problème :

cela coûte cher. Notre estimation varie de 40 000 à 50 000 francs. Et les universités n'ont pas encore pris en compte cette donnée. »

A la CSMF, on explore tous les secteurs, y compris celui du conseil. « La fonction de conseil fera de plus en plus appel à des médecins possédant une double formation. Nul n'est mieux placé — à titre d'exemple — qu'un médecin pour orienter le marché potentiel de matériels et d'équipements médicaux. »

« Un grand tournant de la formation »

Si la CSMF envisage la reconversion des médecins « vers des emplois dans le monde de la santé mais en dehors des soins », ou même en dehors de la santé, elle estime que pour répondre à ces différents besoins, « les facultés de médecine doivent devenir des pôles de formation ouverte sur toutes les facettes ». Selon la Confédération, les facultés pourraient établir des équivalences à toutes les étapes des études médicales pour pouvoir accueillir des étudiants venant d'autres filières. Ou encore permettre aux étudiants en médecine de compléter leur formation dans d'autres facultés. Autres souhaits : envisager des doctorats en médecine générale à qualification économique.

L'idée rencontre maintenant des échos dans le monde universitaire. « Notre ambition, c'est une autre formation conduisant à des carrières hors des circuits de soins », explique le professeur André Goussé, doyen de la faculté de médecine de Tours. La faculté de médecine de Tours est la première à proposer officiellement, « un autre troisième cycle diversifié », offrant aux étudiants ayant validé le deuxième cycle « une autre formation diplômante complémentaire, ouvrant sur une carrière non médicale médicalisée ».

Ces carrières, qualifiées de « spécifiques », vont, selon le professeur Goussé, de l'information médicale de la collectivité aux carrières de l'environnement, avec l'architecture et l'urbanisme, en passant par l'industrie pharmaceutique, l'équipement médical, l'agro-alimentaire... « Nous pensons aussi aux grandes écoles d'ingénieurs, de commerce ou d'administration, lesquelles pourraient offrir à nos étudiants présentant un certain profil, une formation diplômante dans le cadre d'un cursus aménagé », poursuit le professeur Goussé en indiquant que les différentes options devraient être définies dans le cadre de conventions.

Une position que d'autres facultés (Bichat, Créteil, Nancy, pour le moment) seraient aussi prêtes à adopter. Une rupture avec l'orientation suivie jusqu'à présent et en particulier depuis 1968. Le docteur Beaupère et le professeur Goussé n'hésitent pas à parler de « grande tournante de l'histoire de la formation médicale », qui assurerait de préparer seulement à l'exercice de la médecine ne conduira plus au seul stéthoscope ?

JEAN MENANTEAU.

BIBLIOGRAPHIE

L'investissement intellectuel

secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres UCI-FO. La recherche-développement, la formation (même si elle n'est pas toujours un investissement), le développement commercial, les logiciels et les systèmes experts, les nouvelles formes d'organisation constituent autant d'activités qualifiées d'intellectuelles. L'investissement intellectuel, pour les auteurs, représente en termes comptables l'ensemble des dépenses non immédiatement nécessaires à la production de biens. Mais portées d'avenir... Dès 1982, le commissariat du Plan avait incité les entreprises à développer ce qu'on appelait joliment alors les « investissements incorporels ». De fait, cet investissement immatériel, même s'il est difficile d'en mesurer l'effet sur l'accroissement des perfor-

mances économiques d'une entreprise, représente environ 40 % des investissements totaux, contre 20 % en 1974. A l'aube du troisième millénaire, il représentera l'équivalent des investissements matériels.

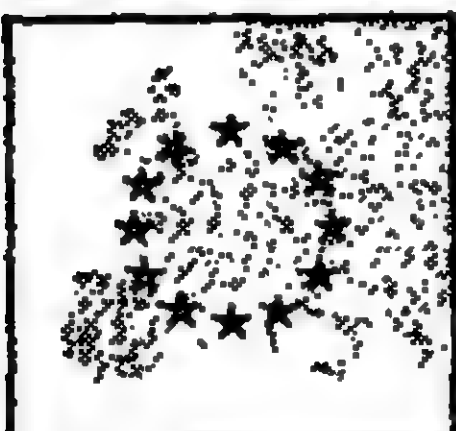
Pierre Caspar et Christine Afriat montrent aussi à travers les treize chapitres de leur étude fouillée que si l'investissement intellectuel a pris de plus en plus d'importance, c'est aussi parce que l'homme était apparu de plus en plus comme un « sujet créateur du développement économique ». Introduire de nouvelles technologies dans l'entreprise, c'est aussi préparer une mutation des esprits, des langages, des compétences et des relations. Il faut donc à la fois valoriser et développer les connaissances et créer un cadre permettant aux hommes et aux femmes de l'entreprise de faire preuve de

créativité et d'imagination. La reconversion du « capital humain », c'est cela aussi.

L'ouvrage est parfois un peu aride, mais il a le mérite de contenir des propositions afin d'« introduire de la rigueur tant dans l'identification de l'investissement intellectuel que dans l'analyse des résultats qu'il procure ». Le résultat économique de l'investissement intellectuel n'est pas « nécessairement indéterminé ». Le savoir-faire, le niveau de formation, la capacité d'expertise, la force de vente, l'image de marque sont autant de repères pour en appréhender l'impact sur les individus. Et, a contrario, le coût pour l'entreprise de la non-formation des hommes...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Economica, 184 pages, 95 F.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

EUROPEAN MARKETING MANAGERS

FOUR SQUARE is a young and ambitious company developing the vast out-of-home drinks market across Europe. As part of the worldwide Mars Group we belong to a business already widely known for its marketing and product development expertise.

A rare opportunity has now arisen for a BRAND MANAGER

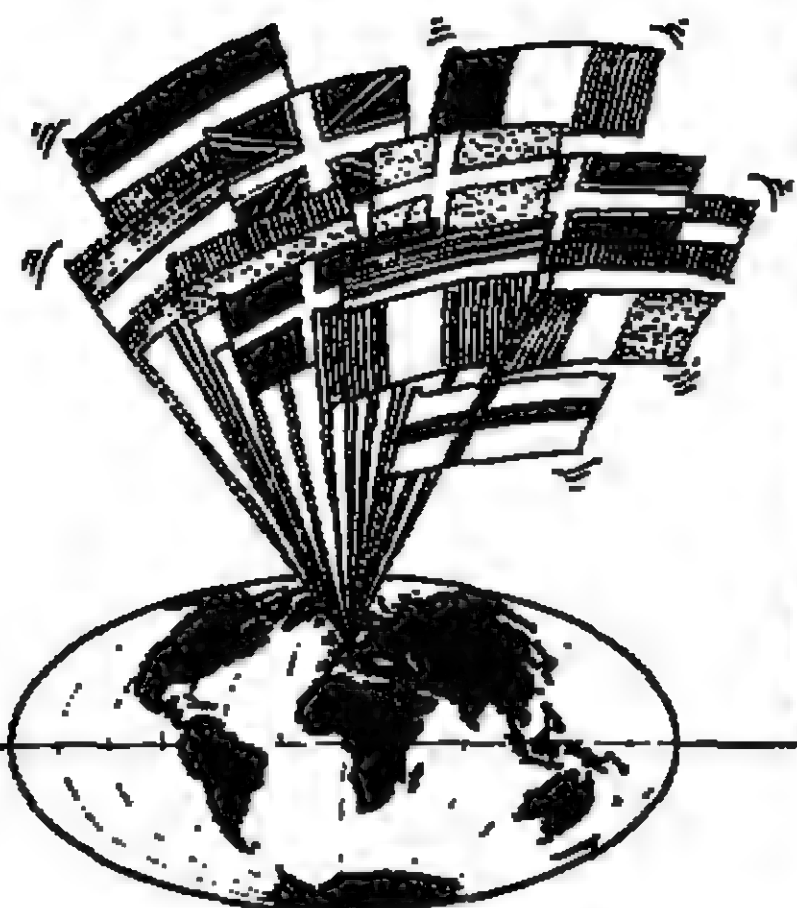
to take responsibility for control of the business management of one of our major European brands. This is an established product, the brand leader in its sector, with a turnover which already exceeds \$ 100 m per annum. It is highly profitable, with major growth opportunities.

You are a true European, with a good command of at least two European languages including English. You are an experienced professional with approximately five years solid business achievement preferably with a minimum of two years significant marketing exposure. Your job will be to redefine the business development programme to maximise brand impact throughout Europe prior to 1992.

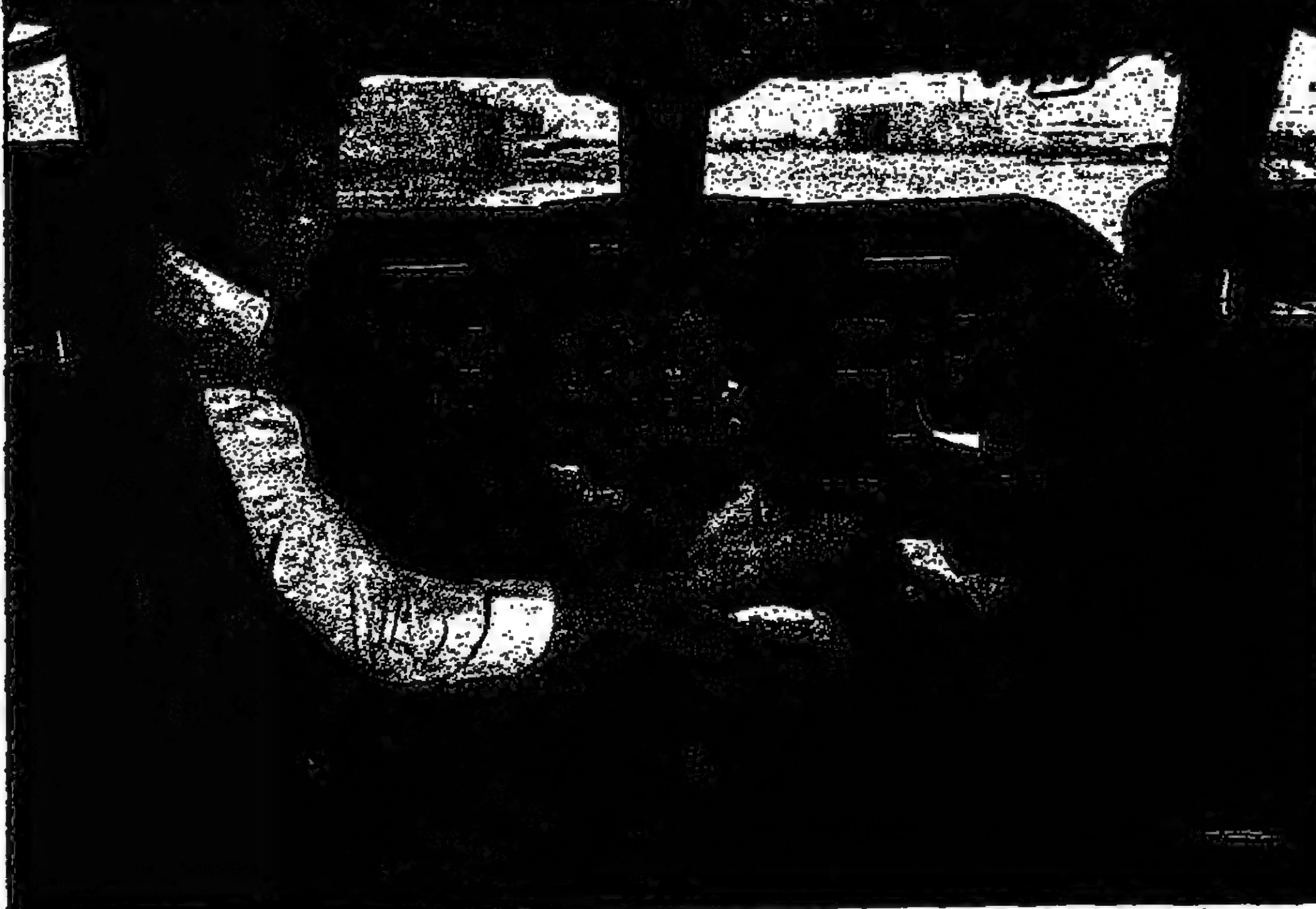
You will be in our head office in the heart of the Thames Valley near London or another European country. As the business manager for this major international brand, your responsibilities will include brand profitability and product development. You will manage brand communications and lead ambitious geographic expansion programmes. We are expanding our horizons, if you are ready to do the same, then seize this unique challenge.

This job opportunity simultaneously appears in Germany, France, Italy and Spain. Please call Dr. Rolf Bremann (1949-42 31 / 779-0) in our German unit or send him your complete application.

FOUR SQUARE
Neue Schulstraße 1
D-2810 Verden



Abordez l'espace européen en bonne compagnie



PILOTE AIR FRANCE

AIR FRANCE recrute dès aujourd'hui les pilotes professionnels (PPI) complets, PP-IFR et pilotes militaires titulaires du PL (théorique) pour participer au développement européen et mondial de la Compagnie. Être pilote AIR FRANCE, c'est bénéficier d'un entraînement et d'une formation de tous les instants pour répondre pleinement à nos exigences de qualité et de fiabilité.

Futur responsable de vos passagers, de votre avion et de notre image, vous êtes le professionnel que nous recherchons. Pour une évolution nouvelle de votre carrière professionnelle, contactez-nous ou 46.75.7166 ou adressez votre candidature à AIR FRANCE, Unité de Sélection Pilote (U) Only Sud 14, 94396 Orly Aérogare Cedex.

AIR FRANCE

tracez l'avenir

Cette annonce paraît dans Le Monde, Le Soir, Le Standard

The technical brilliance of INMOS...
The global strength of SGS-THOMSON...
The opportunity of a lifetime for
Software and Semiconductor professionals

Corporate & Technology Headquarters - Bristol, SW England

- * SOFTWARE DEVELOPMENT: Optimising, Parallelising Compilers; Operating Systems; CASE; Communications
- * VLSI DESIGN: Transputers; DSP; Graphics; Ultrafast SRAMS
- * SUBSYSTEM DESIGN
- * COMPUTER SYSTEMS ARCHITECTURE
- * CAD SYSTEM DEVELOPMENT
- * TECHNICAL DOCUMENTATION
- * TECHNICAL TRAINING

Customer Technical Support - UK, Europe, USA, Far East

- * SOFTWARE SUPPORT
- * APPLICATIONS ENGINEERING
- * STRATEGIC PRODUCT MARKETING

Manufacturing - Newport, S Wales

- * TECHNOLOGY DEVELOPMENT
- * PRODUCT ENGINEERING
- * PROCESS ENGINEERING

INMOS is embarking on a major expansion programme, creating outstanding opportunities in all the above areas.

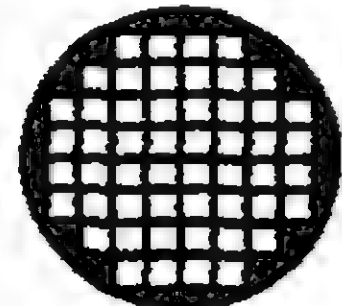
We enjoy the unique position of being able to combine the very best features of both the large and small company.

Our large company advantages include the investment, support and worldwide resources of the SGS-THOMSON Microelectronics Group.

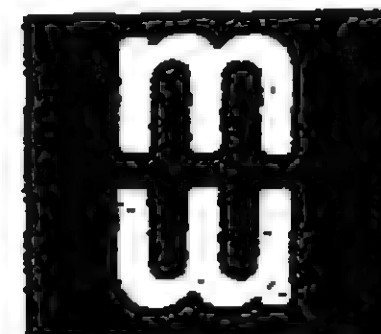
We also enjoy all the attractions of a small company - informality, flexibility, good communications and fast reactions.

Add to this the technical challenge of working for the Company that is leading the way in VLSI - and you have a combination unrivalled in the industry.

Telephone for an application form or send a comprehensive CV, detailing salary, career and technical achievements, quoting reference LM1 to: Jacqui Porter, Personnel Manager, INMOS Limited, 1000 Aztec West, Almondsbury, Bristol, England BS12 4SQ. Tel: (1944 454) 616616. Fax: (1944 454) 617910.



inmos A member of the SGS-THOMSON Microelectronics Group



ASSISTANT TO INTERNATIONAL COUNSEL

"Les Mutuelles du Mans" is the fifth largest insurance group in France. Our Reinsurance Department is growing fast and is already a major player on the worldwide market.

Under the direct supervision of our International Counsel, your main responsibilities will include:

- supervision and control of U.S. litigation/arbitration.
- negotiation of settlements with U.S. partners.
- legal assistance to our overseas department in the field of acquisitions, divestitures, obtaining of regulatory approvals, etc...

If you have:

- a European or U.S. law degree
- fluency in French and English
- a practical sense.

are young and interested in working in a position offering significant career opportunities, with a starting salary at 130,000 Francs, send a complete resume and covering letter in English to:

Laurence LENOR - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS under reference R.I.M.



Raymond Poulain Consultants
6, rue Montell - 44000 NANTES - Tél. 16/40 35 50 26

"UN AIR D'EUROPE"

GENERALISTE OU SPECIALISTE ? PRENEZ VOTRE AVENIR EN MAIN !

AIR PRODUCTS - 13000 EMPLOIS - 22 PAYS

Nous sommes la filiale française du groupe Air Products, reconnu au niveau international pour son savoir-faire dans le domaine des gaz industriels.

Nous vous offrons la possibilité d'aborder votre première expérience en entreprise d'une manière personnalisée en intégrant notre cycle "career development program".

Ce parcours consiste en 3 missions successives (d'une durée d'environ 1 an chacune) dans différents secteurs de l'industrie chimique et des pays d'Europe.

Nous déterminons avec vous votre carrière.

ou HEC, ESSEC, ISA, ESC

مكتبة الامن الاول

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

L'IMMOBILIER

bureaux bureaux bureaux

appartements ventes

appartements ventes

appartements

achats

Ventes

T Jean Turon
43 59 06 06
ASNIÈRES CENTRE
4 000 m² INDEPEND.
I. TURON, 43-59-06-06.

T Jean Turon
43 59 06 06
Locations
2^e, 110 m², 4/5 pces, ref.
neuf, activité bureaux.
40-20-02-15.

Clermont, M. Châlon, local
bureau, 70 m², état de
santé, 4 700 F CC.
40-20-02-15.

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - SAS
Constitution de sociétés.
Déclaration et tous serv.
Perman. téléphonique.
43-55-17-50.

SIEGE SOCIAL
Bureaux équipés et services,
démarches R.C.-R.M.
SOCIÉTÉ SERVICES
C.A. 43-55-17-50-47.
NATION 43-51-51-51.

Votre adresse commerciale ou
SIEGE SOCIAL
bureau, secrétaire, télé.
CONSTITUTION STES
Pte compte, détaxe, résid.
ASPAC 42-93-68-58 +
40-20-02-15.

CIDES
DES ADRESSES DE PRESTIGE
POUR VOTRE SIEGE OU
VOTRE ANTENNE
VOTRE SIEGE SOCIAL
DANS NOS CENTRES
D'AFFAIRES
*AV. CHAMPS-ÉLYSÉES
*AV. VICTOR-HUGO
*R. DE PONTIEN, 8^e
*TOULON, 1^{er} A
*PARIS-TROCADÉRO
Bureaux, services, télé, fax,
démarches, résid.
DOMICILIATIONS : 100 à
300 F/mois
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
CIDES 47-23-02-10.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
45-63-08-08

Prenez MAINTENANT
votre place AU CIEL DU P.
Le St-Philippe-du-Roule
2 730 m², 120 m², 120 m²
architecte + 23 pages à louer.

T Jean Turon
43 59 06 06
MONTMARTRE
1.800 m² + PARKS
Imm. indépendant rénové
RER PTE CLICHY
5.800 m² + PARKS
Imm. indépendant

T Jean Turon
43 59 06 06
NATION
1.300 m² RENOVÉS
Imm. indépendant, bureaux,
parking, vue sur location.

T Jean Turon
43 59 06 06
NANTERRE
2.100 m² + PARKS
Imm. indépendant, bureaux,
parking, vue sur location.

T Jean Turon
43 59 06 06
VENTE - LOCATION
2.400 m² div. lots 300 m²,
poteau, état de santé 5.000 m².

T Jean Turon
43 59 06 06
LA DEFENSE
A 300 mètres du RER
9 000 m² div. lots
à partir de 1 160 F
charges comprises

Richard Ellis

Conseil International en Immobilier d'Entreprises
37/39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris
(1) 45-63-08-08

Créé en 1773, RICHARD ELLIS est aujourd'hui présent dans
28 bureaux à travers le monde. Une équipe de 1800 personnes
s'attache à vous fournir le meilleur Conseil
pour toutes vos questions immobilières. Son expérience et son
professionnalisme, reconnus par les plus grands, sont également
au service des P.M.I. et P.M.E.

Spécialisé en Ile-de-France dans les transactions de bureaux,
locaux d'activités et d'entrepôts, RICHARD ELLIS vous aidera
à résoudre votre problème immobilier de façon optimale et confidentielle.

| RICHARD ELLIS BUREAUX | | RICHARD ELLIS LOCAUX D'ACTIVITÉS | |
|--|---|---------------------------------------|--|
| PARIS - Location | BOULOGNE - Location | Location | |
| Quartiers d'Affaires | Jour-Jour | Département 77 | |
| 10 ^e Trocadéro 90 m ² | RDC nt + par. 328 m ² | Melun 1 200 m ² | |
| 8 ^e Champs-Élysées 140 m ² | Marcel-Sembat 1 388 m ² div. p 230 m ² | div. à partir de 270 m ² | |
| 17 ^e Rome 150 m ² | 1 785 m ² div. p 285 m ² | div. à partir de 300 m ² | |
| 8 ^e Marceau 180 m ² | Port-de-Sèvres 2 167 m ² div. p 308 m ² | Nogent 450 m ² | |
| 8 ^e Concorde 214 m ² | 1 nouveau neuf 1 388 m ² | | |
| 8 ^e Haussmann 225 m ² | | Département 91 | |
| 8 ^e Pont-Neuf 275 m ² | | Evry 5 000 m ² | |
| 8 ^e Franklin-Roosevelt 282 m ² | | entrepôt/qual | |
| 8 ^e Miroir 300 m ² | | St-Germain-lès-B. 620 m ² | |
| 8 ^e St-Augustin 330 m ² | | activité/bureau | |
| 8 ^e Berri 330 m ² | | Bondoufle 300 m ² | |
| 17 ^e Malesherbes 440 m ² | | activité | |
| 8 ^e Miroir 450 m ² | | St-Germain-lès-B. 470 m ² | |
| 8 ^e Champs-Élysées 500 m ² | | | |
| 8 ^e Marceau 730 m ² | | Département 92 | |
| 8 ^e St-Augustin 750 m ² | | Châtillon H. tac 3 500 m ² | |
| 8 ^e St-Augustin 940 m ² | | div. à partir de 292 m ² | |
| 8 ^e Champs-Élysées 1 100 m ² | | | |
| 1 ^{er} Opéra 190 m ² | | Département 93 | |
| | | Paris 5 000 m ² | |
| | | entrepôt div. | |
| | | Aubervilliers 9 500 m ² | |
| | | div. par. | |
| | | Département 94 | |
| | | Ivry act. bur. 15 000 m ² | |
| | | div. à partir de 500 m ² | |
| | | | |
| | | Département 95 | |
| | | Suresnes 1 000 m ² | |
| | | activité/bureau | |
| | | Argenteuil 3 400 m ² | |
| | | act. / bureau div. par. | |
| | | St-Ouen-l'Aum. 600 m ² | |
| | | act. / bur. vent. / location | |
| | | Paris-Nord II 810 m ² | |
| | | activité/bureau div. | |
| | | | |
| | | Département 96 | |
| | | Suresnes 1 000 m ² | |
| | | activité/bureau | |
| | | Argenteuil 3 400 m ² | |
| | | act. / bureau div. par. | |
| | | St-Ouen-l'Aum. 600 m ² | |
| | | act. / bur. vent. / location | |
| | | Paris-Nord II 810 m ² | |
| | | activité/bureau div. | |
| | | | |
| | | Département 97 | |
| | | Suresnes 1 000 m ² | |
| | | activité/bureau | |
| | | Argenteuil 3 400 m ² | |
| | | act. / bureau div. par. | |
| | | St-Ouen-l'Aum. 600 m ² | |
| | | act. / bur. vent. / location | |
| | | Paris-Nord II 810 m ² | |
| | | activité/bureau div. | |
| | | | |
| | | Département 98 | |
| | | Suresnes 1 000 m ² | |
| | | activité/bureau | |
| | | Argenteuil 3 400 m ² | |
| | | act. / bureau div. par. | |
| | | St-Ouen-l'Aum. 600 m ² | |
| | | act. / bur. vent. / location | |
| | | Paris-Nord II 810 m ² | |
| | | activité/bureau div. | |
| | | | |
| | | Département 99 | |
| | | Suresnes 1 000 m ² | |
| | | activité/bureau | |
| | | Argenteuil 3 400 m ² | |
| | | act. / bureau div. par. | |
| | | St-Ouen-l'Aum. 600 m ² | |
| | | act. / bur. vent. / location | |
| | | Paris-Nord II 810 m ² | |
| | | activité/bureau div. | |
| | | | |
| | | Département 100 | |
| | | Suresnes 1 000 m ² | |
| | | activité/bureau | |
| | | Argenteuil 3 400 m ² | |
| | | act. / bureau div. par. | |
| | | St-Ouen-l'Aum. 600 m ² | |
| | | act. / bur. vent. / location | |
| | | Paris-Nord II 810 m ² | |
| | | activité/bureau div. | |
| | | | |

PARIS - Recherches
Richard Ellis recherche pour
ses clients tout immeuble de
bureau à l'acquisition ou à la
location et notamment :
8^e / 7^e arrond. 500 m²
Rue St-Hippolyte 600 m²
12^e Fête-Fraude 1 000 m²

Autres surfaces
nous consulter
45-63-08-08

PARIS - Recherches
Richard Ellis recherche pour
ses clients tout immeuble de
bureau à l'acquisition ou à la
location et notamment :
8^e / 7^e arrond. 500 m²
Rue St-Hippolyte 600 m²
12^e Fête-Fraude 1 000 m²

Autres surfaces
nous consulter
45-63-08-08

PARIS - Recherches
Richard Ellis recherche pour
ses clients tout immeuble de
bureau à l'acquisition ou à la
location et notamment :
8^e / 7^e arrond. 500 m²
Rue St-Hippolyte 600 m²
12^e Fête-Fraude 1 000 m²

Autres surfaces
nous consulter
45-63-08-08

LA DEFENSE
A 300 mètres du RER
9 000 m² div. lots
à partir de 1 160 F
charges comprises

LA DEFENSE
A 300 mètres du RER
9 000 m² div. lots
à partir de 1 160 F
charges comprises

LA DEFENSE
A 300 mètres du RER
9 000 m² div. lots
à partir de 1 160 F
charges comprises

1^{er} arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

2^e arrdt

BONNE-NOUVELLE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

3^e arrdt

PICASSO
175 m² + cave 35 m² à
louer, bureau, bureau, bureau.
MATRONS 40-73-33-33.

4^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

5^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

6^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

7^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

8^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

9^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

10^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

11^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

12^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

13^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

14^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

15^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

16^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

17^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

18^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

19^e arrdt

VAL-DE-GRACE
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

7^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

8^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

9^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

10^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

11^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

12^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

13^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

14^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

15^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

16^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

17^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

18^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

19^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

20^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

21^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

22^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

23^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

24^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

PARC MONTBOURG

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

7^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

8^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

9^e arrdt

OPÉRA
Sous les toits, avec 10 fenê-
tres, gd volume à louer.
BUREAU : 43-59-06-06.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

| Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/étage | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges | Type Surface/charges | Adresse de l'immeuble Commercialisateur | Loyer brut + Prov./charges |
|--|--|-------------------------------|-----------------------|--|-------------------------------|-------------------------|--|-------------------------------|
| PARIS | | | | | | | | |
| 3 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 2 pièces, park. 62 m ² , 5 ^e étage | 7 bis, rue Saint-Gilles COFIMEG 43-21-83-21 | 9.034 + 822 | | | | | | |
| 4 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 2 pces 55 m ² , 3 ^e étage | 18, rue Quincampoix SAGSEL 47-42-44-44* | 4.950 + 906 | | | | | | |
| 7 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 4 pièces 123 m ² , 2 ^e étage | 12, place Joffre GCI 40-16-28-70 | 14.700 + 1.838 | | | | | | |
| 8 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| Studio 28 m ² , r.-de-ch. | 153, bd Hausmann AGF 42-44-00-44 | 2.630 + 110 | | | | | | |
| 9 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| Studio 48 m ² , 1 ^e étage | 34-36, rue de Clichy SAGSEL 42-66-61-05* | 3.772 + 925 | | | | | | |
| 11 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| Studio meublé 36 m ² , R.-de-ch. | 74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00 | 2.975 CC/SEM | | | | | | |
| Studio meublé 28 m ² , RC | 74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00 | 2.380 CC/SEM | | | | | | |
| 2 pièces meublé 45 m ² , 5 ^e étage | 74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00 | 4.760 CC/SEM | | | | | | |
| 12 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 2 pièces 62 m ² , 1 ^e étage | 28, av. Ledru-Rollin AGF 42-44-00-44 | 5.000 + 750 | | | | | | |
| 3 pièces 84 m ² , 6 ^e étage | 18 bis, bd Bastille AGF 42-44-00-44 | 7.020 + 980 | | | | | | |
| 13 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 4 pièces 83 m ² , 3 ^e étage | 14, rue des F.-d'Assier SGI/CNP 46-86-84-15 | 5.800 + 786 | | | | | | |
| 14 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| Studio, parking 40 m ² , 2 ^e étage | 13, rue Jean-Zay SAGSEL 47-42-44-44* | 3.700 + 462 | | | | | | |
| 3 pièces 75 m ² , 6 ^e étage | 47, rue Froidevaux AGF 42-44-00-44 | 6.300 + 840 | | | | | | |
| 15 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 3/4 pièces, parking 90 m ² | 85-89, bd Pasteur COFIMEG 43-21-83-21 | 7.150 + 1.510 | | | | | | |
| 16 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 3/4 pièces 80 m ² , 6 ^e étage | 8, rue Faintin-Latour SAGSEL 47-42-44-44* | 7.200 + 1.141 | | | | | | |
| Studio 25 m ² , 6 ^e étage | 27, avenue Kléber CIGIMO 48-24-50-00 | 3.500 + 200 | | | | | | |
| 4/5 pièces 145 m ² , 2 ^e étage | 27, avenue Kléber CIGIMO 48-24-50-00 | 17.150 + 1.800 | | | | | | |
| 17 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| Studio 25 m ² , 7 ^e étage | 9, rue des Dardennes GCI 40-16-27-00 | 3.000 + 635 | | | | | | |
| 3 pièces 83 m ² , 5 ^e étage | 9, rue des Dardennes GCI 40-16-27-00 | 8.134 + 1.398 | | | | | | |
| 2 pièces 55 m ² , 2 ^e étage | 4, rue de Puteaux GCI 40-16-27-00 | 4.400 + 710 | | | | | | |
| Studio 39 m ² , 2 ^e étage | 87, avenue Niel SAGSEL 47-42-44-44* | 3.500 + 641 | | | | | | |
| 2 pièces 47 m ² , 3 ^e étage | 6-8, rue Lescaille SAGSEL 42-66-61-05* | 3.550 + 736 | | | | | | |
| 18 ^e ARRONDISSEMENT | | | | | | | | |
| 2 pièces 48 m ² , 6 ^e étage | 40, av. de Saint-Ouen SAGSEL 42-66-61-05* | 3.850 + 974 | | | | | | |
| 78 - YVELINES | | | | | | | | |
| 4 pièces, 6 ^e étage 94 m ² + loggia | Montigny-le-Bretonneux 3, allée des Epines SGI/CNP 30-44-01-13 | 3.288 + 1.062 | | | | | | |
| 2 pièces, 6 ^e étage 55 m ² + balcon | Versailles 1, place Robert-Dany CIGIMO 48-24-50-00 | 2.780 + 980 | | | | | | |
| 4 pièces 102 m ² , 1 ^e étage | Versailles 20-22, prom. Mons-Lies AGF 42-44-00-44 | 5.510 + 1.350 | | | | | | |
| 2 pièces, 2 parkings 47 m ² , 1 ^e étage | Versailles 13 13, av. Gél-Panhard COFIMEG 39-54-21-39 | 2.780 + 625 | | | | | | |
| 3 pièces 80 m ² + balcon 1 ^e étage | Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO 48-24-50-00 | 5.480 + 780 | | | | | | |
| 4 pièces + balcon 115 m ² , 2 ^e étage | Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO 48-24-50-00 | 6.080 + 1.120 | | | | | | |
| 4 pièces, duplex 85 m ² | Voisins-Brettonneux 38, rue des Berges SGI/CNP 30-57-94-57 | 2.994 + 513 | | | | | | |
| 91 - ESSONNE | | | | | | | | |
| 5 pièces 105 m ² | Meaux Avenue Nationale COFIMEG 68-20-48-81 | 4.006 + 1.232 | | | | | | |
| 5 pièces, jardin Maison 156 m ² | Gif-sur-Yvette Avenue du Général-Leclerc COFIMEG 68-28-15-32 | 8.800 + 400 | | | | | | |
| 92 - HAUTS-DE-SEINE | | | | | | | | |
| 2 pièces 45 m ² , 3 ^e étage | Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGSEL 42-66-61-05* | 3.500 + 518 | | | | | | |
| Studio 31 m ² , 4 ^e étage | Bois-Colombes 11-17, rue du Gal-Lacoste AGF 42-44-00-44 | 2.250 + 410 | | | | | | |
| Studio 55 m ² , 3 ^e étage | Boulogne 33-35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44 | 4.400 + 1.000 | | | | | | |
| 2 pièces, parking 45 m ² , 3 ^e étage | Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER 47-45-19-87 | 4.385 + 463 | | | | | | |
| 2 pièces 50 m ² , RC | Clichy 5-11, impasse Barbier SAGSEL 42-66-61-05* | 3.000 + 846 | | | | | | |
| 3 pièces 95 m ² , RC | Clichy 3-9, rue Foucault SAGSEL 42-66-61-05* | 3.696 + 738 | | | | | | |
| 4 pièces, parking 88 m ² , 2 ^e étage | Courbevoie 9, rue de l'Abbaye SAGSEL 47-78-15-85* | 4.950 + 1.180 | | | | | | |
| 5 pièces, balcon 110 m ² , 3 ^e étage | Garches 11 bis, rue des Suisses CIGIMO 48-24-50-00 | 8.150 + 800 | | | | | | |
| 5 pièces, parking 99 m ² , 2 ^e étage | Issy-les-Moulineux 23, rue Foucher-Lepellatier LOC INTER 47-45-19-87 | 6.950 + 1.123 | | | | | | |
| 93 - SEINE-SAINT-DENIS | | | | | | | | |
| 2 pièces, parking 51 m ² , 4 ^e étage | Pantin 31, avenue Jean-Lafitte LOC INTER 47-45-19-87 | 3.040 + 486 | | | | | | |
| 4 pièces, parking 95 m ² , 3 ^e étage | Pantin 18, avenue Jean-Lafitte LOC INTER 47-45-19-87 | 4.780 + 697 | | | | | | |
| 5 pièces 99 m ² , r.-de-ch. | Tremblay-la-Gonnesse 2, rue Nicolas-Copernic LOC INTER 47-45-19-87 | 2.735 + 1.210 | | | | | | |
| 94 VAL-DE-MARNE | | | | | | | | |
| 4 pièces, parking 87 m ² , 4 ^e étage | Charenton 180, rue de Paris LOC INTER 47-45-19-87 | 5.550 + 1.055 | | | | | | |
| 5 pièces, parking 95 m ² , 1 ^e étage | Saint-Mandé 25-28, avenue Joffre LOC INTER 47-45-19-87 | 7.200 + 1.040 | | | | | | |
| 2 pièces 4 ^e étage, parking | Saint-Mandé 35-37, avenue Joffre LOC INTER 47-45-19-87 | 4.380 + 563 | | | | | | |
| 95 - VAL-D'OISE | | | | | | | | |
| 4 pièces 82 m ² , 2 ^e étage | Sennois 23, rue Jules-Ferry AGF 42-44-00-44 | 3.850 + 450 | | | | | | |
| 4 pièces 82 m ² + balcon 1 ^e étage | Enghien 103, rue du Gal-de-Gaulle GFF 49-02-38-88 | 5.200 + 884 | | | | | | |
| 2 pièces 64 m ² + balcon 1 ^e étage | Enghien 103, rue du Gal-de-Gaulle GFF 49-02-38-88 | 3.800 + 432 | | | | | | |
| 5 pièces 107 m ² , maison | Montmorency 3, allée des Glaciers SGI/CNP 39-53-78-04 | 4.575 + 538 | | | | | | |

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).

HOME PLAZZA



RÉSIDENCE HOTELIÈRE ***

Location Appartements raffinés entièrement équipés.
1 jour, 1 semaine, 1 mois pour 1 à 6 personnes.
Bâtiments historiques 18^e et Eiffel autour de jardins et Patio.
Services hôteliers, bureau et secrétariat « à la carte ».
Réservations : 74, rue Amélot, 75011 PARIS. Tél. : 40-21-20-08.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE :



مكتبة الامانة للأصول

PARIS

ILE-DE-FRANCE

L'obsession sécurité

Il a suffi d'un mort à la station Opéra - un malfaiteur abattu par un agent de la brigade de surveillance - pour réveiller les vieilles craintes. Les statistiques ont beau montrer que le métro parisien reste un des plus sûrs du monde, ses usagers, à certaines heures surtout et à certains endroits, ne s'y sentent pas en sécurité. Au même

moment, on apprenait que le bureau de poste de la rue du Louvre, institution parisienne s'il en est, allait être fermé la nuit, sinon demain, du moins, sans doute, après-demain, pour des motifs qui, qu'on l'avoue ou non, tiennent aussi à la sécurité. Deux plongées dans le Paris d'aujourd'hui.

Dans les couloirs du métro

Des boutiques pour rassurer les voyageurs

La sécurité par le commerce ? Le milieu des commerçants présents en permanence dans les couloirs et sur les quais des 255 stations du métro parisien intra-muros ont un soutien non négligeable pour les 600 à 700 agents de la Régie en postes fixes dans les mêmes stations, estime le commissaire principal Claude Mozziconacci, « patron » à la préfecture de police du service de protection et de sécurité du métropolitain. « Présence sécurisante, dit-il notamment dans les stations à forte délinquance ».

Avec seulement 60 fonctionnaires opérationnels - c'est-à-dire 20 patrouilles de 3 hommes - en permanence, entre 6 h 30 et 1 h 30, Claude Mozziconacci sait qu'il ne peut pas compter sur son seul service pour garantir une parfaite sécurité dans le métro parisien, même si celui-ci reste un des plus sûrs du monde : « 4,5 millions de personnes transportées par jour et 7 ou 8 agressions quotidiennes », « il y a des stations où, c'est certain, ça va mieux depuis qu'il y a des commerçants », dit Claude Mozziconacci, même si la présence d'un commerçant fixe, notamment sur les quais (lieu le moins facilement contrôlable), peut susciter une autre délinquance, vol de la caisse ou racket.

Les quelque 150 Relais H de Hachette (livres et journaux) et les 740 points de vente divers gérés en exclusivité par la société Promo-Métro ont la réputation d'être de bonnes affaires. A tel point qu'une demande d'emplacement commer-

cial dans le métro n'est en général satisfaite qu'après un ou deux ans d'attente. Et si le chiffre d'affaires global des commerces souterrains est inconnu, la redensification par la RATP sur les quais (3 000 à 10 000 F par mètre carré et par an selon les emplacements) des boutiques et des stands est en croissance constante : 20 millions de francs en 1985, 24 en 1986, 27 en 1987 et 28 en 1988.

Bijoux et photos

Depuis la transformation, en 1969, à la station Mouton-Rouge, de vitrines publicitaires en quatre premières boutiques, Monique Duroyon, secrétaire générale de Promo-Métro, a réussi à faire des 60 kilomètres de quais et des 80 kilomètres de couloirs du métro parisien un des plus grands centres commerciaux de France. En juin 1988 (dernier recensement), on y comptait 89 boutiques ou stands pour les bijoux de fantaisie, la maroquinerie et les souvenirs de Paris, 71 pour les services (dont 34 cabine-téléphone), 67 pour les produits alimentaires (dont 34 cafétérias, 12 confiseries et 9 boulangeries), 56 pour les vêtements et accessoires de mode, 51 pour les travaux et accessoires photo, et aussi des chaussures, des parfumeries, des galeries de lithographies, des fleuristes, un coiffeur, et même une auto-école.

La RATP ne s'est aperçue de l'utilité extracommerciale de ses

commerces qu'au début des années 80. A cette époque, les anciens petits bureaux des chefs de station, situés sur les quais, furent cédés à des commerçants (articles fantaisie d'importation, travaux photo et produits de beauté « afro ») auxquels les usagers commencent spontanément de demander des renseignements. De même, ce n'est qu'il y a trois ou quatre ans que la RATP a pris vraiment conscience des besoins de sa clientèle, qui, pour une bonne partie, est prête à s'arrêter dans le métro pour y faire ses achats.

Une enquête réalisée en janvier et février 1988 montrait que 46 % des usagers interrogés avaient déjà acheté quelque chose dans le métro, mais surtout que 48 % de ceux-ci étaient « prêts » à reporter dans les commerces du métro les achats réalisés dans les petits commerces de la rue » si la possibilité leur en était offerte. Quant aux 28 % d'usagers hostiles aux commerces dans le métro, ils craignent d'être « arnaqués » (mauvaise qualité des produits et manque de suivi après-vente) et considèrent que la vente d'aliments y est anti-hygiène.

Pourtant, si le commissaire Mozziconacci reconnaît qu'« acheter de la charcuterie ou des pains dans le métro, c'est de la folie », il précise qu'en ce qui concerne les fruits et légumes frais aucun problème sanitaire n'a jamais été constaté par la police. Ce qui n'a pas empêché la RATP de suspendre, en février 1988, les 38 concessions offi-



cielles accordées en 1986 pour la vente de fruits et légumes (avocat et kiwi, essentiellement) à des commerçants tunisiens. Ayant cédé, sur ce point, aux pressions de certains commerçants de « la surface », relégués par la Mairie de Paris, la Régie a toutefois conscience de mécontenter un nombre important de ses usagers qui apprécient les économies en temps et en argent que leur permettent les fameux lots à dix francs (pas de problème de monnaie).

Fruits et légumes

Aussi, des négociations sont-elles en cours entre l'Association des commerçants des transports souterrains (soutenue par l'Association des Unions de France, le MRAP et SOS-Racisme) et la RATP, pour établir, d'ici l'automne prochain, quelques points de vente officiels de fruits et légumes. En attendant, la vente à la sauvette de ces mêmes produits occupe plus que largement le terrain laissé vacant par les marchands placés par Promo-Métro.

Cette vente à la sauvette a littéralement explosé depuis qu'un décret

du 18 septembre 1986 ne permet plus aux agents de la RATP de saisir la marchandise des commerçants installés sans autorisation, seule mesure vraiment dissuasive selon la surveillance générale de la RATP et le commissaire Mozziconacci, dont les hommes ne peuvent qu'indiquer des amendes forfaitaires de 200 F - qui ne sont jamais payées - et vérifier les identités. Commercialement parlant, Monique Duroyon considère elle qu'un « véritable cataclysme » s'est abattu depuis lors sur ses commerçants-localitaires, notamment sur les marchands de bijoux de fantaisie et de souvenirs de Paris.

Le commissaire Mozziconacci est beaucoup moins inquiet. Il sait que les commerces à la sauvette ne commencent aucune délinquance réelle, et il n'intervient, à la demande de la RATP, que lorsque les étalages trop nombreux ou trop encombrants mettent en péril la sécurité des usagers, comme à la station République, il y a deux mois, quand une trentaine d'éventaires se succédaient dans un seul couloir.

ANTOINETTE PELLON.

Argenteuil pour Chenavan

Chenavan est le nom de ce bourg d'un millier d'habitants détruit à 90 % par le séisme qui a endeuillé l'Arménie dans les derniers jours de 1988. L'opération Chenavan, qui mobilise actuellement la ville d'Argenteuil, dans le Val d'Oise, vise à aider à la reconstruction. 8 et 11 possible avant le prochain hiver. A l'origine de ce projet, deux associations : les Jeunes arméniennes de France et l'Union nationale des Arméniens de France qui ont reçu l'appui de Robert Montdargent, député et maire communiste d'Argenteuil.

L'opération à laquelle se sont associées l'Office HLM d'Argenteuil-Betz, la Croix-Rouge, le Secours catholique, le Secours populaire français, est menée par le Centre communal d'action sociale et son responsable Alain Ananos. Il s'agit de « mobiliser » environ 5 millions de francs pour construire 60 chalets individuels de deux chambres, cuisine, séjour et salle de bains, entièrement équipés. Ces chalets, susceptibles de résister aux secousses sismiques, ont été conçus et sont construits par une entreprise des Vosges, la SOCOFA.

Le rôle du centre communal est de démarcher les entreprises susceptibles d'apporter financièrement leur soutien. Une douzaine - Bouygues, Leroy-Somer, Lada... - ont déjà répondu favorablement.

La reconstruction de Chenavan sera effectuée par des bénévoles auxquels pourraient venir se joindre des habitants d'Argenteuil bénéficiaires du Revenu minimum d'insertion. « Des gens qui se sentent exclus et qui retrouveront là le sens de l'utilité, de la solidarité », explique Alain Ananos qui tient particulièrement à cet aspect du projet.

D'autres associations ont décidé de prendre en charge les études, les travaux publics nécessaires au village. Quant à l'Ensemble national de musique et de chants traditionnels de Lénakan, il a organisé quatre spectacles en région parisienne au profit de l'opération.

Une exposition sur le village de Chenavan est visible actuellement dans les locaux de la mairie d'Argenteuil, qui a installé un chalet-tenda sur le parking de l'hôtel de Ville.

JACQUELINE MELLON.

Un Français à Copenhague

Aux propos de Pierre Carraud (le Monde du 25 mai), je voudrais ajouter ceci :

Les automobilistes parisiens ne sont pas les seuls à manquer de courtoisie. Ce mal est très répandu dans cette France dont un monsieur de haute taille a dit naguère qu'elle était belle, grande, généreuse... Il n'est pas nécessaire d'aller sur d'autres continents pour voir des gens vivre mieux que nous. J'ai séjourné quelques jours à Copenhague : ni crottes de chien ni cigarettes usées sur le sol.

Les automobilistes arrêtent leur véhicule au stop, ils laissent passer les piétons, respectent la signalisation routière. Les toilettes des lieux publics sont impeccables et munies du nécessaire, la jeunesse est joyeuse et correcte, les gens chaleureux, la police invisible. Les Français sont rares à Copenhague... Une automobile mal garée, elle est de chez nous.

Si nous voulons nous intégrer à l'Europe, il est plus que temps de changer de mentalité... C. LEPRÉTRE (Tourange).

La FNAC veut « encercler » Paris

La FNAC vient d'ouvrir un nouveau magasin où elle regroupe quatre secteurs d'activité (livres, disques, photos et électronique grand public) au centre commercial régional de Crétail-Soleil sur 2 616 mètres carrés dont 1 717 de surface commerciale. Elle entend ainsi « encercler Paris en matière culturelle », comme l'annonce son PDG, Jean-Louis Pétit. Un magasin de ce style a été ouvert à Paris en mars 1988 : un troisième le sera fin septembre 1989 dans le CNIT à la Défense.

Par ailleurs, la FNAC lance un service d'écoute musicale et de vente de disques grâce à un système combinant alternativement le minitel et le téléphone. Appelé « FNAC écoute », il permettra à chacun de sélectionner un disque, d'en écouter des extraits et de le commander par minitel.

A la grande poste de la rue du Louvre

Les dangers de la nuit

Fermera ? Fermera pas ? Le service de nuit (de 0 à 8 heures) de la grande poste de la rue du Louvre, à Paris, la seule de France à être ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, devait être supprimé à partir du lundi 29 mai. In extremis, la direction générale de la poste a décidé de reporter cette mesure, en s'apercevant que les appareils automatiques (distributeurs de billets et cabines téléphoniques) prévus à l'extérieur des locaux pour pallier en partie la disparition de ce service ne pourraient pas être installés à temps (le Monde du 23 et 30 mai).

Mais est-ce la seule raison ? En fait, les syndicats représentatifs rue du Louvre (1) se mobilisent contre cette disposition qui, si elle était appliquée, entraînerait aussi la suppression de quatre postes de travail. Le ministère des PTT peut-il prendre le risque d'un nouveau conflit social, localisé ou non, après la « grande grève » de l'automne dernier ? Pour l'instant, donc, cette mesure est « reportée », mais non « rapportée ».

Elle se justifie, selon l'administration, à la fois par la faible fréquentation de ce bureau en pleine nuit et par la présence croissante de marginaux, qui prennent les locaux réservés au public pour un asile de nuit.

Faible fréquentation : « En période normale, c'est-à-dire en dehors des échéances des 15 et 30 ou 31 du mois, environ trois cents personnes viennent effectuer des opérations entre 19 heures (heures de fermeture de tous les autres bureaux parisiens) et minuit, indique Michel Rousseau, responsable du service permanent de Paris-Louvre. De minuit à 8 heures du matin, elles ne sont plus qu'une cinquantaine ».

Sécurité : il suffit de passer quelques heures, une nuit, dans les locaux de la recette principale, pour constater qu'elle n'est pas réelle-

ment assurée. La cohorte de clochards « traditionnels », de « deux dingues », qui y avait établi ses pénates nocturnes il y a encore quelques années, a été délogée par « une faune inquiétante », selon l'expression de M. Michel Rousseau. Des marginaux qui fréquentent le quartier des Halles, des sans-abri - une bonne trentaine en permanence - qui ont « conquis » ce territoire sous la menace : les baguettes à coups de couteau ne sont pas exceptionnelles.

Quant aux conditions d'hygiène, on les imagine aisément : les annuaires servent d'oreillers (ne pas porter la main à la bouche pour tourner les pages...), et les recoils sont utilisés comme w.-c. Le personnel de nettoyage a été plusieurs fois « braqué » au couteau, parce qu'il « dérangeait » ces dormeurs, et beaucoup de clients hésitent aujourd'hui à monter au premier étage pour téléphoner.

La police effectue bien des rondes nocturnes quotidiennes, embarque régulièrement ces marginaux pour vérification d'identité, les relâche généralement faute de charge, et M. Michel Rousseau les retrouve quelques instants plus tard à leur place habituelle.

« Uniquement des volontaires »

Problème insoluble ? Après les attentats terroristes de l'automne 1986, la grande poste avait été dotée d'équipes de deux vigiles, qui surveillaient en permanence les locaux réservés au public et qui étaient « dissuasives ». Aujourd'hui, ces vigiles ont disparu - question de crédits, - et si Paris-Louvre possède bien, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, un service de sécurité, celui-ci n'est pas habilité à faire ce genre de travail.

Protégés par d'épaisses vitres pare-balles et tout un système de

verrouillage des portes, mis en place après « le coup de la rue du Louvre » de 1975 (plusieurs millions de francs), les deux postes et le responsable de nuit ne craignent en principe rien, même s'ils ont dû récemment faire face à un chantage au (faux) collier piégé, déposé sur un comptoir.

Un employé est affecté à l'affranchissement et aux services financiers, l'autre au téléphone. Trois personnes, donc, avec le chef de service, entre 0 heure et 8 heures : elles sont cinq entre 19 heures et minuit. Elles font partie d'un effectif de dix-huit salariés, répartis en deux équipes, pour permettre tout le jeu des roulements, à raison de trente-deux heures de travail par semaine. « Ce sont uniquement des volontaires », précise M. Nicole Filali, chef de division de Paris-Louvre.

Une clientèle difficile

Pourquoi avoir choisi le travail nocturne, avec, chaque mois, six ou sept « grandes nuits » de douze heures, allant de 18 h 30 à 6 h 30 ? « Ce n'est pas tant pour la prime mensuelle, de l'ordre de 300 F, assure Michel Rousseau, que pour pouvoir cumuler des jours de repos ». Ce que conçoit Jacques, quarante et un ans, célibataire : « Le travail est dur, dit-il, la clientèle est plus difficile que celle du jour. Mais nous formons une bonne équipe, nous pouvons mutuellement nous remplacer, il existe une assez grande souplesse dans les horaires. Et puis, quand je quitte le travail à 6 h 30, je dors jusqu'à midi, cela me suffit et j'ai mes après-midi de libre ».

Marc, lui, a opté pour ce service en 1981 : « Essentiellement, dit-il, pour m'occuper de mes enfants, dont le dernier a dix ans. Auparavant, c'était ma femme, infirmière de nuit, qui les prenait en charge le jour. Nous avons permis ».

Affecté, cette nuit-là, au téléphone, Marc connaît bien sa clientèle, qui varie, évidemment, selon les décalages horaires : « Entre 22 heures et minuit, renseigne-t-il notamment, ce sont les Africains. Jusqu'à 2-3 heures du matin, des gens, souvent en voyage d'affaires, qui appellent aux Etats-Unis : cela leur coûte trois fois moins cher que de téléphoner de leur hôtel. A 4-5 heures, les Sri-Lankais, les Pakistais. Et, toute la nuit, les ressortissants d'Afrique du Nord, car il y a souvent pour eux quatre ou cinq heures d'attente ».

Après minuit, on ne se bouscule cependant pas au premier étage de la grande poste, et la rentabilité du secteur téléphonique est en chute libre depuis quelque temps : d'abord, parce que presque tous les pays peuvent aujourd'hui être joints par l'automatique. Ensuite pour les raisons d'insécurité que l'on a décrites : il est parfois impossible même d'accéder à une cabine, parce qu'un dormeur s'est couché devant la porte.

En revanche, le guichet des services financiers a quintuplé son rendement depuis sa création (nuit, week-end et jours fériés) en 1974. On peut retirer jusqu'à 3 000 F par minute avec un livret de caisse d'épargne de la poste et jusqu'à 1 000 F si l'on est titulaire d'un CCP.

Le cachet qui fait foi

Qui l'utilise principalement ? Durant le week-end : beaucoup de travailleurs immigrés, qui se servent de leur livret « comme d'un porte-monnaie », reproche Michel Rousseau. Un bon millier, chaque samedi, entre midi et minuit. A une heure avancée de la nuit : des couche-lard, qui veulent poursuivre une « sortie » ou tout simplement

payer leur taxi de retour... Avec, là aussi, des risques, financiers certes, mais qui varient, selon les escroqueries à la caisse d'épargne sont possibles, car, la nuit, Paris-Louvre est déconnecté du central informatique des PTT.

Mais c'est encore au guichet des affranchissements que se déroulent, régulièrement, les scènes les plus insolites. Les jours d'échéances commerciales, c'est la bousculade des représentants de PME et de PMI pour que le courrier parte avant minuit, avec le fameux « cachet de la poste faisant foi ». Récemment, un petit entrepreneur est arrivé, vers 23 heures, avec 976 lettres non timbrées, qu'il voulait expédier, pour la plupart, en recommandé. Cela demandait des heures de travail.

Idem pour les concours de toute sorte. Ceux que Michel Rousseau redoute le plus : les concours d'architecture. « Des architectes viennent à minuit moins cinq avec des maquettes géantes ». Ou encore, dans le domaine fiscal, ces experts-comptables qui se présentent à la dernière minute avec des liasses de papiers. On ces contribuables qui rédigent, à minuit moins le quart, leur déclaration de revenus sur les marches mêmes de la grande poste.

Encore une fois, tous ces envois portent la date du jour, mais ils ne sont « traités » qu'au cours de la nuit. Qui fera ce travail, si l'institution parisienne qu'est le service de nuit de Paris-Louvre est supprimée ?

MICHEL CASTANG.

(1) Aux élections professionnelles de mars dernier (commissions administratives primaires), le nouveau syndicat SUD (Solidaires - Unitaires - Démocratiques), dissident de la CFDT après la grève de l'automne 1988, a, à Paris-Louvre, talonné la CGT, avec 31,91 % des voix contre 34,38 %. FO a obtenu 22,42 %, la CFDT 6,30 % et la CFTC 4,1 %.

552 من الأصل

MESSAGE DE VUITTON INVESTISSEMENT GESTION - VIG
AUX ACTIONNAIRES DE LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON

LVMH: DERRIERE CE SYMBOLE DU LUXE IL Y A DES ANNEES D'ETHIQUE. EN VOTANT PRESERVONS-LE

LVMH était conçue comme une fédération d'entreprises, fondée sur les traditions des grandes marques et sur une éthique, qui exigent un équilibre bien maîtrisé. Equilibre entre les nécessités de la croissance industrielle et l'impératif du rare, sans lequel il n'est pas de véritable luxe. Equilibre entre les familles fondatrices qui perpétuent les cultures des entreprises et les actionnaires plus récents qui participent au capital. Equilibre entre les exigences du court terme et une vision plus large qui sait intégrer la durée: les marques comptent en décennies. Equilibre entre les traditions des métiers et la mise en œuvre de moyens modernes. Cet équilibre, la charte fondatrice de LVMH, en juin 1987, s'en portait garante. Cet équilibre a été rompu. L'esprit originel a été sacrifié au nom d'ambitions qui nous sont étrangères. Il faut y revenir. Sinon, nous perdons notre âme et le patrimoine que sont nos marques. Il n'est pas de logique économique sans éthique. Pour préserver cette éthique, garante de notre intégrité et de notre prospérité, votre devoir sera de prendre parti lors de la prochaine Assemblée Générale prévue le 9 juin, afin de défendre, tous ensemble, un projet d'avenir, bâti autour d'organes dirigeants renouvelés et d'hommes nouveaux. Votre vote permettra en effet de le mettre en place, et de garantir, par le poids que nous représentons tous ensemble, que notre éthique sera effectivement respectée.

HENRY RACAMIER, cofondateur.

Pour avoir des conseils sur la participation au vote, nous avons organisé un service d'information téléphonique au numéro vert 05 111 222. Nous répondrons à toutes vos questions du lundi au samedi de 8 h 00 à 20 h 00. **N°VERT 05 111 222**

ملکة امینة الأصل

Économie

Le Monde • Jeudi 1^{er} juin 1989 • 31

SOMMAIRE

■ L'obsession des économies budgétaires compromet le bon fonctionnement des services publics (lire p. 32). ■ Le tribunal de com-

merce de Paris impose une trêve dans le conflit entre M. Arnault et M. Racamier autour du groupe de luxe LVMH (lire ci-contre). ■ Le

président de la République clôturera le cinquantième congrès HLM, qui a lieu à Paris du 31 mai au 3 juin (lire ci-dessous).

Le poids du logement social en France

Le président de la République assistera à la clôture du congrès HLM

Si on le jure, du moins la solennité pour le cinquantième congrès HLM, qui a choisi de célébrer à Paris, au Palais des expositions de la Porte de Versailles, « Un siècle d'habitat social, cent ans de progrès ». C'est en effet en 1889 que s'est tenu - à Paris, déjà - le premier congrès international de l'habitat social. Inauguré officiellement par M. Jacques Chirac, maire de Paris, jeudi 1^{er} juin, le congrès sera clôturé samedi 3 juin par M. François Mitterrand. C'est la première fois qu'un président de la République honore de sa présence un congrès HLM. Un président de la République qui a montré souvent son intérêt pour la ville et pour le logement social.

« Nous avons été créés pour qu'il y ait moins d'inégalités dans le logement et pour que la qualité de l'habitat ne soit pas réservée à une minorité », peut-on lire sous la plume de M. Roland Pignol, délégué général de l'Union nationale des HLM, dans son rapport introductif au congrès. Et encore : « Sans volonté politique forte et sans aides publiques, le logement des plus pauvres serait un logement pauvre ». Or on observe depuis quelques années un renversement du poids du logement social dans l'activité de construction en France (voir graphique ci-contre). La part du secteur social aidé (logements locatifs) accession aidée à la propriété, aides à la pierre et aides à la personne confondues) a fortement baissé de 1984 à 1988, passant de 70 % des logements commencés à 47,4 %.

Or les deux tiers des ménages disposent mensuellement pour vivre de moins de trois fois le SMIC. Ils ont besoin d'aide pour se loger décemment. En locatif, si un organisme HLM devait financer un logement de 450 000 F aux conditions du marché, il devrait pratiquer un loyer de 4 800 F par mois. La subvention de 12 % de l'Etat ramène ce loyer à 4 300 F, le prêt privilégié au taux de 5,8 % sur trente-quatre ans le ramène à 2 700 F, hors charges. Encore inaccessible à la majorité des familles, il faut une aide personnelle importante pour que ce loyer ne dépasse pas 1 200 F pour un

ménage avec deux enfants gagnant 2,5 fois le SMIC.

En accession à la propriété, le même ménage, pour le même logement, avec un prêt aux conditions du marché, devrait assumer des mensualités de remboursement de 4 400 F par mois. Pour ramener cet effort à 35 % du revenu, soit 2 800 F par mois, il faut cumuler aide budgétaire et aide personnelle (c'est la formule du PAP, prêt aidé à l'accession à la propriété).

Ces constatations, et quelques autres sur la nécessité de réhabiliter

un million de logements en cinq ans sur un parc total de 3,2 millions de logements locatifs HLM, sur l'accord cadre en cours de préparation avec les pouvoirs publics qui prévoit l'organisation d'une politique contractuelle au niveau local, feront la trame des réflexions des congressistes, anxieux à la fois de la préparation du budget de 1990 et des projets de réforme du financement du logement, les PAP disparaissant peut-être au profit d'un prêt primé, assorti d'une aide personnelle.

Un groupe interfédéral sur les évolutions des aides, qui a préparé le congrès au sein de l'Union des HLM, a formulé dans un rapport les propositions du mouvement HLM. Construire 60 000 logements locatifs aidés (PLA) par an grâce aux prêts locatifs aidés (PLA) paraît indispensable, tout comme une intervention accrue sur le patrimoine ancien (150 000 logements réhabilités par an).

Paradoxalement, le prêt locatif aidé, à la fois parce que son financement est moins aidé et parce que l'aide personnelle a diminué, est devenu plus cher pour les ménages. Il faut donc diminuer le coût du logement pour la moitié de la population aux revenus les plus faibles, signalent les auteurs du rapport. Il faut donc diminuer le coût du logement pour la moitié de la population aux revenus les plus faibles, signalent les auteurs du rapport. Il faut donc diminuer le coût du logement pour la moitié de la population aux revenus les plus faibles, signalent les auteurs du rapport.

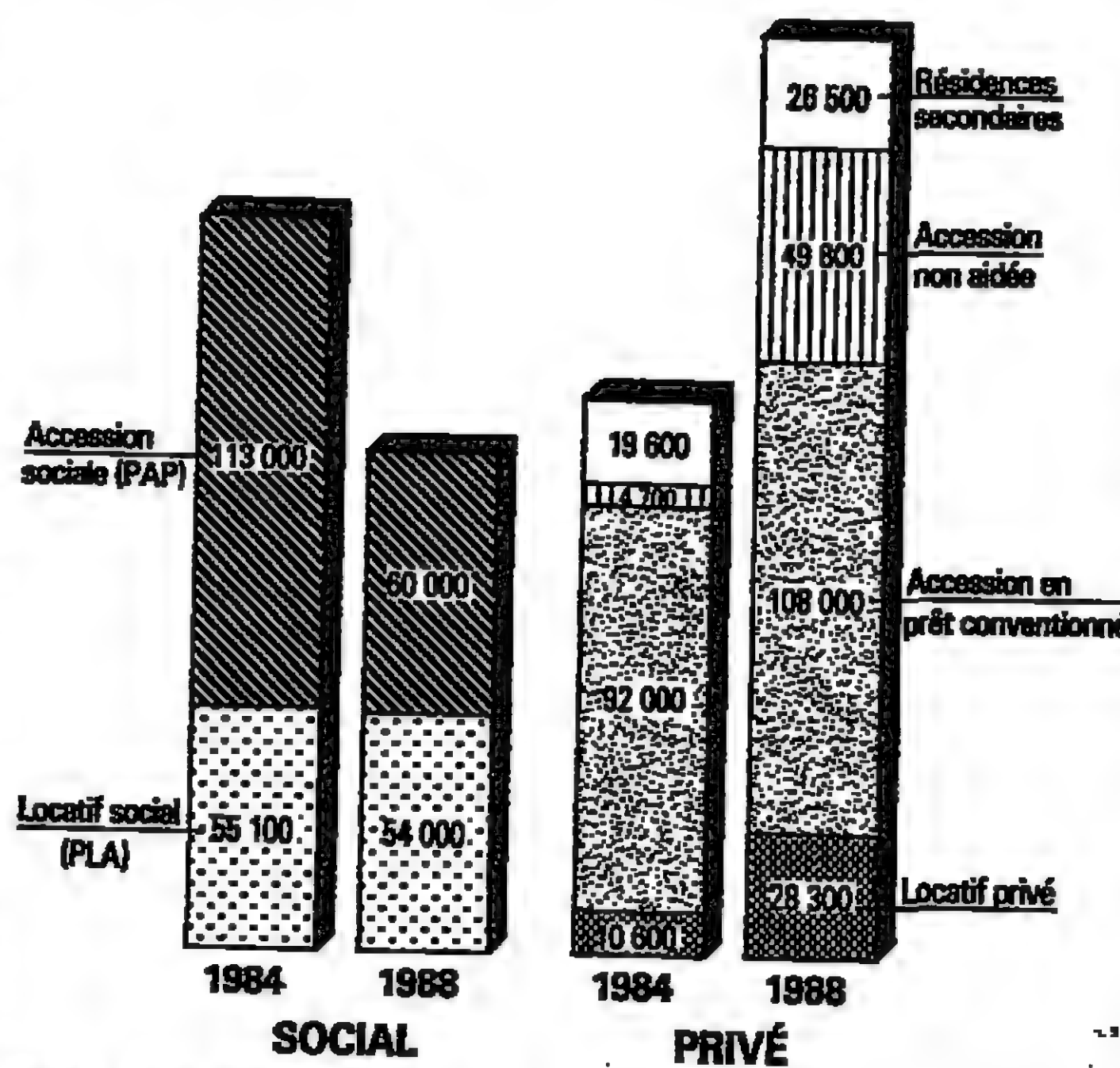
Convincer les pouvoirs publics

En matière d'accession à la propriété, il faut réserver un traitement différencié : un secteur « libre » avec aides fiscales et épargne-logement, pour les ménages dont les revenus dépassent 13 000 F par mois ; un secteur aidé (aides à la pierre et aides personnelles) pour ceux dont les ressources sont comprises entre 10 000 et 13 000 F par mois ; un secteur d'« accession sociale », pour ceux qui gagnent moins de 10 000 F par mois, avec prêt à taux préférentiel, aide personnelle forte, épargne préalable dans un véritable système de location-accession.

Selon le mouvement HLM, « il existe des marges de manœuvre significatives » permettant aux pouvoirs publics de « dégrader les moyens d'une politique sociale ambitieuse » : refus de rendre insaisissables les plus modestes ; nécessité de mieux redistribuer les aides publiques.

Au-delà de la solennité historique de ce cinquantième congrès, c'est pour le mouvement HLM la nécessité de convaincre le chef de l'Etat et le gouvernement de la possibilité d'une telle politique du logement.

JOSÉE DOYÈRE.



Source : Union nationale des HLM

On a mis en chantier en 1988 beaucoup plus de logements qu'en 1984 : 327 100, contre 295 000. Mais seul le logement privé a contribué à cette croissance, avec une progression de 68 % de ses mises en chantier, tandis que le logement social régressait de 32 %. Il est vrai qu'en 1984, l'accession à la propriété, en a observé un glissement des PAP, en forte diminution (- 47 %), vers les prêts conventionnés (+ 17,4 %) : les plus faibles de ressources indispensables pour l'obtention d'un PAP n'ont pas été revalorisés, et la nécessité d'avoir recours à des prêts complémentaires coûteux ont incité bien des familles aux ressources modestes à se diriger vers un prêt conventionné plutôt que vers un PAP.

M. Henri Monod quitte la présidence de la Société française Hoechst

Une grande figure de la chimie en France s'en va. M. Henri Monod, président de la Société française Hoechst (SFH), la deuxième plus grande filiale du géant allemand Hoechst, un des tout premiers chimistes mondiaux, passera le flambeau à M. Gilbert Gaillard, actuel vice-président. Cela se fera le 23 juin prochain, lors de l'assemblée générale du groupe. De son côté, M. Erich Theis, administrateur, sera nommé directeur général.

M. Monod n'est pas seulement le patron de la cinquième société chimique en France (au trentième rang des entreprises nationales, toutes activités confondues). Il est l'homme, qui, en 1972, a géré la transition chez Roussel-Uclaf, après la mort accidentelle, en avril de cette année-là, de Jean-Claude Roussel.

C'est lui, qui, devant l'incapacité de la famille Roussel de payer les droits de succession, a négocié la prise de contrôle du grand laboratoire pharmaceutique par son allié, la firme allemande Hoechst. Jusqu'en 1981, il exerce de hautes responsabilités chez Roussel-Uclaf (directeur général, puis vice-président de la direction) tout en ayant, dans l'intervalle, été nommé vice-président du directoire de la SFH, qui avait repris la participation de Hoechst, dans Roussel-Uclaf (aujourd'hui de 54,5 %).

Le deuxième choc pétrolier

M. Monod est encore l'homme qui, dès 1981, puis en 1982, a été l'un des interlocuteurs privilégiés du gouvernement socialiste et a réussi à le convaincre, avec M. Martin Fruhauf, membre du directoire de la firme de Francfort, de ne pas nationaliser Roussel-Uclaf.

En 1983, M. Monod a été appelé à la présidence du directoire de la

SFH, en remplacement de M. François Dommy, fondateur de la société.

Le temps est déjà loin (1950) où Peralta (premier nom de la SFH), créée de toute pièce par M. Dommy dans l'immédiat après-guerre, faisait un chiffre d'affaires de 73 millions de francs de l'époque.

En 1988, le groupe Hoechst, en France, a réalisé un chiffre d'affaires de 18,3 milliards de francs (+ 11 %), dont 57 % provenant de la filiale Roussel-Uclaf, 36 % de la SFH, et 7 % des autres sociétés du groupe Hoechst et Hoechst Behring notamment).

En l'espace de six ans, le chiffre d'affaires de la seule SFH s'est accru de 67 % pour atteindre 6,5 milliards de francs, dont 41 % provenant de ses usines françaises. Les résultats du groupe avant impôts ont plus que triplé depuis 1983 pour passer de 97 à 313 millions de francs.

En débauchant à la SFH en 1981, M. Monod avait été confronté avec les difficultés inhérentes au deuxième choc pétrolier dans la chimie. Les comptes du groupe étaient alors dans le rouge. Selon toute probabilité, M. Monod sera nommé fin juin à la tête du conseil de surveillance de la SFH. « Je me ferai un plaisir d'être ce président », nous a-t-il déclaré.

Il conserve également ses fonctions de président de la Chambre syndicale des industries chimiques de l'Île-de-France, mais aussi de l'Office central interprofessionnel de logement (OCIL). Quant à M. Gaillard, il se voit récompensé d'un dur labeur exercé longtemps dans l'ombre. Le directoire du groupe Hoechst, à Francfort, n'a pas hésité un instant à le désigner pour succéder à M. Monod, bien qu'il soit, lui aussi, proche de la retraite.

ANDRÉ DESSOT.

Après un résultat de 2,7 milliards de francs en 1988

Suez prévoit 3,6 milliards de francs de bénéfices en 1989

M. Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, a pu annoncer mardi 30 mai que les bénéfices de son établissement pour 1988 n'avaient pas été affectés par la prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB). Ses bénéfices, qui se situent dans le haut de la fourchette avancée précédemment, s'élevaient à 1,6 milliard de francs (+ 23 %) pour le résultat net courant (exploitation) et à 1,09 milliard de francs (+ 30 %) pour les opérations en capital, le total s'élevant à 2,69 milliards de francs (+ 26 %).

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation, 77 millions en 1988 contre 61 millions en 1987, le résultat net par action (part du groupe) augmente très légèrement à 35,01 F contre 34,63 F. Ces chiffres antécédents le président à constater que, contrairement aux craintes et aux commentaires pessimistes exprimés précédemment par la communauté financière, les profits de Suez n'ont pas été dilués après l'entrée de la Société générale de Belgique dans le groupe. En 1988, la contribution de la SGB aux résultats de la maison mère a été nulle et même légè-

ment négative (moins 176 millions de francs) en raison des frais de restructuration (13,6 milliards de francs belges) (1) qui ont annulé un résultat courant après impôts de 11,2 milliards de francs belges contre 2 milliards de francs belges en 1987.

Pour 1989, les dirigeants de Suez prévoient une forte augmentation du résultat net qui passerait de 2,7 milliards de francs l'an dernier à plus de 3,6 milliards, le bénéfice par action étant porté de 35 F à plus de 57,30 F (27 F contre 21 F pour le résultat d'exploitation) pour un capital composé de 96,6 millions de titres contre 77 millions. Cette année, en effet, à la forte rentabilité des sociétés de métaux non ferreux en Belgique (Vieille Montagne et Union minière) portées par la haute conjoncture dans le secteur viennois s'ajoutent le retour aux bénéfices des filiales encore en perte en 1988 (ACEC, Gechem...). Au cours de l'exercice 1989, la Générale de Belgique devrait ainsi apporter une contribution positive dans les comptes de Suez.

(1) Un franc belge = 0,16 franc français.

Orkem confirme l'existence de négociations avec Enimont

Le groupe chimique d'Etat Orkem (ex-CdF-Chimie) confirme que des négociations sont en cours avec Enimont, nouvelle firme qui regroupe en Italie les intérêts de la chimie de l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) et une partie de ceux de la Montedison (groupe Ferruzzi), en vue d'une possible association industrielle.

« Orkem, comme de nombreuses autres entreprises de l'industrie chimique, a le souci de se reconstruire sur ses points forts et d'acquiescer la nécessaire dimension internatio-

nale et de rechercher des alliances lui permettant de réaliser des économies d'échelle », précise le communiqué du groupe. Et d'ajouter : « Les conversations portent sur les perspectives de développement de la plate-forme de Dunkerque et sur certains échanges d'actifs de nature à renforcer les positions stratégiques des deux groupes ».

La direction d'Orkem précise toutefois qu'il est prématuré de faire état des conversations auxquelles pourraient aboutir les réflexions en cours.

Louis-Vuitton-Moët-Hennessy devant la justice

Le tribunal nomme un troisième homme dans le conflit entre MM. Arnault et Racamier

Le tribunal de commerce tente de calmer le jeu dans le conflit qui oppose MM. Bernard Arnault et Henry Racamier au sein de Louis-Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH). Dans son ordonnance de référé, rendue le mardi 30 mai, le président Philippe Grandjean a pris des mesures afin d'empêcher les deux protagonistes d'en découdre lors de l'assemblée générale du groupe, qui se déroulera le 9 juin.

A la suite des réserves de la Commission des opérations de Bourse sur l'émission d'OBSA (obligations à bons de souscriptions) par la société Moët-Hennessy en 1987, certains actionnaires avaient demandé la mise sous séquestre de ces titres qui représentent près de 10 % du capital de LVMH. Estimant que la rapidité de la procédure de référé ne lui permettrait pas de rendre un jugement tranché, mais qu'il fallait éviter que l'utilisation de ces actions n'entraîne une situation irréversible dans la vie de la société, le juge a confié à un troisième homme le soin « d'assurer le séquestre des actions et de participer à toute assemblée de LVMH, et notamment à celle du 9 juin, et d'y exercer les droits de vote attachés aux actions litigieuses pour s'opposer à toute tentative qui à la faveur de la privation d'usage de ses titres pour le groupe Arnault viserait à la révocation de membres du conseil de surveillance liés à ce groupe ».

Le juge a désigné M. Régis Rousseau, président de la Société des Bourses françaises (SBF) pour accomplir cette mission, jusqu'à ce qu'un jugement sur

la validité de ces actions soit prononcé. Cette nouvelle procédure devrait débiter le lundi 5 juin devant le tribunal de commerce et ne devrait pas aboutir avant la fin juillet.

Dans le même temps, une autre procédure devrait se dérouler à la requête de M. Arnault. Celui-ci a en effet annoncé son intention d'« envisager des poursuites judiciaires à la suite de la publicité payante faite par M. Henry Racamier dans divers journaux en vue de la prochaine assemblée générale ». A la suite de l'ordonnance du tribunal de commerce, les deux « clans » se disent satisfaits. Il est vrai que la trêve ainsi imposée garantit pour l'instant la stabilité des instances dirigeantes lors de l'assemblée générale du 9 juin, qui devrait se contenter d'approuver les comptes de l'exercice 1988. En revanche, la situation est beaucoup moins claire en ce qui concerne l'assemblée générale de Louis-Vuitton prévue le 13 juin. Car c'est là que M. Arnault essaiera d'obtenir la modification des statuts de cette société et l'éviction de M. Racamier du poste de président. Dans l'entourage de M. Racamier, on estime qu'il est difficile d'engager l'avenir de Louis-Vuitton tant que la répartition des pouvoirs au sein de la holding LVMH n'a pas été clarifiée par les juges.

La Bourse a réagi, pour la première fois, dans la journée du 30 mai. 73 500 titres ont été échangés, provoquant une hausse de 6 %. Alors que, les jours précédents, les transactions tournaient autour de 14 000 ou 15 000 titres.

FRANÇOISE CHIROT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable, remboursables avec prime (indemnisation Gas d'Algérie)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1988 au 31 mai 1989 seront payables à partir du 1^{er} juin 1989, contre détachement du coupon n° 38 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

110,55 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 15,08 F (montant global : 125,63 F) ;
55,27 F net par demi-obligation de 50 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 7,54 F (montant global : 62,81 F) ;
11,05 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,51 F (montant global : 12,56 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le paiement d'impôt forfaitaire. A compter de la même date, les 24 816 titres de 100 F sortis au tirage du 24 avril 1989 et compris dans les séries de numéros 2.534 à 11.178 : 48.913 à 51.437 : 696.830 à 707.287 : 745.461 à 748.633 et 760.677 à 760.691 cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 39 au 1^{er} juin 1989 attaché, à 3 550,15 F, déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

| Numéros | Année de remboursement Obligations de 100 F | Prix de remboursement |
|-------------------|---|-----------------------|
| 1 à 2.533 | 1971 | 414,16 |
| 11.179 à 18.311 | 1985 | 3.391,16 |
| 18.312 à 31.862 | 1972 | 458,55 |
| 32.535 à 33.997 | 1972 | 458,55 |
| 33.998 à 48.912 | 1985 | 3.391,16 |
| 49.340 à 62.906 | 1984 | 2.922,11 |
| 62.915 à 75.133 | 1984 | 2.922,11 |
| 75.134 à 78.565 | 1981 | 1.771,59 |
| 78.566 à 89.736 | 1962 | 236,97 |
| 89.737 à 94.543 | 1981 | 1.771,59 |
| 95.067 à 110.417 | 1981 | 1.771,59 |
| 110.418 à 112.037 | 1984 | 2.922,11 |
| 127.378 à 130.192 | 1964 | 266,65 |
| 130.193 à 140.721 | 1960 | 219,74 |
| 140.722 à 149.758 | 1964 | 266,65 |
| 160.806 à 181.587 | 1983 | 2.532,54 |
| 186.416 à 198.989 | 1966 | 297,52 |
| 209.896 à 209.919 | 1968 | 3.566,32 |
| 209.920 à 228.383 | 1979 | 1.164,57 |
| 261.790 à 271.047 | 1970 | 380,25 |
| 271.048 à 281.893 | 1961 | 220,14 |
| 281.894 à 286.787 | 1970 | 380,25 |
| 292.376 à 310.303 | 1978 | 1.012,82 |
| 326.467 à 339.805 | 1968 | 3.566,32 |
| 361.419 à 381.595 | 1982 | 2.135,29 |
| 432.120 à 451.138 | 1980 | 1.367,15 |
| 467.016 à 470.111 | 1987 | 3.700,09 |
| 470.112 à 483.850 | 1969 | 352,50 |
| 483.851 à 492.104 | 1987 | 3.700,09 |
| 492.105 à 498.768 | 1977 | 905,44 |
| 498.769 à 511.719 | 1967 | 314,94 |
| 511.720 à 522.459 | 1977 | 905,44 |
| 522.460 à 534.500 | 1987 | 3.700,09 |
| 537.859 à 538.298 | 1975 | 678,44 |
| 545.086 à 561.051 | 1975 | 678,44 |
| 602.957 à 603.972 | 1965 | 283,17 |
| 603.973 à 614.195 | 1959* | 209,18 |
| 614.196 à 616.192 | 1965 | 283,17 |
| 626.118 à 635.311 | 1965 | 283,17 |
| 644.494 à 661.391 | 1976 | 762,26 |
| 662.133 à 668.784 | 1974 | 565,62 |
| 668.785 à 680.291 | 1963 | 247,85 |
| 680.292 à 689.567 | 1974 | 565,62 |
| 707.288 à 713.331 | 1986 | 3.752,45 |
| 713.332 à 728.795 | 1973 | 509,89 |
| 728.796 à 745.460 | 1986 | 3.752,45 |
| 745.461 à 760.676 | 1971 | 414,16 |

* Série atteinte par la prescription à compter du 01-06-89

Le montant de la retenue à la source restant aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer, et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions, s'élève à :

sur le coupon n° 38,
15,0743 F par obligation de 100 F nominal,
7,5372 F par demi-obligation de 50 F nominal,
1,5074 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;
sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 24 avril 1988),
470,4744 F par obligation de 100 F nominal.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont affectés chez tout intermédiaire habilité.

552 من الأصل

Économie

Services publics et économies budgétaires

Bien gérer les deniers de l'Etat

(Suite de la première page.)

Devant ce qu'il faut bien appeler un état de crise, le mécanisme économique s'arrête, ou plutôt se limite à l'essentiel : des moyens exceptionnels doivent être momentanément mis en œuvre. L'appel fait à la police est de ce genre.

Ce n'est qu'à partir du moment où les transports de voyageurs se font à nouveau dans des conditions normales de sécurité que les deux entreprises pourront gérer elles-mêmes le bon fonctionnement des services qu'elles rendent à la collectivité.

Ce qui vient d'arriver à la SNCF risque bien de donner des arguments aux partisans d'un Etat fort, assurant un grand nombre de fonctions économiques et sociales. Cette conception, qui à la Libération fut celle des hommes de la Résistance, est toujours vivace dans une partie de la gauche. On peut prévoir que les syndicats vont la réanimer à travers des actions destinées à stopper les hausses d'effectifs (sic, PTT) ou pour obtenir davantage de crédits (police).

L'idée de rechercher une meilleure productivité du service public doit pourtant être défendue. De mauvaises décisions prises ici et là ne doivent pas remettre en cause une orientation qui, globalement, reste bonne et dont dépend la existence même du secteur public. La compétition internationale gagne, par là, tous les domaines, y compris ceux de l'administration. Le système de Sécurité

sociale qui emploie actuellement quelque deux cent mille personnes fournit l'exemple d'une administration qui pourra fort bien fonctionner dans dix ans avec des effectifs réduits de moitié.

Mais chaque ministre et notamment celui qui siège aux finances devrait se souvenir que productivité n'est pas à elle seule excellence. Celle-ci se conquiert autant par la qualité des services rendus que par les rendements. C'est bien, semble-t-il, l'analyse que fait M. Michel Rocard en tentant de rénover en profondeur le service public : formation professionnelle très améliorée, mobilité, responsabilité accrues, révision de la grille des salaires.

« Réflexe monarchique »

L'ennemi est que, en France, le problème du bon usage des fonds publics, celui de l'efficacité de l'administration, tourne très vite à la querelle idéologique entre droite et gauche, entre partisans et adversaires de l'initiative privée et du jeu du marché. A y regarder de près, on sait bien pourtant que les critiques qui doivent être faites à l'Etat sont tout autres.

Depuis presque quarante ans, le secteur public vit dans la dépendance du ministère de l'économie et des finances et notamment de la

direction du budget pour tout ce qui concerne les salaires, les tarifs, les investissements, certains ont parlé de « réflexe monarchique » de l'administration française. Ce réflexe-là est bien vivace rue de Rivoli.

La qualité des fonctionnaires des finances n'est certes pas en cause mais le décalage dramatique existant entre une fonction qui pour l'essentiel consiste à éconduire les demandes de l'Etat et un poids disproportionné dans les décisions financières prises. « Je ne crois pas que le budget puisse agir intelligemment », nous disait récemment un haut responsable de l'Etat. « Son essence sublime est même d'être idiot. Car, si vous commencez à écouter et à comprendre les demandes de chaque ministre, tout débordé et vous êtes un mauvais fonctionnaire ».

Dans cette logique on peut imaginer que le budget tentera par un de ces subterfuges dont il a le secret de réduire au minimum le coût des cinq cents policiers qui vont être affectés à la SNCF. Telle est la nature ; telle est aussi sa justification, la bonne gestion des finances publiques ayant souvent valu à la France la considération des milieux financiers internationaux.

Un Etat mal informé

Si la direction du budget n'est pas en cause, sa puissance devrait être contrôlée. Mais par qui ?

On pense évidemment au ministre de l'économie et des finances. A la Libération, Pierre Mendès France avait imaginé un grand ministère de l'économie incluant le Plan dans ses attributions. Ce projet qui aurait eu l'immense avantage d'associer vision courte et vision longue n'a pas eu de succès. Mais l'on a souvent reproché par la suite à la rue de Rivoli d'avoir gardé la puissance de ce super-ministère-mort-né.

M. Barre l'avait bien compris qui pendant un temps (1976-1977) avait cumulé cette fonction avec celle de premier ministre. M. Chirac, lui, a laissé faire presque totalement M. Balladur pour la gestion économique, ce qui faisait curieusement de ce dernier une sorte de premier ministre bis. Entre M. Michel Rocard et M. Pierre Bérégovoy, les rivalités se sont estompées mais l'hôte de la rue de Rivoli dispute en permanence à Maitignon toute une partie du pouvoir économique.

Le grave inconvénient de ce pouvoir écarté est de privilégier la gestion du quotidien, la conjoncture, les grands équilibres, le souci politique immédiat au détriment des problèmes de fond. Cette faiblesse n'est pas propre à la France : elle est la marque de presque toutes les démocraties occidentales. Il n'empêche...

En France, les difficultés problèmes du secteur public, de ses effectifs, des rémunérations, n'ont jamais été que des éléments épars et pour tout dire secondaires d'une politique conjoncturelle visant en priorité à combattre l'inflation (pas trop de salaires), à ralentir au maximum la hausse de l'indice des prix (pas trop de tarifs publics) et finalement, même si tout cela est un peu contradictoire, à réduire le déficit budgétaire. Conséquence : dans ces conditions un ministre des finances pourrait se préoccuper des dossiers de fond du fisc, des PTT, de la police, de l'éducation nationale ? Comment pourrait-il accorder l'attention qu'elles méritent aux demandes des dirigeants de la RATP ou de la SNCF, placés systématiquement en position d'infériorité par le besoin d'énormes subventions d'Etat ?

Sans doute, cette vision des choses est-elle trop systématique, trop pessimiste. On pourrait trouver des exemples dans lesquels des ministres des finances se sont montrés lucides et clairvoyants. Mais trop souvent, les décisions sont prises pour résoudre des problèmes immédiats, sans souci véritable du long terme. L'éducation nationale est le dernier exemple en date et hélas le plus lourd de conséquences de cette myopie politique. Les énormes crédits qui vont être consacrés à l'enseignement au cours des années à venir sont un aveu...

Comment mieux gérer

Quand on a déploré tout cela, on n'a pas répondu à la question de savoir comment mieux gérer l'argent public et les entreprises d'Etat.

En septembre 1968, peu après les événements de mai qui avaient secoué les esprits et les habitudes, M. Maurice Couve de Murville alors premier ministre, dévoila un rapport resté secret de M. Simon Nora sur les entreprises publiques, leur financement et leur direction.

Ce rapport disait deux choses très importantes : à chaque fois que cela est possible mieux vaut pour l'Etat faire faire que faire par lui-même. « Un excès de centralisation ne conduit pas comme beaucoup le croient à renforcer les pouvoirs de l'Etat. Mieux vaut un Etat qui exerce pleinement ses pouvoirs généraux d'orientation qu'une administration qui sa prolifération paralysait ».

Tout était dit là et vingt ans plus tard on n'a pas un mot à ajouter. Les entreprises publiques continuent de supporter — en échange des subventions qui leurs sont accordées — le poids des politiques conjoncturelles, sociales, et même parfois régionales des gouvernements. La lettre publique de Paul Reverdy (*Le Monde* du 18 février), l'ancien président de la RATP a confirmé ce que chacun savait mais n'osait pas dire clairement : le peu d'autorité dont dispose le président d'une entreprise dès lors qu'elle est publique est déficitaire. M. Claude Quin, l'ancien président de la Régie des transports parisiens ne disait pas autre chose, même s'il s'était ingéniéré à desservir le carcan gouvernemental.

La préoccupation du quotidien pèsera toujours d'un poids énorme et probablement excessif dans les décisions gouvernementales. Chaque jour apporte en effet son lot de surprises et de violences. Cette façon de gouverner n'est pas moins insatisfaisante autant qu'insuffisante. Depuis qu'il est premier ministre, M. Michel Rocard a vu fondre sur lui d'énormes problèmes qui avaient pris naissance bien avant son arrivée à Matignon : crise de l'enseignement, crise des infrastructures, grèves des transports, malaise profond de la police. Il s'est attaché au problème d'ensemble du service public parce qu'il est l'un des

premiers à avoir compris que ces dérangements étaient graves, touchaient à des ressorts profonds de notre société et qu'ils méritaient une cause beaucoup plus que des crédits budgétaires ou des indices de prix...

Paradoxalement dans une société où le corps et âme par la communication, le manque le plus grave dont souffre l'Etat est de n'être pas informé. Non seulement parce que chaque ministre garde pour lui une partie de ses informations mais aussi et surtout parce qu'aucune instance n'a de nos problèmes une vision globale et approfondie.

M. Pierre Bérégovoy, puis M. Michel Rocard savent tout du déficit de la RATP et de la SNCF, mais personne ne leur explique vraiment que, si la situation s'est dégradée, comme on le constate, c'est pour un ensemble de raisons très anciennes, autant psychologiques que sociologiques qu'économiques. Peut-on donner l'impression pendant des années à des millions d'usagers qu'il est facile de frauder et d'enfreindre tous les règlements sans provoquer les débordements actuellement constatés ?

Il faut donc, comme le proposait M. Simon Nora, rendre aux entreprises publiques une très grande autonomie de décision, incluant la fixation des tarifs. En contrepartie, leurs dirigeants qui n'ont guère à craindre la concurrence, assureraient pleinement toutes les responsabilités qui incombent à un chef d'entreprise. Le risque d'un renvoi en cas d'échec ou de faute en serait le prix. Le manque de sécurité, la multiplication des incidents dans les transports parisiens pourraient alors relever de cette sanction.

Libéré des problèmes qu'il ne lui appartient pas de résoudre, le gouvernement pourrait consacrer son attention sur des sujets plus larges. Et pour n'être pas sans cesse pris de court par les événements, le Plan devrait jouer à ses côtés un rôle de conseil et d'alarme en l'intégrant sérieusement de tous les problèmes posés par notre société.

Des problèmes dont on s'aperçoit chaque jour davantage qu'ils ne relèvent pas seulement de l'analyse économique et financière.

ALAIN VERHOLLES.

AGRICULTURE

Crise de l'artichaut dans le Nord-Finistère

BREST

de notre correspondant

Les légionnaires du Nord-Finistère ont manifesté, mardi 30 mai, dans les rues de Morlaix. Deux cent vingt tracteurs ont défilé dans les artères de la ville 650 tonnes d'artichauts invendus au marché de Saint-Pol-de-Léon, parlant le centre ville, pendant plusieurs heures. Cette action menée par la FDESA du Finistère est le résultat d'une improvisation jamais atteinte en cette période dans la zone légionnaire finistérienne car raison de la chaleur exceptionnelle, si bien que les têtes qui devaient être récoltées au début du mois de juillet sont venues à maturité avec plus d'un mois d'avance alors que les producteurs du Languedoc-Roussillon et d'Italie ne sont pas entièrement récoltés.

Illustration de cette crise de l'artichaut dans le Léon, le record de production en mai, qui était de 9 000 tonnes, a été pulvérisé. Depuis le début du mois, 18 000 tonnes ont été mises sur le marché à un prix plancher qui atteint 2,10 F le kg, niveau que les producteurs jugent tout juste suffisant pour éponger leur coût de production. Or, beaucoup devaient se contenter de 1,50 F par kg pour les invendus, 500 à 600 tonnes par jour depuis une semaine.

La surproduction qui s'ajoute à une saison catastrophique en 1987 en raison du coup de froid et à une année marquée en 1988 par les agriculteurs nerveux. Cinq cent tonnes ont déjà été déversées le 26 mai dans les rues de Saint-Pol-de-Léon et de Landivision. De prochaines actions ne sont pas exclues car on estime qu'il y a encore dix jours de récolte.

Une enveloppe atteignant 10 millions de francs a été débloquée par l'ONIFLHOR (Office national interprofessionnel de fruits, légumes et de horticulture). Mais les agriculteurs estiment que ce n'est pas suffisant. Ils demandent un allègement de leurs charges.

GABRIEL SIMON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8,50 % juin 1971

Les intérêts courus du 28 juin 1988 au 27 juin 1989 seront payables à partir du 28 juin 1989, à raison de F 30,60 par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 18 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de F 3,40 (montant brut : F 34,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 5,09 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 0,68 faisant ressortir un net de F 24,83. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A partir de la même date, les obligations restent en circulation cessant de porter intérêt et seront remboursables à F 400,00 (dénominée de coupons).

Il est rappelé que les titres de la série désignée par la lettre « B » sont remboursables depuis le 28 juin 1980.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 16,90 % juin 1982

Les intérêts courus du 2 juin 1988 au 1^{er} juin 1989 seront payables à partir du 2 juin 1989, à raison de F 66,05 par titre de 500 F, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de F 8,45 (montant brut : F 84,50).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 12,66, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 1,68 faisant ressortir un net de F 61,71. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 13,70 % juin 1984

Les intérêts courus du 18 juin 1988 au 17 juin 1989 seront payables à partir du 18 juin 1989, à raison de F 61,50 par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'un montant de F 68,50 (montant brut : F 685,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 102,70, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 13,70 faisant ressortir un net de F 500,10. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable, soit 9,42 % pour 1989

Les intérêts courus du 18 juin 1988 au 17 juin 1989 seront payables à partir du 18 juin 1989, à raison de F 423,90 par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'un montant de F 47,10 (montant brut : F 471,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 70,62, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 9,38, faisant ressortir un net de F 343,07. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable février, mars, juin 1988

Les intérêts courus du 16 juin 1988 au 14 juin 1989 seront payables à partir du 15 juin 1989, à raison de F 469,93 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de F 117,48, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 9,38, faisant ressortir un net de F 343,07. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable octobre 1988

Les intérêts courus du 16 juin 1988 au 14 juin 1989 seront payables à partir du 15 juin 1989, à raison de F 467,30 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de F 114,32, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 9,14, faisant ressortir un net de F 333,84. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable mai 1988-1989 (tranche D).

Les intérêts courus du 16 mai 1989 au 14 juin 1989 seront payables à partir du 15 juin 1989, à raison de F 143,75 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de F 35,93, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 2,86, faisant ressortir un net de F 104,96. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOURCE

perrier

Le Conseil d'Administration de la Source Perrier a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988.

En son conseil d'Administration 1988, incluant une Plus-Value Nette de 139 M.F. provenant de la cession des Carrières de la Meillerie, le groupe a réalisé un résultat net de 303 M.F. contre 138 M.F. les dividendes perçus des filiales au titre de leurs exercices 1987, 129 M.F., soit en progression de 28 %.

Avant distribution, les capitaux propres sont passés de 1 126 M.F. à 1 268 M.F., et la dette financière 235 M.F. est en diminution de 95 M.F.

En conséquence, le résultat net est passé de 570 M.F. à 1 027 M.F. pour le seul part de Groupe et un total de 590 M.F. à 1 137 M.F.

L'exercice a bénéficié :
— d'une bonne tenue des résultats des filiales ; Vichy en particulier a renoué avec des résultats bénéficiaires. Aujourd'hui, toutes les filiales d'une véritable importance sont bénéficiaires ;
— d'importants profits exceptionnels de cession d'actifs, en net 801 M.F. contre 233 M.F. en 1987, ce dernier chiffre incluant une plus-value de consolidation ;
par contre, il a supporté :
— 77,8 M.F. contre 11,1 M.F. d'amortissements de survalues ;
— 778 M.F. contre 563 M.F. d'amortissements et de provisions d'exploitation ; — 603 M.F. d'agios sur la dette financière contre 446 M.F. en 1987.

Enfin, cessions et acquisitions ont sensiblement déplacé le périmètre de consolidation et la part du groupe dans les filiales et sous-filiales concernées. Cela était déjà vrai en 1987 pour le secteur Eaux et Boissons avec Perrier Group of America et l'est en 1988 pour le secteur Fromages. Dans les deux cas, cela s'est traduit au bilan consolidé par la prise en charge d'une dette totale importante alors que la part du groupe n'est que peu supérieure à 30 %. Ainsi le groupe Roquefort voit sa dette financière passer de 604 M.F. à 1 818 M.F., ce qui va justifier une augmentation de capital prochaine dans la Société des Caves. Le Groupe Perrier America, qui avait apporté en 1987 une dette consolidée de 338 M.F.USD, reste à peu près au même niveau, 355 M.F.USD, soit + 5 %.

La ventilation du chiffre d'affaires met en évidence les objectifs de la forte expansion du Groupe Perrier :

| | Exercice 1988 | |
|------------------|---------------|--------------------------|
| Eaux/Boissons .. | 8 121 MF | 54 % (hors fr. 4 367 MF) |
| Fromages | 5 301 MF | 35 % (hors fr. 2 853 MF) |
| Divers | 1 725 MF | 11 % |
| Total | 15 147 MF | 100 % |
| | Exercice 1987 | |
| Eaux/Boissons .. | 6 241 MF | 54 % (hors fr. 2 723 MF) |
| Fromages | 3 189 MF | 29 % (hors fr. 2 094 MF) |
| Divers | 1 589 MF | 17 % |
| Total | 11 519 MF | 100 % |

Les perspectives et objectifs pour l'exercice 1989 restent dans les mêmes lignes, l'expansion externe étant prévue toutefois

modeste. Les réalisations d'actifs déjà bien engagées vont se poursuivre à un rythme soutenu avec encore une certaine incertitude sur leur ventilation entre les exercices 1989 et 1990 ; depuis le début de l'exercice, sont intervenues les cessions des participations dans Lindt & Sprüngli S.A. et Alltel qui ont dégagé ensemble une plus-value brute de 175 M.F. Quel qu'il soit, le développement des chiffres d'affaires, et singulièrement à l'étranger, assure une bonne évolution des résultats consolidés. L'évolution présente du dollar, + 15 % dans les deux derniers mois, conforte cette dernière appréciation.

Les capitaux propres, part du groupe, ont progressé de 1 289 M.F. à 2 278 M.F. et, part hors groupe incluse, de 2 053 M.F. à 3 208 M.F. La dette financière est de 6 536 M.F. contre 5 446 M.F., le ratio dette financière sur capitaux propres totaux se réduit de 2,65 à 2,07. Une amélioration est également sensible dans les ratios par rapport au chiffre d'affaires, 0,43 contre 0,46 et à la marge d'exploitation, 5,7 contre 6,1.

En fait, ces éléments, et en particulier la dette, sont à apprécier dans le contexte des points majeurs marquant l'exercice 1988.

Il s'agit d'abord de deux acquisitions importantes dans le Secteur Fromages, Soriano S.A. U.S.A. fabrication de fromages de type italien et prise de contrôle de Jean-Jacques en France, fabrication et commercialisation du lait fermenté au « bifidus actif ». Ainsi, le chiffre d'affaires de ce secteur est en augmentation de 61 %, et le résultat d'exploitation, voisin de 200 M.F., a progressé de 57 %.

D'autre part, l'ensemble des cessions d'actifs, traitant en produit net de cession 1 074 M.F., a assuré 80 % d'auto-financement de ces mêmes acquisitions. Ces cessions concernent des activités diverses hors Boissons et Fromages :

— Lait de consommation ; Valmont
— Carrières de la Meillerie
— Participation dans Cusul Plus
— Pâtisseries de Vichy

Malgré ces cessions en 1988, le Chiffre d'Affaires a fortement progressé :
Secteur Eaux et Boissons (*) : 8 121 M.F., soit (+) 30 % ; Secteur Fromages : 5 301 M.F., soit (+) 61 % ; Divers : 1 725 M.F., N.C. Total : 15 147 M.F., soit (+) 32 %.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée à Veyrier (Gard), pour le 30 juin 1989, la distribution d'un dividende complémentaire de 13 F par action déjà payé, portera le dividende global pour l'exercice à 20 F par action, soit compte tenu de l'avance fiscale un revenu net par action de 30 F contre 24 F au titre de l'exercice 1987.

(*) Ce chiffre s'incrit par San Pellegrino, 1 804 M.F., en progression de 14 %.

مكتبة الأصيل

Économie

ÉNERGIE

Renonçant au prix de 18 dollars par baril

L'Arabie saoudite va laisser le marché fixer les cours du pétrole

A quelques jours de la conférence ordinaire de l'OPEP qui doit, à partir du 3 juin à Vienne, décider de la politique pétrolière — et des prix du brut — pour le second semestre, l'Arabie saoudite a annoncé un changement complet de stratégie. Renonçant à l'objectif de 18 dollars par baril suivi depuis trois ans par le cartel, le royaume estime que les producteurs doivent abandonner tout objectif chiffré de prix et se contenter de respecter un plafond de production étroit laissant le marché fixer librement les cours.

« L'Arabie saoudite ne considère plus 18 dollars comme un objectif », a déclaré le ministre saoudien du pétrole, M. Hisham Nazer, mardi 30 mai dans un entretien avec le *New-York Times*. « Nous pensons que le facteur-clé pour les prix (du brut) dépendra dans le cas de l'OPEP des décisions d'un strict respect des quotas de production. » Cette politique, a ajouté le ministre, précisant que le royaume abandon-

nerait aussi sa demande d'un prix minimum de 15 dollars, donnée aux pays membres « l'occasion de tirer avantage de la situation lorsque les prix dépassent 18 dollars ».

Cette prise de position marque un changement majeur de la politique saoudienne. En effet, depuis l'arrêt de la guerre des prix, en décembre 1986, le royaume, suivi par l'ensemble des pays du cartel, avait mis sa stratégie autour de la défense du prix moyen de 18 dollars, prix de consensus accepté tant par les producteurs que par les consommateurs, qui, bien que peu appliqué concrètement servait de référence à moyen terme à l'ensemble du secteur énergétique. Dans la pratique, ce prix était plutôt considéré comme un plafond : les producteurs du Golfe, Arabie saoudite en tête, s'efforçaient d'éviter une hausse trop brutale qui réduirait à terme le marché du pétrole, s'appliquant systématiquement depuis trois ans à stopper

toute envolée au-delà de 18 dollars en « ouvrant les vannes ».

An cours des dernières semaines, la reprise de la consommation, liée aux accidents perturbant la production en mer du Nord, avait poussé brièvement les cours mondiaux au-delà de 20 dollars. Cette envolée avait été une fois de plus arrêtée par une surproduction des pays du Golfe, et les cours sont retombés ces derniers jours autour de 18 dollars.

L'annonce du changement de politique saoudienne constitue une menace pour les producteurs et pour les consommateurs. L'Arabie saoudite, précédant qu'elle renonce également à la défense d'un prix-plancher de 15 dollars et qu'elle ne respectera la discipline que dans la mesure où les autres membres du cartel le feraient, laisse ouverte la possibilité d'une recrudescence des cours. Mais en sens inverse, elle fait aussi clairement entendre qu'elle ne s'opposera plus à une hausse brutale des prix.

VÉRONIQUE MAURIS.

TIERS-MONDE

Le Mexique obtient un répit sur trois ans du Club de Paris

Quatre jours après les Philippines, le Mexique a passé, à son tour, mardi 30 mai, le cap des négociations de rééchelonnement de sa dette garantie auprès du Club de Paris. Les premiers accords ont obtenu une consolidation de 1,9 milliard de dollars, le second de près de 2,5 milliards. Un cap essentiel pour ces deux pays considérés comme des tests pour la nouvelle stratégie internationale de réduction de la dette du tiers-monde.

Confortés par les crédits accordés par le FMI, un total de 1,7 milliard de dollars pour Manille, de 4,1 milliards pour Mexico, les gouvernements créanciers ont apporté, pour la première fois, leur pierre à ce nouvel édifice. La balle se trouve désormais dans le camp des banques commerciales.

Délicates, les négociations avec le Mexique ont abouti dans la nuit du 30 au 31 mai. Comme pour les Philippines, les négociateurs pouvaient se présenter comme les « bons élèves » de l'assainissement grâce à une réelle diversification de leur économie, une libéralisation du commerce extérieur et, tout dernièrement, la mise au point d'un code plus favorable aux investisseurs étrangers.

Porte de leurs propres faiblesses, une dette extérieure croissante, avec 107 milliards de dollars, parmi les plus lourdes du tiers monde, et une importance stratégique rendant indispensable, aux yeux de Washington, une rapide sortie de crise financière, les Mexicains avaient placé la barre très haut. Ils ont aujourd'hui la satisfaction d'être les premiers à bénéficier d'un traitement du Club de Paris calqué sur les « facilités élargies » du FMI qui portent sur trois ans. Leurs créanciers publics ont accepté d'étaler sur dix ans les remboursements qui devaient intervenir entre juin 1989 et juin 1992.

F. Cr.

TRANSPORTS

Les suites de l'accident d'Habsheim

Le commandant de bord suspecte le contenu des boîtes noires

A trois jours d'une confrontation organisée par le magistrat chargé de l'instruction du dossier sur la chute d'un Airbus A-320 d'Air France à Habsheim (Haut-Rhin), qui avait fait trois morts le 26 juin 1988, le commandant de bord de l'appareil, M. Michel Asseline, a choisi de répliquer aux accusations dont il est l'objet. Air France l'a licencié, en septembre dernier, et le ministre des transports a suspendu sa licence de pilote de ligne pendant huit ans, car les premiers éléments de l'enquête faisaient apparaître que l'équipage avait volé plus bas que prévu (10 mètres au lieu de 30 mètres), trop lentement (216 km, soit 5 km de plus seulement que la vitesse de décrochage) et qu'il avait remis les gaz trop tard pour éviter une forêt.

Dans le quotidien les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, M. Asseline déclare : « Les fameux enregistrements sur les paramètres de vol, les boîtes noires, ne sont pour moi qu'une vaste fustierie (...). Premier point, ces enregistrements sont trop courts d'une dizaine de secondes, ce qui ne colle pas avec le timing de l'accident. D'autre part, la position géographique de l'appareil nous situe, pendant 1520 secondes, quelque part en Zambie (...) et quelques secondes après au-dessus d'Habsheim (...). La seule solution est que ces bandes aient été revues et corrigées. »

M. Claude Béchet, président de la commission d'enquête technique sur l'accident, a démenti ces allégations en soulignant qu'il avait fallu plusieurs mois pour trafiquer les boîtes noires, compte tenu de la masse de paramètres enregistrés, et non les quelques jours qui ont précédé leur remise à la justice. M. Béchet a rappelé que le bureau américain de sécurité (NTSB) a eu accès à ces informations dans la semaine qui a suivi l'accident et qu'il n'a rien relevé d'anormal. « Qui peut croire qu'ils avaient intérêt à dissimuler un défaut sur un Airbus ? » conclut M. Béchet.

SOCIAL

Progrès de la CGT à EDF et à la RATP

Aux élections pour la désignation des représentants salariés aux conseils d'administration d'EDF et de Gaz de France, le mardi 30 mai, les listes CGT ont à chaque fois gagné 3 points par rapport aux résultats de 1984. Dans le cas d'EDF, la CGT gagne 1 siège et en défait donc 4 avec 54,61 % des suffrages exprimés, contre 51,36 % auparavant.

Sur un total de 150 234 inscrits, le nombre de votes et de suffrages exprimés est en recul de 3 points par rapport à 1984, respectivement, 66,72 % et 84,80 % du corps électoral. La CGT rassemble 22,86 % des suffrages et conserve son unique siège tout en progressant de 2 points (28,84 %). Toutes les autres organisations syndicales perdent des voix. A commencer par Force ouvrière qui passe de 15,16 % à 12,97 % et perd son siège. L'UNCM-CGC, dans le collège cadres, totalise 6,48 % des suffrages contre 8,42 %

et conserve son siège. La CFTC, elle, recule de 4,22 % à 3,07 %.

A Gaz de France, la CGT a obtenu 55,95 % des suffrages mais la répartition des sièges est inchangée, 3 allant à la CGT, 1 à la CFTD, 1 à FO et 1 à l'UNCM-CGC.

A l'élection des représentants des salariés au conseil d'administration de la RATP, la liste CGT a gagné 11 points et 1 siège par rapport à 1984. Mais la participation au vote a baissé de 12 points en cinq ans pour tomber à 53 % sur 59 498 inscrits.

La CGT obtient 50,8 % des voix et 5 sièges avec le même nombre de voix. La CFTD se maintient avec 10,6 % des suffrages et 500 voix de moins. En revanche, FO perd 7 points, 2 600 voix et 1 siège pour recueillir 18,1 % des voix. La liste d'entente (autonomes, CFTC, CGC) recule de 4,2 points et rassemble 20,5 % des suffrages.

Le conflit des employés municipaux d'Amiens en voie d'apaisement

AMIENS de notre correspondant

Le conflit qui opposait les employés municipaux d'Amiens au maire, M. Gilles de Robien (UDF-PR) sur le retour aux trente-neuf heures de travail hebdomadaire est apparemment terminé. Le syndicat FO, majoritaire, a décidé dans l'après-midi du 30 mai de quitter l'intersyndicale pour négocier directement avec le maire en acceptant le principe des trente-neuf heures. De son côté, la CFTD souhaite une concertation et un projet d'extinction.

Un mouvement de reprise du travail s'est dessiné le 30 mai au matin et confirmé dans la journée. Deux cents personnes seulement assistaient à l'assemblée générale de l'après-midi, qui n'a pas reconduit la grève. Ce dernier carré a considéré comme une trêve la décision de FO. Mais la CGT a bien été obligée de constater la démolition des troupes.

Le maire a remercié dans un communiqué les agents communaux qui n'ont pas cessé le travail et « la population qui sait garder son calme et sa dignité, malgré les désavantages restant dans la vie quotidienne ». Il ajoute : « La concertation la plus large doit dégager les modalités d'application des trente-neuf heures et les mesures d'accompagnement nécessaires à l'amélioration des conditions de travail et de modernisation des services. »

M. C.

L'Aérospatiale redéploie ses effectifs

La direction de l'Aérospatiale a présenté au comité central d'entreprise le « plan d'adaptation aux nouvelles technologies » qu'elle entend mettre en œuvre cette année.

An niveau global, ce plan se traduira par un millier d'embauches et l'augmentation de 32 600 à 32 700 des effectifs de l'Aérospatiale. Il suppose aussi 195 départs volontaires débouchant sur des créations d'entreprises et 555 départs en retraite. 686 salariés recevront une formation et 1 000 personnes seront appelées à changer soit d'établissement, soit d'atelier au sein d'un même établissement.

« Tisser Roudière : grève de la filature. — Quatre cent cinquante salariés de la filature du groupe des Tisser Roudière, qui emploie deux mille vingt-sept personnes, sont en grève depuis le début de la semaine, réclame l'arrêt de la production de filature et le plus touché par le plan de restructuration de l'entreprise qui prévoit la suppression de sept cent quarante-cinq emplois et l'embauche de seize personnes. Le groupe Roudière est le premier employeur du département.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 11,50 % mai et juillet 1989

Les intérêts courus du 3 juin 1988 au 2 juin 1989 seront payables, à partir du 3 juin 1989, à raison de 517,50 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 1,50 franc (montant brut : 519 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 86,21 francs auxquels s'ajoutent les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,50 francs, faisant ressortir un net de 419,79 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) : le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

TROISIÈMES CYCLES D'ÉTUDES URBAINES A L'UNIVERSITÉ DE PARIS X - NANTERRE

Année universitaire 1989-1990

DENS Aménagement et développement local (responsable : Guy Burgal)
DEA Morphologie, stratifications sociales, production de l'espace (responsable : François Grestie)

Inscriptions pédagogiques : avant le 30 juin
Demandes d'équivalences : avant le 2 juin

UNIVERSITÉ DE PARIS X

200, avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX Département de Géographie et de Sociologie - Tél. : (1) 40-97-72-00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque de la Méditerranée-France, sa.

L'assemblée générale des actionnaires réunie le 19 avril 1989 sous la présidence de M. Joseph Groland a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le total du bilan s'établit à 4,5 milliards de francs, en augmentation de 15 %.

L'exercice a été marqué par une progression de 20 % des dépôts clients, qui s'élevait à 2,5 milliards de francs. En outre, les dépôts fiduciaires atteignent 320 millions. Les prêts et avances à la clientèle totalisent 1,9 milliard de francs.

Le produit net bancaire s'élève à 100 millions de francs et le résultat brut d'exploitation avant amortissements, provisions et résultats exceptionnels à 42 millions de francs.

En novembre 1988, le capital a été porté à 200 millions de francs dans le but de financer l'acquisition d'un établissement bancaire à Londres.

Le recouvrement de l'activité, décidé il y a deux ans, a permis de développer les opérations sur la France qui atteignent 33 % ; le Moyen-Orient 30 % ; le solde étant réparti entre l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et l'Afrique.

Les résultats du premier trimestre 1989 confirment la poursuite du développement et dépassent légèrement les prévisions établies.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable, remboursables avec prime (Indemnité Électricité de France-Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1988 au 31 mai 1989 seront payables, à partir du 1^{er} juin 1989, contre détachement du coupon n° 41 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

110,55 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 1,50 F (montant global : 125,63 F) ;

55,27 F net par demi-obligation de 50 F, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 0,75 F (montant global : 62,81 F) ;

11,05 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source d'impôt forfaitaire de 0,15 F (montant global : 12,56 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date, les 324 773 titres de 100 F sortis au tirage du 24 avril 1989 et compris dans les séries de numéros 4 728-406 à 5 000-000 et 5 125-001 à 5 178-203 continueront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 42 au 1^{er} juin 1990 attaché, à 3 550,15 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

Les 17 630 titres de 50 F sortis au tirage du 24 avril 1989 et compris dans la série de numéros 5 000-001 à 5 124-365 et portant en plus de ces numéros la lettre X ou Y, cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 42 au 1^{er} juin 1990 attaché, à F 1 775,08 déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

L'intérêt complémentaire et la prime de remboursement ont été déterminés, en application de l'article 28 de la loi du 8 avril 1946 et des textes subséquents, d'après un prélèvement de 1 % sur les recettes d'exploitation de l'année 1988 d'un montant total de 1 656 771 227,97 F, soit :

1 331 388 478,38 F pour Électricité de France ;

325 382 749,59 F pour Gaz de France.

Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

| Numéros | Année de remboursement Obligations de 100 F | Prix de remboursement |
|------------------------|---|-----------------------|
| 1 à 21.655 | 1961 | 229,14 |
| 100.464 à 111.983 | 1961 | 229,14 |
| 111.984 à 176.195 | 1968 | 3.566,32 |
| 517.833 à 689.868 | 1969 | 352,50 |
| 731.005 à 874.872 | 1963 | 247,85 |
| 948.460 à 997.772 | 1960 | 219,74 |
| 997.773 à 1.125.597 | 1959 | 209,18 |
| 1.125.597 à 1.207.941 | 1960 | 219,74 |
| 1.480.165 à 1.664.139 | 1971 | 414,16 |
| 1.828.036 à 2.086.988 | 1980 | 1.367,15 |
| 2.200.027 à 2.414.171 | 1976 | 762,26 |
| 2.697.733 à 2.706.016 | 1979 | 1.164,57 |
| 2.706.017 à 2.909.004 | 1972 | 509,89 |
| 2.909.005 à 3.147.996 | 1979 | 1.164,57 |
| 3.150.209 à 3.367.843 | 1986 | 3.752,45 |
| 3.367.844 à 3.565.672 | 1977 | 905,44 |
| 3.565.673 à 3.775.224 | 1975 | 678,44 |
| 3.775.225 à 3.800.536 | 1977 | 905,44 |
| 3.800.537 à 3.901.566 | 1986 | 3.752,45 |
| 3.901.567 à 4.440.802 | 1984 | 266,65 |
| 5.535.044 à 5.549.292 | 1987 | 5.700,09 |
| 5.549.293 à 5.692.882 | 1987 | 3.700,09 |
| 5.692.883 à 5.833.939 | 1987 | 314,94 |
| 5.833.940 à 6.000.000 | 1985 | 283,17 |
| 6.130.001 à 6.309.967 | 1987 | 3.700,09 |
| 6.309.968 à 6.467.247 | 1986 | 297,52 |
| 6.467.248 à 6.540.453 | 1987 | 3.700,09 |
| 6.540.454 à 6.671.040 | 1985 | 3.391,16 |
| 6.671.041 à 6.895.191 | 1978 | 1.012,82 |
| 6.895.192 à 7.061.018 | 1985 | 3.391,16 |
| 7.061.019 à 7.110.353 | 1987 | 3.700,09 |
| 7.110.354 à 7.215.645 | 1981 | 1.771,59 |
| 7.215.646 à 7.438.451 | 1981 | 1.771,59 |
| 7.438.452 à 7.637.602 | 1974 | 565,62 |
| 7.637.603 à 7.695.799 | 1981 | 1.771,59 |
| 7.695.800 à 7.770.190 | 1983 | 2.532,54 |
| 7.770.191 à 8.065.253 | 1983 | 2.532,54 |
| 8.065.254 à 8.232.039 | 1968 | 335,35 |
| 8.232.040 à 8.261.587 | 1983 | 2.532,54 |
| 8.261.588 à 8.398.445 | 1983 | 2.532,54 |
| 8.398.446 à 8.662.692 | 1972 | 458,55 |
| 8.662.693 à 8.934.701 | 1970 | 380,25 |
| 8.934.702 à 9.295.439 | 1984 | 2.972,11 |
| 9.295.440 à 9.366.496 | 1982 | 2.155,29 |
| 9.366.497 à 9.441.487 | 1962 | 236,97 |
| 9.441.488 à 9.631.090 | 1962 | 236,97 |
| 9.631.091 à 9.733.999 | 1961 | 229,14 |
| 9.734.000 à 9.734.044 | 1962 | 236,97 |
| 9.734.045 à 9.939.295 | 1982 | 2.155,29 |
| 9.939.296 à 10.202.582 | 1988 | 3.566,32 |

* Série attestée par la prescription à compter du 01-06-89

| Numéros | Dixième d'obligation de 10 F (portant l'une des lettres, A, B, C, D, E, F, G, H, I ou K) | Prix de remboursement |
|-----------------------|--|-----------------------|
| 6.000.001 à 6.016.189 | 1965 | 28,32 |
| 6.016.190 à 6.095.868 | 1967 | 31,50 |
| 6.095.869 à 6.123.899 | 1967 | 370,02 |

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidant hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiaire de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon n° 41,
15,0743 F par obligation de 100 F nominal,
7,5372 F par demi-obligation de 50 F nominal,
1,5074 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;

sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 24 avril 1989),
470,4744 F par obligation de 100 F nominal,
235,2372 F par obligation de 50 F nominal.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, page 4330

مجلس الأمن

Marchés financiers

Selon une étude de l'AFSB

Un ordre en Bourse coûte en moyenne 224 F

Le coût moyen d'une transaction à la Bourse de Paris est de 224 F, et ceci quel que soit le montant de l'ordre. Toutefois, selon les Sociétés de Bourse, ce coût peut varier entre 107 F et 401 F. Telle est la principale conclusion d'une étude réalisée par l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB) sur le coût de la transaction à la Bourse, auprès d'une douzaine de ses membres, présentés mardi 30 mai à la presse.

Cette analyse intervient peu avant la libéralisation des courtages. Dès le 1^{er} juillet prochain, chaque société sera libre de fixer elle-même les tarifs qu'elle propose à ses clients pour l'achat ou la vente de valeurs mobilières (actions et obligations). L'étude de l'AFSB décompte ce prix moyen d'une transaction (224 F en 1988) en deux parties : un coût de traitement et un ensemble incluant toutes les autres charges, notamment les dépenses de promotion commerciale. Si le coût du

Pour la première fois

La Compagnie générale maritime et financière

a dégrégé des bénéfices en 1988

La Commerzbank

prend une participation

chez un assureur allemand

La Commerzbank, troisième banque allemande, prend une participation dans DBV + Partner Versicherung, premier assureur public en RFA et l'une des dix principales compagnies du pays (environ 6,3 milliards de francs de primes en 1988). La banque prend dans un premier temps 50 % dans les filiales de droit privé de DBV, pour un montant estimé à environ 150 millions de DM (environ 510 millions de francs). Dans un deuxième temps, elle devrait prendre une participation, qui pourrait atteindre 750 millions de DM, dans la maison mère qui doit être privatisée. La banque est d'ailleurs le chef de file du consortium chargé de cette privatisation.

Les deux partenaires mettront en commun leurs réseaux de vente mais ne seront pas liés par un contrat d'exclusivité, a précisé M. Walter Seipp, président du directeur de la banque.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations 1981 à taux variable

Les intérêts courus du 25 mai 1988 au 24 mai 1989 seront payables, à partir du 25 mai 1989, à raison de 495 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un droit à un avoir fiscal de 55 F (montant brut : 550 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 82,46 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 11 F, faisant ressortir un net de 401,54 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations 1983 à taux variable, soit 9 % pour 1988

Les intérêts courus du 6 juin 1988 au 5 juin 1989 seront payables, à partir du 6 juin 1989, à raison de 405 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un droit à un avoir fiscal de 45 F (montant brut : 450 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 67,47 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 9 F, faisant ressortir un net de 328,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations 14,80 % 1983.

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations à taux variable décembre 1988 (tranche A).

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations à taux variable décembre 1988 (tranche B).

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations à taux variable janvier 1989.

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations à taux variable janvier 1989.

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations à taux variable janvier 1989.

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION

ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS

Obligations à taux variable janvier 1989.

Les intérêts courus du 15 mars 1988 au 14 juin 1989 seront payables, à partir du 15 juin 1989, à raison de 226,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 56,53 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 82,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

NEW-YORK, 30 mai ↓

Baisse

Wall Street a ouvert ses portes mardi, après le long week-end du « Memorial Day », pour y accueillir la baisse. Le marché n'avait pourtant pas trop mal commencé la semaine. L'indice des industriels, lui, avait réussi à franchir la barre des 2 500 points. Mais, sur des ventes bénéficiaires, il lâchait prise, pour s'écrouler à la clôture à 2 475,55 (-18,22 points).

Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1978 valeurs traitées, 918 se sont relevées, 579 ont monté et 481 ont baissé.

À l'évidence, la décision prise par la Banque du Japon de relever le taux de l'escompte a refroidi l'atmosphère. Cette mesure était attendue. Mais elle a néanmoins relancé les craintes inflationnistes.

D'après les analystes, les investisseurs logent maintenant du côté de l'Allemagne fédérale pour voir si une décision analogue y sera prise. Une certaine confusion a régné autour du « Big Board » où des rumeurs, selon lesquelles la FED pourrait dévaluer un peu sa politique monétaire, faisaient l'objet de nombreuses conversations.

L'activité s'est un peu accrue avec 151,8 millions de titres échangés contre 143,1 millions vendredi.

| VALEURS | Cours du 29 mai | Cours du 30 mai |
|--------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 82 7/8 | 82 1/4 |
| Amgen | 50 1/2 | 50 1/4 |
| Boeing | 30 1/8 | 30 1/4 |
| Case Western | 111 1/2 | 110 5/8 |
| Chemical Bank | 42 3/4 | 42 1/2 |
| Eastman | 42 3/4 | 42 1/2 |
| General Electric | 54 3/8 | 54 1/4 |
| General Motors | 40 3/8 | 40 1/4 |
| IBM | 102 1/2 | 102 1/4 |
| ITT | 58 5/8 | 58 1/4 |
| Johnson & Johnson | 81 1/4 | 81 1/8 |
| Pfizer | 38 3/8 | 38 1/4 |
| Schering | 28 3/8 | 28 1/4 |
| Union Carbide | 27 3/8 | 27 1/4 |
| IBM Corp. en liquidation | 128 | 128 1/2 |
| Westinghouse | 61 3/4 | 61 1/4 |
| Yale Corp. | 65 | 64 1/2 |

LONDRES, 30 mai ↓

Baisse sensible

Après un long week-end, la Bourse anglaise a démarré lundi, le 29 mai, sur une note de hausse. La première séance de la semaine a été marquée par la baisse. Mardi l'indice FTSE a perdu 10,3 points, revenant à 2 120,85 (-2,5 %). L'ambiance a été calme avec 458 millions de titres traités. Le mouvement de la Bourse a été influencé par les craintes d'une nouvelle relance des taux d'intérêt britanniques, malgré celui d'un point la semaine dernière.

De nombreux secteurs se sont inscrits en baisse, notamment les industriels (C&N, Lucas), les alimentaires (Cadbury, United Biscuits) et la construction (Taylor Woodrow, Tarmac). Parmi les valeurs haussières, Midland a souffert de l'agitation sociale et de l'aggravation de la situation économique en Argentine. Les valeurs pétrolières ont été irrégulières (Burmah Oil, Lasso) de même que les électroniques (Cable and Wireless et STC).

Tout comme à Paris, Eurotunnel a perdu de sa cote à la suite de la semaine dernière sur l'effet d'une forte demande. La firme Gateway a progressé après l'amélioration à 1,67 milliard de livres (19 milliards de francs) de l'OPA du consortium Isacore.

FAITS ET RÉSULTATS

Continental prépare son introduction à Wall Street. Continental AG, quatrième producteur mondial de pneumatiques, va effectuer un premier pas en vue d'une introduction à Wall Street, par le biais d'une émission d'ADR (American Deposit Receipts), des certificats de dépôt négociables sur le marché new-yorkais.

Aucune société ouest-allemande n'est actuellement cotée à Wall Street, en raison des exigences posées par la Commission des opérations de Bourse américaine (SEC, Security and Exchange Commission) à leur introduction. La SEC réclame par exemple la publication de bilans trimestriels, obligation à laquelle peu de firmes ouest-allemandes sont prêtes à se plier.

Continental, depuis le rachat de General Tire, réalise un tiers de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Elle sera la deuxième firme ouest-allemande, après Volkswagen, à recourir aux ADR pour tourner cet obstacle.

Hanjin de 26,3 % des bénéfices de firme cotées au Japon. Les sociétés japonaises cotées à la Bourse de Tokyo ont enregistré une hausse moyenne de leurs bénéfices exploitables de 26,3 % au cours de l'année achevée le 31 mars, a annoncé vendredi 26 mai l'un des principaux instituts de recherche du pays.

Les bénéfices avant impôts combinés ont progressé de 26,3 % par rapport à l'année précédente tandis que les ventes ont augmenté de 8,1 %, a ajouté l'institut privé Wako.

Les résultats de Wako concernent quatre-vingt-dix sociétés cotées en Bourse mais ne

PARIS, 31 mai ↓

Hausse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris a enregistré une nette envolée. Dès qu'elle a ouvert, l'effort pour ne pas trop perdre de mauvaises humeurs a été sensible. Cette journée avait mal commencé. Dès 10 heures du matin, le marché lâchait du lest (-0,53 %). Pendant l'heure suivante, le mouvement de balais s'accroissait (-0,7 %). Singulièrement, la résistance donna l'impression de s'organiser. Vers 12 h 30, l'indicateur instantané n'accusait plus d'un retard de 0,33 %. Dans l'après-midi, il s'établissait à 0,24 % seulement en dessous de son niveau précédent.

Mauvaise est le qualificatif qui convient le mieux à la séance. Bien que la hausse des prix de détail pour avril se situe dans la fourchette basse (+0,8 % au lieu de 0,7 %), la poussée inflationniste n'est pas moins décelable, dont l'OCCE fait état en parlant d'une moyenne annuelle de 5,5 % pour l'Europe et de 6 % pour les États-Unis.

Surtout, la mauvaise nouvelle est venue du front commercial, avec une aggravation du déficit, pour avril (3,78 milliards de francs, contre 2,90 milliards pour mars), surtout dit, il est vrai, à l'aggravation de la facture énergétique, occasionnée par la hausse du dollar. Est-ce l'application de la résistance maintenue par la Bourse après une première réaction négative. Les professionnels ne savaient pas que dire, surtout après la baisse de Wall Street. « Tout s'effiloche », se borne à nous dire l'un d'entre eux, « Tiers I. Regardez la pendule. Elle a cinq minutes de retard. On n'a même vu ça. Personne ne le remet à l'honneur. »

Rapportons qu'il s'agit de la pendule fabriquée par M. Laporte fils, horloger du roi, et installée pour l'inauguration du palais Brongniart, en 1828. En attendant, pour l'instant, le Bureau de France n'a pas touché à ses taux. C'est peut-être une consolation, avec la baisse du dollar.

TOKYO, 31 mai ↑

Légère reprise

Après une journée de baisse, une légère reprise s'est produite mercredi au Kabuto-cho. Amorcé dès l'ouverture, mais très lent, le mouvement ne devait s'accroître un peu que dans l'après-midi. En fin de journée, à la fin de la séance, l'indice Nikkei enregistrant un gain de 189,86 points (+0,56 %) à la clôture.

Les investisseurs ont tenu le ton de l'attente sur les indices s'est borné à dire point commentaire M. Craig Chandler, spécialiste chez Smith New Court.

Le mouvement est, semble-t-il, étroitement lié à la décision de la Banque du Japon de durcir sa politique monétaire. Par prudence, ils attendent de voir quel sera l'impact sur le yen. L'activité en japonais, qui est restée assez faible avec moins de 800 millions de titres échangés contre 650 millions la veille.

Haussé des valeurs bancaires, des pharmaciens, des ingénieurs, et de certains titres liés à la haute technologie.

FAITS ET RÉSULTATS

Avon n'est toujours pas à vendre. Le fabricant américain de cosmétiques Avon continue à se battre pour vendre sa filiale Mary Kay qui a été achetée par la compagnie n'était toujours pas à vendre, et ne voyait aucun bénéfice à tirer d'une fusion des deux groupes.

Avon répondait ainsi à une lettre rendue publique la semaine dernière par Mary Kay dans laquelle, à son tour, ce groupe exprimait son intérêt pour Avon, sans toutefois faire une offre précise.

Avon avait déjà refusé la semaine précédente une offre d'Amway, qui proposait 2,1 milliards de dollars, soit 39 dollars par action.

Après la publication de la réponse d'Avon, l'action de ce groupe a perdu 325 dollars à Wall Street, pour coter 35,625 dollars.

Valco : hausse de 13 % du chiffre d'affaires au premier semestre. Valco (équipement automobile) prévoit un chiffre d'affaires en hausse de 13 % pour le premier semestre 1989 par rapport à la même période en 1988 et dépassant le cap de 10 milliards de francs, a annoncé son président, M. Noël Goussard, à l'occasion d'une assemblée générale ordinaire.

En 1988, Valco, avec un chiffre d'affaires de 16,5 milliards de francs (+33 % par rapport à 1987), a réalisé des bénéfices net consolidés avec 890 millions de francs (+102 %).

Parmi les objectifs de l'entreprise en 1989, Noël Goussard a en particulier rappelé l'achèvement de l'usine de démarrage de L'Alco d'Alban, des deux usines espagnoles de Murcie (projections de feux) et de Martorellas (moteurs) et de l'usine sud-coréenne de Pyeong-Hwa (traction de freins).

PARIS :

Second marché (collection)

| VALEURS | Cote | Dernier cours | VALEURS | Cote | Dernier cours |
|-------------------|--------|---------------|-----------------------------|------|---------------|
| Amgen & Amgen | 402 | 402 | La 1 ^{re} de Paris | 376 | 376 |
| Amgen | 284 | 284 | La 2 ^e de Paris | 376 | 376 |
| BAC | 278 | 278 | La 3 ^e de Paris | 376 | 376 |
| B. Compt. & Sec. | 505 | 505 | La 4 ^e de Paris | 376 | 376 |
| BICM | 751 | 751 | La 5 ^e de Paris | 376 | 376 |
| BIP | 528 | 528 | La 6 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Bolton | 345 | 345 | La 7 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Bolton Technology | 235 | 235 | La 8 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Bolton Lysol | 1931 | 1931 | La 9 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Bolton Lysol | 336 | 336 | La 10 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Bolton Lysol | 382 | 382 | La 11 ^e de Paris | 376 | 376 |
| CAL de P. ECL | 590 | 590 | La 12 ^e de Paris | 376 | 376 |
| CALC | 172 30 | 172 30 | La 13 ^e de Paris | 376 | 376 |
| CALM | 1989 | 1989 | La 14 ^e de Paris | 376 | 376 |
| C. Soc. B. | 372 | 372 | La 15 ^e de Paris | 376 | 376 |
| CEALD | 830 | 830 | La 16 ^e de Paris | 376 | 376 |
| CESEP | 226 | 226 | La 17 ^e de Paris | 376 | 376 |
| CESEP-Compt. | 2000 | 2000 | La 18 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Compt. d'Org. | 615 | 615 | La 19 ^e de Paris | 376 | 376 |
| COMIL | 805 | 805 | La 20 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Coleman | 251 | 251 | La 21 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Compt. | 340 | 340 | La 22 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Coultan | 394 | 394 | La 23 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Coultan | 440 | 440 | La 24 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Dal | 158 | 158 | La 25 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Dal | 1400 | 1400 | La 26 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Dewberry | 1190 | 1190 | La 27 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Dell | 200 | 200 | La 28 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Dell | 302 | 302 | La 29 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Elyse Invest | 19 | 19 | La 30 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Finter | 220 | 220 | La 31 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Garcia | 440 | 440 | La 32 ^e de Paris | 376 | 376 |
| G. Soc. B. ECL | 220 | 220 | La 33 ^e de Paris | 376 | 376 |
| Gilbert | 672 | 672 | La 34 ^e de Paris | 376 | 376 |
| LCC | 250 | 250 | La 35 ^e de Paris | 376 | 376 |
| LCC | 353 | 353 | La 36 ^e de Paris | 376 | 376 |
| LCC | 88 30 | 88 30 | La 37 ^e de Paris | 376 | 376 |
| NE | 200 | 200 | La 38 ^e de Paris | 376 | 376 |
| NE | 376 | 376 | La 39 ^e de Paris | 376 | 376 |
| La Compt. Sec. | 278 | 278 | La 40 ^e de Paris | 376 | 376 |

LA BOURSE SUR MINITE

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables

le 30 mai 1989

| VALEURS | PRIX | OPTION D'ACHAT | OPTION DE VENTE |
|---------|------|----------------|-----------------|
| | cote | juin | juin |
| | | dernier | dernier |
| Apex | 688 | 18,20 | 28 |
| CGE | 490 | 35 | 42 |
| CGE | 446 | 65,50 | 1 |
| CGE | 118 | 17 | 22 |
| CGE | 1550 | 42,50 | 33 |
| CGE | 182 | 19 | 28 |
| CGE | 1550 | 6 | 35 |
| CGE | 490 | 16,50 | 32 |
| CGE | 1550 | 144 | 6 |
| CGE | 490 | 18 | 33 |
| CGE | 490 | 9 | 13 |
| CGE | 289 | 26,50 | 31 |
| CGE | | | 0,55 |
| CGE | | | 5 |

MATIF

| COURS | juin |
|-------|------|
|-------|------|

BOURSE DU 31 MAI

**Cours relevés
à 14 h 56**

| Compte | VALEURS | Cours précl. | Prémière cours | Dernière cours | % + - | Composi- tion | VALEURS | Cours précl. | Prémière cours | Dernière cours | % + - | Composi- tion | VALEURS | Cours précl. | Prémière cours | Dernière cours | % + - | Composi- tion | VALEURS | Cours précl. | Prémière cours | Dernière cours | % + - | Composi- tion | |
|--------|-----------------|-----------------|-------------------|-------------------|----------|------------------|---------|-----------------|-------------------|-------------------|----------|------------------|---------|-----------------|-------------------|-------------------|----------|------------------|---------|-----------------|-------------------|-------------------|----------|------------------|--|
| 1000 | C.R.E. 3% * | 3800 | 3800 | 3827 | + 0.88 | | | | | | | | | | | | | | | Butterfield | 72 | 71.05 | 74.1 | - 1.39 | |
| 1000 | S.A.P. 7% * | 1080 | 1082 | 1082 | + 0.18 | | | | | | | | | | | | | | | Cash Metals | 24 | 24.00 | 24.00 | - 0.00 | |
| 1000 | C.R.E. 7% * | 1280 | 1282 | 1282 | + 0.18 | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T.P. | 1120 | 1121 | 1121 | | | | | | | | | | | | | | | | Edco Bay Mines | 88 | 90.10 | 90.10 | - 0.00 | |
| 1000 | Edif. Lyon T | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Comptant (collection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS | | COURS DES BILÉTS | |
|-------------------|-------------|---------|------------------|--------|
| | par cwt. | 31/6 | Achès | Ventes |
| Fromages (N° 1) | 8 607 | 8 745 | 5 830 | 6 990 |
| Idem (N° 2) | 8 595 | 7 911 | | 348 50 |
| Idem (N° 3) | 338 745 | 330 250 | 338 800 | 348 50 |
| Cholera (100 pds) | 18 178 | 18 232 | 15 680 | 18 500 |
| Payenne (100 pds) | 300 590 | 301 620 | 281 830 | 310 50 |
| Idem (100 pds) | 58 360 | 58 360 | 58 360 | 81 50 |
| Idem (100 pds) | 94 180 | 93 880 | 90 | 96 50 |
| Idem (100 pds) | 10 882 | 10 671 | 10 390 | 11 100 |
| Idem (100 pds) | 4 373 | 4 373 | 4 370 | 4 370 |
| Idem (100 pds) | 387 620 | 382 750 | 378 | 400 |
| Idem (100 pds) | 100 950 | 100 700 | 97 | 105 |
| Idem (100 pds) | 48 135 | 48 210 | 48 600 | 48 600 |
| Idem (100 pds) | 52 230 | 52 230 | 52 230 | 52 230 |
| Idem (100 pds) | 4 090 | 4 090 | 4 090 | 4 090 |
| Idem (100 pds) | 5 532 | 5 532 | 5 540 | 5 540 |
| Idem (100 pds) | 4 751 | 4 727 | 4 590 | 4 590 |

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | COMMUNICATION | ÉCONOMIE | INFOS SERVICES | TELEMATIQUE |
|--|--|--|---|---|---|---|
| 3 Les émeutes se poursuivent en Argentine. 4 Chine : premières arrestations à Pékin. 5 Les réactions après le sommet de l'OTAN. 6 Pologne : la campagne pour les élections du 4 juin. | 10 La campagne pour les élections européennes. 11 Assemblée nationale : l'opposition s'apprête à déposer une motion de censure. 12 Un entretien avec M. Emmanuel, trésorier du PS. | 15 La visite du pape dans les pays scandinaves. — Les Versets sataniques en justice. 16 Tennis : les internationaux de France. — La sortie de Noah. | 21 M. Quilès à Méditerranée. — Le lancement des programmes de la SEPT. | 31 Le cinquantième congrès HLM. — L'affaire LVMH en justice. 33 L'Arabie saoudite va laisser le marché pour les cours du pétrole. 23 Emploi : l'avenir des carrières médicales. 34-35 Marchés financiers. | Abonnements 2 Annonces classées 28 Carnet 19 Météorologie 22 Radio-Télévision 22 Mots croisés 22 | • Chaque matin, le mini-journal de la rédaction • En direct de la Bourse de Paris 3615 tapers LEMONDE • Commandez vos livres et disques par minitel : DIS • Les offres d'emploi de Monde EMPLOI 3615 tapers LM |

Le déficit du commerce extérieur de la France a atteint 3,8 milliards de francs en avril

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 2,4 milliards de francs en avril. Après correction des variations saisonnières, le déficit atteint 3,8 milliards, les importations s'étant élevées à 97,1 milliards de francs, tandis que les exportations n'atteignent que 93,3 milliards de francs, en baisse de 3,3 % sur le mois de mars (96,5 milliards de francs).

Le résultat d'avril traduit une détérioration de la balance commerciale, puisque, en mars (-280 millions après correction des variations saisonnières), et en février (-432 millions) les déficits étaient revenus à des niveaux très faibles. La signification des chiffres mensuels ne doit pourtant pas être exagérée : sur les trois derniers mois comme, le déficit atteint 4,5 milliards de francs, soit une moyenne mensuelle de 1,5 milliard, déséquilibre modéré.

Comment s'explique la détérioration d'avril ? Essentiellement par la balance des produits manufacturés, dont le déficit (matériel militaire compris) a atteint 5,5 milliards de francs après 2 milliards en mars, 3,5 milliards en février et 3,5 milliards en janvier. Le déficit mensuel pour 1988. Ce chiffre, atteint malgré la vente de huit Airbus pour 2,6 milliards de francs, est mauvais : s'il se répétait, il mettrait un terme à l'amélioration enregistrée ces derniers mois dans ce domaine.

• **ÉTATS-UNIS** : boom des investissements étrangers. — Les investisseurs étrangers ont consacré 65 milliards de dollars pour acheter ou établir des entreprises aux États-Unis en 1988 contre 40,3 milliards en 1987, a annoncé, mardi 30 mai, le département du commerce. — (AFP.)

M. Rocard propose la création d'un Conseil supérieur de la langue française

Le conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 31 mai a autorisé M. Michel Rocard à engager la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers, conformément à l'article 49-3 de la Constitution. Ce texte, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, fait l'objet d'une obstruction de la part des députés de l'opposition, les groupes UDF et RPR ayant l'intention de déposer une motion de censure à son encontre (voir page 11).

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un projet de décret instituant un Conseil supérieur de la langue française et une Délégation générale à la langue française. Ces deux instances doivent remplacer respectivement le Comité consultatif et le Commissariat général de la langue française, victimes, selon M. Rocard, d'une certaine « somnolence », et devront assurer un meilleur suivi de l'usage et de l'évolution de la langue française tout en renforçant son rayonnement grâce, notamment, à une meilleure coordination avec les instances chargées de la francophonie.

M. Michel Rocard, ministre d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a, pour sa part, présenté au gouvernement un projet de décret aménageant la situation statutaire de certaines catégories de fonctionnaires. Sont notamment concernés par cette révision du classement indiciaire de certains grades et emplois, les cinq

mille trois cents infirmiers d'État, les magistrats de la Cour des comptes et les agents comptables des PTT.

A l'occasion de la communication de M. Alain Daurand, ministre délégué chargé de la francophonie, sur le troisième sommet des pays francophones qui s'est tenu du 24 au 26 mai à Dakar, M. François Mitterrand a tenu à rappeler les conditions dans lesquelles il avait alors annoncé l'annulation de la dette africaine. Le président de la République a réaffirmé que le Parlement français aurait à débattre de cette proposition, qui lui avait été initialement suggérée par M. Pierre Bérégovoy, avec l'appui de M. Rocard.

An chapitre des mesures individuelles, M. Pierre Guédon a été nommé préfet hors cadre tandis que M. Ivan Barbot, directeur général de la police nationale, a été installé préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne. Enfin, M. Gérard Eymery a été nommé président-directeur général de la Compagnie générale des communications.

• **TENNIS** : les internationaux de France. — Voici les résultats des premiers matches comptant pour le deuxième tour des Internationaux de France de tennis, qui ont eu lieu mercredi matin 31 mai à Roland-Garros.

★ Simples dames : G. Sabatini (ARG, n° 2) b. A. Dechaume (FRA) 6-3, 6-2 ; A. Kijimuta (JAP) b. H. Sukova (TCH, n° 5) 6-1, 7-5 ; N. Provis (AUS) b. L. Lapé (ITA) 6-1, 6-1.

★ Simples messieurs : J. Bates (GB) b. O. Rahnasto (FIN) 6-3, 6-2, 6-4 ; J. Hlasek (SUI, n° 6) b. A. Gomez (ECU) 6-4, 6-2, 6-2.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Après la prise de position de M. Giscard d'Estaing pour l'armée de métier

La gauche, le RPR et M. Waechter affirment leur attachement au service national

La proposition formulée lundi 29 mai sur Antenne 2, au cours de l'Heure de vérité, par M. Valéry Giscard d'Estaing, de voir étudier « pour la France » la possibilité d'une armée professionnelle (...) qui signifierait la disparition du service militaire tel que nous le connaissons aujourd'hui » a provoqué de nombreuses réactions. L'ancien chef de l'État lui-même a cru devoir, mardi, préciser ses propos de la veille. Il s'agit de forger pour l'avenir, a-t-il déclaré la tête de liste UDF-RPR, « une armée professionnelle qui serait mise au service d'objectifs européens de défense et qui développerait plus facilement sa coopération avec les partenaires européens sur le plan des langues, de l'entraînement et des matériels ».

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a estimé mardi qu'il ne fallait « certainement pas supprimer le service national qui est un grand facteur de cohésion nationale et de mobilisation ». « Il faut au contraire l'étendre et le rendre plus égalitaire », a ajouté M. Joxe, comme s'apprête à le faire Jean-Pierre Chevènement. Le service national est un instrument à la fois de défense nationale et de démocratie ».

Si les socialistes sont « attachés à la conscription », ils sont aussi favorables « à des aménagements du service national », a de son côté déclaré M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste. « La proposition de M. Giscard d'Estaing n'est pas la nôtre, a encore fait valoir l'ancien premier ministre. De plus, l'idée de nation ne semble avoir de relief à ses yeux qu'en temps de guerre. Même en temps de paix, la nation est une notion à laquelle la gauche est très attachée ».

Socialiste et spécialiste, l'ancien ministre de la défense Charles Hernu a, en revanche, déclaré mardi à Villeurbanne (Rhône) que, « personnellement », il n'était « pas du tout hostile » à l'idée émise par M. Giscard d'Estaing. Pour M. Hernu, « dans la perspective d'une sécurité de l'Europe, et non pas d'une défense européenne qui supposerait une politique commune, on pourrait étudier la question parce qu'aujourd'hui les moyens techniques et technologiques sont tels qu'il est possible de créer une armée qui n'aurait plus besoin du volontariat service long pour les jeunes du contingent qui prenaient un engagement supplémentaire : « C'est comme ça qu'on a pu envoyer des soldats au Tchad, au Liban ou ailleurs ».

Dans son approbation, M. Hernu rencontre des alliés objectifs à l'UDF. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, pense que le projet exprimé par le président de l'UDF est « tout à fait exanthématique », car c'est « un des sept ou huit éléments à étudier à la lumière des débats qui vont suivre la réunion de l'OTAN et les décisions de la CEE (...) ». C'est une position sur laquelle on a intérêt à réfléchir avec nos partenaires européens ».

L'ancien premier ministre Raymond Barre préfère ne pas trancher, jugeant que l'armée de métier est « un sujet très complexe, qui donne à réfléchir ».

Pas d'obscuration du côté du Parti communiste français. Le président du groupe à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, est « contre l'armée de métier » qui représente, selon lui, « la vieille haine des forces réactionnaires voulant une armée

prétorienne ». « Les communistes sont attachés à l'armée de conscription, ils sont dans la tradition de Jean Jaurès, ajoute le député communiste de l'Allier. Mais nous voulons un service militaire de six mois ».

M. Antoine Waechter, tête de liste des écologistes aux européennes, se déclare « favorable au maintien du service national » en France « avec possibilité de choisir entre un service conventionnel et un service civil ». « Si l'on n'a pas une implication de la population dans la défense de son territoire, estime le chef de file des Verts, on n'assurera pas une bonne transition vers le désarmement ».

Les réactions à la proposition de M. Giscard d'Estaing ont été plutôt hostiles au sein du bureau du groupe RPR à l'Assemblée nationale qui a émis la question au cours de sa réunion de mardi. M. Claude Labbé, président d'honneur du groupe, a déclaré que « le devoir militaire ne lui semblait pas devoir être supprimé (...) ». Il faut des gens de métier dans l'armée, et peut-être plus, mais il ne faut pas supprimer la conscription ». Désapprobation aussi M. Jean de Lipkowski (député de la Charente-Maritime) et Robert-André Vivien (Val-de-Marne). « L'armée de métier peut être l'instrument d'un pouvoir autoritaire », craint ce dernier. M. Bernard Pons, président du groupe, a jugé sur un ton ironique « tout à fait originale et intéressante » la proposition de l'ancien président de la République. M. Jacques Godfrain (Aveyron) a cru retrouver les sources de M. Giscard d'Estaing, notant qu'il avait dit autrefois « le livre du colonel de Gaulle sur l'armée de métier », ajoutant : « On n'en est pas encore là, c'est le député du Larzac qui vous parle ».

Au conseil des ministres

M. François Roussely est nommé directeur général de la police nationale

Un vaste mouvement de responsables au ministère de l'Intérieur a été adopté par le conseil des ministres du mercredi 31 mai. Directeur du cabinet de M. Pierre Joxe, M. François Roussely est nommé directeur général de la police nationale, où il remplace M. Ivan Barbot, nommé préfet de la région Poitou-Charentes.

M. Pierre Joxe a décidé d'accrocher les choses. Enfin ! diront sans doute ceux qui collaboraient de son cabinet ou syndicalistes policiers, l'exhortent. Au ministère de l'Intérieur, la nomination de M. François Roussely à la direction générale de la police nationale (DGP) était en effet attendue, depuis l'annonce, début l'automne dernier.

Mais M. Joxe prenait son temps, hésitant à se séparer de cet homme-orchestre, ancien conseiller technique de Gaston Defferre, rencontré place Beauvau en juillet 1984 quand il succéda à ce dernier et qui, depuis lors, était devenu son bras droit, y compris de 1986 à 1988, durant la cohabitation.

Aux dernières nouvelles, M. Roussely devait remplacer M. Ivan Barbot à la tête de la DGP après l'investiture solennelle de celui-ci, l'été prochain, par le président de la République, comme président d'Interpool. M. Joxe a finalement décidé d'accrocher le mouvement sous la pression de ses interlocuteurs policiers, et notamment des principaux syndicats.

Le meeting organisé, le 25 avril, par la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP) tout comme les manifestations de policiers en civil du SNAPC, le 23 mars, avaient pour cible un directeur général jugé trop évasif, trop souvent en déplacement à l'étranger et trop peu investi dans une réflexion novatrice sur les structures de la police nationale. A leurs yeux, la nomination de M. Barbot en janvier 1987, après une partie

de bras de fer entre M. Charles Pasqua et l'Élysée — où, pour la petite histoire, il bénéficiait de l'appui de Roger-André Pélissier — était le résultat d'un compromis plutôt que l'expression d'une politique.

Hommes-clés

Le choix de M. Roussely en est l'antithèse. Socialiste de cœur quoique son militant d'esprit, ce haut fonctionnaire issu de la Cour des comptes est en cours de réformation entreprise place Beauvau depuis 1981 : décentralisation, formation des personnels, plan de modernisation de la police nationale.

Trois critiques sur le fonctionnement de l'État et très incisive sur la nécessaire réforme du service public policier, il a su se faire apprécier par beaucoup tant pour sa compétence que pour sa courtoisie. Entré au cabinet de Gaston Defferre en juin 1981 pour suivre les aspects financiers de la décentralisation, il en devient directeur adjoint en avril 1984, place qu'il conservera auprès de M. Joxe jusqu'à ce que celui-ci le promue, en mars 1985, directeur de cabinet, poste qu'il a retrouvé en mai 1988.

A quarante-quatre ans, le voici au centre d'un dispositif administratif où l'on retrouve plusieurs des hommes-clés de la politique impulsée par la gauche au ministère de l'Intérieur : M. Pierre Verbugge, ancien DGP lui-même de juin 1983 à janvier 1987, à la préfecture de police de Paris ; M. Jean-Marc Erbes, ancien directeur de la formation des personnels policiers,

Sur le vif

A vos rangs, fixe !

Quelle faux d'orchestre, les socialistes ! Dire que pour se faire élire en 1981, ils nous avaient promis de la réduction de moitié, la durée du service militaire. C'était sa 105^e proposition, à mon humble avis. Les autres, on y a toutes eu droit, mais alors celle-là, où elle a bien pu passer, on se dit pas.

Ce matin dans la capitale, ils le cherchaient partout. Ils ont retrouvé sa trace en avril 1983 au fond d'un couloir de ministère. C'était déjà plus ça. Elle avait pris du ventre. Un ventre de neurone au lieu de six. Après quoi, elle disparaît. A la trappe ! Service, service. C'est bon pour la morale, ça brasse les idées, ça les occupe, les bêtises. Vaut mieux se pointer à la caserne qu'aux ASSÉD.

Fallait voir ce soir en soirée électorale à gauche, à droite et au milieu quand VGE, l'ex-futur président, a donné un bon coup de pied médiatique dans la fourmilière, l'autre soir, à l'heure de vérité. T'es fait très fort, là, mon chat. Bravo ! On est tous avec toi. La guerre, si un jour faut y aller, ce sera un truc de pro, vauchement espéré, informé, tout ça. On peut plus le confier à ces consorts d'opinion qui savent pas quoi inventer pour y couper. Il y en a un sur trois.

Les points malins, les pionsnés, qui arrivent à se défilier.

Les confitures ont rendu leurs miettes à nos élus : alors, l'armée de métier, ça vous tente ? Un coup, c'est ça. Un coup, c'est ça. Je vais vous dire, on s'en fout de votre opinion. Vous connaissez le nôtre. Oh nous a sondés dans le Monde. Le service militaire on est contre. Le service civil, ça ça nous l'a pas demandé, mais je vous prie qu'on s'en aille pour à une énorme majorité.

Au lieu de protéger nos frontières — lesquelles d'ailleurs, celles de la France ou celles de l'Europe ? — de faire le nécessaire pour protéger la nature et de donner un coup de main aux pays en voie de se développer, nos gars, ça serait vraiment plus utile, vous croyez pas, à l'heure du ministre de l'environnement ? Non, il croit pas. Il préfère les voir réarmer les chiottes à la brosse à dents. Chapeaux les Verts !

Vous savez ce qu'on devrait lancer avec nos voisins ? Un énorme mouvement populaire genre Touche-à-mourir. Ça marcherait du tonnerre. Vous à l'appel à l'aidé. Non à l'appel au caïd.

CLAUDE GARRAUTE

M. Barzani dénonce le projet de « dékurdisation » du nord de l'Irak

Au début d'avril, les autorités irakiennes avaient ordonné aux habitants des agglomérations de Kirkouk et de Ramadi, au nord de l'Irak, de quitter leurs habitations avant le 25 avril dans le cadre

d'une campagne apparemment destinée à vider le nord du Kurdistan irakien de sa population autochtone. La mise en application de cette mesure fut perçue par la suite comme un « fait » et finalement suspendue sans qu'aucun nouveau décret ait été pris pour l'évacuation des quelque deux cent cinquante mille Kurdes qui habitent cette région.

Récemment de passage à Paris, M. Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), a lancé au cours d'un entretien avec le Monde un appel à l'opinion publique internationale pour qu'elle mette tout en œuvre pour empêcher la déportation par l'Irak des Kurdes du nord du pays. Selon M. Barzani, malgré la suspension des mesures de déportation envisagées au début d'avril par Bagdad, les autorités irakiennes n'ont pas abandonné leur projet de déporter les Kurdes du Nord de leurs villages traditionnels pour les reléguer dans des camps.

M. Barzani note que les nouvelles mesures de déportation envisagées par Bagdad constituent l'étape finale du projet de « dékurdisation » du nord de l'Irak. « Quatre mille villages kurdes, dit-il, ont été déjà détruits au Kurdistan irakien au cours des dix dernières années sous le prétexte fallacieux qu'ils représentaient un risque de sécurité pour l'Irak ». Selon le chef du PDKI irakien, « environ un million de Kurdes ont déjà été déplacés vers les périphéries des grandes villes du Kurdistan et vers les zones stratégiques construites dans le centre et le sud du pays ». Il ajoute : « Le plan de déportation actuellement en cours concerne ce qui reste encore des villages traditionnels kurdes, soit un peu moins de cinq cents ».

M. Barzani estime que la « relative passivité » de la communauté internationale devant des mesures qui, dit-il, « relèvent du génocide », alors que des mesures similaires prises par les autorités de Bucarest contre des villages roumains ont suscité un peu partout de vives protestations.

Évoquant la situation intérieure en Irak, M. Massoud Barzani affirme qu'il n'y aura pas de stabilité politique dans ce pays tant que le problème kurde ne sera pas réglé. Il confirme que, depuis le cessez-le-feu irano-irakien, les pechmégas kurdes ont abandonné leur tactique de guerre : « frontale », contre les troupes gouvernementales pour recourir à une stratégie de guérilla. Celle-ci, précise-t-il, est menée par des petits groupes de combattants et vise non seulement des objectifs militaires, mais également des cibles économiques et industrielles « vitales » dans les centres urbains, « y compris à Bagdad ».

EDWY PLENEL

Institut Florimont

37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENEVE - Tél. : 22/792-09-11

Collège Marie-Thérèse

24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENEVE - Tél. : 22/794-26-20

Institut Notre-Dame du Lac

17, ch. Nant-d'Argent - CH-1223 GENEVE - Tél. : 22/752-13-44

Établissements catholiques ouverts aux élèves de toutes religions.

JARDINS D'ENFANTS - CLASSES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

INTERNAT-EXTERNAT

BACCALAURÉAT FRANÇAIS - MATURITÉ SUISSE

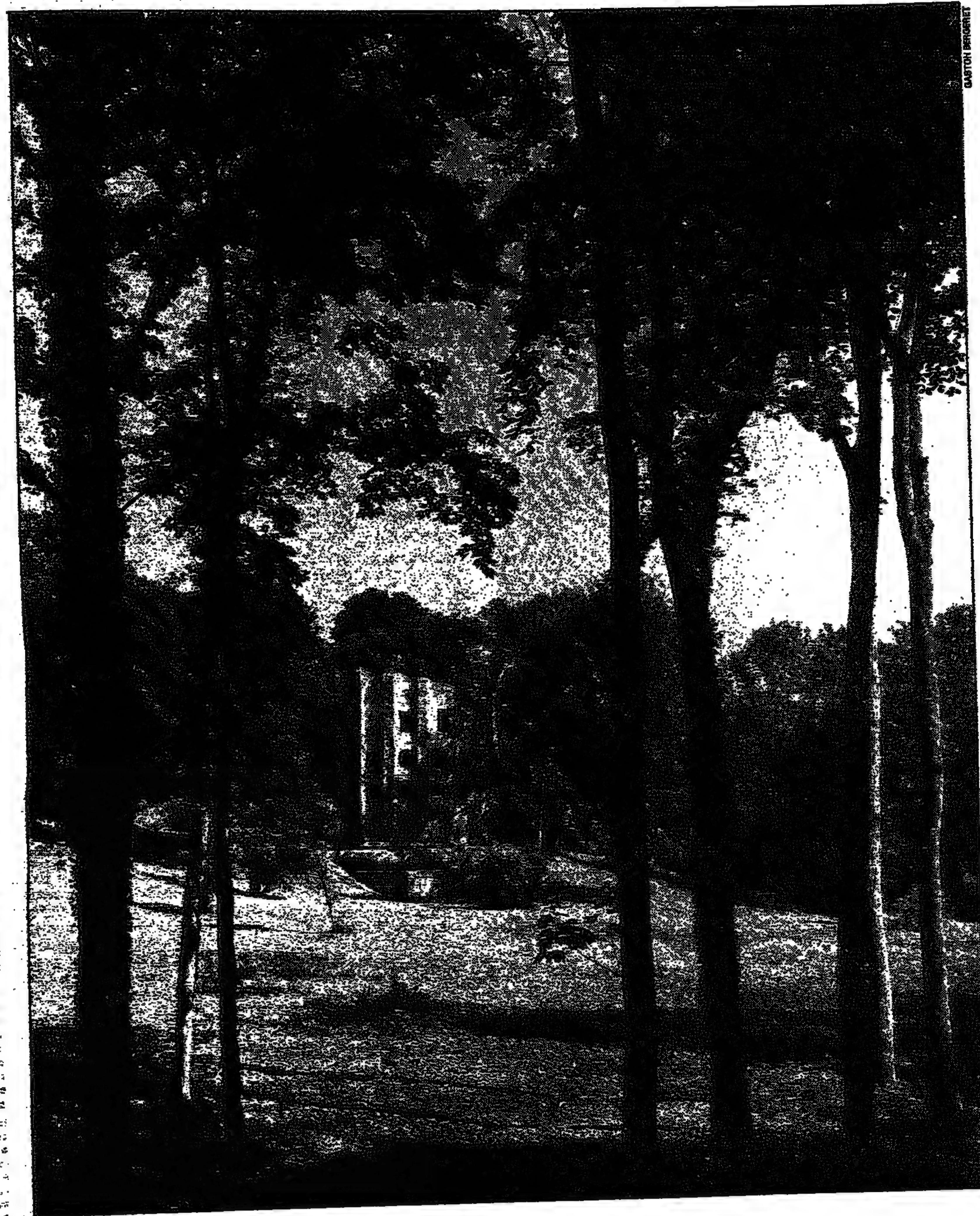
JEAN GUYERAS

LOCATIONS
1.400 LOCATIONS
PARIS ET REGION
PARISIENNE
7 jours / 7
24 Heures sur / 24
36.15 LOCAT

هنا نحن الأصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



DU DÉSERT DE RETZ AUX BOSQUETS SONORES D'OSAKA

Jardins des villes, jardins des champs

Paillasson des villes où les citadins vont s'ébattre le dimanche, passe-temps des retraités amateurs de rosiers, les jardins, ont, depuis plus d'un siècle, perdu toute signification. Pourtant ils sont cette année à l'ordre du jour. Un « mais » leur est consacré dans le calendrier des festivités officielles. Des crédits sont débloqués pour les plus malades d'entre eux. Mais surtout, ils provoquent à nouveau des débats : qu'est-ce qu'un jardin à l'aube du vingt et unième siècle ? Quelle est sa fonction, quel rapport doit-il entretenir avec le lieu où il est implanté ? Comment peut-il jouer avec les autres arts qui lui sont traditionnellement associés, sculpture et musique ?

Signes de cet intérêt, des polémiques se sont élevées à propos de l'élaboration des nouveaux parcs parisiens : La Villette, Javel et Bercy. Des œuvres contemporaines sont implantées à Kerguelennec en relation étroite avec l'esprit du parc. On crée à Osaka un véritable bosquet sonore. On se débarrasse, enfin, de la notion d'« espace vert » — superficie d'habitude ext-

guë et rarement verte — destinée à régénérer les poumons atrophiés des citadins les plus démunis.

Le jardin suppose d'abord une réflexion sur la Nature. C'est cette interrogation qui est à l'origine des jardins modernes : ceux de la Renaissance. L'homme doit atteindre aux secrets de la connaissance qu'elle recèle. La disposition d'un parc, son dessin, le choix des végétaux associés au minéral peuvent lui en donner la clé ou plutôt lui rappeler que cette clé existe. Le *Songe de Polyphile*, ouvrage célèbre de la fin du quinzième siècle, donnera la trame de nombreux jardins « initiatiques », en Italie mais aussi en France.

Le jardin du dix-septième siècle, où l'influence française est prépondérante, est un théâtre dont le visiteur, acteur de cette mise en scène abstraite, doit découvrir les perspectives mouvantes. Un siècle plus tard on préférera les parcs « anglo-chinois », jardins encyclopédiques et du sentiment, microcosmes conçus

pour la jouissance de points de vue renouvelés. Le jardin romantique poussera à ses extrêmes cette esthétique du saule pleureur et de l'allée tortueuse, que l'on retrouvera dans les grands parcs d'Alphand.

Mais avec cet Haussmann de la chlorophylle, on est déjà passé dans un autre monde. Celui de l'hygiène et des classes laborieuses qu'il faut bien faire respirer de temps à autre. Sens, quelques riches amateurs poursuivront des expériences dans leur coin. Charles de Noailles, au château du Dé, imaginera un jardin cubiste pour accompagner la villa que Mallet-Stevens lui construisit. Albert Kahn fera venir des jardiniers japonais pour dessiner ses parterres.

Mais ce ne sont là que des exceptions. On préfère planter dans les parcs des kiosques à musique pour faire jouer l'orchestre municipal, ou parsemer les massifs de grands hommes de bronze. Le dialogue avec la nature est décidément à renouer.

EMMANUEL DE ROUX.

MUSIQUES

XI

Womack and Womack, une tradition de famille



Au bout de presque vingt ans passés à écrire des chansons et à produire des disques pour les autres, Cecil et Linda Womack ont conquis leur place au soleil en naviguant à contre-courant. Renouant avec la sobriété instrumentale du son des années 60, ils ont imposé sur les ondes et les pistes de danse un son d'une élégance presque désuète. Sur scène, la présence de leur nombreuse progéniture et leur acharnement à faire participer le public ramènent aussi à des temps plus innocents. Précurseurs d'un renouveau de tendance, les Womack ont de toute façon réussi leur conquête de l'Europe. Ils tournent en France jusqu'au 6 juin.

THÉÂTRE

IX

« Vidéopérette », écrans géants à La Villette



La liste des accessoires de cette fêrerie aurait pu à Prévert : six écrans géants, neuf moniteurs, douze magnétoscopes, quarante-quatre enceintes acoustiques et pas de raton laveur, même électronique. Mais un acteur vivant, submergé par ses soixante-dix congénères cathodiques. L'ordonnateur de ce raz de marée d'images, Michel Jaffrenou, a touché au lettrisme avant de se convertir au « cathodisme » forcené. Résultat : à ne pas manquer, jusqu'au 7 juin : une heure de « Vidéopérette » dans la Grande Halle de La Villette.

ARTS

VI

L'astre noir du marquis de Sade

Le théâtre, dont on imagine mal la place qu'il occupait au dix-huitième siècle, est le pivot de l'œuvre de Sade, de sa vie. Une exposition au Paris Art Center reconstitue jusqu'au 10 juillet les décors de cette mise en scène.

مكتبة الامانة العامة

JARDINS DES CHAMPS...

DES TUILERIES A KERGUEHENNEC

Des sculptures entières dans les arbres

La sculpture du vingtième siècle a grandi dans l'espace privé des ateliers avant qu'on ne la convoque à ciel ouvert, dans les villes ou dans les bois. Mais elle n'était pas toujours prête à dialoguer avec un environnement conçu sans elle. Au château de Kerguehenne, au milieu d'essences rares, la sculpture peuple enfin un parc à ses mesures.

« **M**ON désir serait que ma sculpture ne soit pas impossible dans un jardin français », écrivait Aristide Maillol à Maurice Denis en 1907. Elle ne l'était pas. Il avait fallu seulement plus de cinquante ans pour qu'on s'en rende compte, lorsque Malraux, en 1964, réalisa le vœu de l'artiste en faisant placer ses œuvres aux Tuileries, jardin français, fantôme de jardin à la française, et peuplé de statues comme les autres grands jardins parisiens, au temps de la manie commémorative qui sévit de Louis-Philippe jusqu'à la fin du siècle. Au point de décourager pour un bon bout de temps toute tentative d'y glisser quelques nouvelles pièces.

Jusqu'à Malraux, et jusqu'à la relance, ces dernières années, de la commande publique, qui passe aussi par les hommages aux grands hommes et par les Tuileries. Où les œuvres nouvelles ne font d'ailleurs pas tellement pire figure que leurs voisines du siècle dernier. On peut d'ailleurs très bien ne pas les voir, à peu d'exceptions près, tant leurs commanditaires apparemment peu convaincus de leur commande, d'inspiration présidentielle, ont cherché à les éloigner des sentiers battus. Cela explique en partie que leur mise en place n'ait pas déclenché le concert de protestations habituel lorsqu'un artiste est pressenti pour intervenir au cœur du Paris historique.

La sculpture du vingtième siècle, dont l'histoire, plus encore que celle de la peinture, est aussi celle d'une succession d'incompréhensions, de rendez-vous manqués et de commandes imbéciles, est née, a grandi dans l'espace privé des ateliers, libre, libéré du monument, de l'architecture et des impératifs de la commande, se constituant un formidable réservoir de formes, d'images et d'idées socialement inexploitées jusqu'aux années 50. Jusqu'à ce qu'on ait eu besoin de ses échappées dans l'imaginaire pour contrebalancer les effets nocifs de l'urbanisme moderne et de l'architecture fonctionnelle des grandes métropoles. Partis des Etats-Unis, le mouvement a gagné la vieille Europe. Et la sculpture contemporaine de reprendre l'air des villes, sur dalles, entre béton, acier et verre. Du coup, elle grandit, prit de l'extension en tous sens, et même, puisqu'on lui demandait de jouer le rôle des jardins anciens, devint parcourue à surprises, lieu habitable, de recueillement et de méditation.

Le musée, qui se devait de rendre compte de cette évolution, dut alors prévoir des jardins pour y présenter des pièces qui débordaient largement de ses murs. On créa des musées de sculptures en plein air, des jardins de sculptures et des parcs de sculptures dont certaines œuvres avaient été pensées pour rivaliser avec



« Sentier de charme », de Giuseppe Penone (1986).



« Bild Stock », d'Ulrich Rückriem (1986).

l'architecture plutôt que pour dialoguer avec les arbres, quand d'autres se trouvaient dans leur élément.

Battersea Park, à Londres, accueillit Moore, et le public put découvrir les rapports intimes que les arrondis archaïques de ses figures entretenaient avec le paysage « naturel » des jardins anglais.

Autre exemple de parc de sculptures célèbre : celui du Musée Kröller-Müller d'Otterlo, près d'Arnhem, aux Pays-Bas. Inauguré en 1961, il est devenu une sorte d'anthologie de la sculpture moderne depuis Rodin. Mais il est plus que cela, car on ne s'est pas contenté de poser les œuvres sur les pelouses. On a utilisé les déclivités du terrain, on a choisi des clairières, pour que les œuvres s'intègrent dans l'espace, et organisé un parcours tortueux, à partir des abords du musée, jusqu'à la forêt, pour entretenir l'impression de découverte à l'occasion de la promenade, que l'on peut faire aussi en bicyclette.

A Paris, où nos Musées d'art moderne, alors en vogue, à l'avenue du Président-Wilson, ne disposaient pas

de jardin, même petit, le CNAC, au début des années 70, prit un bout du parc de Vincennes pour y présenter des sculptures renouvelées périodiquement. C'est à peu près dans le même temps qu'on a commencé à organiser des symposiums. Aujourd'hui, oublié, le musée de sculptures en plein air de la forêt de Sénart est né ainsi, à proximité d'un pavillon de chasse dessiné par Chalgrin. Il peut servir d'exemple à ne pas suivre tant il est incongru, tant ses sculptures ostentatoires blessent la forêt inutilement, tant il ressemble à un dépôt.

Un autre ratage, un peu plus récent, nous ramène dans l'espace urbain, quai Saint-Bernard, où l'idée de disposer des sculptures en même temps qu'on aménageait un jardin n'était pas mauvaise, mais difficile à mener à bien compte tenu de l'étrécesse du terrain et des caprices de la Seine. Ce qui ne justifie cependant pas la surcharge en murets, en bordures de béton, en gradins, en lampadaires de toutes sortes, et en sculptures d'échelles variables et incompatibles entre elles : l'une est technologique, l'autre expressionniste, une troisième totemique, une quatrième organique, le tout

faisant penser au brio-à-bras d'un salon d'été à long-temps, et rien de plus.

Il existe finalement peu de jardins et de parcs de sculpture contemporaine en France et, dans ce petit nombre, peu de réussites. Il n'y en a même pas vraiment, sinon à la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, un lieu à la fois clos et ouvert, privé et public, secret et sans mystère, où les composantes — architecture, sculpture et paysage — vivent en parfaite entente. Depuis peu de temps, nous avons aussi le centre d'art contemporain de Kerguehenne, dans le Morbihan, dont le grand parc à l'anglaise, peuplé il y a plus d'un siècle d'essences rares par un ancien actionnaire de la Compagnie des Indes, accueille des œuvres qui rendent compte très justement des nouveaux rapports que les sculpteurs, depuis le land art et le minimal, entretiennent avec la nature, des rapports à la fois directs, cultivés et romantiques.

Le parc a été ouvert en 1986. Il est géré par le Fonds régional d'art contemporain de Bretagne, et quatre ou cinq nouvelles sculptures commandées avec discrètement sont mises en place à l'initiative d'un comité d'intervenir. En juin, elles seront une quinzaine. Ce qui est peu, mais fait aussi le charme de ces lieux où il faut aller chercher les œuvres loin sous le couvert des arbres, plutôt qu'à découvrir dans la proximité du château et de ses dépendances où rien de l'ordonnance du jardin n'est bouleversé, où, au contraire, chaque intervention renforce l'esprit du parc à l'anglaise, fait jouer le cœur, le sensible et le mental, et promène l'esprit dans le temps et l'espace.

LA NATURE DU GESTE. UN GESTE CONTRE NATURE

Ici, c'est une assemblée de totemes de Hajdu dédiée à Mallarmé : il n'est homme minimum, mais néanmoins géant, de Markus Raetz, qui est allongé dans l'herbe ; dans une allée, on rencontre une figure en métamorphose, de Penone, et ailleurs une sorte d'autel, de Rückriem, et il faut lever les yeux pour découvrir le *Casus suspendis* de Zorio, sorte de version africaine de l'arche de Noé restée accrochée aux branches après que les eaux du Déluge eurent baissé. Plus loin, des plaques de marbre de Flinay nomment les arbres en latin et, cette fois près du château, dans la serre, là où il fallait les mettre, des centaines de pots rouges cimentés, de Jean-Pierre Raynaud, rappellent à la fois la nature du geste de l'artiste, geste contre nature et du jardin quel qu'il soit, un fait de culture, signifiant l'emprise de l'homme sur le monde.

Dans le parc de Kerguehenne, les chemins qui mènent à la sculpture sont très beaux, l'on peut même s'y égarer avec plaisir, quitte à ne pas trouver tous les jardins secrets des artistes. Mais cette magie des lieux sera-t-elle aussi forte si effectivement un jour le parc devient un vrai parc de sculpture des années 70 et 80 et après, et non plus un endroit où l'on trouve des sculptures dans un parc ? La pensée muséale et son jeu de références formelles et historiques qui accompagnent nécessairement le parcours ne risquent-elles pas de gâcher les réveries du promeneur solitaire ?

GENEVIEVE BRIERETTE

* Domaine de Kerguehenne-en-Nizan, 56500 Loeunec. Tél. : 97-60-21-19.

NATURE ET CULTURE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE A NOS JOURS

Fleurs de rhétorique...

A l'époque de l'exode rural et de la multiplication des résidences secondaires, la campagne s'installe à la ville, tandis que les citadins n'ont d'autre aspiration que d'habiter à la campagne. On ne sait plus où mettre les pieds.

« **I**l était né caustique, et les pierres qu'il jetait dans le jardin des autres atteignaient toujours quelqu'un », écrit Barbey d'Aurevilly à propos d'un des personnages des *Diaboliques*. C'est là un sens inhabituel du terme, et qui n'apparaît ni dans les savantes classifications de Boitard ni dans la floraison d'ouvrages que connaît aujourd'hui la France, restée longtemps endormie dans l'idée que seuls les Anglais sauraient jamais faire pousser du gazon. Mais c'est là une signification précieuse : elle nous signale qu'il faut désormais une certaine vivacité d'esprit pour entrer dans un univers qui, à l'instar de l'architecture, combine un nouveau sens de l'histoire, un intérêt renouvelé pour les aspects scientifiques, une évidente gourmandise à l'égard des arts protégés par les musées, et une passion pour les symboles allant jusqu'au culte de l'hermétisme.

Bref, tout un ensemble de tendances où l'on retrouve le dix-huitième siècle, sous son aspect le plus sulfureux au

moins autant que sous l'aspect bucolique et pédagogique de Jean-Jacques Rousseau. *L'Encyclopædia universalis* place d'ailleurs l'article « Jardins (art des) » dans le tome Interférences-Libertins, juste après Japon, et avant Jarry.

Le renouveau de l'intérêt français pour les jardins se place à une période charnière de notre histoire. Alors que l'exode rural a eu pour conséquence d'installer la campagne à la ville, le retour à la nature cher aux années 60, retour normalement accompagné de la fabrication du fromage de chèvre, puis la floraison des résidences secondaires, ont eu pour effet inverse d'installer les villes à la campagne. Tant et si bien qu'on ne sait plus ce qui relève de l'une et de l'autre, de la nature et de l'architecture, de la verdure et du minéral.

TIENS, UN « AH ! AH ! »

« La campagne, c'est là où l'on trouve des oiseaux crus dans les arbres », disait un pertinent cuisinier au siècle dernier. Et de fait, on le voit bien au parc de Thoiry : sans nos amies les bêtes, on ne saurait plus où l'on met les pieds. A Bagatelle, au parc Monceau, aux Buttes-Chaumont ? Ou bien au désert de Retz (lire pages 3 et 4), dans le parc de Courson, voire à la Fondation Cartier, où les empiétements de voitures et autres ferrailles achèvent de brouiller les pistes ?

Il est clair au moins que les Français ont considérablement évolué dans leurs rapports avec les jardins et les parcs, et qu'ils n'acquiescent plus à la formule du cardinal de Béné : « La campagne, possédée huit jours, n'est bonne qu'en peinture ». Ils commencent même à s'habituer au temps, à l'idée qu'on puisse planter un arbre qu'on ne verra pas adulte. On le voit au désert de Retz, on le voit à Courson, dont les propriétaires ont entrepris de retrouver le tracé et la beauté du parc original, après qu'un siècle ou deux l'ont laissé à l'état de « nature ». Ici et là, on ressort les dessins et les plans, on recrée les « ha ! ha ! » (ou sauts-de-loup) et les perspectives, on retrouve les tracés d'origine, jusqu'à rechercher parfois des espèces que les progrès de l'horticulture ont fait oublier — c'est là un domaine où la mode peut avoir des effets durables sur la génétique.

La restauration de tels parcs représente un investissement sans doute culturel, mais pas seulement. On le sait depuis longtemps en Angleterre : c'est en effet un des plus sûrs moyens de faire venir le public, et de permettre ainsi, grâce à un prix d'entrée, de couvrir une part de l'entretien des châteaux. Ceux, au moins, dont les parcs n'ont pas été démantelés par la Révolution de 1789 ou par une succession de successions peu propices à l'intégrité des grandes propriétés.

Pour les jardins et les parcs publics, l'affaire est évidemment un peu différente. La démocratie ayant délégué sa patience, le temps n'y est véritablement pas souffrance que pour les paysagistes chargés de les concevoir et de les entretenir, et qui sont les seuls à imaginer des bois, des bosquets, de hauts arbres soignés, là où le public ne voit que d'anodines verdure à piétiner gaiement. La Courneuve, par exemple, qui a récupéré le contenu du trou des Halles, cache encore pour longtemps son visage.

Pour les jardins récemment créés ou en cours d'aménagement, notamment à Paris, la situation est un peu différente. Ils bénéficient tout à la fois du goût renouvelé pour les fabriques et les « folies » (comme à La Villette), d'une connaissance nouvelle des plantes (comme au parc Citroën), d'une meilleure capacité à gérer les marges du passé (comme à Bercy). Cela permet de donner plus vite un visage définitif à ces espaces où le végétal et le minéral sont étroitement associés, comme pour sceller le mariage de la ville et de la campagne. Et cela permet de retrouver la dimension symbolique qui s'était peu à peu perdue depuis le dix-huitième siècle, l'organisation prenant la place du rêve, du jeu, du plaisir des sens, ou même des plaisirs du non-sens.

FREDERIC EDELMANN

ملكا من الارض

ARTS

ORCHESTRATION DE L'ESPACE URBAIN A OSAKA

... JARDINS DES VILLES

Bosquets sonores à la française

Le 17 juillet est inauguré dans « l'enfer industriel » de la seconde ville du Japon un jardin à la française d'un genre un peu particulier. Les plantations ne sont pas constituées de feuillages ni de verdure, mais de sons.

« Des formes qui sortent du sol pour former des lignes, des lits, des points... » Non, ce n'est pas d'arbustes, de plates-bandes ni de massifs que parle ainsi Louis Dandrel. Sauf si l'on admet qu'un jardin puisse être constitué d'espaces immatériels, conçus non pour être vus mais pour être écoutés.

C'est pour Osaka, cet été, que ce musicien doublé d'un designer sonore, spécialement intéressé par un meilleur confort de nos oreilles en milieu urbain, prépare l'un de ces espaces ouverts dont il a le secret, en compagnie de Pierre Jaubert de Beaujeu qui, lui, est architecte, urbaniste, scénographe. Éminemment polyvalent comme tous ceux que Dandrel a su gagner à ses idées. Celles-ci avaient suffisamment séduit les édiles culturels de la bonne époque, en 1981, et intéressé Maurice Fleuret, alors directeur de la musique, pour que l'atelier de recherche et de création d'Espaces nouveaux voie le jour et soit doté des moyens nécessaires. Cet atelier est très vite devenu un lieu de ressources propres, fruit de l'application de ses recherches en matière de signalisation sonore, de nuisances acoustiques en milieu urbain, de construction d'objets ou de mobiliers destinés à un meilleur confort d'écoute — au cinéma, en particulier (le Monde du 31 mars 1988). Recherches qui aboutissaient en 1988 à la construction d'une audiosphère que l'on peut voir, rutilante, dans les locaux d'Espaces nouveaux. Quelque chose dans les dimensions, comme la planète du Petit Prince, sauf qu'une partie donne accès à ses entrailles sombres et qu'il s'agit, en vérité, d'un studio pour expérimentations acoustiques sophistiquées, voire de la maquette d'un théâtre idéal. Thème : la diffusion du son en trois dimensions (non seulement de gauche à droite et d'avant en arrière mais de bas en haut). Un vieux rêve dont Dandrel et son équipe décident (et commercialisent, qu'on se le dise !) l'instrument de simulation.

Car simuler est le secret de toute recherche acoustique, qu'elle vise une salle ou un lieu ouvert en plein



Au pied des deux buildings, l'invisible jardin.

tissu urbain. Et lorsque Dandrel et tel ou tel de ses complices s'attaquent à la reconstruction par le son d'un jardin (comme à Hongkong pour l'opération « Urbasonic » de l'an dernier : (le Monde du 13 décembre 1988) ou d'une piazza bordée d'un parc (c'est le projet Osaka de cet été), c'est par la simulation, dans leur studio parisien, des sons émis par la ville — vélos, voitures, trams, sorties de métro, conversations des passants — qu'ils commencent leur travail d'« orchestration » d'un autre leur propre « partition » : leur « jardin » de sons.

« On ne peut pas prétendre maîtriser l'environnement sonore à l'échelle d'une ville, dit Louis Dandrel. Cela ne s'est jamais fait et ne serait peut-être pas souhaitable. Une ville est formée d'individus qu'il faut laisser s'exprimer de façon spontanée. Faire du bruit signifie qu'on vit. Vouloir le gérer le tue. »

« Mais ce qui rend l'environnement urbain insupportable est qu'il est fait d'un trop grand nombre d'invariants, d'isochronies : il faut y réintroduire des silences, mais aussi des tensions, de la diversité.

« A Hongkong, j'avais choisi une esplanade plantée de quelques arbres, bordée d'avenues bruyantes et de trois bouches de métro : un lieu de passages et de rencontres. Cette ville possède une identité sonore très forte, faite de bruits chinois millénaires et de sons internationaux. Nous avons commencé à opérer des prélèvements de sons en quadrillant systématiquement cet espace, mais en ratisant très large pour intégrer trams et voitures avoisinantes ; pour savoir, en fait, quelle partition se jouait quotidiennement dans ce quartier, et dans quel registre notre intervention devait se situer.

« Nous avons finalement installé quatre sources sonores au milieu de chaque côté du parc : deux axes de sons discrets qui se croisent, qui attirent vraiment l'attention que dans les trous du niveau sonore ambiant. J'ai pensé aux portes de certaines églises ou de certains temples qui créent chez le visiteur une impression de compression très forte après laquelle l'espace intérieur semble se dilater démesurément. C'est en cela que nous travaillons comme des architectes : nous utilisons le son comme un matériau destiné à donner une forme à l'espace.

« Il existe des villes structurées par le bruit de l'eau des fontaines, comme Grenade ou Aix...

« ... Et des lieux délimités par le chant des oiseaux comme les architectures cisterciennes. A chaque arbre son espèce : les moines le savaient très bien. Dans ce cas, c'est la nature qui apporte le son-ferment de l'espace. Pensez aussi à ces jardins japonais ou balmaï et à leur science paysagère, appuyée sur une perception précise d'un espace acoustique. Des tuyaux de bambou y sont plantés çà et là, que l'eau courante fait basculer et qui, périodiquement, frappent une pierre. On ces jattes enterrées et accordées, dans lesquelles tombe une goutte d'eau à intervalles réguliers.

« A Osaka, vous n'avez pas choisi un jardin.

« Le jardin, c'est nous qui le construisons cette fois, par notre partition musicale ! Nous nous installons sur une piazza calme, un lieu esthétiquement intéressant sinon qu'il est situé entre deux buildings géants — défilés aux tremblements de terre — et le château médiéval reconstruit après la guerre : à mi-distance exactement du Japon traditionnel et du Japon hypermoderne. Symboliquement, c'est le meilleur endroit que nous pouvions trouver.

« Sur cette place, nous ne planterons pas des arbres, mais une forêt de buildings miniatures qui émettront des polyphonies vocales aux couleurs très européennes, retravaillées électroniquement. Les passants circuleront entre ces bosquets de souffles qui leur passeront au ras des mollets : ma conception du jardin à la française... »

Propos recueillis par ANNE REY.

* « Urbasonic 89-90 », du 17 au 23 juillet à Osaka. Rens. : au siège d'Espaces nouveaux, 56, boulevard Davout, 75020, tél. : 43-56-30-99. L'opération est réalisée avec l'aide du ministère des affaires étrangères, l'AFSA, et des partenaires publics et privés japonais.

L'axe majeur de Cergy-Pontoise

Dessiné par un artiste plasticien, Dani Karavan, matérialisé, si l'on peut dire, dans le ciel par un rayon laser, l'axe majeur de Cergy-Pontoise renoue avec la tradition des grandes percées pratiquées dans les forêts royales de l'île de France, avec la pensée humaniste de l'âge classique, avec un désir de projeter dans l'espace un ordre idéal du monde. C'est un parcours promenade de trois kilomètres qui va droit, dont chaque étape — il y en a douze, autant qu'il y a de mois dans l'année et d'heures de midi à minuit et de minuit à midi — a été pensée pour que le marcheur s'y retrouve, se retrouve en terrain de connaissance.

Il a sa raison d'être, géographique, historique et urbanistique. Urbanistique d'abord. C'est en effet partant d'un cahier des charges précis que l'équipe d'architectes, d'urbanistes, d'ingénieurs, de paysagistes et de géomètres de Cergy ont fait appel à l'artiste, en 1980. Il s'agissait de donner à la ville nouvelle distribuée en fer à cheval autour d'une boucle de l'Oise, dont le centre était réservé à des parcs et à des étangs, une ligne de force, de relier ces jardins aux deux rives et à l'axe routier.

Avoir demandé à un plasticien de concevoir cet aménagement est sans précédent dans l'histoire contemporaine des villes créées ex-nihilo. En France tout au moins. Si depuis Evry l'Andraut et Paris on faisait appel à des artistes, c'était après qu'architectes et urbanistes eurent délimité le périmètre exact de leur intervention, pensée en termes de folie après coup et de « supplément d'âme ».

A Cergy, où l'axe majeur prend appui au cœur de la place des colonnes de Ricardo Bofill, à la tour-belvédère légèrement inclinée de Karavan, on tend à oublier un peu que le sculpteur, pour une fois, était là avant l'architecte et que c'est de leur dialogue, qu'est né ce lieu métaphysique assez fort pour inspirer cinéastes et publicitaires.

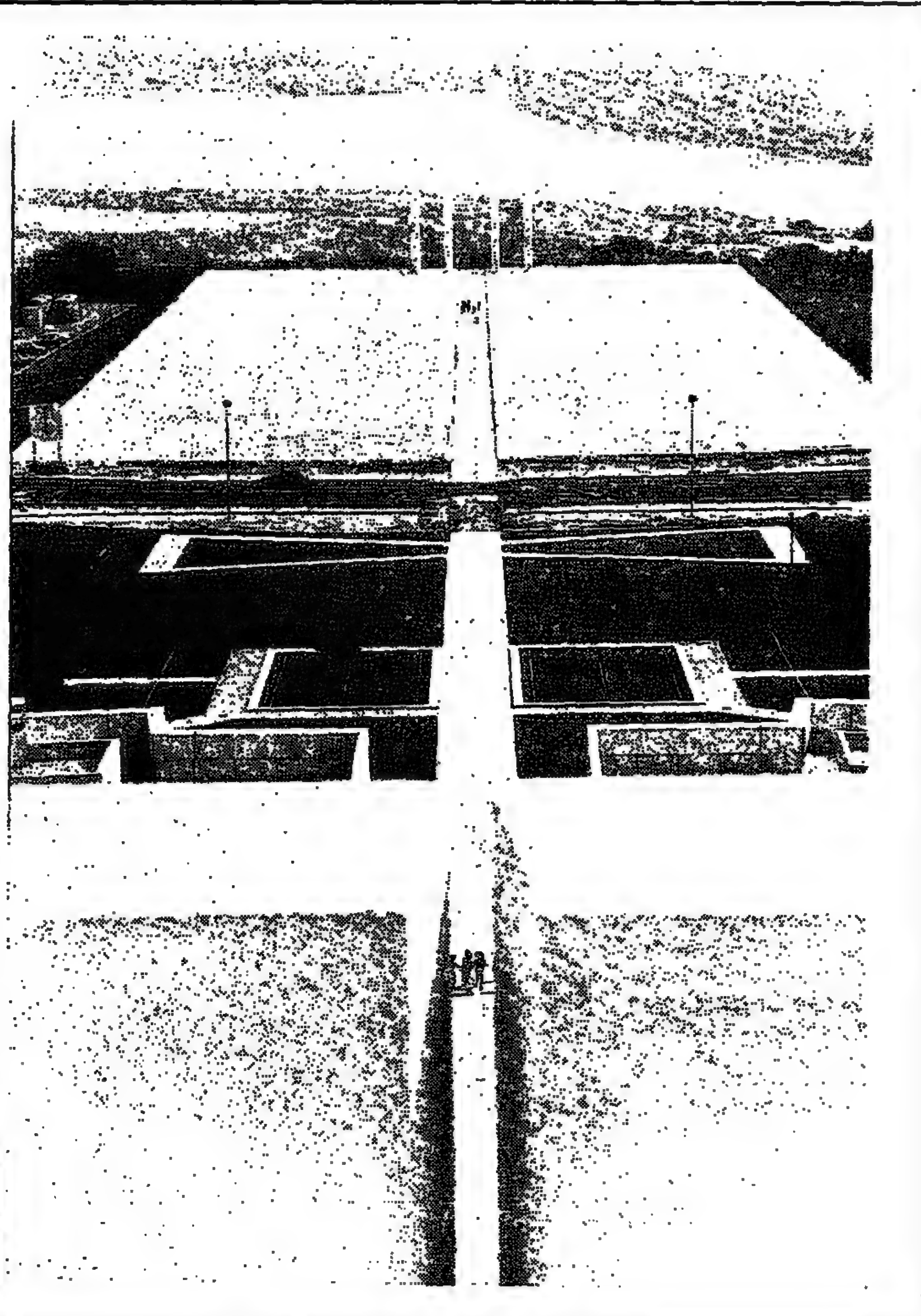
La brèche entre les bâtiments de l'hémicycle qui ouvre la ville au paysage de la vallée de l'Oise en un panorama assez vaste pour permettre de découvrir à l'horizon les tours de la Défense (que l'axe

majeur rejoint par l'esprit — et le rayon laser). Cette brèche n'était pas inscrite dans les premiers plans de l'architecte. De même que le projet du sculpteur, s'il répondait à la demande des concepteurs de la ville nouvelle, en dépassait d'emblée les vues. Et les budgets prévus. Aussi est-ce lentement que l'axe majeur se concrétise, chaque étape obligeant à trouver un nouveau financement.

Dans son état actuel, on ne saurait en juger qu'imparfaitement. Manque trop de hauteur aux arbres, manque l'effet d'ensemble d'une construction mentale dont on n'a pour l'instant que le côté urbain, social et convivial, alors que le parcours est censé aboutir à trois kilomètres dans l'intimité d'une petite île où l'on se rend en barque pour y écouter solitairement le vent. Le projet est arrêté aujourd'hui aux colonnes de l'Esplanade, lieu de rencontre et d'animation, une fois passé le verger, rappel du Cergy agricole de naguère. Il est arrêté juste au moment où le coteau planté d'arbres doit assurer la transition entre la part urbanisée du plateau et la vallée de l'Oise.

Il y a encore beaucoup à faire : un théâtre de plein air, dont la scène entourée d'eau intègre justement la rivière dans la perspective de l'axe et d'où une allée perpendiculaire doit conduire à l'ancienne maison de Gérard Philipe, située dans un parc splendide ; une île astronomique dans l'esprit des Jardins d'Égypte, d'Inde et du Mexique, qui permettra de mesurer le temps et d'observer les astres, et la pyramide de l'île où l'on pourra aller écouter le vent. Soit autant de jalons d'un parcours pensé, calculé très exactement pour que l'homme ait la possibilité de repenser son rapport au cosmos. Soit une belle idée de sculpture-paysage, soit un beau dessin comme seuls des artistes plasticiens peuvent sans doute les imaginer par-delà les limites des terrains jusqu'à réserver, en se faisant tout à la fois architectes, urbanistes et jardiniers. Encore faut-il penser faire appel à eux quand il en est encore temps. Et qu'ils puissent vivre les aïeas de la commande publique. Ce qui ne va pas toujours de soi.

G. B.



ESPACES NOUVEAUX

مكتبة الامم المتحدة

... JARDINS DES CHAMPS

Il fallait s'y attendre. Les jardins ont à leur tour leur mois. Le mois des jardins, il n'y a plus de saison ! C'est une initiative de l'Association pour l'art des paysages et des jardins, en abrégé ARPEJ, joli nom qui peut expliquer pourquoi ce « mois », inventé l'an dernier, rencontre le Jour de la musique, le 21 juin, note de fraîcheur à la veille de l'été.

L'ARPEJ a trouvé l'appui de Jack Lang et du ministre de l'Équipement, Michel Delebarre, d'un sponsor (la société quasi homonyme Delbard), d'associations et de propriétaires, dont plusieurs ont ouvert inhabituellement, et souvent gratuitement, leurs jardins au public le 28 mai. Car, pour l'occasion, juin, court, a commencé en mal. Et, pour terminer, les 23 et 24 juin auront lieu à Versailles les Rencontres internationales du Potager du Roy, organisées par deux écoles nationales supérieures, celle du paysage et celle d'horticulture.

Bien qu'à « dominante interprofessionnelle », ces rencontres, qui auront le jardin comme « thème fédérateur », seront l'occasion d'ouvrir au public le parc Balbi et le Potager du Roy comme seront ouverts en France quelque cent trente parcs peu ou mal connus : Courances, Courson ou la Vallée aux lours dans la région parisienne. Canon et l'arboretum d'Harcourt en Normandie, la Garenne-Lemot près de Nantes, le jardin exotique du val Rahmeh dans le Midi, celui de La Roche-Courbon dans les Charentes et les terrasses d'Hautefort en Dordogne ; les hortillonnages d'Amlens à découvrir en bateau et le jardin d'altitude du Haut-Chitelet dans les Vosges, Busséol et Cordès en Auvergne, Bussy-Rabutin en Bourgogne ou Schoppenwihl en Alsace... Des parcs seront organisés le long des routes du val de Loire et de Normandie.

Un concours (1) doté de trois prix de 150 000 F, portant sur « la mise en valeur et la restauration d'un jardin historique », est ouvert.

Ce mois des jardins est aussi pour le ministère l'occasion de définir une politique qui lui a longtemps fait défaut. Cette année, 34 millions de francs seront débloqués pour remettre en état le patrimoine vert national. Encore faudra-t-il que cette aide arrive jusqu'à leurs destinataires. En l'absence de services spécifiques au ministère, ce sont les Monuments historiques qui gèrent ces sommes. Et combien de fois, dans un passé récent, la pierre a-t-elle bénéficié de la manne destinée au végétal ! On peut d'ailleurs s'interroger sur la relative indifférence de nos concitoyens envers les jardins. Surtout quand on constate la ferveur de nos voisins britanniques ou italiens dans ce domaine. Notre pays a, certes, été le berceau d'un certain art des jardins. Mais celui-ci n'a-t-il pas été hâtivement assimilé à l'oisiveté d'une classe disparue ? De fait, la bourgeoisie française a toujours privilégié la pierre — placement oblige. Et la puissante mémoire paysanne de notre pays condamne inconsciemment cette occupation du sol, hédoniste et inutile.

F. E. et E. de R.

(1) Ce concours est organisé par la société Saint-Hilaire, 24 avenue Marceau, 75008 Paris. Les dossiers y seront adressés entre le 15 juin et le 1^{er} octobre 1989.

* Pour tous renseignements concernant ce mois des jardins, téléphoner au service de presse de la Direction du patrimoine, tél. : 40-15-82-82 ou 40-15-82-70.

« **U**n bloc de l'édifice chinois vient de tomber, le reste va s'effriter... Faut-il intervenir ? Alors qu'on se hâte », écrit Colette en 1953. Je reviens du désert de Retz. La curiosité pouvait me mener vers Ermenonville, vers les fabriques (1) du château de Méruville ; mais l'appel du désert est plus pressant que celui des autres vestiges des jardins paysagistes. Son classement, qu'il devra au maître architecte Jean-Charles Moreux, arrivera-t-il à temps ? Sauvera-t-on le dernier témoignage d'une fantaisie picturale et architecturale qui, chérissant la ruine, son lierre, sa chèvre broussarde et son pont rompu, bâtitait le désert avec des matériaux neufs et ébrouait les tours ? Voué aux degrés décellés, à la demi-chapelle rustique, au quart de donjon, le site inspiré d'Hubert Robert valait par l'ordonnance végétale et l'utilisation des plans. A Retz, il encadre une étrange colonne dérudie. Si l'effort de J.-C. Moreux donne ses fruits, il faudra des mains assurées pour toucher à la laborieuse ruine, conception d'un architecte anglo-mane, expert à pincer la harpe et à tirer à l'arc, qui s'appelle Racine de Monville.

A l'époque où l'écrivain découvre le désert de Retz, le parc est livré à lui-même depuis la veille de la seconde guerre mondiale, en dépit de son classement en 1942. Il n'a pourtant pas encore touché le fond du désastre. Quinze années plus tard, il semble voué à la disparition totale. Le pavillon chinois qu'Louis a pu photographier n'est plus qu'un souvenir. La colonne devant laquelle les surréalistes ont posé, masquée, est fendue de haut en bas. Quelques voix s'élèvent, ici ou là, pour sauver ces vestiges. Parmi eux, Olivier Choppin de Janvry, un architecte passionné de jardins qui, plus tard, restaurera le pavillon chinois de Cassan, près de L'Isle-Adam.

Par bonheur, André Malraux choisit Retz comme exemple pour présenter, en décembre 1966, devant l'Assemblée nationale, la loi qui porte son nom : « Le désert de Retz, où se trouvent les vestiges les plus importants de monuments chinois du dix-huitième siècle, est la propriété d'un marchand forestier, qui les laisse tomber, non pas en ruine, mais en poussière, alors que c'est le seul lieu en Europe où existent de telles œuvres ». Grâce au texte voté, l'administration va pouvoir contraindre les propriétaires des sites classés à effectuer les travaux nécessaires à leur sauvegarde. En cas de refus, les Monuments historiques les entreprendront eux-mêmes. Les récalcitrants seront dans l'obligation d'acquiescer la moitié de l'addition.

Les propriétaires du Désert sont les héritiers d'un ancien colonel de l'armée de l'air, M. Courtois, pré-

C'est une des premières fois qu'un jardin est traité, sur le plan de la restauration, comme un monument historique. Il s'agit du désert de Retz, en bordure de la forêt de Marly. Cet archétype du « pays d'illusions », folle en vogue à la fin du dix-huitième siècle, est ainsi en passe d'être sauvé, après maintes péripéties.

dent de la Société des steeple-chases de France, qui s'est toujours plus intéressé aux chevaux de son haras de Joyenval qu'au parc de Retz. Retraqués dans leur volonté de ne rien faire, ils ont même une guéilla juridique. Qu'ils perdent. Une campagne de sauvegarde, conduite par Olivier Choppin de Janvry, permet de consolider la colonne menacée et de relever l'une des fabriques : une pyramide réduite à un tas de pierres. Mais le parc est devenu une jungle inextricable qu'apprécient les chasseurs de trésors et les amateurs de discrètes réunions érotiques. Peu après la mort de Gérard Lebovici, les amis du producteur assassin se réunissent ici pour lui rendre un dernier hommage, si l'on en croit une pancarte clouée sur un arbre à cinq mètres de hauteur. Mais la présence la plus marquante est celle des habitués vandales, qui saccagent les bâtiments tout juste restaurés.

LE GOLF, UNE BONNE IDÉE ?

Tout est à recommencer. Par chance les héritiers Courtois finissent par vendre leur patrimoine. Le groupe Worms qui l'acquiert trouve dans le lot les 40 hectares du désert de Retz — 20 hectares de parc proprement dit et 20 hectares de terres agricoles. Que faire de ce morceau de verdure proliférante, classée et inconstructible ? Comme Worms avait également acheté le domaine de Joyenval, une plaine de 200 hectares jouxtant le désert, les responsables du groupe financier caressent l'idée d'y installer un centre de loisirs avec maisonnettes et attractions diverses. Le projet est refusé par l'administration.

C'est alors qu'Olivier Choppin de Janvry entre en scène à nouveau et convainc les financiers de leur mauvais choix. Pourquoi ne pas reconstruire le parc et transformer les terrains environnants en un golf, puisque, paraît-il, la région parisienne en manque ? Si l'idée du golf séduit les responsables du groupe Worms, ces derniers ne veulent pas se lancer dans une opération qu'ils jugent hasardeuse, voire ruineuse : la gestion d'un patrimoine historique. Ils préfèrent le céder pour une somme symbolique à l'architecte. A lui de se débrouiller ensuite pour le faire vivre. Ainsi

ARCHITECTURES UTOPIQUES

Dans le désert de Retz,

naquit la Société civile du désert de Retz qu'Olivier Choppin de Janvry fonde avec un de ses amis, Jean-Marc Heffler.

Ainsi rien n'empêche plus le désert de retrouver son éclat. Rien sinon le nez de la guerre et quelques tracasseries administratives. Pour remettre le parc en état, il faut une bonne douzaine de millions de francs. Trois pistes de financement sont explorées. Le groupe Worms, en échange de l'utilisation pour son golf des 20 hectares périphériques du désert, accepte de verser, pendant quarante-cinq ans, 300 000 F chaque année. Il assure, en outre, l'entretien de la partie dont il a l'usufruit, promet de reconstruire sur cette parcelle l'une des fabriques disparues (le petit bâtiment servira à camoufler une pompe) et charge Choppin de Janvry de dessiner le golf. Ensuite, côté Etat, Retz bénéficie immédiatement du plan quinquennal lancé par François Léotard en 1987. Grâce à lui, les Monuments historiques s'engagent à financer 50% des travaux de réfection entrepris par les propriétaires. A condition qu'une convention soit signée entre les deux parties. Retz doit donc bénéficier, pendant cinq ans, de 1 million à 1,5 million de francs. Le problème est que l'Etat paie avec un retard toujours plus grand. Les factures présentées début 1987 ne sont honorées que fin 1988. Et quand l'association, qui verse ponctuellement son obole, se plaint et menace d'agir de la même manière, l'administration, drappée dans sa dignité, constate la « rupture de la convention ». Aucune somme n'a donc été versée en 1988 et 1989. Les travaux entrepris sont considérablement ralentis.

Mais ce qui a été réalisé change déjà considérablement la physionomie du désert. La jungle a fait place au parc. Les essences rares ont été dégagées. Plus de trois cents arbres ont été soignés. Le terrain est drainé. Les étangs et les ruisseaux sont curés. Des parcelles sont ménagées sur la plaine de Joyenval. Dans la colonne, dégagée de sa cuirasse végétale, un escalier en vis a repris sa place grâce à la générosité de la Fondation Gould. Le gouvernement des Etats-Unis a fait cadeau de trois « séquoias » qui ne demandent qu'à devenir géants. La société Ugine a permis la reconstruction d'une fabrique, la tente tartare, dont il existait un modèle en Suède. Enfin, le mur d'enceinte est en passe d'être réaménagé. Et c'est là que de nouveaux problèmes se posent.

Une portion de ce mur totalement ruiné, 700 mètres environ, est située sur le territoire de la forêt de Marly, propriété de l'Etat, et, à ce titre, gérée par l'Office national des forêts (ONF). Pour que la Société civile du désert ait le droit de réparer — à ses frais — cette clôture, indispensable pour le



Le temple de Pan, une des « fabriques » de Retz.

هنا من الأصل

ARTS

DANS UNE MONTAGNE DE VERDURE

les illusions retrouvées

saugement du parc, FONF réclame une somme coquette. Elle refuse, par ailleurs, de rouvrir la route Dauphine, à travers la forêt de Marly, qui permettrait aux futurs visiteurs d'accéder au désert par son entrée principale. Le ministre de la culture comme celui de l'agriculture ont beau donner, par écrit, leur accord, l'administration des forêts fait la sourde oreille. Pourtant cette arrivée est nécessaire pour saisir toute la signification du parc et donc l'acharnement de ses sauveteurs.

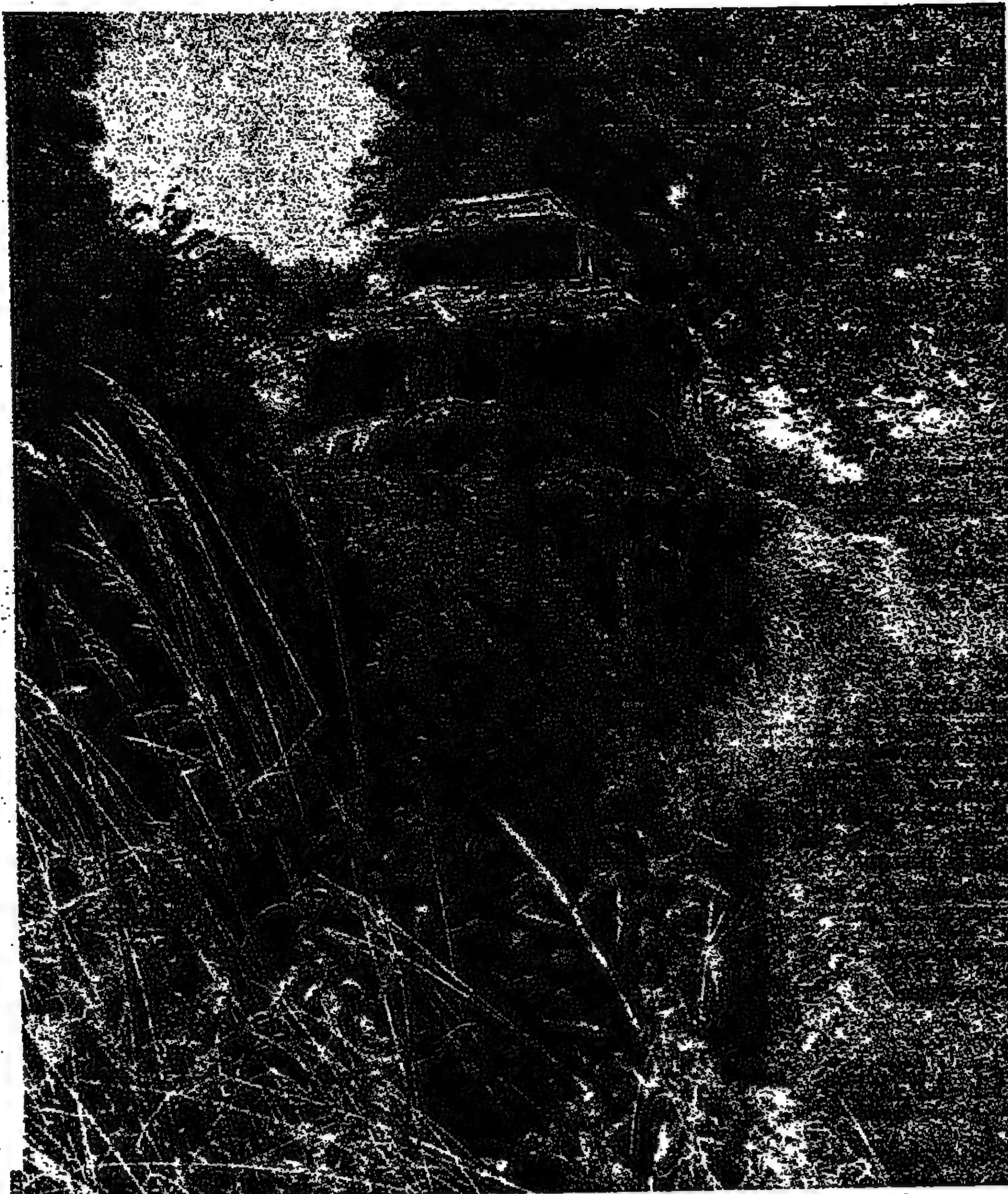
C'est à Retz, en effet, qu'en 1774, François Nicolas Racine de Monville, petit-fils d'un riche fermier général, se payait une fantaisie qui fit jaser toute l'Europe. Ce personnage ne passait pas inaperçu : amant de la comtesse du Barry, compagnon fidèle du duc d'Orléans, musicien accompli, botaniste éclairé, esprit caustique, « il dansait superbement, nous dit son concurrent Dufort de Cheverny, et réussissait à étonner dans tous les exercices, montant à cheval, jouant à la paume, touchant les instruments, tirant des flèches avec un arc mieux qu'un sauvage ». Le luxe « oriental » de son hôtel parisien, construit sur les plans de Boulle, avait assis sa réputation. Cette fois-ci, Monville n'eut pas besoin d'architecte. Il imagina lui-même les bâtiments qui allaient pomper sa thébaïde : un parc planté d'espèces rares et aménagé dans le goût anglo-chinois.

En dix ans, au gré de sa fantaisie, tout en respectant les lois rigoureuses d'un genre qui faisait fureur, il dispersa savamment un temple grec, un théâtre découvert, une pyramide qui dissimulait une glacière, un pavillon chinois et un obélisque égyptien en tête. Une tente tartare servait de salle d'armes et des serres chaudes abritaient les espèces les plus rares de sa collection botanique. Mais la grande réussite de Monville est sans conteste cette colonne dérivée, habilement « ruinée », de 15 mètres de diamètre, où, sur cinq niveaux, l'ingénieux propriétaire avait installé un agréable logement. Des fissures partant du sommet et s'élargissant par endroits pour permettre l'éclairage du dernier étage. De l'entrée du domaine, qui se fait à travers une grotte voilée par deux satyres de tôle, on découvre le parc d'un seul coup d'œil. Tout ce que pouvait véhiculer une philosophie des Lumières revue par la cour de Versailles et les salons du Palais-Royal se trouvait rassemblé dans ce lieu, microcosme parfait de la société « éclairée » de son temps. De Marie-Antoinette à Jefferson, futur président des États-Unis, et du prince de Ligne à Gustave III de Suède, les curieux affluèrent pour admirer la dernière folie de l'homme à la mode.

CHINE DE SONGE

Folie ? Jurgis Baltrušaitis parle plutôt de « pays d'illusions ». C'est l'Anglais Chambers qui, après plusieurs voyages en Chine, devint, au dix-huitième siècle, le théoricien de ce nouvel art paysager. Par rapport à la nature ordinaire (la prose), le jardin doit être un poème héroïque. Et ses auteurs doivent être des poètes dont l'imagination va au-delà du réel. Ils doivent s'appuyer sur l'exemple des Chinois, qui découpent le terrain à aménager non pas géométriquement, comme en Europe, mais par scènes. Chacune ayant son point de vue marqué par un édifice. On doit venir dans un jardin pour voir, mais aussi pour y jouer une pièce. « La vie de la nature a sa dramaturgie qui rejoint la dramaturgie proprement dite », note Baltrušaitis. Après l'abstraction du jardin à la française, l'imagination signifiante par l'exotisme et la découverte de mondes nouveaux se plaça à créer ces « pays d'illusions » où une Chine de songe côtoie la Grèce antique, l'Égypte ancienne ou la lointaine Tartarie, toutes aussi inventées. Et comme l'érudition du siècle brille par son éclectisme, ces lieux sont aussi des encyclopédies vivantes. « Le pays d'illusions n'est pas seulement un microcosme fantastique, remarque encore Baltrušaitis. Il est aussi une somme de connaissances et une raison des expériences et des recherches dans les domaines les plus divers qui y gravitent. C'est un jardin des plantes et un jardin zoologique, un champ d'irrigation et un musée minéralogique. (...) Et c'est aussi un musée en plein air de monuments de différents pays de tous les temps. »

Mais, quel que soit le dessein de ces jardins, ils sont, avant tout, un lieu d'évasion, un refuge, un paradis, dont l'inventeur a la clé. Ces jardins de l'intelligence sont surtout des jardins du sentiment.



Le pavillon chinois photographié par Izis avant sa complète disparition

Contemporain de Monville, Alexandre de Laborde avait lui aussi dispersé dans son parc de Méréville, dessiné par Hubert Robert, toute une série de monuments, grottes et temples. La plupart de ces fabriques ont été, hélas ! démontées et transportées au château de Jeurra, à quelques kilomètres de là. On peut les voir hors de leur cadre. Laborde a laissé sous l'Empire une *Description des jardins de France*. Il y évoque avec nostalgie cette époque où « vingt arpents pouvaient contenir un cours complet de morale ; une promenade rappelait tous les devoirs et tous les sentiments ; chaque rocher disait quelque chose de tendre, chaque arbre portait une devise sentimentale conçue dans l'innocence des premiers âges ou dictée par celle du propriétaire ». Mais plus loin il remarque : « Ces emblèmes ne produisaient pas toujours l'effet que l'on désirait. Des gens distraits, des femmes légères, riaient dans l'allée des tombeaux ; on se disputait sur le banc de l'amitié ; on jouait gros jeu sous le chaume d'une cabane rustique ; et les voûtes sombres n'inspiraient pas toujours des pensées bien religieuses. »

Quelques années plus tard, les fabriques commencent une apothéose héroïque. Pas de fêtes publiques après 1789 sans temple de l'immortalité, pyramide funéraire, autel de la Raison ou rocher de la Liberté. Ce ne fut qu'un dernier feu d'artifice. La révolution industrielle oubliée ces vestiges d'un âge révolu où l'on croyait que tout le bonheur du monde pouvait tenir dans un jardin.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Petites maisons de fantaisie.
* Le désert de Retz est ouvert certains jours sur rendez-vous et tous les dimanches de juin à 15 h. Renseignements au 39.76.90.37.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Bogratzew-Pougny

Signataire avec Malévitch du manifeste du Suprématisme, Jean Pougny quitta la Russie en 1920 et s'installa à Paris, où il s'adonna à la nature morte, au paysage de la ville et au thème de l'Arlequin. Nombre d'œuvres de l'exposition viennent de la collection du sculpteur Bogratzew, qui était un ami, et dont les sculptures sont présentées aussi.

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 16^e. Tél : 45-48-67-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Du 1^{er} juin au 1^{er} octobre.

De l'église au temple de la raison : le Panthéon

L'histoire du chef-d'œuvre de Soufflot est compliquée. Louis XV possédait la première pierre de cette croix grecque dédiée à sainte Geneviève. Les travaux traînèrent en longueur ; et l'architecte était mort quand l'église fut ouverte à la veille de la Révolution. Pour peu de temps. Sa transformation en temple de la Raison s'accompagna de modifications architecturales qui en augmentèrent la raideur et la froideur.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél : 42-74-22-22. Tous les jours sauf jours fériés de 10 h à 18 h. Du 31 mai au 30 juillet 22 F.

Jean Dubuffet

Des lieux et non-lieux et des figures équivoques, et des dessins, des aquarelles, des gouaches, des collages, des livres et des poèmes, pour arpenter les « paysages du mental » d'un peintre philosophe, en compagnie d'un livre de Michel Ragon sur Jean Dubuffet.

Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6^e. Tél : 42-26-22-32. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Du 31 mai au 20 juillet.

L'inspiration du poète

Autour d'une telle maîtresse de Nicolas Poussin, qui célébra la poésie et l'art, une enquête sur les allégories du Parnasse du seizième au vingtième siècle, à travers tableaux, tapisseries, gravures, dessins et livres illustrés.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaeger, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Conférence par Marc Fassinelli lundi 12 juin à 18 h 30 à l'Auditorium. Du 2 juin au 25 août. 25 F (billet d'entrée au musée).

Mucha

Ivan Lendl n'est pas seulement le n° 1 du tennis mondial. C'est aussi un amateur d'art. Le musée de l'Affiche expose sa collection de Mucha, le plus parisien des artistes tchèques, inventeur du style « vermicelle », champion de la décoration florale, qui régna sur l'art décoratif français de 1895 à 1910.

Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, Paris 10^e. Tél : 42-48-13-08. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h. Du 31 mai au 17 juillet. 18 F.

Gravolines

Jacques Villon, œuvre gravée autour d'une collection

En plus de cent gravures, pour la plupart issues de la collection de M. et Mme Pressat, l'œuvre en noir et blanc d'un peintre qui débuta comme illustrateur de mode à la Belle Époque, vécut le cubisme, en tira une grande rigueur, qu'il aime faire passer dans des visages et paysages gravés, taillés, tramés au burin.

Musée du dessin et de l'estampe originale, hôtel de ville, place Charles-Vaillant, 93200 Gravolines. Tél : 28-23-06-13. De 14 heures à 17 heures, samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Entrée gratuite. Du 2 juin au 3 septembre.

Visites guidées

Les parcs à fabriques ont été particulièrement nombreux dans la région parisienne. Rares sont ceux qui sont parvenus jusqu'à nous. Le parc Monceau, dessiné par Carmontelle pour le duc d'Orléans, a perdu la moitié de sa superficie, la plupart de ses monuments ont disparu. Certains ont été transplantés ailleurs, comme le temple de l'Amour, reconstruit à l'extrémité de l'île de La Jatte. De la folie Saint-James à Neuilly, dessinée par Belanger, il ne reste que le « rocher » qui encadre un temple dorique, à l'extrémité d'un terrain de basket. La Nymphée de Soufflot, construite pour le financier Bertin à Charenton, est l'unique survivante d'un parc défunt. Dans le parc de Versailles, on peut toujours voir le belvédère et le temple de l'Amour conçus pour Marie-Antoinette par l'architecte Niquet.

Le parc d'Ermenonville est lui aussi ouvert au public. C'est le marquis de Girardin qui le dessina lui-même. Il fit drainer son domaine, fort marécageux, creusa un étang, planta des arbres, ouvrit des perspectives et parsema son parc de fabriques. Il en reste quelques-unes : l'autel de la Réverie, la table des Mères, le banc rustique destiné au repos des vieillards, un dolmen et un temple de la Philosophie, volontairement inschévés. Girardin recommanda, dans son traité, comme un motif particulièrement évocateur, « une urne renfermant les cendres de deux amants fidèles ». Il dut se contenter de celles de Jean-Jacques Rousseau qui, jusqu'à la Révolution, reposèrent sur une île plantée de peupliers.

E. de R.

SÉLECTION PARIS

Assesoyez-vous en suédois !

Avec l'architecte Erik Gunnar Aspland, le sculpteur John Kandel et le designer Jonas Bohlin. Soit trois générations d'art du meuble en Suède depuis un demi-siècle.

Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Feytaud, Paris. 3^e. Tél : 42-71-82-20. Tous les jours sauf lundi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

De la Riviera à la côte d'Azur

Né à Grasse en 1820, ce fils de parfumeur s'exprime de la

photographie après avoir étudié la peinture avec Ingres. Moderne et visionnaire, il archive les sites du midi de la France en 1860, avec une grande variété de points de vue. Et brosse un superbe portrait d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet hommage se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 21 août. 25 F (comprendant l'ensemble des expositions).

GALERIE DES ORFÈVRES
66, quai des Orfèvres 75001 Paris ☎ 43.26.81.30
JEAN PELTIER
Peintre de la Marine - 1907-1984
16 MAI - 3 JUIN

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, rue des Beaux-Arts, 75005 PARIS
Tél. : (1) 43 26 97 07
JUAN CARDENAS
Peintures et Dessins
du 18 mai au 24 juin

SALON DE LA MAISON
DES LOISIRS
ET DES ANIMAUX
DE COMPAGNIE

Espace
Château
du Jeudi 1^{er} au Lundi 5 Juin 1989
Tous les jours de 10h à 19h
Midi le vendredi 2 jusqu'à 22h
ILE DES IMPRESSIONNISTES
CHATOU (78)
Espace ouvert Tél. 47 38 38 38 Téléc. 11 61 31 31

GALERIE FELIX VERCEL
9, avenue Matignon Paris 8^e
Tél. (1) 42 56 25 19

18 mai
1989
10 juin
VENARD
peintures récentes

GALERIE ARIEL
140, bd Haussmann Paris 8^e
CONFRONTATION
DOUCET
POLIAKOFF
25 mai - 30 juin

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43 54 92 01
Les dessins pour comédies
CHARLES GIR
(1883-1941)

مكتبة أمية الأصل

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

→

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Jean Fautrier

Le projet d'une exposition Fautrier était dans l'air du côté de Beaubourg, avant de se concrétiser au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Qui rend un grand et juste hommage à l'auteur des *Otages* : plus de cent cinquante peintures, des dessins, des gravures ainsi que la quasi-totalité des sculptures retraçant l'ensemble du parcours de cet artiste majeur de la scène française.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

La Légende d'Ossian illustrée par Girodet

Ossian n'existait pas, et les héros de son Olympe scandinave non plus. Mais Girodet a donné figures et formes à ces fantasmes. Ses dessins et lithographies — parmi les premiers du genre — sont à la convergence du néo-classicisme et de l'orientalisme étrange.

Bibliothèque Marmottan, 19, rue Salomon-Rothschild, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél : 46-05-22-64. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 25 juin.

Les Silex d'or de la médecine

La médecine de l'Ancien Régime ne limite pas ses préceptes des pratiques de Moïse — Cystérium donaré, postéa seignaré, ensuite purgare. L'exposition du Jardin des Plantes nous raconte l'évolution de cette science, du XV^e au XVIII^e siècle, à Padoue, l'une des plus célèbres universités d'Europe. C'est aussi une plongée dans un imaginaire des plus curieux.

Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 5^e. Tél : 43-38-14-41. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre. 25 F.

Le Voyage en Italie

De Legnà à Bonnard, de Zola aux reportages commandés par Albert Kahn, l'Italie telle qu'elle fut perçue, vue et imaginée par les professionnels et amateurs, voyageurs, érudits ou simples curieux. Etudes de ruines, portraits et paysages brossés, en 150 photographies, un somptueux panorama.

Fondation Dosne - Thiers, 27, place Saint-Georges, Paris, 9^e. Tél : 48-79-14-33. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 août. 15 F.

Magiciens de la Terre

Au 5^e étage du Centre Georges-Pompidou et à la Grande Halle de La Villette, une exposition d'art contemporain d'un type nouveau, dont on peut discuter des tenants et aboutissants.

Tout en lui reconnaissant le mérite de vouloir faire éclater les frontières de la scène internationale en rassemblant, sous un même toit, des vedettes de la création occidentale et des inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine, d'Amérique centrale. Pour un dialogue des cultures du monde.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Michel-Ange dessinateur

« Seul art et science existant sur la terre », le dessin, pour Michel-Ange était une pratique quotidienne. Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque laurenzienne. Sélectionnés dans les plus grandes collections par Michel Hirst, professeur à l'Institut Courtauld de Londres, les quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée du Louvre, galerie Médicis, entrée par la Pyramide, direction Denon, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. cont. les lundis, jeudis, samedis à 15 h 15. Jusqu'au 31 juillet. 25 F + 7 F (inscription de droit d'entrée au musée).

1889, la tour Eiffel et l'Exposition universelle

Une célébration peut en cacher une autre. On souffle au musée d'Orsay les 100 bougies de la Tour, elle-même dressée pour le centenaire de la prise de la Bastille. C'est aussi l'occasion de revisiter l'Exposition universelle de 1889, fête du métal et de la faïence polychrome, où pour la première fois les visiteurs purent contempler les habitants des lointaines colonies de la République.

Musée d'Orsay, quel Anselme-François, Paris, 7^e. Tél : 40-48-48-14. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 21 h 16, samedi, dimanche de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 16 août. 30 F.

Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement, en France, les œuvres des artistes indiens du seizième siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur usage de la couleur et leur dessin conjugué harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui firent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Matisse.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 10 juillet. 15 F.

Petits et Grands Théâtres du marquis de Sade

L'embastillement du « Divin Marquis » qui, pour un peu, aurait été libéré le jour de la prise de la forteresse, serait-il à l'origine de cette exposition ? C'est en tout cas la première jamais

consacrée à Sade. A Sade, homme de théâtre, amateur de comédiennes et auteur d'une vingtaine de pièces.

Paris Art Center, 38, rue Falguère, Paris, 15^e. Tél : 43-22-39-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 10 juillet.

Populaire ou Décoratif

Chevaux de bois signés Gustave Bayol, sculpteur à Angers longtemps avant que le bestiaire des maréages se mette à l'heure de Walt Disney, marionnettes, jeux d'adresse, machines à sous des années 40... La collection d'un particulier émerveille par l'art populaire et le décor des baraques foraines.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Faïence, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél : 46-64-77-96. Tous les jours de 9 h à 21 h, dimanche de 10 h à 12 h. Jusqu'au 2 juillet.

Ubu : cent ans de règne

Ubu, un morceau de roi, morceau de choix, en matière d'illustration de la cupidité et de la bêtise. Bonnard, Rouault, Zadkine, Matisse, Ernst, Miro et bien d'autres artistes s'en sont emparés pour catalyser leur vision critique du monde. Avant les grandes réincarnations du personnage de Jarry au théâtre, à la télévision, dans la vie courante...

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf, Paris, 7^e. Tél : 45-55-55-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} juillet.

GALERIES

Pablo Gargallo

Pour la première fois, une exposition simultanée des sculptures de Gargallo et des découpages de carton dont il se servait pour calculer proportions et formes. Passionnant et superbe.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris, 1^{er}. Tél : 42-98-37-55. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Charles Gêr

On a aimé parfois entre Gargallo et Gêr ce dessinateur de presse, caricaturiste et affichiste, qui avait aimé vivre de la sculpture. Mais il avait aussi le goût de la musique, de la danse et du spectacle de music-hall.

Galerie Procurement, 38, rue de Seine, Paris, 6^e. Tél : 42-94-32-01. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 24 juin.

Charles Lapicque

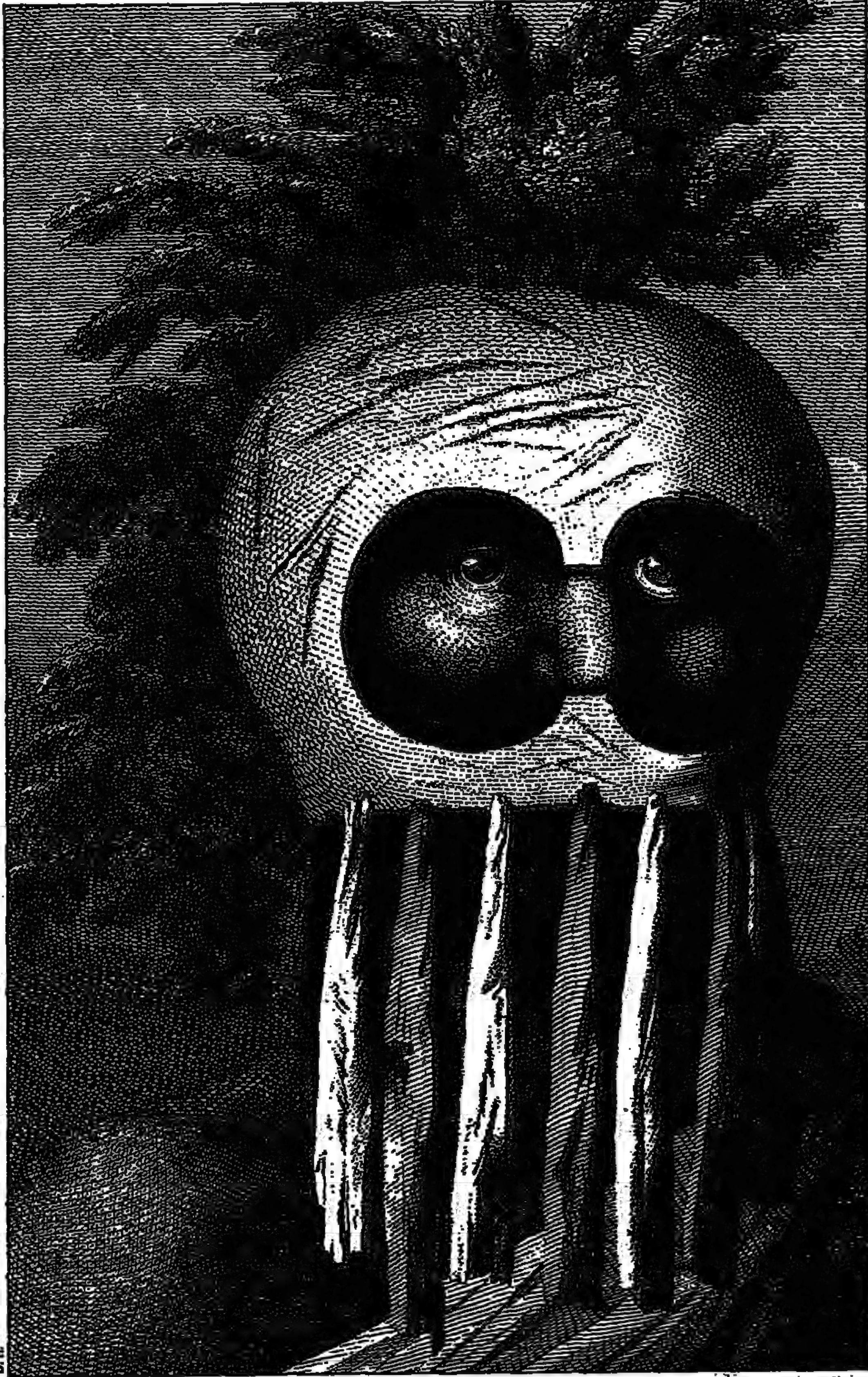
De Jeanne d'Arc traversant la Loire (1940), où le peintre développe une conception de la couleur contraire aux théories habituelles voulant que le bleu creuse l'espace, jusqu'à la peinture fondante du *Tigre des Ming*, en passant par les vues baroques de Venise, un choix de tableaux complété par des œuvres sur papier présentées à la galerie voisine de Thomas Le Guillou.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris, 9^e. Tél : 42-62-67-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Claudio Parmiggiani

La Barque du soleil, tel est le titre de l'unique œuvre présentée, ici, par ce Turinois qui renoue avec la tradition ésotérique, de l'Égypte ancienne à la Renaissance.

Galerie Durand-Dessart, 43, rue de Montmorency, Paris, 9^e. Tél : 42-76-29-68. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.



L'homme sauvage, illustration anonyme tirée des « Voyages de Cook ». Le marquis de Sade a sûrement lu le récit du navigateur. On en retrouve un écho dans son roman « Aline et Valcour ». A voir : l'exposition Sade du Paris Art Center.

Giuseppe Penone

Dans ses œuvres nouvelles, le sculpteur italien s'est intéressé aux aléas et vagues de la sculpture, pendant plus d'un siècle, ont créé d'escalier d'usine, dans le Yorkshire. Et il en a fait le relief. Son exposition s'intitule : « Corbels de niveau ».

Niki de Saint Phalle

Ludiques et souvent monumentales, les œuvres des années 80, dont certaines ont été « stabilisées » par Jean Tinguely, autrement dit des œuvres réalisées à quatre mains, comme la fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châtenay-Chinon, inaugurée en 1988.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cœur, Paris, 6^e. Tél : 43-26-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 24 juin.

Hervé Télémaque

Hâches, mèches, reconstruites, les images d'un kaléidoscope mental où les souvenirs d'attaches lointaines collent à la réalité quotidienne d'un peintre, qui connaît la peinture.

Galerie J. Moussion, 110, rue Vieille-du-Temple, Paris, 3^e. Tél : 48-07-75-01. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 20 h. Jusqu'au 30 juin.

RÉGIONS

Alençon

Charles Léandre
Elève de Cabanel, il n'a le prix de Rome, mais il vira bien, puisqu'il devient dessinateur d'humour. Célèbre par ses collaborations dans de nombreux journaux dont *la Caricature*, *le Rire*, *l'Assiette au beurre*, *le Charivari*, il vient beaucoup à Montmartre, où il aimait donner des fêtes. Il fit aussi de la gravure moins drôle.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Anville, Alençon. Tél : 33-32-40-07. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 4 septembre.

Calais

Sculptures du XX^e siècle
Lauren, Lipchitz, Pevsner, Archipenko, Giacometti, Caro, tous sculpteurs majeurs de ce siècle ont été collectionnés par le Wilhelm-Lembrück Museum de Duisbourg. Celui-ci a prêté leurs œuvres au musée de Calais, qui a rarement été à pareille fête.

Musée de Calais, 25, rue Richelieu, 62100. Tél : 21-46-02-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

Lyon

De Géricault à Léger

Le musée des Beaux-Arts de Lyon est l'un des plus riches de France. On peut le visiter aussi à son cabinet des dessins, qui est en plein redéploiement. L'exposition actuelle compte une forte majorité d'œuvres du dix-neuvième siècle, notamment

métrique au minimal soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, compte donc une lacune.

Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun, 38000. Tél : 78-64-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 10 juillet.

Albert Skira

Éditeur de livres illustrés par les peintres
Albert Skira commença sa carrière d'éditeur en publiant les *Mémoires* d'Ovide, illustrées par Picasso, Matisse, Dali, Beaudou, Derain, Maxon à leur tour furent confiés à la réalisation de très beaux livres, dont les éditions originales sont présentées, accompagnées d'œuvres, de livres, de documents.

Livrerie Artlibud, 23, Grande-Rue, 38000. Tél : 78-42-43-51. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Strasbourg

Sarkis

Sarkis est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus éloquentes et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait.

Ancienne Douane, 1, rue du Marché-au-Poisson, 67000. Tél : 88-52-48-08. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

de Prud'hon, Courbet, Ingres, Degas et Rodin.

Musée des Beaux-Arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux. Tél : 78-25-07-68. De 10 h 30 à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Trésors d'orfèvrerie gallo-romaine

Composé grâce à des prêts généreux du British Museum et d'autres musées européens, un panorama très riche de pièces rares. Coupes, lampes, anneaux et vaisselle de table, mais aussi de motifs reponsés, de plaques et de dorures.

Musée de la collection gallo-romaine, 17, rue Cléberg, 59000. Tél : 78-25-04-08. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 27 août.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Huebler

Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, ou les jeux conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas faciles.

Musée Saint-Pierre art contemporain, 18, rue du Président-Edouard-Herriot, F-69001. Tél : 78-30-60-68. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 14 juin.

Marcelo-en-Barcelo

Avant la Pyramide, le Louvre

Une exposition sur les fouilles conduites avant la construction de la Pyramide. Pas moins de quatre cents objets du haut Moyen Âge au dix-neuvième siècle, dont les fameux moines de Bernard Palissy, y sont présents.

Fondation Septentrion, 87000. Tél : 20-20-35-47. De 14 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 19 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Les démons des anges

Latins, baroques et mystiques, quinze artistes chinois originaires de Los Angeles sont invités à Nantes. Ils sont les auteurs de maraux, d'environnements, d'estampes, de pastels, et participent du renouvellement de la figuration des années 80.

CRCO, 7, rue Chausse-de-la-Madeleine, 44000 et Zoo-Galerie, 1, rue de Sennet, 44000. Tél : 40-89-00-55. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Saint-Etienne

Veir la musique

On entend la peinture des musiciens ? A travers un choix de partitions contemporaines, croissements de sons, de couleurs, de rythmes, de lignes, d'images.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-83-83-58. De 10 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 12 juin.

Strasbourg

Sarkis

Sarkis est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus éloquentes et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il était juste de lui offrir une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait.

Ancienne Douane, 1, rue du Marché-au-Poisson, 67000. Tél : 88-52-48-08. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

La sélection Arts à 665 établie par : Genevieve Breuer, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Rosier.

مكتبة الأصيل

THÉÂTRE

« VIDÉOPÉRETTE » A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

L'invasion des écrans géants

Un peintre très tôt saisi par l'électronique, le vidéaste Michel Jaffrennou, a installé ses six écrans géants et douze moniteurs vidéo à La Villette pour une « frénésie » folle animée par un acteur qui s'en sort — indemne. La création du monde, la création de la télévision : le spectacle le plus ambitieux de l'histoire de la vidéo.

VIDÉOPÉRETTE est d'abord le travail d'un peintre, peinant de longues heures sur ses dessins, imaginant tant d'événements de pure fantaisie, le cadre de leurs évolutions et déjà la structure sophistiquée qui les verra évoluer. Michel Jaffrennou a passé de longues heures à concevoir le story-board de son nouveau spectacle. Il est — déjà — d'images et d'émotions, travail patient de celui qui appartient, au milieu des années 80, au Groupe Lettré de Paris.

Michel Jaffrennou est donc venu à l'Image Electronique par les arts plastiques : « Au début des années 70, j'ai créé, quasiment un peu folle de mes expériences artistiques, le « Michel Art Jaffrennou galerie », non donné à un ensemble de toiles de peintures différentes, thématiques de la galerie ordinaire et d'un vernissage. C'était un rassemblement de toiles donc, de photos aussi, et de coupures de presse sur les artistes... J'ai voulu réaliser un film de pub sur cette expérience et j'ai rencontré des gens qui faisaient, à l'époque, du super 8. Ils étaient les enfants de M. Bateau-Mouches de Paris, et j'ai pu disposer ainsi d'une salle de projection sur l'un des bateaux et d'un portable vidéo noir et blanc qui travaillait dans la cale. »

Le bon génie de la vidéo ne devait plus fléchir Michel Jaffrennou. Il tourne un premier film narcissique inspiré du travail de Paulinychiastre anglais Ronald Laing, Qui est qui ? Il ouvre à Saint-Germain-des-Près un premier lieu vidéo où il crée des saynètes électroniques, dont l'une s'appelle, déjà, Vidéopérette : « Tandis que les gens rient dans la salle, je les filme avec une caméra que j'avais sous le bras en faisant sur eux des commentaires épiques : Le but du jeu — on était dans à cette époque —, dit dans un rire Jaffrennou, était de vider la salle. » Première expérience scénique qui devait le conduire en 1979 à un spectacle intitulé Toto-logiques, mêlant moniteurs vidéo et acteurs, lui permettant de réfléchir très précisément au temps réel du travail du comédien et au temps de la vidéo. Spectacle qui lui permettait aussi de prendre ses marques vis-à-vis des vidéo-performers américains — « ils fabriquaient des films de vingt minutes très emperlés » — et aussi avec un genre naissant, le vidéo-clip, moyen moderne de promotion.

Michel Jaffrennou est alors l'invité de tous les festivals — Montbeliard, La Haye, Cergy, Biennale de Paris, Tokyo, New-York — et rencontre celui qui allait lui offrir le moyen d'aller jusqu'au bout de ses rêves télévisuels, l'électronicien Jean-Pierre Six.



René Hernandez, « seul en scène »



Michel Jaffrennou

Pins il maîtrise la technique, plus Jaffrennou peut affirmer son goût extrême de l'humour, de la dérision, que lui permettent de développer le Musée d'art moderne de Paris, l'INA et plus tard Canal Plus en tant de films courts, sculptures et spectacles qui le font s'imposer.

En 1984, il est l'hôte du Musée d'art moderne pour sa « première grande aventure techno-moderne », Vidéo-Circus, où sont confrontés, dans le souvenir de l'émerveillement du cirque, des acteurs et trente moniteurs dans une structure mobile. Jean-Pierre Six et la société Cegitès inventent pour l'occasion le premier prototype d'un appareil qui dispatche les images au 1/25^e de seconde sur les écrans vidéo. Grâce au coup de main du CNC et de Catherine Millet, directrice d'Art-Press, Vidéo-Circus fait l'ouverture de la Biennale de Sao-Paulo.

On le retrouve aujourd'hui à la Grande Halle pour son entreprise la plus démesurée gérée par Franesis, un cerveau électronique qui commande six écrans géants — vendus à prix d'ami par Sony — d'une qualité extraordinaire, neuf moniteurs, douze magnétoscopes, quarante-quatre enceintes acoustiques... Neuf coproducteurs se sont associés pour ce spectacle de 20 millions de francs, emmenés par la Grande Halle, Ex Nihilo et Canal Plus. De longs mois de tournage — soixante-dix acteurs, plus de cinq cents heures d'images, — de montage, de répétitions avec René Hernandez, « seul » en scène, dirigé par Yvon Davis et dialoguant comme si de rien n'était avec ces montages de technologie. La musique, diffusée en son spatialisé, a été écrite par six compositeurs contemporains réunis par Gérard Chiron. Vidéopérette est une oeuvre d'exception, d'une effrayante virtuosité, une histoire du monde, et du monde de la télévision, en une heure d'un délire visuel audacieusement innovant.

OLIVIER SCHMITT.

* Grande Halle de La Villette. Jusqu'au 7 juin et du 23 juin au 1^{er} juillet. De mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Durée : 1 heure. 70 F et 90 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

« 1789 »,

d'Ariane Mnouchkine par des écoliers et des lycéens.

Un concours organisé à l'occasion du Bicentenaire par l'Association française d'action artistique met aux prises neuf compagnies de théâtre scolaire, à la Cartoucherie de Vincennes. Quatre cents écoliers et lycéens sont donc rassemblés et interprètent 1789, création collective du Théâtre du Soleil qui date de 1970 et dont Ariane Mnouchkine a cédé les droits pour l'occasion. Les deux compagnies lauréates iront l'une en Inde, dans le cadre de l'Année de la France, et l'autre en Union soviétique, lors de la rentrée scolaire à Moscou.

Cartoucherie. Théâtre du Soleil. Du 2 au 11 juin (sauf le 10). A 20 heures. Tél. : 43-98-20-81. Durées variables. Gratuit pour les scolaires, 50 F pour les autres.

Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-29-36-38. De 40 F à 90 F.

Wielopole,

Wielopole

de Tadeusz Kantor.

Paris fête en un cycle le théâtre de Tadeusz Kantor. Deuxième épisode avec Wielopole, Wielopole, du nom de la ville polonaise où il est né en 1915. Il y poursuit ce qu'il appelle lui-même ses « heurts et transpositions avec la réalité et avec l'illusion ». L'un des sommets de son travail à la tête du Cricot 2 de Cracovie.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18^e. A partir du 31 mai. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 60 F à 110 F. Dernière représentation le 3 juin.

Cannes

Festival

international

du café-théâtre

Le Festival du café-théâtre de Cannes fête ses dix ans avec un hommage à Fernand Raynaud rendu par de nombreux comédiens (dont Rufus, Farid Chopel, Marc Jolivet et Christine Marullo), un best of des sketches d'Alex Métyer, l'intégrale des pièces de Philippe Caubère et un coup de chapeau au Café de la Gare, à l'occasion de son vingtième anniversaire.

Plaques d'humour. 2 bis, rue Maitreton. Tél. : 93-58-74-68.

La Rochelle

Hommage

à Stig Dagerman

Le Théâtre de l'Utopie organise, en coproduction avec le Théâtre de Cherbourg, une semaine d'hommage à l'écrivain suédois Stig Dagerman, né en 1923, et qui s'est suicidé à la fin de 1954. Deux représentations théâtrales : Un poème en prose et Le Jeu de la vérité, mis en scène par Patrice Collet, des lectures, par de nombreux comédiens, de plusieurs de ses œuvres, deux jours de rencontres organisées par le Centre culturel suédois, et la projection du film de Pierre Beauchot consacré à l'écrivain.

Théâtre de l'Utopia, 38, rue Thiers. Tél. : 46-41-71-33. »

Chaque mois dans Jazz Magazine, l'histoire et l'actualité du jazz.

Au sommaire du n° 382: Charlie Haden, l'homme de l'Ouest. Douze voix pour Bird. Il y a trente ans, Sidney Bechet... L'Europe des saxes Bobby Mc Ferrin interviewé par Ben Sidran

Jazz magazine

Pour ceux qui aiment le jazz vraiment

CHRISTINA ANGHELOKOVA

JACOUES MERCIER

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE DE FRANCE

CHOEUR NATIONAL KAUNAS DE LITUANIE

ALEXANDRE NEVSKY

LE PRINCE IGOR

OPERA DE MOSCOU

CHOEUR POLYPHONIQUE AVEC CHOEUR

SERIE

ALEXANDRE NEVSKY

CANTATE POUR MEZO-SOPRANO CHOEUR ET ORCHESTRE

■ SALLE PLEYEL

SAMEDI 3 JUIN 1989 20H30

■ CACHAN (94)

MERCREDI 31 MAI 1989 21H00

■ LE VESINET (78)

JEUDI 1ER JUIN 1989 21H00

■ SAINT MICHEL SUR ORGE (91)

VENDREDI 2 JUIN 1989 21H00

■ VILLEJUIF (94)

DIMANCHE 4 JUIN 1989 15H00

SAISON

SALLE PLEYEL 45 63 84 73

A 15 F ■ SPECTACLES

AN 5 MATH

Nanterre Amandiers

IVANOV

ANTON TCHERKHOV

mise en scène

PIERRE ROMANS

traduction

Antoine Vitez

TO DERNIERES

LOC: 47 21 18 81

STAGE

FESTIVAL D'AVIGNON

Palais des Papes

Les métiers du théâtre

Montage et diffusion

d'une production,

mise en scène, jeu, décors,

costumes, régie, etc.

Rens. et inscriptions:

SIMET, 8, place du Palais-Bourbon,

Paris-7. Tél. : 45-50-23-30 - 45-51-55-50.

EUROPE 1

FESTIVAL DE PARIS

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

UNA COSA RARA

VICENTE MARTIN Y SOLER

OPERA (VERSION CONCERT)

PREMIERE REPRESENTATION A VIENNE EN 1786

CREATION A PARIS

LA CAPELLA REIAL

DIRECTION MUSICALE

JORDI SAVALL

ENEDINA LLORIS - MONTSERRAT FIGUERAS

ERNESTO PALACIO

LE MARDI 6 JUIN A 20 H 30

LOCATION

AUX CAISSES DU THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

36/5 MATO, SIVAC ET AGENCES, ET PAR TELEPHONE

40 27 82 25

AVEC LE CONCOURS DU MINISTRE DE LA CULTURE

ET DE LA COMMUNICATION, DES GRANDS TRAVAUX ET DU BICENTENAIRE

DU MINISTRE ESPAGNOL DE LA CULTURE

ET DU DEPARTEMENT DE LA CULTURE DU GOUVERNEMENT ANDALOU

مكتبة الامم المتحدة

THÉÂTRE

SÉLECTION PARIS

Amour pour amour

de William Congreve, mise en scène d'André Steiger, avec Catherine Salzet, Dominique Roca, Claude Mathieu, Marcel Bonnot, et Jean-Philippe Pymartin.

Seconde mise en scène d'André Steiger au Français, après le *Véritable Saint-Genest* l'an passé, *Amour pour amour* fait son entrée au répertoire. La pièce, écrite en 1695 par le dramaturge anglais William Congreve, met en scène les amours de deux jeunes gens, Valentin (Jean-Philippe Pymartin) et Angelica (Sonia Volleux).

Toute la richesse et la complexité de l'un des plus grands dialogues de l'histoire du théâtre.

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brisson, Gérard Pichon, Michel Dodane, et Jacques Mauclair.

Transposant les costumes de l'Avare vers un aujourd'hui un peu baby-boom, Jacques Mauclair joue un Harpagon assez clownesque. Il a fait des mises en scène plus subtiles, mais pourquoi résister à la sincérité, au côté « gens du voyage » de sa troupe ? Au Marais, on a le cœur du théâtre sur la main. Et, depuis peu, le Molière inattendu — du meilleur spectacle de l'année sur une scène privée.

Marais, 37, rue Volta, 3^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

Cirque Aladin

Une joyeuse — très joyeuse troupe — venue de Suisse nous propose sous chapiteau un voyage en forme de « Conte de la foire extraordinaire ». Entre cirque traditionnel et music-hall, et avec un zeste de cabaret puisque l'on peut manger sur place, un grand et juste succès. Aladin et ses compagnons aux mille talents continuent à la Cartoucherie de Vincennes leur carrière entamée aux Arènes de Lutèce.

Cartoucherie Aladin's palace, route de Champ-de-Mars, 12. Du mercredi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 48-08-38-20. Durée : 2 heures. De 120 F à 180 F. Dernière représentation le 4 juin.

La Danse du diable

de et par Philippe Gauthier. Philippe Gauthier, encore et toujours, seul en scène. Il reprend une nouvelle fois le premier de ses parcours solitaires, racontant sa vie et ses débuts d'acteur avant qu'il ait rejoint le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine. Une nouvelle fois, épatant.

Arts-Ménages, 78 bis, bd des Régnolles, 17^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-67-22-22. Durée : 2 h 30. De 95 F à 155 F. Dernière représentation le 3 juin.

Des Françaises

de Michèle Fabien, mise en scène de Laurence Février, avec Anne Bacchi, Monique Couturier, Laurence Février, Judith Henry et Jean-Robert Vard.

1789-1989, côté femmes. Le pari est singulier et louable. Du XVIII^e siècle, la voix de Claire Lacombe, fondatrice de la Société des citoyennes révolutionnaires. Du XX^e siècle, celle de Berty Albrecht, qui fonda aux côtés d'Henri Frenay le groupe Combat dans la Résistance.

Artistic-Athévins, 45, rue Richard-Lenoir, 11^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-08-38-02. Durée : 2 heures. De 60 F à 90 F.

L'Ex-femme de ma vie

de Jérôme Belloc, mise en scène de l'auteur, avec Jane Birkin, Richard Berry, Cécile Audebert et Daniel Berthou.

Jane Birkin reprend le rôle qu'elle avait créé — avec succès — l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin aux côtés de Thierry Lhermitte. Elle remplace Balasko et rejoint Richard Berry pour près de deux heures d'un rire qui vient, par instants, aiguillonner une certaine gravité.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10^e. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-75-75. Durée : 1 h 45. De 80 F à 200 F.

Le Feu de la chasse

de Yasushi Inoue, mise en scène de Stuart Selig, avec Martin Pascal, Laurence Roy et Alison Horns.

Nouvelle mise en scène de Stuart Selig, talentueux acteur et metteur en scène américain installé à Paris depuis bientôt vingt ans. Une nouvelle fois, il s'est entouré de servants du théâtre de qualité — les comédiennes Martine Pascal et Laurence Roy et le compositeur Pascal Dusapin — pour adapter le récit d'un écrivain japonais tenu justement pour l'un des plus importants plumes de son temps.

Théâtre 13, 24, rue David, 13^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-16-30. Durée : 1 h 30. 80 F et 90 F.

God Save the Queen

de Kado Koutzer, mise en scène de l'auteur, avec Maril Marini.

Maril Marini est la « fée du logis » du groupe Tef. Elle est la coquette, la brillante et elle adore se déguiser. Elle a été la femme assise, de Copi, Caliban dans la *Tempête*, et elle est aujourd'hui une pauvre femme qui attend un enfant en même temps que la reine d'Angleterre. Elle fantasme.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 95000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 1 h 15. 90 F et 100 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster, Jacques Spiesser, Laurence Bourdill, Antoine Deléry, Georges Geret et Monique Méliand.

Revoici Francis Huster pour une nouvelle mise en scène à grand spectacle. Il s'empare du plus grand poème dramatique de notre répertoire, s'entoure de plusieurs dizaines de comédiens, et interprète lui-même, entre cynisme machinal et vilaine enfance, le personnage saillant et ténébreux dessiné par Musset. Le public est ravi.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-08-30. Durée : 3 h 45. De 80 F à 200 F.

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Deneuve, Genevieve Cadue, et Claude Mathieu.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la tête de la Comédie-Française déçoit essentiellement par les faiblesses de la distribution mais aussi par la distance prise par le metteur en scène avec une œuvre écrite pourtant avec beaucoup de simplicité. Dans le petit rôle de Marceline, Catherine Deneuve est excellente mais, hélas ! bien casquée.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 31 mai et les 2 et 5 juin, 20 h 30 (et les 2, 11, 17, 21, 28 et 29 juin). Tél. : 40-16-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Monsieur Songo

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Seiler, avec Nadia Burwin, Danielle Lebrun, Jacques Bonnet et Jacques Seiler.

Retrouvailles de Jacques Seiler et Robert Pinget, l'un de nos auteurs les plus acharnés à bien servir le répertoire contemporain et l'un de nos auteurs dramatiques les plus importants. Dans une petite salle, conviviale donc, un quartier de comédiens félicite qui nous promet un bon moment.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6^e. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 20 heures et 22 heures. Tél. : 45-48-82-97. Durée : 1 h 30. De 60 F à 180 F.

Quartett

de Heiner Müller, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Evelyn Didi et Yann Collette.

Créé l'an passé avec succès au Théâtre de Lyon, ce spectacle signé par Jean-Louis Martinelli (lire le supplément Arts et spectacles du 20 avril dernier) est enfin accueilli à Paris. Deux excellents comédiens servent la variation du dramaturge allemand Heiner Müller sur les *Liaisons dangereuses* de Choderlos de Laclos.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-67-27. Durée : 1 h 10. De 80 F à 160 F. Dernière représentation le 3 juin.

Rosal et Epave

de Harold Pinter, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Agathe Alexis et Christian Schiaretti.

La plume acérée et virulente de Harold Pinter que certains comparent à Bobo Strauss et Franz Xaver Kratz. Rosal est une reprise d'un spectacle présenté avec succès par Agathe Alexis au festival d'Arignon en 1988. Epave est une création à laquelle participe l'excellent

Christian Ruché

de Christian Ruché, l'un des piliers de l'ex-troupe de la Silamandra.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de la Pyramide, 12^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-38-38. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F.

Thomas B.

de Jacques Kraemer, mise en scène de l'auteur, avec Denis Manuel.

Denis Manuel seul en scène pour une tentative de « portraiture » du dramaturge autrichien Thomas Bernhard, disparu récemment.

Espace de Paris, 8, rue Pierre-au-Lard, 6^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-78-46-42. Durée : 1 h 05. 80 F et 90 F.

Dernière représentation le 3 juin.

Une folle électrique

de Diderot, mise en scène de Michel Valner, avec Fabrice Lucchini, François Dornier et Hélène Dun.

Reprise d'un spectacle créé avec succès à la Chapelle des Cordeliers dans une mise en scène d'un luxe insensé et efficace : cette pièce fut créée avec le soutien d'Electricité de France. L'adaptation du texte de Diderot signée Françoise Thyron est remarquable, Fabrice Lucchini intrigue et séduit toujours autant, surtout la nouvelle génération.

Mogador, 28, rue de Mogador, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 1 h 20. De 80 F à 180 F.

Yves Hunsstad

Yves Hunsstad est un jeune acteur belge qui n'était jamais venu ici. Son spectacle des Bonnes du Nord tourne au triomphe. Les prolongations s'imposent. Révisé dans ces colonnes, hôte de Jean-Pierre Coffe



Dans un conte louché, *Mystification*, Diderot s'empare à décrire l'effet des objets, ces « réveils de mémoire », sur un esprit blesé, en l'occurrence celui d'une jeune danseuse (Françoise Dornier) aux prises avec un faux médecin (Fabrice Lucchini). Reprise d'un succès de l'hiver dernier.

RÉGIONS

Villourbanne

Férocé, la nuit...

de Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavandant, avec Patrick Pissot, Stéphane Orlier, Charles Schmitt, Marie-Françoise Tysse et Marc Besson.

A propos de sa nouvelle pièce, le dramaturge Michel Deutsch, dont on vient de voir *Sit venis verbo* au Théâtre national de la Colonne, écrit : « *Férocé* est celui qui se bat contre un être qu'il ne connaît pas. Qu'il se désespère à chercher à retrouver. Dans sa quête, il va alors rencontrer des animaux étranges, des financiers véreux, des dieux. Il va aussi rencontrer une femme (...). » Un duo, donc et tant de personnages mis en scène par le cofondateur du TNP, Georges Lavandant.

TNP, jusqu'au 3 juin. Du lundi au samedi, horaires variables. Tél. : 78-84-70-74. Durée : deux heures. De 75 F à 100 F.

DANSE

Nouveautés

Compagnie Dominique Segouet

Reprise du *Saint de l'ange*, un des succès de Bagnouet, créé en 1987. Scénographie de Christian Bultmann et musique de Pascal Dusapin.

Théâtre de la Ville, Du 5 au 7 juin à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. Durée non précisée. 70 F et 110 F.

Indonésie

Les danses de cour du palais Mangkunagaran (Surakarta, Java) ont constitué pendant des siècles la base des fêtes et des cérémonies du palais. Contraste, toujours savoureux entre la grâce du Beksan Putri, danse de femmes, et la rudesse du Beksan Keking, danse des hommes.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 42-38-94-50. 70 F et 100 F.

Maison des cultures du monde, Les 2, 3 et 5 juin à 20 h 30. Le 4 juin à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. Durée non précisée. 90 F.

Christina Hoyos

Longtemps partenaire d'Antonio Gades, elle a fondé sa propre compagnie. Les sortilèges insaisissables du flamenco invités du Festival de Paris.

Grand Rex, Le 5 juin à 20 h 30. Tél. : 40-27-98-07. Durée non précisée. De 40 F à 160 F.

La fille mal gardée

Le plus ancien ballet français, créé à Bordeaux en 1789, remanié avec de tendres soins par l'Érudite Ivo Cramer et fort bien dansé par le Ballet de Nantes.

Nolty-le-Grand, Espace Michel Simon, Le 3 juin à 21 heures. Tél. : 48-31-02-02. Durée non précisée. 90 F.

Et toujours

Béjart (Ballet Lausanne)

Trois programmes en alternance.

1788 et nous... : du 1^{er} au 3 juin et du 8 au 17, relâche le dimanche. L'histoire de fin, le *Scène du princeps* : du 5 au 7 juin. *Boîte* : le 31 mai. A 21 h 30. Tél. : 48-78-75-00. De 100 F à 300 F.

Patrick Dupond et le Ballet de Nancy

Quatre chorégraphies pour un hommage à Ulysse Dove.

Palais des sports, jusqu'au 11 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-28-40-80. Durée : 2 heures. De 90 F à 280 F.

Cordillon

Reprise du ballet le plus célèbre de Margy Mathis par le Ballet de l'Opéra de Lyon.

Maison des arts et de la culture de Créteil, jusqu'au 3 juin à 20 h 30. Tél. : 45-80-

38-88. Durée non précisée. 100 F.

Jeunes danses européennes

Comment dansent nos voisins ? Réponse britannique avec The Chelmondeleys, The Featherstonhaughs, Yolande Smith et Kathy Crick.

Centre Georges-Pompidou, Le 31 mai et le 3 juin à 21 heures, le 1^{er} et 2 juin à 18 h 30 et 21 heures. Tél. : 42-74-42-18. Durée non précisée. 70 F.

Anna Teresa de Keersmaecker

Une des révélations comp de poing des années 80 : à voir absolument.

Théâtre de la Ville, Du 31 mai au 2 juin à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. Durée non précisée. De 70 F à 710 F.

Régions

Marseille

Quatre des meilleurs chorégraphes contemporains, Andy Degroat, Odile Duboc, Daniel Larrieu et Mark Tompkins ont composé, et dansent eux-mêmes, des solos à la mémoire de l'illustre danseur dont on fête cette année le centenaire de la naissance.

Théâtre des Bernardins, Le 2 juin à 21 heures. Tél. : 91-42-48-53. Durée : 1 heure environ. 70 F.

Lille

L'Ascôte de Jean-Claude et la Vierge Marie

Un duo très drôle de Jean Gaudin et l'on voit fasciné méditer dans une armoire sous la sollicitude un tantinet satanique de la Vierge. Dans le cadre de « Danse à Lille ».

Théâtre de Poésie, Le 9 juin à 20 h 30. Tél. : 20-78-12-02. Durée non précisée. 90 F.

La collection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.

Dans : Sybil de Nussac

DERNIERE LE 3 JUIN

ESSAION-42.78.46.42

THOMAS B.

DE JACQUES KRAEMER
AVEC DENIS MANUEL

مكتبة الأمل

MUSIQUES

WOMACK AND WOMACK AU ZÉNITH

La soul tout à l'ancienne



Linda Womack, mère au travail

Cecil et Linda Womack ont trouvé en Europe une terre d'accueil pour leur soul à la fois sobre et chaleureuse. Gitans planétaires ou famille de sitcoms, ils ne sortent jamais sans leur progéniture. Un traditionalisme qui se confirme dans leur musique qui flirte avec le gospel tout en faisant danser les foules.

DANS la famille Womack, je voudrais... le papa : Cecil, quadragénaire, charnu et colossal ; petit frère de Bobby Womack (l'oncle), l'auteur de *It's All Over Now*, immortalisé par les Rolling Stones. La maman : Linda, née Cooke, fille de Sam (le grand-père), l'une des plus belles voix de la soul music, elle-même chanteuse de talent au physique d'instinctrice douce mais ferme. Les enfants : trois filles et un petit garçon de deux ans - prénommé Womack, pour mieux garantir la pérennité du clan - qui rejoignent, *volens nolens*, les parents à la fin de chaque concert.

Au jeu des sept familles de la musique noire américaine, Womack and Womack représentent la soul, la musique noire près de ses racines, par opposition au funk, à ses débordements technologiques et à ses rejets plus ou moins séduisants, disco, hip hop, house et autres machines à défriser les puristes. Il y a comme de l'autopunition dans le choix de pureté des Womack : Cecil et Linda ont été parmi les artisans du Philadelphia sound, au milieu des années 70, du temps où l'ex-capitale des États-Unis était aussi celle de la musique noire. Les Spinners ou Teddy Pendergrass déployaient leurs voix suaves sur des arrangements hypersophistiqués, et il y avait souvent du Womack derrière. Quand le centre de gravité musical s'est déplacé vers Los Angeles, Cecil et Linda ont suivi le mouvement. Finalement, il y a cinq ans, monsieur et madame se sont mis à leur compte, à l'enseignement de Womack and Womack.



Les Womack, scène de la vie conjugale.

Leur second album, *Conscience*, sorti l'année dernière, a été le bon. *Teardrops*, le 45 tours qui en a été extrait, a grimpé dans tous les hit-parades d'Europe, grâce à sa simplicité spartiate : mélodie enflammée et tempo moyen fait pour danser pendant des heures. *Conscience* ressemble à un numéro d'acrobatie minimalistes : comment swinguer sans cuivres, sans synthétiseurs ni boîte à rythmes ; rien que des voix, des guitares - souvent acoustiques - et une rythmique. Le résultat est convaincant mais extraordinairement fragile.

LE PATRIARCHE ET SON CLAN

Sur scène, leur musique est à la merci d'un public rétif ou trop enthousiaste. En plus, on a parfois l'impression que Cecil Womack a préféré recruter des musiciens sans grand relief (dont un guitariste gaucher qui joue d'un instrument pour droitier tenu à l'envers, les cordes aiguës vers le haut, une particularité qu'il partage comme par hasard avec Cecil Womack) pour mieux les contrôler, laissant les shows à la merci des humeurs du patron et de la patronne. Mais quand le contact est établi, les Womack sont irrésistibles de ferveur, rejoignant, au-delà de la soul, les sources du gospel.

Dans une chambre de palace ou règne une ambiance résolument couche-culotte, bébé somnolent et gamines interventionnistes, Cecil (surtout) et Linda posent les principes de base du Womack sound : « La house music marche au volume, nous nous concentrons sur le feeling. Comme on peut tout faire à l'ordinateur, on ne prend plus le temps d'apprendre le métier. » Cecil Womack aime le tout à l'ancienne. Avec sa méfiance à l'égard de la technologie, du business, sa foi en la famille comme dernier refuge contre les assauts du monde moderne, il est assez convaincant en patriarche d'un clan de gitans planétaires.

Il garde un souvenir amer de ses débuts dans le métier, et plus particulièrement de l'épisode *It's All*

Over Now : « Les Stones ont entendu le titre disque avant que nous le sortions. Ils ont copié la maquette, presque note pour note, nous (Cecil et son frère Bobby) étions sur un petit label, pas très puissant. Aujourd'hui, je ne laisserais pas faire ».

Cette mésaventure et quelques autres sont à la base d'une méfiance profonde face au show-biz tel qu'on le pratique aux États-Unis : « C'est un pays complètement prosterné. Les maisons de disques ne signent un artiste qu'en fonction de sa rentabilité éventuelle. Le succès ne pouvait venir qu'en Europe. »

De fait, il y a toujours eu une affinité mystérieuse entre l'Europe continentale et une certaine forme de soul qui a pris les formes les plus diverses, des pastiches de Nino Ferrer au culte de James Brown à une époque où il était quasiment oublié aux États-Unis. Les Womack savent jouer sur cette corde et ont passé le marché américain par pertes et profits. Ils viennent d'acheter une maison dans le sud de la France, où les petits Womack grandiront en force et en sagesse pour devenir de vrais chanteurs soul, comme papa, comme maman.

THOMAS SOTINEL.

★ Le 4 juin, à Bordeaux, Grand Parc, à 20 heures. Places 110 F. Le 5 à Toulouse, Halle aux Grains, à 20 heures. Places 110 F. Le 6 juin au Zénith, porte de Paris, à 20 heures. Places : 136 F.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Haydn

Sonata en mi bémol majeur

Schweitzer

Variantes sur le nom Abegg

Fantaisie op. 17

Martin

Préludes n° 7 et 8

Prokofiev

4^e Sonate

3^e Concerto

Scarlatti

Sonata en fa mineur

Rachmaninov

Étude-Tableau op. 39 n° 2

Beethoven

Sonata op. 10 n° 1

4^e Concerto

Mozart

Sonata KV 310

Schubert

Wunderer-Phantasie

Dominique Merlet (piano)

et ses élèves.

Dominique Merlet est, sans aucun doute le professeur de piano le plus recherché en France. Sa classe du Conservatoire national supérieur de musique de Paris est d'un niveau vraiment élevé. Sa méthode ? L'élève s'empare de la personnalité musicale de chaque étudiant en lui donnant une excellente technique de base. Une technique qui ne prend pas seulement en compte les doigts (comme dans l'ancienne école française de piano, celle de Marguerite Long, en tout cas) mais qui englobe l'ensemble du corps sans dissocier un paramètre (quel qu'il soit : sonorité, articulation, pédale, travail intellectuel, interprétation), au profit d'un autre. Un enseignement qui ne crée pas de hiatus entre musique et piano. Depuis qu'il est enseignant au CNSMP, il a déjà au moins deux récentes nominations par les meilleurs musiciens (Philippe Cassard, Premier Prix du Concours de Dublin, et Jean-Marc Luisada, dont la carrière est en train de prendre son envol international).

Ce soir, nous nous sommes laissés dire que Dominique

Merlet va présenter quelques jeunes talents moins que prometteurs.

Le 2 juin, Conservatoire national supérieur de musique, 20 heures. Tél. : 42-88-15-20. Entrée libre.

Concert de Chazy

Sonata

Malchaire

Intermède IV

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Barrois

Pour les abonnés du « Monde »

SALLE PLEYEL DES PRIX PRÉFÉRENTIELS POUR QUATRE RÉCITAUX DE LA SÉRIE PIANO QUATRE ÉTOILES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de trois pianistes et d'une violoniste, en bénéficiant d'une réduction de 15 % sur le tarif habituel. 100 places en première catégorie leur sont réservées, pour chacun des récitals suivants :

— Le mardi 6 juin, à 20 h 30, récital de la violoniste Victoria Mullova et du pianiste Bruno Canino : Mozart (*Sonata KV 378*) ; Beethoven (*Sonata op. 12 n° 3*) ; Stravinski (*Divertimento*) ; Prokofiev (*Sonata n° 21*). Un archet droit, puissant, mis au service d'interprétations vivantes, passionnées. Accompagnateur des plus grands, Bruno Canino saura dialoguer sur les mêmes hauteurs.

— Le mardi 13 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Nikita Magaloff : Chopin (*Barcarolle*, *Mazurkas op. 55*, *Sonata en si mineur op. 58*), Scriabine (*Études op. 42*, *Stravinski (Petrouchka)*). Du monde entier, les jeunes pianistes viennent percer les secrets de l'art du piano auprès de ce fringant septuagénaire qui a connu et qui a joué avec les plus grands musiciens de ce siècle. Les riches heures d'un prince du clavier.

— Le mardi 20 juin, à 20 h 30, récital de la pianiste Maria Tjoo : Bach (*Fantaisie chromatique et fugues*), Schubert (*Sonata en la mineur op. 42*), Debussy (*quatre Préludes*), Bartok (*Dances roumaines*). Un début de carrière éblouissant, suivi d'un repit vers l'enseignement et l'enregistrement de disques, mieux que beaux, utiles (une intégrale des sonates de Clementi). Prix des retours vers la scène. Paris ne cesse de les féliciter.

— Le 23 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Vlado Perlemuter : Beethoven (*Sonata « les Adieux »*), Fauré (*Trois Nocturnes*), Chopin (*quatre Ballades*). Le doyen des pianistes français en activité, le plus grand aussi, sans doute, depuis la grande époque de Nizet et de Cortot. La leçon d'un grand maître.

100 places, au prix préférentiel de 220 F (au lieu de 280 F) et de 150 F au lieu de 180 F. Location par téléphone (au plus tard 14 jours avant le concert) au 45-63-88-73, règlement par carte bleue uniquement (donner votre numéro d'abonné), ou aux caisses de la salle Pleyel (venir avec votre dernière bande d'expédition), tous les jours de 11 heures à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.E. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMISON

10, rue des Capucines, 2^e

40-15-00-50/40-15-08-08

T.J.

LE COSSAIRE

1, bd Raspail, 16^e

45-25-53-25

45-20-87-85

LE GOURMAND CANDIDE

43-80-01-41

6, pl. Maréchal-Juin, 1^{er} (pl. Fauriel)

LE ZÉPHYR

1, rue du Jourdain, 20^e

46-36-65-81

F/hand.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOMIEUX

47-05-49-75

75, rue Saint-Dominique, 7^e

An 1^{er} ét., le premier restaurant de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et primeaux d'été, menu déjeûner à 95 F. An 2^e ét., dîners, spécial. de saumon fumé et primeaux d'été, menu déjeûner à 95 F. An 3^e ét., dîners, spécial. de saumon fumé et primeaux d'été, menu déjeûner à 95 F.

LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE

Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F. An 2^e ét., dîners, spécial. de saumon fumé et primeaux d'été, menu déjeûner à 95 F.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F.

Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.J., aux samedi midi et dimanche.

Déj. et dîners. Maintient une cuisine imprégnée de traditions dans un cadre raffiné. Spéc.

Jambon Pays en Sorbet Melon. Tournefort Périgordine. P.M.R. 150/200

RIVE DROITE

Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Ouvert tous les jours.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels - Vins à découvrir - Décor : « Brasserie de Luxe »

TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-43-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRES MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée

HUITRES, COQUILLAGE toute l'année

POISSONS, VIANDES à la Française

45-74-17-24 - Ouvert T.J.

DINERS-SPECTACLES

L'ESPAGNE A PARIS

CHEZ VINCENT • 4, r. St-Lazare (10^e)

Dîners-spectacles dansants - Attractions

Avec LOS MUCHACHOS

Jusqu'à l'aube - 46-07-21-27 - F. dim.

سكوا من الأصل

MUSIQUES

→ cet opéra n'a pas été donné en France. Cet oubli impardonnable (*Le Monde* Arts et spectacles du 25 mai, page III) va être réparé par le Festival de Paris, qui a invité Jordi Savall et sa bande pour une exhumation qui devrait être une résurrection.

Le 6 juin, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location : Franc. De 80 F à 180 F.

SÉLECTION PARIS

Mardi 31 mai

Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 20

Stravinsky

Don Quichotte

Martha Argerich (piano), Edouard Fournier (violoncelle), Jean Dupuy (alto), Orchestre de Paris, Daniel Barenboim (direction). Martha Argerich joue Mozart. L'événement est de taille. Modeste comme elle est, la Martha doit se ronger les sangs. Elle n'a pas joué ce concerto depuis l'âge de neuf ou dix ans, du temps où elle vivait en Argentine et Mozart lui fait peur (à qui ne fait-il pas peur ?), mais sa tendresse, sa vivacité, son absence de pose devraient faire des merveilles. Daniel Barenboim l'accompagne. Espérons qu'il jouera avec plus de légèreté et de précision rythmique que lorsqu'il l'avait accompagné dans le *Premier Concerto* de Liszt et dans *Les Nuits dans les jardins d'Espagne* de Manuel de Falla (hélas ! immortalisées sur un disque compact Brato). Mais Mozart lui donne souvent des ailes, et cette rencontre pourrait prendre des allures de rencontre au sommet. N'oublions pas que Daniel Barenboim reste l'un des interprètes les plus inspirés des concertos de Mozart.

Salle Pleyel, 20 h 30 les 1^{er} et 2^{es} juin. Tél. : 45-63-88-72. De 48 F à 180 F.

Haydn

Schubert

Lieder Laura Colladant (piano-forte), Véronique Dietschy (soprano). Laura Colladant s'est signalée à l'attention des mélomanes curieux en enregistrant tout un disque de sonates pour piano de Wolf, il y a quelques mois, pour Adès. Un jeu précis, vivant, virtuose qu'elle joue toujours de splendides piano-forte aux sonorités fragiles, mais évocatrices. Véronique Dietschy n'est pas une grande voix, mais sa musicalité compense cela. Et pour Schubert et Haydn est-il vraiment nécessaire d'avoir du coffre ?

Salle Cortot, 20 h 30. Tél. : 47-83-80-10. 70 F.

Jeudi 1^{er} juin

Brahms

Trio n° 1

Gustav Mahler

Passion Trio

Ravel

Trio en la mineur

Trio de Barcelone

Encore un concert organisé par le Festival de Paris qui, non content d'avoir invité l'Espagne, a aussi réussi à attirer de ce côté des Pyrénées une canticale toute méditerranéenne ! Le Trio de Barcelone nous est encore peu connu, mais cela ne devrait pas durer trop longtemps. Des tristes comme celui-ci, il n'en court pas les rues.

Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. Location : Franc. De 40 F à 120 F.

Tchoukovaïski

La Dame de pique

R. Crocchia / R. Kozlov / K. Zozot-Radkova (la comtesse), A. Stetschenko / V. Yermachenko (Vernumski). Orchestre et chœur de l'Opéra de Varsovie, Robert Szelesowski (direction), Marek Grzesiowski (soliste en scène).

Peut-être ce que Tchoukovaïski a écrit de plus beau avec *Eugène Onéguine*. Rarement donnée à Paris, la *Dame de Pique* exige une distribution, un orchestre et un chef de premier plan : la gageure ne sera qu'à moitié tenue. Mais pour entendre Régine Crespin, nous sommes prêts à pardonner beaucoup, jusque et y compris l'acoustique décevante du Palais des Congrès.

Palais des Congrès (salle 1^{re}, 3^e et 4^e juin, 20 heures ; le 4 juin, 15 heures). Tél. : 46-40-28-30. Location : 3 Franc. Minimum : 36.15. Code Theat. De 95 F à 500 F.

Vendredi 2 juin

Falla

Quatre pièces espagnoles, Valse caprice, Hommage à Paul Dukas, Fantaisie nocturne

Albeniz

Tango

Sonata

Berlioz

Mazurka

Joaquín Achúcarro (piano). Malgré quelques admirables disques (Ensayo), Joaquín Achúcarro n'est presque jamais invité en France. Il est pourtant avec Rafael Orozco et Alicia de Larrocha l'un des chefs de file de l'école espagnole de piano. Mieux que cela, il est l'un des pianistes les plus intéressants de notre époque. Le public bougera-t-il pour autant ? Il n'a jamais eu les honneurs des « Grand Echiquier » et autre « Musiques au cœur », nos grandes formations symphoniques l'ignorent (quand elles ne font pas le jeu des multinationales du disque en invitant les derniers petits prodiges à la mode). Mais qu'il se rassure, pas nombreux son public sera, mais grande sera la qualité d'écoute. Et puis le vrai talent est toujours reconnu.



D. Viret

Mardi 6 juin

Mozart

Sonate KV 378

Beethoven

Sonate op. 12 n° 3

Stravinsky

Divertimento

Prokofiev

Sonate n° 2

Viktor Maltov (violin), Bruno Canino (piano).

La série piano quatre étoiles s'est récemment trompée en choisissant ses artistes : nous lui devons les débuts de Brendel à Paris, ceux de Pollini, de Nelson Freire, de Perahia et, sans sa détermination, Claudio Arrau, Vlado Perlemuter et Nikita Magaloff n'auraient jamais été reconnus. En invitant Viktor Maltov, André Furio prend tous les risques, mais il sait ce qu'il fait, car, bien que passé à l'Ouest depuis peu, cette violoniste soviétique est déjà reconnue pour l'un des archets les plus conquérants de cette fin de siècle. Sa *Sonate* de

Dernier « coup de cœur » de la saison, à la Fénice Opéra toujours amarrée face au 200, quel de Jemmapes. La soprane Béatrice Cramoix et l'ensemble Les Festes galantes associent les compositeurs contemporains Claude Prey, Philippe Hersant à Louis Nicolas Clément dans un spectacle sur la gestuelle baroque. Les 2 et 3 juin à 20 heures ; le 4, à 17 heures. Tél. : 42-45-18-20. 100 F.

RÉGIONS

Lyon

Richard Strauss

Arènes à Mâcon, Concerto Carol, Steven Cole, Michel Fournier, Brigitte Fournier, Georges Gauthier, Macchabée Gassendat, Sami Jo, Klaus Koenig, Thomas Linder, etc., Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kant Wagner (direction), Gernot Albrecht (soliste en scène).

Peut-être le plus intemporel et le plus beau des opéras de Richard Strauss, le plus difficile à mettre en scène aussi, sans doute. Kant Wagner est un chef d'orchestre précis, efficace, qui sait mettre en valeur la finesse des œuvres qu'il dirige. Il manque parfois de souffle, mais *Ariane et Salomé*. L'Orchestre de l'Opéra de Lyon est un jeune ensemble dont les qualités compensent largement de menus défauts. De belles soirées en perspective.

Le 1^{er} juin, Auditorium de Lyon, 20 h 30 (+ les 5 et 7 juin, à Orléans). Tél. : (03) 78-28-00-00, 110 F et 170 F.

Wagner

Opéra de Vézelay, Saône

Rachmaninov

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Ravel

Duoplate et Chloé, suites n° 1 et 2

Bruno Lacombe (piano), Chœur de l'Orchestre national de Lyon, Bernard Tota (direction), Orchestre de Lyon, Emmanuel Krivine (direction).

Gelber-Krivine : la rencontre peut-être explosive ! La virtuosité du premier s'accommodant bien du goût marqué du second pour la musique russe du tournant du dix-neuvième siècle. Les 2 et 3 juin à 20 heures ; le 4, à 17 heures. Tél. : 42-45-18-20. 100 F.

Marseille

Berlioz

Les Troyens

Liba Bada, Gilbert Py, Armand Argenti, Marc Bernard, Martin Maki, Grace Bumbry, Jean-Luc Viala, Orchestre de l'Opéra de Marseille, Henry Lewis (direction), Jacques Karpis (soliste en scène).

Le grand œuvre de Berlioz n'a longtemps pas eu de chance en France : rarement monté, et dans des versions souvent contestables il sort peu à peu du purgatoire. Témoin cette nouvelle production de l'Opéra de Marseille. L'Opéra de la Bastille réconciliera-t-il la France

avec l'un de ses joyaux lyriques ? Sublime !

Les 3 et 4 juin, à 19 heures, Opéra. Tél. : (03) 31-55-21-22 ou 21-23. De 40 F à 180 F.

Montpellier

Bézet

Carmin, Aurélien Dumas, Jeanne Thibaut, Gilles Coudane, Danièle Seret, Martine Chénier, Sophie Fournier, Antoine Normand, Philippe Dufay, Chœur de l'Opéra de Montpellier, Orchestre philharmonique de Langue-d'Oc, Cyrille Dierich (direction), Pierre Strousser (soliste en scène).

Un distribution proche de celle de Bercy, mais un lieu fait pour l'opéra et un metteur en scène qui n'aura donc pas à occuper un trop grand espace. Mais cet opéra demeure l'un des plus difficiles à mettre en scène (combien de metteurs en scène s'y sont cassés les dents ?). Pierre Strousser a tenu à son actif : *Pelléas et Mélisande* de Debussy, et ce n'est pas précisément un opéra facile à monter.

Les 6, 14, 16 et 20 juin, à 20 heures ; les 11 et 19 juin, à 15 heures. Opéra. Tél. : (03) 67-66-00-02. De 30 F à 135 F.

Toulouse

Rossini

Le Barbier de Séville

Avec Jean-Pierre, Maurice Barthe, Yveline Yonel, Gino et Louis Chénier, Barreau Toulousain, Orchestre national du Capitole de Toulouse, Bruno Campanella (direction), Alain Maréchal (soliste en scène).

Le Barbier de Séville a longtemps été l'opéra de Rossini dont on ne connaissait que les ouvertures. La situation a heureusement changé, mais quel plaisir de réentendre cette œuvre merveilleusement écrite, dont les numéros s'enchâssent avec maestria. La distribution paraît excellente.

Les 2 et 6 juin, à 20 h 30 ; le 4, à 14 h 30. Théâtre du Capitole. Tél. : (03) 61-22-44-40. De 60 F à 200 F.

Créteil

Le City Solitaire

Aux marges du rock, il y a des musiciens qui tracent leur chemin tout seuls sans trop se retourner pour voir s'ils sont suivis. Créteil et le City Solitaire font une musique gaie comme un film de Kieślowski mais aussi infatigable.

Le 31 mai au Truc 64, 70, bd Joffre-Curie, Vincennes à 21 heures. 80 F. Le 2 juin, à l'Ubu, à Boulogne, 36 et 35 F. Le 3, à Paris au Rex Club, 5, bd Poissonnière, 75002 Paris, à 23 h 30. 70 F.

Fonds

Antiklope Kuti

Saxophoniste et chanteur nigérian, Femi est le fils de Fela Anikulapo Kuti, l'un des pionniers de l'afro-beat. Sa musique ressemble beaucoup à celle de son père, textes militants et ambiances jazzifiées. Et c'est un complément !

Les 2 et 3 juin au New Morning, 7-8, rue des Portes-Saintes, Paris 10^e, à 21 h 30.

La sélection

« Histoires », « Rock », « Rock »

« Histoires », « Rock », « Rock »

Retenez vos places

Les 7 et 8 juin, Susan Dunn (soprano), Waltraud Meier (mezzo-soprano), Luciano Pavarotti (ténor), Ferruccio Furlanetto (basse), chœur de l'Orchestre de Paris, Arthur Oldham (chef des chœurs), Orchestre de Paris, Daniel Barenboim (direction) : Verdi (*Requiem*). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-98, par carte bleue uniquement. De 48 F à 180 F.

Les 9 et 10 juin, Murray Perahia (piano), Orchestre symphonique de Londres, Sir Georg Solti (direction) : Mozart (*Concerto KV 467*), Brahms (*4^e Symphonie*), Beethoven (*4^e Concerto*), Mahler (*1^{re} Symphonie*). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par carte bleue uniquement. De 120 F à 600 F.

Le 9 juin, Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marc Jancowski (direction) : Richard Strauss (*Don Juan*, *Indes*, *Suite du Chevalier à la rose*, *Schöne fée de Capriccio*). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 140 F.

Le 11 juin, Orchestre national de France, Wolfgang Sawallisch (direction) : Richard Strauss (*Sinfonia domestica*, *Le Bourgeois gentilhomme*). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Les 14 et 15 juin, Alain Moglia (violin), Orchestre de Paris, Gunther Herbig (direction) : Haydn (*Sympho-*

nie n° 51, Britten (*Concerto pour violon*), Beethoven (*Symphonie n° 8*). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-96. De 48 F à 180 F.

Le 19 juin, Alicia de Larrocha (piano) : Schubert (*Impromptus op. 90 n° 1 et 4*, *Sonate op. 120*), Albeniz (*Evocation*, *Rondena*, *Trianza*), Granados (*Los Requiéscos*, *Quejas o la maja y el ruiseñor*, *El Pelele*). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 220 F.

Le 19 juin, Alfred Brendel (piano) : Haydn (*Sonate Hob. XVI/44*), Brahms (*Balades op. 10*), Weber (*Sonate op. 39*), Mendelssohn (*Variations sérieuses*), Beethoven (*Sonate Appassionata*). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 23 juin, Vlado Perlemuter (piano) : Beethoven (*Les Adieux*), Fauré (*trois Nocturnes*), Chopin (*quatre Ballades*). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 28 juin, Michel Béroff (piano), Orchestre de Paris, Claus Peter Floor (direction) : Rossini (*Couverture de Guillaume Tell*), Richard Strauss (*Parergon à la Symphonie domestique pour main gauche et orchestre*), Dvorak (*Symphonie n° 8*). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-96, par carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

PIANO

9 JUIN et 10 JUIN

L.S.O.

SOLTI-PERAHIA

13 JUIN

NIKITA MAGALOFF

16 JUIN

CLAUDIO ARRAU

19 JUIN

ALFRED BRENDL

SALLE PLEYEL

LOCATION : 45.63.88.73

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO-FRANCE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

VENREDI 9 JUIN. 20 H 30

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

CONCERT EXCEPTIONNEL

Hommage à RICHARD STRAUSS

LUCIA POPP, soprano

Direction : MAREK JANOWSKI

Location ouverte sur place et à Radio France de 11 h à 18 h

sous dimanche et jours fériés

et à partir de 20 h le 9 juin.

Prix des places : 50, 80, 130 et 180 F

PASTEL - location : 42.33.43.00

Radio France

مكتبة الأصم